

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1326

[S - C - 97/9518]

20 MAI 1997

Loi sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE Ier. — Principes généraux de la coopération

Art. 2. Les demandes tendant à l'exécution en Belgique de mesures provisoires, ou de saisies aux fins de confiscation et de décisions de confiscation prononcées dans un État étranger donneront lieu à exécution en Belgique, en application des traités et conventions conclus à cette fin sur la base de la réciprocité entre la Belgique et les États concernés, sous les conditions et selon les procédures prévues dans la présente loi.

(1) *Session ordinaire 1995-1996.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi : n° 427/1. — Amendement : n° 427/2. — Rapport : n° 427/3. — Texte adopté par la commission : n° 427/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat : n° 427/5.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 20 juillet 1996.

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat : n° 427/6. Amendements : n° 427/7. — Rapport : n° 427/8. — Texte adopté par la commission : n° 427/9. — Texte réamendé en séance plénière et transmis au Sénat : n° 427/10.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 19 février 1997. — Adoption. Séance du 20 février 1997.

Documents parlementaires. — Projet réamendé par le Sénat : n° 427/11. — Rapport : n° 427/12. — Article corrigé en séance plénière : n° 427/13.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 29 avril 1997. — Adoption. Séance du 30 avril 1997.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants : n° 1-393/1.

Session ordinaire 1996-1997.

Sénat.

Documents parlementaires. — Amendements : n° 1-393/2. - Rapport : n° 1-393/3. - Texte adopté par la commission : n° 1-393/4. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants : n° 1-393/5.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 18 décembre 1996. — Adoption. Séance du 20 décembre 1996.

Documents parlementaires. — Projet réamendé par la Chambre des représentants : n° 1-393/6. — Amendements : n° 1-393/7. Rapport : n° 1-393/8. — Texte adopté par la Commission : n° 1-393/9. — Texte réamendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants : n° 1-393/10.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 6 mars 1997.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 1326

[S - C - 97/9518]

20 MEI 1997. — Wet betreffende de internationale samenwerking inzake de tenuitvoerlegging van inbeslagnemingen en verbeurd- verklaringen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen van de samenwerking

Art. 2. De verzoeken tot tenuitvoerlegging in België van voorlopige maatregelen of inbeslagnemingen met het oog op verbeurdverklaring, en van beslissingen tot verbeurdverklaring uitgesproken in een vreemde Staat geven in België aanleiding tot uitvoering met toepassing van de verdragen en overeenkomsten die te dien einde tussen België en de betrokken Staten onder beding van wederkerigheid zijn gesloten, en wel onder de voorwaarden en volgens de procedures bepaald in deze wet.

(1) *Gewone zitting 1995-1996.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp : nr. 427/1. — Amendement : nr. 427/2. — Verslag : nr. 427/3. — Tekst aangenomen door de Commissie : nr. 427/4 — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat : nr. 427/5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 juli 1996.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat : nr. 427/6. — Amendementen : nr. 427/7. — Verslag : nr. 427/8. — Tekst aangenomen door de Commissie : nr. 427/9. — Tekst opnieuw geamendeerd in plenaire vergadering en overgezonden naar de Senaat : nr. 427/10.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 19 februari 1997. — Aanneming. Vergadering van 20 februari 1997.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Senaat : nr. 427/11. — Verslag : nr. 427/12 — Artikel verbeterd in plenaire vergadering : nr. 427/13.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 29 april 1997. — Aanneming. Vergadering van 30 april 1997.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers : nr. 1-393/1.

Gewone zitting 1996-1997.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen : nr. 1-393/2. — Verslag : nr. 1-393/3. Tekst aangenomen door de Commissie : nr. 1-393/4. — Tekst geamendeerd door de Senaat en overgezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers : nr. 1-393/5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 18 december 1996. — Aanneming. Vergadering van 20 december 1996.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers : nr. 1-393/6. — Amendementen : nr. 1-393/7. — Verslag : nr. 1-393/8. — Tekst aangenomen door de Commissie : nr. 1-393/9. — Tekst opnieuw geamendeerd door de Senaat en overgezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers : nr. 1-393/10.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 maart 1997.

Art. 3. § 1^{er}. L'exécution de la demande ne sera en aucun cas accordée :

1° si elle risque de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la Belgique;

2° s'il existe des raisons sérieuses de croire que la demande est fondée sur des considérations contraires à l'article 14 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

3° si l'infraction qui est à la base de la demande est une infraction politique, sous réserve des dérogations prévues par les traités.

§ 2. Il sera sursis à la décision sur l'exécution des mesures visées par la demande, si celles-ci risquent de porter préjudice à des recherches ou à des poursuites menées par les autorités belges.

CHAPITRE II. — L'exécution des décisions étrangères de confiscation

Section 1. — Conditions de l'exécution

Art. 4. Une décision de confiscation prononcée par les autorités judiciaires d'un État étranger sera exécutée en Belgique si les conditions suivantes sont réunies :

1° la décision doit être fondée sur un jugement portant condamnation de la personne à l'égard de laquelle elle est prononcée;

2° le fait qui est à la base de la décision doit constituer également une infraction au regard de la loi belge;

3° le jugement portant condamnation doit avoir été rendu dans le respect des droits de la défense;

4° la personne ne peut pas avoir été jugée en Belgique pour le même fait;

5° le jugement portant condamnation, de même que la décision de confiscation qui aurait été prise à l'issue d'une procédure séparée, doivent être définitifs et exécutoires;

6° la peine ne peut pas être prescrite selon la loi belge;

7° les choses sur lesquelles porte la confiscation doivent constituer des choses qui ont servi ou qui ont été destinées à commettre l'infraction, au sens de l'article 42, 1°, du Code pénal, ou des choses qui ont été produites par l'infraction, au sens de l'article 42, 2°, du Code pénal, ou des avantages patrimoniaux tirés directement de l'infraction, des biens et valeurs qui leur ont été substitués ou des revenus de ces avantages investis, au sens de l'article 42, 3°, du Code pénal.

Art. 5. Lorsque la confiscation dont l'exécution est demandée consiste dans l'obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur des choses visées à l'article 42, 3° du Code pénal, celle-ci sera exécutée, par dérogation à l'article 4, 7°, aux conditions suivantes :

1° que la somme d'argent sur laquelle porte la confiscation ne soit pas supérieure à l'évaluation monétaire de ces choses, conformément à l'article 43bis du Code pénal;

2° que ces choses ne puissent être trouvées et qu'il n'existe pas, sur le territoire de l'État requérant, de biens sur lesquels celui-ci pourrait faire recouvrer sa créance, sur déclaration de l'État requérant.

Art. 6. Sans préjudice de l'application de l'article 5, lorsque la confiscation dont l'exécution est demandée ne répond que partiellement à la condition prévue à l'article 4, 7°, la confiscation sera exécutée partiellement, dans la mesure seulement où elle répond à cette condition.

Section 2. — Procédure

Art. 7. Lorsqu'une demande tendant à l'exécution d'une décision de confiscation est adressée à la Belgique, le tribunal correctionnel du lieu où sont situés les biens sur lesquels porte la confiscation rend cette décision exécutoire, après avoir entendu le ministère public et la personne condamnée le cas échéant par commission rogatoire, ou son conseil, et après avoir vérifié que les conditions prévues à l'article 4 sont réunies et que les causes de refus prévues à l'article 3 ne doivent pas être appliquées.

Le tribunal est lié par la constatation des faits, tels qu'ils ressortent explicitement ou implicitement de la décision étrangère.

Art. 3. § 1. De uitvoering van het verzoek wordt in geen geval toegestaan :

1° indien zulks de soevereiniteit, de veiligheid, de openbare orde of andere wezenlijke belangen van België zou kunnen schaden;

2° indien redelijke gronden bestaan om te geloven dat het verzoek is ingegeven door overwegingen tegenstrijdig met artikel 14 van het Europees verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;

3° indien het strafbaar feit waarop het verzoek betrekking heeft, een politiek misdrijf is, onder voorbehoud van afwijkingen bepaald in de verdragen.

§ 2. De beslissing over de tenuitvoerlegging van de maatregelen bedoeld in het verzoek wordt uitgesteld indien deze maatregelen opsporingen of vervolgingen door de Belgische overheden zouden kunnen schaden.

HOOFDSTUK II. — Tenuitvoerlegging van buitenlandse beslissingen tot verbeurdverklaring

Afdeling 1. — Voorwaarden op het stuk van de tenuitvoerlegging

Art. 4. Een beslissing tot verbeurdverklaring uitgesproken door de rechterlijke autoriteiten van een vreemde Staat wordt in België ten uitvoer gelegd indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de beslissing moet gegrond zijn op een vonnis van veroordeling van de betrokken persoon;

2° het feit dat aan de beslissing ten grondslag ligt, moet ook volgens de Belgische wetgeving een strafbaar feit vormen;

3° het veroordelend vonnis moet gewezen zijn met inachtneming van de rechten van de verdediging;

4° de betrokken persoon mag in België voor hetzelfde feit nog niet zijn geconvict;

5° het veroordelend vonnis alsook de beslissing van verbeurdverklaring die eventueel na een afzonderlijke procedure is genomen, moeten definitief en uitvoerbaar zijn;

6° de straf mag volgens de Belgische wetgeving niet zijn verjaard;

7° de zaken waarop de verbeurdverklaring betrekking heeft, moeten zaken vormen die gediend hebben of bestemd waren voor het plegen van een misdrijf, in de zin van artikel 42, 1°, van het Strafwetboek, of die uit het misdrijf voortkomen, in de zin van artikel 42, 2°, van het Strafwetboek, of vermogensvoordelen die rechtstreeks uit het misdrijf verkregen zijn of goederen en waarden die in de plaats van het misdrijf zijn gesteld of inkomsten uit de belegde voordelen, in de zin van artikel 42, 3°, van het Strafwetboek.

Art. 5. Indien de verbeurdverklaring waarvan de tenuitvoerlegging wordt gevraagd, bestaat in de verplichting een geldbedrag te betalen dat overeenkomt met de waarde van de zaken bedoeld in artikel 42, 3°, van het Strafwetboek, wordt de verbeurdverklaring, in afwijking van artikel 4, 7°, ten uitvoer gelegd op voorwaarde dat :

1° het geldbedrag waarop de verbeurdverklaring betrekking heeft, niet hoger is dan de geldwaarde van de zaken, geraamd overeenkomstig artikel 43bis van het Strafwetboek;

2° voornoemde zaken niet kunnen worden gevonden en op het grondgebied van de verzoekende Staat geen goederen bestaan waarop deze zijn schuldvordering kan innen, op verklaring van de verzoekende Staat.

Art. 6. Wanneer de tenuitvoerlegging wordt gevraagd van een verbeurdverklaring die slechts gedeeltelijk voldoet aan de voorwaarde gesteld in artikel 4, 7°, wordt de verbeurdverklaring, onverminderd de toepassing van artikel 5, gedeeltelijk uitgevoerd, te weten in de mate waarin aan voornoemde voorwaarde is voldaan.

Afdeling 2. — Procedure

Art. 7. Wanneer de Belgische Staat wordt verzocht een beslissing tot verbeurdverklaring ten uitvoer te leggen, maakt de correctionele rechtbank van de plaats waar de goederen gelegen zijn waarop de verbeurdverklaring betrekking heeft, die beslissing uitvoerbaar na het openbaar ministerie en de veroordeelde persoon, in voorkomend geval door middel van een ambtelijke opdracht, of zijn raadsman te hebben gehoord, en na te hebben gecontroleerd dat de voorwaarden bedoeld in artikel 4 zijn vervuld en de weigeringsgronden bedoeld in artikel 3 niet van toepassing zijn.

De rechtbank is gebonden door de vaststelling van de feiten zoals die uitdrukkelijk in de buitenlandse beslissing zijn uiteengezet of impliciet daaruit blijken.

En cas d'application de l'article 6, le tribunal indique les choses ou, s'il est fait application de l'article 5, le montant de la somme d'argent sur lesquels portera la confiscation.

Le ministère public et la personne condamnée peuvent se pourvoir en cassation contre la décision du tribunal.

Art. 8. La confiscation qui a été rendue exécutoire en Belgique selon la procédure prévue à l'article 7 est assimilée à la confiscation prononcée conformément aux articles 42, 43 et 43bis du Code pénal.

CHAPITRE III. — L'exécution des demandes étrangères de saisie

Section 1. — Conditions de l'exécution

Art. 9. Toute demande de mesure provisoire ou de saisie, aux fins de confiscation, adressée par un État étranger, donnera lieu à exécution en Belgique si les conditions suivantes sont réunies :

- 1° elle doit émaner d'une autorité judiciaire;
- 2° le fait qui est à la base de la demande doit constituer une infraction au regard de la loi belge et de la loi étrangère;
- 3° la personne visée par la demande ne peut pas avoir été jugée en Belgique pour le même fait;
- 4° la mesure sollicitée doit pouvoir être prise, en vertu du droit belge, par les autorités judiciaires belges à des fins de recherches ou de poursuites s'il s'agissait d'une affaire interne analogue.

Section 2. — Procédure

Art. 10. Lorsqu'une demande tendant à l'exécution d'une mesure provisoire ou d'une saisie est adressée à la Belgique, la chambre du conseil du tribunal de première instance du lieu où sont situés les biens sur lesquels porte la demande rend exécutoire la mesure provisoire ou la saisie, après avoir vérifié que les conditions prévues à l'article 9 sont réunies et que les causes de refus prévues à l'article 3 ne doivent pas être appliquées.

La chambre du conseil statue au plus tard cinq jours après avoir été saisie de la demande.

La mesure provisoire portant sur des biens immobiliers, prononcée par la chambre du conseil, est soumise par analogie aux conditions de forme énoncées à l'article 35bis du Code d'instruction criminelle et a les effets prévus par ce même article.

Art. 11. En cas d'urgence, les mesures provisoires dont l'exécution immédiate est nécessaire seront prises, par l'ordonnance du juge d'instruction du lieu où sont situés les biens visés.

Ces mesures ne seront pas maintenues si, dans les cinq jours de l'ordonnance, elles ne sont pas confirmées par la chambre du conseil, statuant conformément à l'article 10.

CHAPITRE IV. — Dispositions modificatives

Section 1. — Les décisions de confiscation prononcées en Belgique

Art. 12. Un article 43ter, rédigé comme suit, est inséré dans le Code pénal :

« Art. 43ter. La confiscation spéciale s'appliquant aux choses visées à l'article 42 pourra également être prononcée lorsque ces choses se trouvent hors du territoire de la Belgique. »

Art. 13. L'article 165 du Code d'instruction criminelle est complété par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Lorsque le jugement de condamnation emporte la confiscation spéciale de choses se trouvant hors du territoire de la Belgique, le ministère public en avise le ministre de la Justice et lui transmet copie du dossier répressif. »

Art. 14. L'article 197, modifié par la loi du 10 juillet 1967, du même Code est complété par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Lorsque le jugement de condamnation emporte la confiscation spéciale de choses se trouvant hors du territoire de la Belgique, le ministère public en avise le ministre de la Justice et lui transmet copie du dossier répressif. »

Bij toepassing van artikel 6 vermeldt de rechtbank de zaken of, wanneer artikel 5 wordt toegepast, het geldbedrag waarop de verbeurdverklaring betrekking heeft.

Het openbaar ministerie en de veroordeelde persoon kunnen tegen de beslissing van de rechtbank voorziening in cassatie instellen.

Art. 8. De verbeurdverklaring die overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 7 in België uitvoerbaar is gemaakt, wordt gelijkgesteld met de verbeurdverklaring uitgesproken krachtens de artikelen 42, 43 en 43bis van het Strafwetboek.

HOOFDSTUK III. — Tenuitvoerlegging van buitenlandse verzoeken tot inbeslagneming

Afdeling 1. — Voorwaarden op het stuk van de tenuitvoerlegging

Art. 9. De verzoeken tot het nemen van voorlopige maatregelen of tot inbeslagneming met het oog op verbeurdverklaring ingediend door een vreemde Staat, geven in België aanleiding tot tenuitvoerlegging indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° het verzoek moet uitgaan van een rechterlijke overheid;
- 2° het feit waarop het verzoek betrekking heeft, moet volgens de Belgische wetgeving alsook volgens de wetgeving van de vreemde Staat een misdrijf vormen;
- 3° de persoon waarop het verzoek betrekking heeft, mag in België voor hetzelfde feit nog niet gevonnist zijn;
- 4° de maatregel waarom wordt verzocht, moet door de Belgische rechterlijke autoriteiten, krachtens het Belgisch recht, kunnen worden genomen, met het oog op opsporingen of vervolgingen, indien het om een analoge interne zaak gaat.

Afdeling 2. — Procedure

Art. 10. Wanneer de Belgische Staat wordt verzocht een voorlopige maatregel of een inbeslagneming met het oog op verbeurdverklaring ten uitvoer te leggen, maakt de raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar de goederen waarop het verzoek betrekking heeft, gelegen zijn, de voorlopige maatregel of de inbeslagneming uitvoerbaar na te hebben gecontroleerd dat de voorwaarden bedoeld in artikel 9 zijn vervuld en de weigeringsgronden bedoeld in artikel 3 niet van toepassing zijn.

De raadkamer doet uitspraak ten laatste vijf dagen nadat het verzoek bij haar is ingediend.

De voorlopige maatregel met betrekking tot onroerende goederen uitgesproken door de raadkamer is bij overeenkomstige toepassing onderworpen aan dezelfde vormvoorschriften en heeft dezelfde gevolgen als voorzien in artikel 35bis van het Wetboek van Strafvordering.

Art. 11. In spoedeisende gevallen worden de voorlopige maatregelen, die onverwijld ten uitvoer moeten worden gelegd, genomen op beschikking van de onderzoeksrechter van de plaats waar de betrokken goederen gelegen zijn.

Die maatregelen worden niet gehandhaafd indien zij binnen vijf dagen te rekenen van de beschikking niet worden bevestigd door de raadkamer, die uitspraak doet overeenkomstig het bepaalde in artikel 10.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling 1. — Beslissingen tot verbeurdverklaring uitgesproken in België

Art. 12. In het Strafwetboek wordt een artikel 43ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 43ter. De bijzondere verbeurdverklaring die van toepassing is op de zaken bedoeld in artikel 42, kan eveneens worden uitgesproken wanneer die zaken zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden. »

Art. 13. Artikel 165 van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Indien het veroordelend vonnis de bijzondere verbeurdverklaring inhoudt van zaken die zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden, stelt het openbaar ministerie de minister van Justitie daarvan in kennis en zendt het hem een afschrift van het strafdossier toe. »

Art. 14. Artikel 197 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 10 juli 1967, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Indien het veroordelend vonnis de bijzondere verbeurdverklaring inhoudt van zaken die zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden, stelt het openbaar ministerie de minister van Justitie daarvan in kennis en zendt het hem een afschrift van het strafdossier toe. »

Art. 15. L'article 376 du même Code est complété par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Lorsque l'arrêt de condamnation emporte la confiscation spéciale de choses se trouvant hors du territoire de la Belgique, le ministère public en avise le ministre de la Justice et lui transmet copie du dossier répressif »

Section 2. — Les mesures provisoires prises en Belgique

Art. 16. Le début de l'article 35 du même Code est rédigé comme suit :

« Art. 35. Le procureur du Roi se saisira des choses visées à l'article 42 du Code pénal, des armes et de tout ce qui paraîtra constituer un avantage patrimonial tiré de l'infraction; ».

Art. 17. Un article 35bis, rédigé comme suit, est inséré dans ce même Code :

« Art. 35bis. Lorsque les choses paraissant constituer un avantage patrimonial tiré d'une infraction sont des biens immeubles, la saisie immobilière conservatoire sera faite par exploit d'huissier signifié au propriétaire et contenant, à peine de nullité, la copie du réquisitoire du procureur du Roi, ainsi que les différentes mentions visées aux articles 1432 et 1568 du Code judiciaire, et le texte du troisième alinéa du présent article.

L'exploit de saisie sera présenté à la transcription, le jour même de la signification, au bureau des hypothèques de la situation des biens. La transcription prendra date au jour de la remise de cet exploit.

La saisie immobilière conservatoire est valable pendant cinq années prenant cours à la date de sa transcription, sauf renouvellement pour le même terme sur présentation au conservateur, avant l'expiration du délai de validité de la transcription, d'une requête établie en double exemplaire par le procureur ou le juge d'instruction compétent.

La saisie est maintenue pour le passé par la mention succincte en marge de sa transcription, pendant le délai de validité de celle-ci, de la décision judiciaire définitive ordonnant la confiscation du bien immobilier.

La radiation de la saisie immobilière conservatoire peut être accordée par le procureur ou le juge d'instruction susvisés, ou, le cas échéant, par le bénéficiaire de la confiscation, ou peut aussi être ordonnée par décision judiciaire. »

Art. 18. A l'article 89 du même Code modifié par la loi du 10 juillet 1967, le chiffre « , 35bis » est inséré entre les chiffres « 35 » et « , 36 ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 15. Artikel 376 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Indien het veroordelend arrest de bijzondere verbeurdverklaring inhoudt van zaken die zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden, stelt het openbaar ministerie de minister van Justitie daarvan in kennis en zendt het hem een afschrift van het strafdossier toe. »

Afdeling 2. — Voorlopige maatregelen genomen in België

Art. 16. De aanhef van artikel 35 van hetzelfde Wetboek luidt als volgt :

« Art. 35. De procureur des Konings neemt de voorwerpen bedoeld in artikel 42 van het Strafwetboek, de wapens en tevens alles in beslag wat een uit het misdrijf verkregen vermogensvoordeel schijnt te vormen; ».

Art. 17. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 35bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35bis. Indien de zaken die het uit het misdrijf verkregen vermogensvoordeel schijnen te vormen, onroerende goederen zijn, wordt bewarend beslag op onroerend goed gedaan, zulks bij deurwaardersexploot dat aan de eigenaar wordt betekend en op straffe van nietigheid een afschrift van de vordering van de procureur des Konings moet bevatten, alsmede de verschillende vermeldingen bedoeld in de artikelen 1432 en 1568 van het Gerechtelijk Wetboek, evenals de tekst van het derde lid van dit artikel.

Het beslagexploot moet op de dag zelf van de betekening ter overschrijving worden aangeboden op het kantoor der hypotheek van de plaats waar de goederen gelegen zijn. Als dagtekening van de overschrijving geldt de dag van afgifte van het exploit.

Het bewarend beslag op onroerend goed geldt gedurende vijf jaren met ingang van de dagtekening der overschrijving, behoudens vernieuwing voor dezelfde termijn op vertoon aan de bewaarder, vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de overschrijving, van een door de bevoegde procureur of onderzoeksrechter in dubbel opgemaakte vordering.

Het beslag wordt blijvend voor het verleden in stand gehouden door de beknopte melding op de kant van de overschrijving van het beslag, binnen haar geldigheidsduur, van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij de verbeurdverklaring van het onroerend goed werd bevolen.

Doorhaling van het bewarend onroerend beslag kan verleend worden door de voormelde procureur of onderzoeksrechter, of desgevallend door de beneficiant van de verbeurdverklaring, of kan ook bij rechterlijke beslissing bevolen worden. »

Art. 18. In artikel 89 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 10 juli 1967, wordt tussen de cijfers « 35 » en « , 36 » het cijfer « , 35bis » ingevoegd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par les lois des 21 août 1948, 6 juillet 1964, 27 mars 1969, 2 décembre 1982, 18 juillet 1991, par l'arrêté royal du 5 août 1991 et par la loi du 5 août 1992;

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de wetten van 21 augustus 1948, 6 juli 1964, 27 maart 1969, 2 december 1982, 18 juli 1991, bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1991 en bij de wet van 5 augustus 1992;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 26 novembre 1976 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets, notamment l'article 1^{er},

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1980 réglant l'octroi à certains membres du personnel de la police judiciaire près les parquets d'une allocation pour travail supplémentaire et d'une allocation pour service irrégulier, modifié par les arrêtés ministériels des 18 février 1985 et 24 septembre 1991, notamment les articles 7 et 10;

Vu le protocole n° 97 du 27 mars 1995 du Comité de secteur III - Justice;

Vu le protocole n° 139 du 30 mai 1996 du Comité de secteur III - Justice;

Vu l'avis du Conseil de concertation de la police judiciaire, donné le 8 mai 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 mai 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mai 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 23 mai 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1980 réglant l'octroi à certains membres du personnel de la police judiciaire près les parquets d'une allocation pour travail supplémentaire et d'une allocation pour service irrégulier, modifié par l'arrêté ministériel du 24 septembre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 7. Le taux horaire de l'allocation prévue à l'article 5 est fixé à 145 pourcent de la 1/1850e partie du traitement annuel brut en vigueur au 1^{er} novembre 1993. »

Art. 2. L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 24 septembre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. Le taux horaire de l'allocation prévue à l'article 8 est fixé à 32,5 pourcent de la 1/1850e partie du traitement annuel brut en vigueur au 1^{er} novembre 1993. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 1997.

Bruxelles, le 23 juin 1997.

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre du Budget
H. VAN ROMPUY

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 november 1976 houdende bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 februari 1980 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten van een toelage voor overwerk en een toelage voor onregelmatige dienst, gewijzigd bij de ministeriele besluiten van 18 februari 1985 en 24 september 1991, inzonderheid op de artikelen 7 en 10;

Gelet op protocol nr. 97 van 27 maart 1995 van Sectorcomité III - Justitie;

Gelet op protocol nr 139 van 30 mei 1996 van Sectorcomité III, Justitie;

Gelet op het advies van de Raad van Overleg van de gerechtelijke politie, gegeven op 8 mei 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 mei 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 23 mei 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken van 23 mei 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7 van het ministerieel besluit van 1 februari 1980 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten van een toelage voor overwerk en een toelage voor onregelmatige dienst, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 24 september 1991, wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. Het bedrag per uur van de toelage voorgeschreven in artikel 5 wordt vastgesteld op 145 percent van 1/1850e van de brutojaarwedde van kracht op 1 november 1993. »

Art. 2. Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 24 september 1991, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Het bedrag per uur van de toelage voorgeschreven in artikel 8 wordt vastgesteld op 32,5 percent van 1/1850e van de brutojaarwedde van kracht op 1 november 1993. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1997.

Brussel, 23 juni 1997.

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

F. 97 — 1328

[C - 97/9545]

23 JUNI 1997. — Arrêté ministériel octroyant aux membres du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat une allocation pour service irrégulier

Le Ministre de la Justice,

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux du 6 février 1967 et du 2 mars 1989;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 1966 portant le statut du personnel de la section Sûreté de l'Etat de l'Administration de la Sûreté publique modifié par les arrêtés royaux des 27 novembre 1968, 26 avril 1971 et 22 décembre 1993;

Vu le protocole n° 97 du 27 mars 1995 du Comité de secteur III - Justice;

Vu le protocole n° 139 du 30 mai 1996 du Comité de secteur III - Justice;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 août 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 janvier 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 21 janvier 1997;

N. 97 — 1328

[C - 97/9545]

23 JUNI 1997. — Ministerieel besluit houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige dienst aan de personeelsleden van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat

De Minister van Justitie,

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 1967 en 2 maart 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van de sectie Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 november 1968, 26 april 1971 en 22 december 1993;

Gelet op protocol nr 97 van 27 maart 1995 van Sectorcomité III - Justitie;

Gelet op protocol nr 139 van 30 mei 1996 van Sectorcomité III - Justitie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 augustus 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 januari 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 21 januari 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le protocole n° 97 du 27 mars 1995 prévoit un ajustement de l'allocation pour service irrégulier en faveur des agents et officiers de la Police judiciaire près les parquets;

Considérant que la carrière et les dispositions pécuniaires des membres du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat sont mises en concordance avec celles des agents et officiers de la Police judiciaire près les parquets et que l'ensemble des mesures négociées par le protocole d'accord n°97 du 27 mars 1995 pour la Police judiciaire est applicable aux membres des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat;

Considérant qu'il convient d'accorder le bénéfice de l'ajustement de l'allocation pour service irrégulier aux membres du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat au moment où il est accordé aux agents et officiers de la Police judiciaire près les parquets afin de ne pas créer de distinction sur le plan pécuniaire entre les membres du personnel de ces deux services;

Considérant que ce bénéfice est accordé aux agents et officiers judiciaires près les parquets à partir du 1^{er} mai 1997,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat.

CHAPITRE II. — *Service du week-end et nocturne*

Section Ire. — Service du week-end

Art. 2. Une allocation pour service irrégulier est accordée aux agents visés à l'article 1er astreints à un service le week-end.

Art. 3. Le service du week-end est celui accompli les samedis, les dimanches, les jours fériés légaux et réglementaires entre 0 et 24 heures.

Toutefois, ne peuvent donner lieu à l'allocation que les services effectifs accomplis dans les locaux de la Sûreté de l'Etat et ceux requis pour l'exécution d'une mission précise ordonnée par le commissaire en chef, l'administrateur général adjoint ou l'administrateur général.

Art. 4. Le taux horaire de l'allocation prévue à l'article 2 est fixé à 145 pourcent du 1/1850e du traitement annuel brut en vigueur au 1er novembre 1993.

Section II. — Service nocturne

Art. 5. Une allocation pour service irrégulier est accordée aux agents visés à l'article 1er astreints à un service nocturne.

Art. 6. Le service nocturne est celui accompli entre 22 heures et 4 heures. Est assimilé au service nocturne, le service effectué entre 18 heures et 8 heures, pour autant qu'il se termine à ou après 22 heures, ou qu'il commence à ou avant 4 heures.

Art. 7. Le taux horaire de l'allocation prévue à l'article 5 est fixé à 32,5 pourcent du 1/1850e du traitement annuel brut en vigueur au 1er novembre 1993.

Section III. — Dispositions communes aux sections I et II

Art. 8. Pour le service nocturne effectué les samedis, les dimanches, les jours fériés légaux et réglementaires, les taux prévus aux articles 4 et 7 peuvent être cumulés.

Art. 9. L'allocation est payée mensuellement, à terme échu.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 10. L'octroi des allocations prévues par le présent arrêté a lieu sous le contrôle du commissaire en chef, de l'administrateur général adjoint et de l'administrateur général.

Art. 11. La fraction d'heure que comprend le service irrégulier est arrondie à l'heure supplémentaire si elle est égale ou supérieure à trente minutes; elle est négligée, si elle n'atteint pas cette durée.

Gelet op wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het protocol nr 97 van 27 maart 1995 voor de agenten en officieren van de Gerechtelijke politie bij de parketten een aanpassing voorziet van de toelage voor onregelmatige dienst;

Overwegende dat de loopbaan en de geldelijke schikkingen van de personeelsleden van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat afgestemd zijn op deze van de agenten en officieren van de Gerechtelijke politie bij de parketten en dat het geheel van de onderhandelde maatregelen door het protocol nr 97 van 27 maart 1995 voor de gerechtelijke politie, van toepassing is op de leden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat;

Overwegende dat het passend is om het voordeel van de aanpassing van de toelage voor onregelmatige dienst te verlenen aan de personeelsleden van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat op het ogenblik dat dit voordeel wordt verleend aan de agenten en officieren van de Gerechtelijke politie bij de parketten teneinde geen onderscheid op geldelijk vlak te maken tussen de personeelsleden van deze twee diensten;

Overwegende dat dit voordeel met ingang van 1 mei 1997 wordt toegekend aan de gerechtelijke agenten en officieren bij de parketten,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat.

HOOFDSTUK II. — *Weekenddienst en nachtdienst*

Afdeling I. — Weekenddienst

Art. 2. Een toelage voor onregelmatige dienst wordt verleend aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die weekenddienst hebben.

Art. 3. Weekenddienst is arbeid verricht tussen 0 uur en 24 uur op zaterdagen, zondagen, wettelijke en reglementaire feestdagen.

Voor de toelage komen echter alleen in aanmerking de ambtswerkzaamheden verricht in de lokalen van de Veiligheid van de Staat en die welke vereist zijn voor de uitvoering van een bepaalde opdracht welke vooraf bevolen is door de hoofdcommissaris, door de adjunct-administrateur-generaal of door de administrateur-generaal.

Art. 4. Het bedrag per uur van de toelage voorgeschreven in artikel 2 wordt vastgesteld op 145 percent van 1/1850e van de brutojaarwedde van kracht op 1 november 1993.

Afdeling II. — Nachtdienst

Art. 5. Een toelage voor onregelmatige dienst wordt verleend aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die nachtdienst hebben.

Art. 6. Nachtdienst is arbeid verricht tussen 22 en 4 uur. Met nachtdienst wordt gelijkgesteld arbeid verricht tussen 18 en 8 uur voor zover hij eindigt te of na 22 uur of begint te of voor 4 uur.

Art. 7. Het bedrag per uur van de toelage voorgeschreven in artikel 5 wordt vastgesteld op 32,5 percent van 1/1850e van de brutojaarwedde van kracht op 1 november 1993.

Afdeling III. — Gemeenschappelijke bepalingen aan de afdelingen I en II

Art. 8. Voor nachtdienst verricht op zaterdagen, zondagen, wettelijke en reglementaire feestdagen mogen de bedragen vastgesteld bij de artikelen 4 en 7 worden samengevoegd.

Art. 9. De toelage wordt per maand en na vervallen termijn betaald.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 10. De toekenning van de toelagen bepaald door dit besluit geschiedt onder het toezicht van de hoofdcommissaris, de adjunct-administrateur-generaal en de administrateur-generaal.

Art. 11. Gedeelten van een uur onregelmatige dienst van dertig minuten of meer worden op een uur afgerond; gedeelten van minder worden verwaarloosd.

Art. 12. L'arrêté ministériel du 9 avril 1981 réglant l'octroi d'une allocation pour service irrégulier à certains membres du personnel des services extérieurs de la section Sûreté de l'Etat de l'Administration de la Sûreté publique, modifié par l'arrêté ministériel du 29 octobre 1993, est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1er mai 1997.

Bruxelles, le 23 juin 1997.

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK
Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Art. 12. Het ministerieel besluit van 9 april 1981 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige dienst aan sommige personeelsleden van de buitendiensten van de sectie Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 29 oktober 1993, wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1997.

Brussel, 23 juni 1997.

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK
De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 97 — 1329

[C - 97/15077]

**4 JUIN 1997. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 11 avril 1984
portant statut des Conseillers du Commerce extérieur**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1984 portant statut des Conseillers du Commerce extérieur;

Vu l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de mieux valoriser la fonction de Conseiller du Commerce extérieur dans l'intérêt des organismes de promotion des exportations et des entreprises exportatrices;

Considérant qu'il y a lieu, à cet égard, d'appuyer les efforts entrepris par l'asbl Association des Conseillers du Commerce extérieur belge (ACOMEX), constituée le 30/01/1997, en vue de structurer le réseau des Conseillers du Commerce extérieur et de développer et coordonner leurs activités;

Considérant qu'il est urgent, à cet effet, de redéfinir la fonction de Conseiller du Commerce extérieur et de procéder au renouvellement des mandats de Conseiller du Commerce extérieur venus à échéance;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre, Ministre des Finances et du Commerce extérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le 1^{er} alinéa de l'art.2 de l'arrêté royal du 11 avril 1984 portant statut des Conseillers du Commerce extérieur est remplacé par le texte suivant :

« Pour être nommé Conseiller du Commerce extérieur, il faut remplir les conditions suivantes :

a) être de nationalité belge;

b) être de conduite irréprochable et d'une honorabilité parfaite;

c) jouir des droits civils et politiques;

d) avoir au moins 30 ans et, sauf dérogation dûment motivée, ne pas avoir dépassé les 65 ans à la date de la nomination;

e) avoir une expérience de 10 ans minimum en matière d'exportation. »

Art. 2. Dans le même arrêté, un nouvel article 2bis est introduit et est libellé comme suit :

« Ne sont pas prises en compte pour une nomination de Conseiller du Commerce extérieur :

a) les personnes actives dans le secteur public ou dans une institution parastatale;

b) les personnes exerçant un mandat de Consul honoraire de Belgique. »

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 97 — 1329

[C - 97/15077]

4 JUNI 1997. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 11 april 1984 houdende statuut van de Adviseurs voor de Buitenlandse Handel

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, 2e lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1984 houdende statuut van de Adviseurs voor de Buitenlandse Handel;

Gelet op artikel 3 van de gecoördineerde wetten inzake de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het past om de functie van Adviseur voor de Buitenlandse Handel in het belang van de instellingen voor exportbevordering en van de exportondernemingen beter te valoriseren;

Overwegende dat er in dit opzicht reden toe is om de inspanningen van de vzw Vereniging van de Adviseurs voor de Belgische Buitenlandse Handel (VABH), die op 30/01/1997 werd opgericht, te steunen om het netwerk van Adviseurs van de Buitenlandse Handel te structureren en hun activiteiten te ontwikkelen en te coördineren;

Overwegende dat het, met het oog daarop, dringend is om de functie van Adviseur van de Buitenlandse Handel te herdefiniëren en over te gaan tot de hernieuwing van de mandaten van Adviseur van de Buitenlandse Handel die zijn vervallen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Lid 1 van artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 april 1984 houdende statuut van de Adviseurs voor de Buitenlandse Handel wordt door de volgende tekst vervangen :

« Om als Adviseur voor de Buitenlandse Handel benoemd te worden dient men te voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) Belg zijn;

b) van onberispelijk gedrag zijn en een eervolle faam genieten;

c) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

d) minstens 30 jaar oud zijn en, behoudens behoorlijk gemotiveerde afwijking, 65 jaar niet overschreden hebben op de datum van de benoeming;

e) een ervaring van minimum 10 jaar hebben inzake export. »

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 2bis ingevoegd, luidende als volgt :

« Komen niet in aanmerking voor benoeming tot Adviseur voor de Buitenlandse Handel :

a) personen die actief zijn in de openbare sector of in een parastatale instelling;

b) personen met een mandaat van Ereconsul van België. »

Art. 3. Dans le même arrêté, un nouvel article 2ter est introduit et est libellé comme suit :

« Sont Conseillers du Commerce extérieur de droit :

le fonctionnaire dirigeant, respectivement, de la Direction générale des Relations économiques extérieures du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, de l'Office belge du Commerce extérieur, de l'Office national du Ducroire, de la Société belge d'Investissement international et le Gouverneur de la Banque nationale. »

« Ont la faculté de devenir Conseillers du Commerce extérieur s'ils le souhaitent :

le fonctionnaire dirigeant, respectivement, de l'Agence wallonne à l'Exportation, d'Export Vlaanderen, du Service du Commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale et du Vlaamse Dienst voor Agro-Marketing. »

Art. 4. L'article 3 du même arrêté est remplacé par un nouvel article 3 libellé comme suit :

« Les Conseillers du Commerce extérieur ont pour mission :

a) de soumettre au Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions des communications de toutes natures susceptibles de contribuer au développement des échanges commerciaux entre la Belgique et l'étranger. Un rapport à ce sujet sera soumis d'initiative au Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions au moins une fois par an;

b) de répondre à toute demande d'avis ou de renseignements de même ordre qui leur serait adressée par le Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions;

c) de conseiller — sur base de leur expérience — les instances publiques et privées, fédérales et régionales, actives en matière de promotion du commerce extérieur, de même que les exportateurs belges et luxembourgeois dans leur approche des marchés étrangers. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,
Ministre des Finances et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 2ter ingevoegd, luidende als volgt :

« Zijn Adviseurs voor de Buitenlandse Handel van rechtswege :

de ambtenaar die aan het hoofd staat respectievelijk van de Algemene Directie van de Buitenlandse Economische Betrekkingen van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel, van de Nationale Delcredere Dienst, van de Belgische Maatschappij voor Internationale Investerings en de Gouverneur van de Nationale Bank. »

« Hebben de mogelijkheid, indien ze het wensen, om Adviseurs voor de Buitenlandse Handel te worden :

de ambtenaar die aan het hoofd staat respectievelijk van de Agence wallonne à l'Exportation, van Export Vlaanderen, van de Dienst Buitenlandse Handel van het Brusselse-Hoofdstedelijk Gewest en van de Vlaamse Dienst voor Agro-Marketing. »

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door een nieuw artikel 3, luidende als volgt :

« De Adviseurs voor de Buitenlandse Handel hebben als opdracht :

a) aan de Minister onder wie de Buitenlandse Handel ressorteert, mededelingen van alle aard voor te leggen die kunnen bijdragen tot de ontwikkeling van het handelsverkeer tussen België en het buitenland. Minstens eenmaal per jaar zal een verslag daarover eigener beweging worden voorgelegd aan de Minister onder wie de Buitenlandse Handel ressorteert;

b) te antwoorden op elk verzoek om advies of om inlichtingen van dezelfde aard dat tot hen gericht wordt door de Minister onder wie de Buitenlandse Handel ressorteert;

c) de federale en gewestelijke openbare en particuliere instanties die actief zijn inzake de bevordering van de buitenlandse handel, alsook de Belgische en Luxemburgse exporteurs in hun benadering van de buitenlandse markten — op basis van hun ervaring — van advies te dienen. »

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,
Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 97 — 1330

[97/3345]

30 JUIN 1997. — Arrêté ministériel relatif à l'adjudication du 30 juin 1997 des emprunts dénommés « Obligations linéaires »

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1992 portant coordination de l'arrêté royal du 27 mars 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires, modifié par les arrêtés royaux des 12 août 1993, 18 octobre 1993, 11 avril 1994 et 24 avril 1995 et par l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre Ier de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières;

Vu l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre Ier de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières;

Vu l'arrêté royal du 5 juin 1992 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,75 % — 25 juin 2002 »;

Vu l'arrêté ministériel du 19 septembre 1996 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 6,25 % — 28 mars 2007 »;

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 97 — 1330

[97/3345]

30 JUNI 1997. — Ministerieel besluit betreffende de aanbesteding van 30 juni 1997 van de leningen genaamd « Lineaire obligaties »

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 1992 tot coördinatie van het koninklijk besluit van 27 maart 1992 betreffende de uitgifte van de lineaire obligaties, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 augustus 1993, 18 oktober 1993, 11 april 1994 en van 24 april 1995 en bij het koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juni 1992 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,75 % — 25 juni 2002 »;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 september 1996 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 6,25 % — 28 maart 2007 »;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1997 autorisant le Ministre des Finances à poursuivre, en 1997, l'émission des emprunts dénommés « Obligations linéaires » et l'émission des emprunts dénommés « Bons d'Etat »;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires libellées en francs;

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 1997 fixant le calendrier des adjudications et du règlement des fonds des emprunts dénommés « Obligations linéaires » libellés en francs belges pour le premier semestre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'adjudication de la dixième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,75 % — 25 juin 2002 » et de la dixième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 6,25 % — 28 mars 2007 » est fixée au 30 juin 1997 et la date des paiements relatifs à ces tranches est fixée au 3 juillet 1997.

Art. 2. Les intérêts bruts à liquider à la date de valeur de l'adjudication sont calculés selon la formule :

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,75 % — 25 juin 2002 » :

Capital nominal x 8,75 % x 8/360

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 6,25 % — 28 mars 2007 » :

Capital nominal x 6,25 % x 95/360.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 30 juin 1997.

Bruxelles, le 30 juin 1997.

Ph. MAYSTADT

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1997 dat de Minister van Financiën machtigt tot de voortzetting, in 1997, van de uitgifte van de leningen genaamd « Lineaire obligaties » en van de uitgifte van de leningen genaamd « Staatsbons »;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 1992 betreffende de uitgifte van de in franken uitgedrukte lineaire obligaties;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 januari 1997 tot vaststelling van de kalender van de aanbestedingen en van de storting van de gelden voor de leningen genaamd « Lineaire obligaties » uitgedrukt in Belgische frank tijdens het eerste semester 1997,

Besluit :

Artikel 1. De aanbesteding van de tiende tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,75 % — 25 juni 2002 » en van de tiende tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 6,25 % — 28 maart 2007 » is vastgesteld op 30 juni 1997 en de datum van betalingen betreffende deze tranches is vastgesteld op 3 juli 1997.

Art. 2. De bruto interesten te betalen op de valutadatum van de toewijzing worden berekend als volgt :

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,75 % — 25 juni 2002 » :

Nominaal kapitaal x 8,75 % x 8/360

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 6,25 % — 28 maart 2007 » :

Nominaal kapitaal x 6,25 % x 95/360.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 juni 1997.

Brussel, 30 juni 1997.

Ph. MAYSTADT

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 1331

[C — 97/12528]

25 JUI 1997. — Arrêté royal modifiant l'article 79, §§ 4, 5 et 9 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989;

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992;

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994;

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996;

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991;

Arrêté royal du 28 novembre 1996, *Moniteur belge* du 10 décembre 1996;

Arrêté royal du 13 décembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 1331

[C — 97/12528]

25 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 79, §§ 4, 5 en 9 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989;

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992;

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994;

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996;

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991;

Koninklijk besluit van 28 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 10 december 1996;

Koninklijk besluit van 13 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.

du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et l'article 8, inséré par la loi du 30 mars 1994;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 79, remplacé par l'arrêté royal du 28 novembre 1996 et modifié par les arrêtés royaux des 12 août 1994, 30 mars 1995, 7 avril 1995, 22 novembre 1995, 26 mars 1996 et 13 décembre 1996;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 1997;

Vu l'urgence motivée par le fait que la grande demande émanant des utilisateurs ne peut plus être rencontrée par les critères actuels relatifs à l'inscription des chômeurs dans une agence locale pour l'emploi et qu'il convient donc d'adapter et de simplifier les critères existants d'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 juin 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 79, § 4, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, remplacé par l'arrêté royal du 13 décembre 1996, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 4 Est considéré comme chômeur de longue durée qui peut effectuer des activités dans le cadre d'une agence locale pour l'emploi et est inscrit d'office comme candidat auprès de l'agence compétente pour son lieu de résidence, le chômeur complet indemnisé qui bénéficie depuis au moins deux ans d'allocations de chômage.

Toutefois l'inscription d'office prévue à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux chômeurs qui sont dispensés de l'obligation d'être disponibles pour le marché de l'emploi pour une autre raison qu'en vertu des dispositions du § 4bis ou de l'article 79ter, § 5, pour la durée de la dispense.

L'Office informe le chômeur de l'inscription d'office visée à l'alinéa 1^{er}, l'invite à se présenter auprès de l'agence locale pour l'emploi et l'informe de ce qu'à défaut de se présenter, il sera convoqué par celle-ci. L'inscription d'office est supprimée après une reprise de travail pendant six mois calendrier complets.

Est également considéré comme chômeur de longue durée qui peut effectuer des activités dans le cadre d'une agence locale pour l'emploi et qui peut s'inscrire volontairement comme candidat auprès d'une agence locale pour l'emploi, le chômeur complet indemnisé qui dans la période de 36 mois précédent sa demande d'inscription auprès de l'agence a été au moins pendant 24 mois chômeur complet indemnisé.

Le Ministre peut, après avis du comité de gestion, préciser davantage le mode de calcul de la durée du chômage visée aux alinéas précédents.

Par dérogation aux alinéas précédents, le chômeur qui est occupé comme travailleur à temps partiel, qui bénéficie d'une prépension conventionnelle ou qui bénéficie de l'indemnité complémentaire pour travailleurs frontaliers âgés licenciés, ne peut effectuer aucune activité conformément au présent article.

L'inscription auprès de l'agence est suspendue pendant la période durant laquelle le chômeur suit un programme de réintégration comme visé à l'article 27, 9^o.

L'agence remet au chômeur qui effectue des prestations dans le cadre d'une agence locale pour l'emploi un contrat ALE dont le modèle et le contenu sont fixés par le Ministre.

L'agence remet également à ce chômeur un formulaire de prestations dont il ressort que le chômeur satisfait aux conditions requises pour effectuer des activités en application du présent article. Ces activités ne peuvent être effectuées que par un chômeur qui est en possession du formulaire de prestations. ».

11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994 en het koninklijk besluit van 14 november 1996 en op artikel 8, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 79, vervangen door het koninklijk besluit van 28 november 1996 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 augustus 1994, 30 maart 1995, 7 april 1995, 22 november 1995, 26 maart 1996 en 13 december 1996;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 1997;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd door het feit dat de grote vraag uitgaande van de gebruikers niet meer kan voldaan worden met de huidige criteria van inschrijving voor een werkloze in een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, en dat het dus dringend noodzakelijk is de bestaande criteria aan te passen en te vereenvoudigen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 juni 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 79, § 4, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, vervangen door het koninklijk besluit van 13 december 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« §4 Wordt beschouwd als langdurig werkloze die activiteiten mag verrichten in het kader van een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap en wordt ambtshalve ingeschreven als kandidaat bij het werkgelegenheidsagentschap bevoegd voor zijn verblijfplaats, de uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die sinds ten minste twee jaar werkloosheidsuitkeringen geniet.

Nochtans is de ambtshalve inschrijving bedoeld in het eerste lid niet van toepassing op de werklozen die vrijgesteld zijn van de verplichting beschikbaar te zijn voor de arbeidsmarkt voor een andere reden dan krachtens de bepalingen van § 4bis of van artikel 79ter, § 5, voor de duur van de vrijstelling.

De Rijksdienst brengt de werkloze van de ambtshalve inschrijving bedoeld in het eerste lid op de hoogte, nodigt hem uit zich aan te bieden bij het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap en brengt hem op de hoogte dat hij, in geval hij in gebreke blijft, zal opgeroepen worden door het agentschap. De ambtshalve inschrijving vervalt na een werkherhvatting gedurende zes volledige kalendermaanden.

Wordt eveneens beschouwd als een langdurige werkloze die activiteiten mag verrichten in het kader van een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap en die zich op vrijwillige basis als kandidaat kan inschrijven bij een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, de uitkeringsgerechtigde volledige werkloze, die in een periode van 36 maanden vóór zijn inschrijving bij het agentschap minstens gedurende 24 maanden uitkeringsgerechtigde volledige werkloze was.

De Minister kan, na advies van het beheerscomité, de berekeningswijze van de in de vorige leden vermelde werkloosheidsduur nader omschrijven.

In afwijking van de vorige leden, mag de werkloze die als deeltijdse werknemer tewerkgesteld is, die geniet van een conventioneel brugpensioen of die de aanvullende vergoeding van ontslagen bejaarde grensarbeiders geniet, geen activiteiten verrichten overeenkomstig dit artikel.

De inschrijving bij het agentschap wordt geschorst tijdens de periode waarin de werkloze een reïntegratieprogramma volgt zoals bedoeld in artikel 27, 9^o.

Het agentschap bezorgt aan de werkloze die prestaties verricht in het kader van een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap een PWA-contract waarvan het model en de inhoud wordt bepaald door de Minister.

Het agentschap bezorgt aan deze werkloze eveneens een prestatieformulier waaruit blijkt dat de werkloze aan de vereisten voldoet om activiteiten te verrichten in toepassing van dit artikel. Deze activiteiten mogen slechts verricht worden door een werkloze die in het bezit is van het prestatieformulier. ».

Art. 2. Dans l'article 71, § 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 novembre 1996 et modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1996, les mots « alinéa 6 » sont supprimés.

Art. 3. L'article 79, § 9, 2° du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 novembre 1996 et modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1996 est remplacé par la disposition suivante :

« 2° à raison de 20 % à l'agence locale pour l'emploi compétente pour la commune ou l'activité a été effectuée. Au moins un quart de ce montant doit servir à financer des formations au profit des chômeurs inscrits à l'agence. Le restant de ce montant sert à couvrir les frais d'administration et à financer des initiatives locales pour l'emploi. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

Toutefois, la disposition de l'article 79, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, telle qu'en vigueur avant la date visée à l'alinéa 1^{er}, reste applicable jusqu'au 30 juin 1998 au chômeur qui a été occupé dans le cadre d'une agence locale pour l'emploi en application de cette disposition avant le 1^{er} juillet 1997.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Art. 2. In artikel 79, § 5, eerste lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 november 1996 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1996, worden de woorden « zesde lid » geschrapt ».

Art. 3. Artikel 79, § 9, 2°, van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 28 november 1996 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1996 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° naar rato van 20 % gestort aan het plaatselijke werkgelegenheidsagentschap, bevoegd voor de gemeente waar de activiteit wordt uitgeoefend. Minstens een vierde van dit bedrag dient aangewend teneinde opleidingen te financieren ten behoeve van de werklozen ingeschreven in het agentschap. De rest van het bedrag dient om de administratiekosten te dekken en plaatselijke werkgelegenheidsinitiatieven te financieren. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

De bepaling van artikel 79, §4, tweede lid van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, zoals van kracht vóór de datum voorzien in het eerste lid, blijft echter van toepassing tot 30 juni 1998 op de werkloze die tewerkgesteld is in het kader van een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap in toepassing van deze bepaling vóór 1 juli 1997.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1332

[C - 97/12529]

25 JUNI 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 61, modifié par la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1995, l'arrêté royal du 22 décembre 1995 et l'arrêté royal du 23 décembre 1996;

Vu la loi du 25 avril 1963 relative à la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 19 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les employeurs qui peuvent organiser des programmes de transition professionnelle à partir du 21 juin 1997, doivent savoir sans délai sous quelles conditions et sous quelles modalités le plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi sera d'application pour l'occupation des demandeurs d'emploi dans le cadre des programmes de transition professionnelle, de sorte que les objectifs en matière d'emploi puissent être réalisés de manière optimale;

(1) Voir note à la page suivante.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1332

[C - 97/12529]

25 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 61, gewijzigd bij de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1995, bij het koninklijk besluit van 22 december 1995 en bij het koninklijk besluit van 23 december 1996;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 19 juni 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werkgevers, die vanaf de datum van 21 juni 1997 doorstromingsprogramma's kunnen organiseren, onverwijld dienen te weten onder welke voorwaarden en volgens welke modaliteiten het banenplan ter bevordering van de tewerkstelling van werkzoekenden van toepassing is op de tewerkstelling van werkzoekenden in de doorstromingsprogramma's, zodat de tewerkstellingsobjectieven maximaal kunnen gerealiseerd worden;

(1) Zie nota op de volgende bladzijde.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales les mots "dispositions sociales" sont remplacés par les mots "dispositions sociales et diverses".

Art. 2. L'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 30 mars 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o les demandeurs d'emploi qui ont bénéficié sans interruption, pendant les douze ou vingt-quatre mois, calculés de date à date, précédant l'engagement, soit :

— du minimum de moyens d'existence, prévu par la loi du 7 août 1974 portant instauration du droit au minimex;

— de l'aide sociale, n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité, et sont inscrits dans le registre de la population.

Sont assimilées à une période pendant laquelle les demandeurs d'emploi ont bénéficié du minimex ou de l'aide sociale :

a) une occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

b) une occupation dans un programme de transition professionnelle en application de l'arrêté royal du 9 juin 1997 en exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle. »

Art. 3. A l'article 1^{er}, § 3, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) le 11^o est remplacé par la disposition suivante :

« 11^o les périodes d'occupation dans un programme de transition professionnelle en application de l'arrêté royal du 9 juin 1997 en exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle; »

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, *Moniteur belge* du 23 décembre 1994.

Loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi, *Moniteur belge* du 22 avril 1995.

Loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan plurin annuel pour l'emploi, *Moniteur belge* du 30 décembre 1995.

Loi de 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1996.

Arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, *Moniteur belge* du 30 décembre 1994.

Arrêté royal du 30 mars 1995 modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, *Moniteur belge* du 11 avril 1995.

Arrêté royal du 22 décembre 1995 modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, *Moniteur belge* du 12 janvier 1996.

Arrêté royal du 23 décembre 1996 modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, et modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1995 modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het opschrift van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale bepalingen worden de woorden "sociale bepalingen" vervangen door de woorden "sociale en diverse bepalingen".

Art. 2. Artikel 1, § 1, eerste lid, 2^o, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 30 maart 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o de werkzoekenden die gedurende een ononderbroken periode van twaalf of vierentwintig maanden, gerekend van datum tot datum, die aan de indienstneming voorafgaan, hetzij :

— het bestaansminimum genieten, voorzien door de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

— sociale bijstand genieten, geen recht hebben op het bestaansminimum ingevolge hun nationaliteit, en ingeschreven zijn in het bevolkingsregister.

Worden gelijkgesteld met een periode gedurende dewelke de werkzoekenden het bestaansminimum of de sociale bijstand hebben genoten :

a) een tewerkstelling in toepassing van artikel 60, § 7, van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

b) een tewerkstelling in een doorstromingsprogramma in toepassing van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's. »

Art. 3. In artikel 1, § 3, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aanbebracht :

a) 11^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 11^o de periodes van tewerkstelling in een doorstromingsprogramma in toepassing van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's; »

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994.

Wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling, *Belgisch Staatsblad* van 22 april 1995.

Wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1995.

Wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.

Koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1994.

Koninklijk besluit van 30 maart 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, *Belgisch Staatsblad* van 11 april 1995.

Koninklijk besluit van 22 december 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, *Belgisch Staatsblad* van 12 januari 1996.

Koninklijk besluit van 23 december 1996 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.

b) un 12°, rédigé comme suit, est inséré :

« 12° les autres périodes non indemnisées, notamment les périodes au cours desquelles le demandeur d'emploi est lié par un contrat de travail ou une convention de stage, tels que visés au point 6°, totalisant au maximum quatre mois. »

Art. 4. L'article 1^{er}, § 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1995, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 4 Pour l'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, b), sont toujours considérées comme interruption de la période de chômage complet indemnisé, les autres périodes non indemnisées dans le sens du § 3, 12°, dont la durée ininterrompue dépasse quatre mois, indépendamment du fait que cette période se situe entièrement ou non dans la période visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, b).

Pour l'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 12°, b), sont toujours considérées comme interruption de la période de chômage complet indemnisé, les autres périodes non indemnisées dans le sens du § 3, 12°, dont la durée ininterrompue dépasse deux mois, indépendamment du fait que cette période se situe entièrement ou non dans la période visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 12°, b). »

Art. 5. Dans l'article 2 du même arrêté, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° les travailleurs qui sont engagés par :

a) l'Etat, y compris le Pouvoir judiciaire, le Conseil d'Etat, l'armée et la gendarmerie à l'exception des travailleurs engagés dans un programme de transition professionnelle, en application de l'arrêté royal du 9 juin 1997 en exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle;

b) les Communautés et les Régions à l'exception des établissements d'enseignement pour les travailleurs qui ne sont pas visés sous 1° et 2° et à l'exception des travailleurs engagés dans un programme de transition professionnelle, en application de l'arrêté royal précité du 9 juin 1997;

c) la Commission communautaire flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune à l'exception des travailleurs engagés dans un programme de transition professionnelle, en application de l'arrêté royal précité du 9 juin 1997;

d) les organismes d'intérêt public et les institutions publiques qui tombent sous l'autorité des institutions précitées sous a), b) et c), à l'exception : des institutions publiques de crédit; des entreprises publiques autonomes; des sociétés publiques de transport de personnes; des institutions publiques pour le personnel qu'elles engagent en tant qu'intérimaires pour les mettre à la disposition d'utilisateurs en vue de l'exécution d'un travail temporaire, conformément à la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs; les établissements d'enseignement pour les travailleurs qui ne sont pas visés sous 1° et 2°; et les travailleurs engagés dans un programme de transition professionnelle, en application de l'arrêté royal précité du 9 juin 1997. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

b) er wordt een 12° toegevoegd, luidend als volgt :

« 12° de andere niet-vergoede periodes, inzonderheid de periodes tijdens dewelke de werkzoekende verbonden is door een arbeidsovereenkomst of stageovereenkomst bedoeld in 6°, met een samengevoegde duur van ten hoogste vier maanden. »

Art. 4. Artikel 1, § 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1995, wordt vervangen door volgende bepalingen :

« § 4 Voor de toepassing van § 1, eerste lid, 1°, b) wordt steeds als een onderbreking van de periodes van vergoede volledige werkloosheid beschouwd, de andere niet-vergoede periodes in de zin van § 3, 12°, waarvan de ononderbroken duur vier maanden overschrijdt, ongeacht of deze periode zich al dan niet volledig situeert in de periode bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, b).

Voor de toepassing van § 1, eerste lid, 12°, b) wordt steeds als een onderbreking van de periodes van vergoede volledige werkloosheid beschouwd, de andere niet-vergoede periodes in de zin van § 3, 12°, waarvan de ononderbroken duur twee maanden overschrijdt, ongeacht of deze periode zich al dan niet volledig situeert in de periode bedoeld in § 1, eerste lid, 12°, b). »

Art. 5. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt 3° vervangen door volgende bepaling :

« 3° de werknemers die worden aangeworven door :

a) het Rijk, met daarinbegrepen de Rechterlijke Macht, de Raad van State, het leger en de rijkswacht, met uitzondering van de werknemers die worden aangeworven in een doorstromingsprogramma, in toepassing van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's;

b) de Gemeenschappen en de Gewesten met uitzondering van de onderwijsinstellingen voor de werknemers die niet bedoeld worden onder 1° en 2° en met uitzondering van de werknemers die worden aangeworven in een doorstromingsprogramma, in toepassing van het voornoemde koninklijk besluit van 9 juni 1997;

c) de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met uitzondering van de werknemers die worden aangeworven in een doorstromingsprogramma, in toepassing van het voornoemde koninklijk besluit van 9 juni 1997;

d) de instellingen van openbaar nut en de openbare instellingen die onder het toezicht vallen van de onder a), b) en c) voornoemde instellingen, met uitzondering van : de openbare kredietinstellingen; de autonome overheidsbedrijven; de openbare maatschappijen voor personenvervoer; de openbare instellingen voor het personeel dat zij als uitzendkrachten aanwerven om het ter beschikking te stellen van gebruikers met het oog op het uitvoeren van een tijdelijke arbeid, overeenkomstig de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers; de onderwijsinstellingen voor de werknemers die niet bedoeld worden onder 1° en 2°; en de werknemers die worden aangeworven in een doorstromingsprogramma, in toepassing van het voornoemde koninklijk besluit van 9 juni 1997. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1333

[97/22372]

13 AVRIL 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 87, modifié par l'arrêté royal du 13 novembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 211;

Vu l'avis émis par le Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, le 22 janvier 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté exécute une décision prise par le Gouvernement dans le cadre de l'assurance indemnités, qui produit ses effets le 15 novembre 1996, en s'appliquant aux incapacités de travail débutant au plus tôt le 16 octobre 1996, pour des raisons qui sont notamment d'ordre budgétaire; qu'il est dès lors nécessaire de déterminer dans le meilleur délai le taux d'indemnisation ainsi que la période concernée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 20 mars 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 211 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 211. § 1er. Le taux de l'indemnité d'incapacité primaire durant les trente premiers jours de l'incapacité de travail est fixé à 60 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 87, alinéa 1er, de la loi coordonnée. A partir du trente et unième jour de l'incapacité, ce taux reste fixé à 60 p.c. de la même rémunération pour les travailleurs ayant personne à charge visés à l'article 225 ainsi que pour les travailleurs sans personne à charge auxquels une indemnité plus élevée peut être accordée pour perte d'un revenu unique, conformément à l'article 226. Ce taux est réduit à 55 p.c. de la même rémunération, à partir du trente et unième jour de l'incapacité, pour les titulaires sans personne à charge qui ne remplissent pas les conditions fixées par l'article 226.

La période de trente jours visée à l'alinéa 1er, est déterminée conformément aux dispositions de la convention collective de travail n° 12bis du 26 février 1979 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti aux ouvriers en cas d'incapacité de travail et de la convention collective de travail n° 13bis du 26 février 1979 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti à certains employés, en cas d'incapacité de travail.

La preuve de la qualité de travailleur ayant personne à charge ou de travailleur sans personne à charge auquel une indemnité plus élevée peut être accordée pour perte d'un revenu unique, s'effectue conformément aux dispositions de l'article 225, § 4 ou de l'article 226, alinéa 3. Cette preuve doit figurer au dossier du titulaire lors du paiement des indemnités au taux de 60 p.c., à partir du trente et unième jour de l'incapacité de travail.

§ 2. Pour le titulaire visé à l'article 86, § 1er, 1°, c), de la loi coordonnée, ainsi que pour le titulaire qui maintient la qualité précitée, en vertu de l'article 131 de la même loi, le montant de l'indemnité d'incapacité primaire ne peut, pendant les six premiers mois d'incapacité de travail, être supérieur à celui de l'allocation de chômage à laquelle ils auraient pu prétendre s'ils ne s'étaient pas trouvés en état d'incapacité de travail. Les titulaires précités sont maintenus dans la catégorie de chômeurs qui a été fixée conformément aux dispositions de l'article 110, § 1er, § 2 ou § 3, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1333

[97/22372]

13 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd door het koninklijk besluit van 13 november 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 211;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 22 januari 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit een beslissing uitvoert die door de Regering genomen werd binnen het kader van de arbeidsongeschiktheidsverzekering, die uitwerking heeft met ingang van 15 november 1996 en die geldt voor de arbeidsongeschiktheiden die ten vroegste op 16 oktober 1996 een aanvang hebben genomen, namelijk omwille van redenen van budgettaire orde; dat het derhalve noodzakelijk is het uitkeringspercentage zoals het betrokken tijdvak te bepalen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 20 maart 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 211 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 211. § 1. De hoegrootheid van de primaire ongeschiktheidsuitkering gedurende de eerste dertig dagen van arbeidsongeschiktheid wordt vastgesteld op 60 pct. van het gederfde loon bedoeld in artikel 87, eerste lid, van de gecoördineerde wet. Vanaf de eenendertigste dag van de ongeschiktheid blijft die hoegrootheid bepaald op 60 pct. van hetzelfde loon voor de werknemers met persoon ten laste, bedoeld in artikel 225, evenals voor de werknemers zonder persoon ten laste aan wie een hogere uitkering kan worden toegekend wegens verlies van enig inkomen overeenkomstig artikel 226. Die hoegrootheid wordt vanaf de eenendertigste dag van de ongeschiktheid vermindert tot 55 pct. van hetzelfde loon voor de gerechtigden zonder persoon ten laste die niet voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 226.

Het tijdvak van dertig dagen bedoeld in het eerste lid wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeids-overeenkomst nr. 12bis van 26 februari 1979 betreffende de toekenning van een gewaarborgd maandloon aan de arbeiders in geval van arbeidsongeschiktheid en van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 13bis van 26 februari 1979 betreffende de toekenning van een gewaarborgd maandloon aan bepaalde bedienden in geval van arbeidsongeschiktheid.

Het bewijs van de hoedanigheid van werknemer met persoon ten laste of van werknemer zonder persoon ten laste, aan wie een hogere uitkering kan worden toegekend wegens verlies van enig inkomen, wordt geleverd overeenkomstig de bepalingen van artikel 225, § 4 of van artikel 226, derde lid. Dit bewijs moet zich in het dossier van de gerechtigde bevinden bij de betaling van de uitkeringen aan de hoegrootheid van 60 pct. vanaf de eenendertigste dag van de arbeidsongeschiktheid.

§ 2. Voor de in artikel 86, § 1, 1°, c), van de gecoördineerde wet bedoelde gerechtigde, evenals voor de gerechtigde die voormelde hoedanigheid behoudt krachtens artikel 131 van dezelfde wet, mag de primaire ongeschiktheidsuitkering gedurende de eerste zes maanden arbeidsongeschiktheid, niet méér bedragen dan de werkloosheidsuitkering waarop zij aanspraak zouden hebben indien zij zich niet in staat van arbeidsongeschiktheid bevonden. Vorenvermelde gerechtigden blijven verder behoren tot de categorie van werklozen die overeenkomstig het bepaalde in artikel 110, § 1, § 2 of § 3, van het koninklijk besluit

portant réglementation du chômage, au début de l'incapacité de travail, sauf si une modification intervient par suite, soit d'un décès ou d'une naissance, soit du mariage, du divorce ou de la séparation de corps du titulaire, au cours de la période précitée.

Pour la détermination de la période de six mois visée à l'alinéa premier, il est tenu compte de la durée de la période de protection de la maternité qui précède immédiatement la période d'incapacité de travail.

La mesure de limitation du montant de l'indemnité d'incapacité de travail à celui de l'allocation de chômage visée à l'alinéa 1er n'est toutefois pas applicable au chômeur temporaire. Sont assimilés à des chômeurs temporaires, pour l'application de la présente disposition, les travailleurs visés à l'article 28, § 3, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 susvisé et les travailleurs occupés à mi-temps dans le cadre de l'arrêté royal du 30 juillet 1994 relatif à la prépension à mi-temps. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 15 novembre 1996 et s'applique aux incapacités de travail qui débutent au plus tôt le 16 octobre 1996.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, is vastgesteld bij de aanvang van de arbeidsongeschiktheid, tenzij er zich in de loop van voornoemd tijdvak een wijziging voordoet ten gevolge van hetzij een overlijden of een geboorte, hetzij het huwelijk, de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed van de gerechtigde.

Voor het bepalen van de in het eerste lid genoemde periode van zes maanden wordt rekening gehouden met de duur van de periode van moederschapsbescherming onmiddellijk vóór de periode van arbeidsongeschiktheid.

De maatregel ter beperking van het bedrag van de arbeidsongeschiktheidsuitkering tot het bedrag van de in het eerste lid bedoelde werkloosheidsuitkering is evenwel niet van toepassing op de tijdelijke werkloze. Voor de toepassing van deze bepaling worden met tijdelijke werklozen gelijkgesteld, de werknemers bedoeld in artikel 28, § 3, van voorenoemd koninklijk besluit van 25 november 1991 en de werknemers die halftijds werken in het kader van het koninklijk besluit van 30 juli 1994 betreffende het halftijds brugpensioen. ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 november 1996 en geldt voor de arbeidsongeschiktheden, die ten vroegste op 16 oktober 1996 aanvangen.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1334

[S - C - 97/22375]

13 AVRIL 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 87, alinéa 1^{er}, 93, alinéa 7, 100, § 1^{er}, alinéas 5 et 6, 113, modifié par la loi du 4 août 1996, 114bis, inséré par la loi du 4 août 1996, 117, 128, § 1^{er}, 128, § 2, alinéa 1^{er} et 206, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 203, 205, 211, 216, 217, 218, 219, 224, 231, 239, 240, 290 et 353;

Vu l'avis émis par le Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, le 16 octobre 1996;

Vu l'urgence;

Vu le fait qu'il importe de fixer au plus tôt le taux d'indemnisation à accorder à la titulaire faisant l'objet d'une mesure de protection de la maternité, visée à l'article 114bis de la loi coordonnée précitée, mesure qui relève de l'assurance maternité depuis les modifications apportées à ladite loi coordonnée par la loi du 4 août 1996; qu'il importe également de fixer sans délai les dispositions réglementaires à observer par les mutualités suite aux modifications susvisées;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

N. 97 — 1334

[S - C - 97/22375]

13 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 87, eerste lid, 93, zevende lid, 100, § 1, vijfde en zesde lid, 113, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, 114bis, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, 117, 128, § 1, 128, § 2, eerste lid en 206, § 1, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 203, 205, 211, 216, 217, 218, 219, 224, 231, 239, 240, 290 en 353;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 16 oktober 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op het feit dat men zo vlug mogelijk de hoegrootheid dient vast te stellen van de uitkering toe te kennen aan de gerechtigde die het voorwerp uitmaakt van een maatregel inzake moederschapsbescherming bedoeld in artikel 114bis van voormelde gecoördineerde wet, maatregel die onder de moederschapsverzekering ressorteert ingevolge de wijzigingen aangebracht aan de genoemde gecoördineerde wet door de wet van 4 augustus 1996; dat men tevens zonder verwijl de reglementaire bepalingen dient vast te stellen die de ziekenfondsen in acht dienen te nemen gelet op de voormelde wijzigingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 203, alinéa 4, point 10, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 est complété comme suit :

« et les jours pendant lesquels l'exécution du contrat de travail est suspendue ou la titulaire est dispensée du travail en application des articles 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, 43, § 1^{er}, alinéa 2, 2° ou 43bis, alinéa 2 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. ».

Art. 2. Dans l'article 205, § 1^{er}, 3°, b), alinéa 2, point 4., les mots "en repos de maternité" sont remplacés par les mots "dans une période de protection de la maternité".

Art. 3. Dans l'article 211, alinéa 2, du même arrêté, les mots "repos de maternité" sont remplacés par les mots "protection de la maternité".

Art. 4. L'intitulé de la section VII du chapitre III contenu dans le titre III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section VII.

Des taux et des conditions d'octroi de l'indemnité de maternité pendant la période de protection de la maternité visée aux articles 114 et 115 de la loi coordonnée".

Art. 5. Dans l'article 216, alinéas 1^{er} et 2 du même arrêté, les mots "repos de maternité" sont remplacés par les mots "protection de la maternité".

Art. 6. A l'article 217 sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots "en repos de maternité" sont remplacés par les mots "dans une période de protection de la maternité visée aux articles 114 et 115 de la loi coordonnée".

2° Dans les alinéas 2 et 3, les mots "repos de maternité" sont remplacés par les mots "protection de la maternité".

Art. 7. A l'article 218, alinéa 2, du même arrêté, les mots "repos de maternité" sont remplacés par les mots "protection de la maternité".

Art. 8. L'article 219 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 219. Dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la présente section ainsi que par la section VIIbis, les dispositions du présent arrêté qui concernent l'assurance indemnités sont applicables en ce qui concerne l'assurance maternité. ».

Art. 9. Une section VIIbis, rédigée comme suit, est insérée dans le chapitre III contenu dans le titre III du même arrêté :

« Section VIIbis.

Des taux et des conditions d'octroi de l'indemnité de maternité pendant la période de protection de la maternité visée à l'article 114bis de la loi coordonnée.

Art. 219bis. La titulaire enceinte, accouchée ou allaitante dont l'exécution du contrat de travail est suspendue ou qui est dispensée du travail en application des articles 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, 43, § 1^{er}, alinéa 2, 2° ou 43bis, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail peut prétendre à une indemnité de maternité dont le montant est fixé à 60 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi coordonnée.

La période pendant laquelle la titulaire allaitante peut prétendre à l'indemnité de maternité susvisée ne peut excéder une période de cinq mois prenant cours le jour de l'accouchement.

La mesure de limitation prévue à l'article 217 est également d'application pour les travailleuses à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficient d'une allocation de garantie de revenus conformément aux dispositions de l'article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Art. 219ter. § 1^{er}. La titulaire enceinte, accouchée ou allaitante, qui fait l'objet d'une mesure visée aux articles 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ou 2° ou 43, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, de la loi du 16 mars 1971 précitée et dont la rémunération perçue à la suite soit de l'aménagement des conditions ou du temps de travail à risque soit du changement de poste de travail est inférieure à la rémunération découlant de son activité habituelle, peut prétendre à une indemnité de maternité, dont le montant est fixé à 60 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 203, vierde lid, punt 10, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt aangevuld als volgt :

« en de dagen gedurende dewelke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst is geschorst of de gerechtigde is vrijgesteld van arbeid krachtens de artikelen 42, § 1, eerste lid, 3°, 43, § 1, tweede lid, 2° of 43bis, tweede lid, van de arbeidswet van 16 maart 1971. ».

Art. 2. In artikel 205, § 1, 3°, b), tweede lid, punt 4, worden de woorden "met moederschapsrust" vervangen door de woorden "in een tijdvak van moederschapsbescherming".

Art. 3. In artikel 211, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord "moederschapsrust" vervangen door het woord "moederschapsbescherming".

Art. 4. De titel van afdeling VII van hoofdstuk III onder titel III van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende titel :

« Afdeling VII.

Bedragen en toekenningsvoorwaarden van de moederschapsuitkering gedurende de periode van moederschapsbescherming bedoeld in de artikelen 114 en 115 van de gecoördineerde wet".

Art. 5. In artikel 216, eerste en tweede lid van hetzelfde besluit, worden de woorden "moederschapsrust" vervangen door de woorden "moederschapsbescherming".

Art. 6. In artikel 217 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, worden de woorden "in moederschapsrust" vervangen door de woorden "in een periode van moederschapsbescherming bedoeld in de artikelen 114 en 115 van de gecoördineerde wet".

2° In het tweede en derde lid, worden de woorden "moederschapsrust" vervangen door de woorden "moederschapsbescherming".

Art. 7. In artikel 218, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "moederschapsrust" vervangen door het woord "moederschapsbescherming".

Art. 8. Artikel 219 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 219. Voor zover hiervan niet afgeweken wordt door deze afdeling en de afdeling VIIbis, zijn de bepalingen van onderhavig besluit die op de uitkeringsverzekering betrekking hebben, van toepassing op de moederschapsverzekering. ».

Art. 9. Een afdeling VIIbis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hoofdstuk III onder titel III van hetzelfde besluit :

« Afdeling VIIbis.

Bedragen en toekenningsvoorwaarden van de moederschapsuitkering gedurende de periode van moederschapsbescherming bedoeld in artikel 114bis van de gecoördineerde wet.

Art. 219bis. De zwangere of bevallen gerechtigde, of de gerechtigde die borstvoeding geeft, voor wie de uitvoering van de arbeidsovereenkomst is geschorst of die van arbeid is vrijgesteld krachtens de artikelen 42, § 1, eerste lid, 3°, 43, § 1, tweede lid, 2° of 43bis, tweede lid, van de arbeidswet van 16 maart 1971 kan aanspraak maken op een moederschapsuitkering, waarvan het bedrag vastgesteld is op 60 pct. van het gederfde loon, bedoeld in artikel 113, derde lid, van de gecoördineerde wet.

Het tijdvak waarover de gerechtigde die borstvoeding geeft, aanspraak kan maken op de bovenbedoelde moederschapsuitkering, mag een periode van vijf maanden vanaf de dag van de bevalling niet overschrijden.

De beperkingsmaatregel bepaald in artikel 217 is eveneens van toepassing op de deeltijdse werknemers met behoud van rechten, die een inkomensgarantieuitkering ontvangen overeenkomstig de bepalingen van artikel 131bis van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Art. 219ter. § 1. De zwangere of bevallen gerechtigde of de gerechtigde die borstvoeding geeft, die onder een maatregel valt als bedoeld in de artikelen 42, § 1, eerste lid, 1° of 2° of 43, § 1, tweede lid, 1°, van voormelde wet van 16 maart 1971 en van wie het loon, ontvangen na de aanpassing van de arbeidsomstandigheden of risicogebonden werktijden of na de verandering van arbeidsplaats, lager ligt dan het loon uit haar gewone activiteit, heeft aanspraak op een moederschapsuitkering waarvan het bedrag wordt vastgesteld op

coordonnée, qu'elle percevait avant l'aménagement des conditions ou du temps de travail à risque ou le changement de poste de travail.

Cette indemnité est limitée au montant égal à la différence entre 75 p.c. de la rémunération perdue visée à l'alinéa 1^{er} et le montant du revenu professionnel évalué en jours ouvrables que la titulaire perçoit à la suite soit de l'aménagement des conditions ou du temps de travail à risque, soit du changement de poste de travail.

§ 2. La titulaire enceinte, accouchée ou allaitante qui exerce plusieurs activités salariées et dont la suspension de l'exécution du contrat de travail ou la dispense de travail en application des articles 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^e, 43, § 1^{er}, alinéa 2, 2^e ou 43bis, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1971 précitée ne concerne qu'une ou plusieurs mais pas toutes ces activités, peut prétendre à une indemnité de maternité dont le montant est fixé à 60 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi coordonnée, découlant de la ou des activité(s) que la titulaire a cessé d'exercer.

Cette indemnité est limitée au montant égal à la différence entre d'une part, 75 p.c. de la somme de la rémunération perdue visée à l'alinéa 1^{er} et du revenu professionnel évalué en jours ouvrables découlant de l'activité salariée que la titulaire a poursuivie, et d'autre part, le montant du revenu professionnel, évalué en jours ouvrables, découlant de cette dernière activité.

§ 3. La mesure de limitation prévue à l'article 217 est également d'application pour les travailleuses à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficient d'une allocation de garantie de revenus conformément aux dispositions de l'article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

§ 4. Pour l'application des §§ 1^{er} et 2, il y a lieu d'entendre par revenu professionnel, tout revenu que la titulaire se procure par son activité personnelle salariée, ainsi que toute indemnité, allocation ou rente compensant la perte de ce revenu.

Les primes, participations aux bénéfices, treizième mois, gratifications et autres avantages de même nature, payés annuellement sont censés faire partie du revenu professionnel du trimestre suivant celui au cours duquel ils ont été alloués.

§ 5. Les indemnités de maternité visées par le présent article ne sont pas dues aux titulaires enceintes, accouchées ou allaitantes qui entreprennent ou poursuivent une activité qui n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. ».

Art. 10. Dans l'article 224, § 1^{er}, 2^e, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mot et chiffre "114bis" sont insérés entre le chiffre "114" et les mot et chiffre "et 128".

Art. 11. L'article 231 du même arrêté, est abrogé.

Art. 12. A l'article 239, § 1^{er}, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o L'article 239, § 1^{er}, 2^e, est abrogé.

2^o L'actuel article 239, § 1^{er}, 1^o, en devient l'article 239, § 1^{er}.

Art. 13. L'article 240 du même arrêté est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 290, A, 2, 1^o, les mots "en repos de maternité" sont remplacés par les mots "dans une période de protection de la maternité".

Art. 15. Dans l'article 353, alinéa 1^{er}, a), les mots "de cas de repos de maternité" sont remplacés par les mots "de titulaires se trouvant dans une période de protection de la maternité telle que définie aux articles 114 et 114bis de la loi coordonnée".

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 6 octobre 1996.

Art. 17. Notre Ministre des Affaires sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

60 pct. van het gederfde loon bedoeld in artikel 113, derde lid, van de gecoördineerde wet, dat zij verdiende vóór de aanpassing van de arbeidsomstandigheden of de risicogebonden werktijden of vóór de verandering van arbeidsplaats.

Die uitkering wordt beperkt tot het bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen 75 pct. van het in het eerste lid bedoelde gederfd loon en het bedrag van het in werkdagen gewaardeerde beroepsinkomen, dat de gerechtigde ontvangt, hetzij na de aanpassing van de arbeidsomstandigheden of de risicogebonden werktijden, hetzij na de verandering van de arbeidsplaats.

§ 2. De zwangere of bevallen gerechtigde, of de gerechtigde die borstvoeding geeft, die meerdere activiteiten in loondienst uitoefent en voor wie de schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst of de vrijstelling van arbeid krachtens de artikelen 42, § 1, eerste lid, 3^e, 43, § 1, tweede lid, 2^e, of 43bis, tweede lid, van de voormelde wet van 16 maart 1971 slechts betrekking heeft op één of meerdere maar niet op al die activiteiten, heeft aanspraak op een moederschapsuitkering waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 60 pct. van het gederfd loon, bedoeld in artikel 113, derde lid van de gecoördineerde wet, dat voortvloeit uit de activiteit of activiteiten die de gerechtigde onderbroken heeft.

Die uitkering wordt beperkt tot het bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen eensdeels 75 pct. van de som gevormd door het in het eerste lid bedoelde gederfd loon en het in werkdagen gewaardeerde beroepsinkomen uit de activiteit in loondienst die de gerechtigde verder heeft uitgeoefend, en anderdeels het bedrag van het in werkdagen gewaardeerde beroepsinkomen uit laatstgenoemde activiteit.

§ 3. De beperkingsmaatregel bepaald in artikel 217 is eveneens van toepassing voor de deeltijdse werknemers met behoud van rechten, die een inkomensgarantieuitkering ontvangen overeenkomstig de bepalingen van artikel 131bis van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

§ 4. Voor de toepassing van de §§ 1 en 2 moet onder beroepsinkomen worden verstaan, elk inkomen dat de gerechtigde zich door haar eigen activiteit in loondienst verschaft, alsmede elke uitkering, vergoeding of rente die haar wegens het derven van dat inkomen wordt verleend.

De premies, aandelen in de winst, dertiende maand, gratificaties en andere gelijkaardige voordelen die jaarlijks worden betaald, worden geacht deel uit te maken van het beroepsinkomen over het kwartaal, dat volgt op dat waarin ze zijn verleend.

§ 5. De moederschapsuitkeringen bedoeld in dit artikel zijn niet verschuldigd aan de zwangere of bevallen gerechtigden, of de gerechtigden die borstvoeding geven, die een activiteit aanvangen of voortzetten die niet onderworpen is aan de bepalingen van de arbeidswet van 16 maart 1971. ».

Art. 10. In artikel 224, § 1, 2^e, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden het woord en het cijfer "114bis" ingevoegd tussen het cijfer "114" en het woord en het cijfer "en 128".

Art. 11. Artikel 231 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 239, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Artikel 239, § 1, 2^e, wordt opgeheven.

2^o Het huidige artikel 239, § 1, 1^o, wordt artikel 239, § 1.

Art. 13. Artikel 240 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 290, A, 2, 1^o, worden de woorden "in moederschapsrust" vervangen door de woorden "in een periode van moederschapsbescherming".

Art. 15. In artikel 353, eerste lid, a), worden de woorden "aantal gevallen van moederschapsrust" vervangen door de woorden "aantal gerechtigden in een periode van moederschapsbescherming als bepaald in de artikelen 114 en 114bis van de gecoördineerde wet".

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 6 oktober 1996.

Art. 17. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1335

[S - C - 97/22425]

**6 MAI 1997. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 14 août 1987
relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987, notamment les articles 78 et 79;

Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, modifiée pour la dernière fois par l'arrêté royal du 27 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé modifié par les arrêtés royaux des 4 novembre 1987, 30 décembre 1991 et 3 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux, modifié par les arrêtés royaux des 14 décembre 1987, 28 mai 1991, 1^{er} février 1993, 8 juin 1993 et 29 mars 1994;

Vu l'avis du Conseil national des établissements hospitaliers, Section financement, donné le 10 avril 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980, la loi du 4 juillet 1989 et la loi du 19 juillet 1991;

Vu l'urgence;

Considérant que pour le bon fonctionnement du plan comptable normalisé des hôpitaux, il convient que les gestionnaires d'hôpitaux soient informés sans tarder des modifications apportées au susdit plan afin qu'ils disposent du délai suffisant pour prendre, sous l'angle de leur organisation administrative et comptable, les dispositions requises;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'annexe 1^{er} de l'arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux modifié par les arrêtés royaux des 14 décembre 1987, 28 mai 1991, 1^{er} février 1993, 8 juin 1993 et 29 mars 1994 les modifications suivantes sont apportées :

1° Un compte 617, libellé comme suit, est inséré :

« 617. Personnel intérimaire et personnes mises à disposition de l'hôpital.

6170. Personnel médical	6170/ /5 à 9
6171. Personnel salarié	6171/ /2 à 9
6172. Personnel administratif	6172/ /2 à 9
6173. Personnel soignant	6173/ /5 à 9
6174. Personnel paramédical	6174/ /5 à 9
6175. Personnel autre	6175/ /2 à 9 »

2° Le libellé du compte 618 est remplacé comme suit :

« 618. Rémunérations, primes pour assurances extra-légales, pensions de retraite et de survie des administrateurs, gérants, associés actifs et dirigeants d'entreprise, qui ne sont pas attribués en vertu d'un contrat de travail
6180/ /2 à 9°

3° Un compte 704, libellé comme suit, est inséré :

« 704. Produits accessoires 704/ ».

Art. 2. A l'annexe 3 à l'arrêté royal précité, sous le titre "Classe 7", il est inséré l'alinéa suivant :

« 704. Par produits accessoires, on entend notamment les produits ayant trait à la location de téléviseurs, de frigos, aux communications téléphoniques... qu'il convient de considérer comme constitutifs du chiffre d'affaires et non plus comme récupérations de frais. »

Art. 3. Les dispositions du présent arrêté sont d'application à partir de l'exercice comptable débutant après le 31 décembre 1996.

N. 97 — 1335

[S - C - 97/22425]

6 MEI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 tot bepaling van de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel voor de ziekenhuizen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 7 augustus 1987, inzonderheid de artikelen 78 en 79;

Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, zoals laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 november 1987, 30 december 1991 en 3 december 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 tot bepaling van de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel voor de ziekenhuizen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 december 1987, 28 mei 1991, 1 februari 1993, 8 juni 1993 en 29 maart 1994;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, Afdeling financiering gegeven op 10 april 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980, de wet van 4 juli 1989 en de wet van 19 juli 1991;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het voor de goede werking van het algemene rekeningenstelsel voor de ziekenhuizen nodig is de ziekenhuisbeheerders onverwijld op de hoogte te brengen van de aan dat stelsel aangebrachte wijzigingen, zodat ze over voldoende tijd beschikken om, inzake hun administratieve en boekhoudkundige organisatie, de nodige maatregelen te nemen;

Op voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bijlage 1 van het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 tot bepaling van de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel voor de ziekenhuizen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 december 1987, 28 mei 1991, 1 februari 1993, 8 juni 1993 en 29 maart 1994, wordt als volgt gewijzigd :

1° Een rekening 617 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« 617. Uitzendkrachten en personen ter beschikking gesteld van het ziekenhuis.

6170. Medisch personeel	6170/ /5 tot 9
6171. Loontrekkend personeel	6171/ /2 tot 9
6172. Administratief personeel	6172/ /2 tot 9
6173. Verplegend personeel	6173/ /5 tot 9
6174. Paramedisch personeel	6174/ /5 tot 9
6175. Ander personeel	6175/ /2 tot 9 »

2° De omschrijving van rekening 618 wordt als volgt vervangen :

« 618. Bezoldigingen, premies voor buitenwettelijke verzekeringen, ouderdoms- en overlevingspensioenen van bestuurders, zaakvoerders, werkende vennoten en bedrijfsleiders, die niet worden toegekend uit hoofde van een arbeidsovereenkomst
6180/ /2 tot 9°

3° Een rekening 704 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« 704. Nevenproducten 704/ ».

Art. 2. In bijlage 3 van het bovengenoemde koninklijk besluit wordt er onder de titel "Klasse 7" het volgende lid toegevoegd :

« 704. Onder nevenproducten dient met name te worden verstaan producten die betrekking hebben op de verhuur van televisietoestellen, ijskasten, telefoonverbindingen... Die nevenproducten moeten beschouwd worden als bestanddelen van de omzet, en dus niet meer als terugbetaling van kosten. »

Art. 3. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing vanaf het boekjaar dat begint na 31 december 1996.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1336

[S - C - 97/22426]

20 MAI 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitation protégée

La Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, notamment l'article 6 et l'article 9bis;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à des initiatives d'habitation protégée et aux associations d'institutions et de services psychiatriques;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitation protégée, modifié par les arrêtés ministériels des 13 juillet 1992, 30 décembre 1992, 13 décembre 1993, 26 novembre 1996 et 11 mars 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter sans tarder le budget des moyens financiers des initiatives d'habitation protégée afin de tenir compte des décisions gouvernementales et qu'il convient d'en informer sans tarder les gestionnaires,

Arrête :

Article unique. L'article 1^{er}, b, de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitation protégée, est remplacé par les dispositions suivantes :

« b) pour les coûts de personnel : au 1^{er} avril 1997 respectivement 190 495 F par place d'habitation protégée pour 2/3 du nombre de places et 253 993 F pour 1/3 du nombre de places; ».

Bruxelles, le 20 mai 1997.

Mme M. DE GALAN

N. 97 — 1336

[S - C - 97/22426]

20 MEI 1997. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de regelen volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, en gewijzigd door de wet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 6 en artikel 9bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 1990, waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de initiatieven van beschut wonen en op de samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de regelen volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 13 juli 1992, 30 december 1992, 13 december 1993, 26 november 1996 en 11 maart 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het budget van financiële middelen voor de initiatieven van beschut wonen onverwijld moet worden aangepast om met de in het sociaal akkoord vervatte maatregelen rekening te houden, en dat de beheerders zonder verwijl hiervan op de hoogte moeten worden gebracht,

Besluit :

Enig artikel. Artikel 1, b, van het ministerieel besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de regelen volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald, wordt door het volgende vervangen :

« b) voor de personeelskosten : per 1 april 1997 respectievelijk 190 495 F per plaats van beschut wonen voor 2/3 van het aantal plaatsen, en 253 993 F voor 1/3 van het aantal plaatsen; ».

Brussel, 20 mei 1997.

Mevr. M. DE GALAN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 1337

[C - 97/27336]

26 JUIN 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon portant désignation des fonctionnaires et agents chargés de la surveillance de l'exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées et de ses arrêtés d'exécution

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 57;
Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents de la Division de l'Inspection de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, affectés à une fonction d'inspection, sont chargés de la surveillance de l'exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1337

[C - 97/27336]

26 JUNI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de ambtenaren en de personeelsleden die moeten toezien op de uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen en van zijn uitvoeringsbesluiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7^o;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 57;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. De met inspectie belaste ambtenaren en personeelsleden van de Afdeling Inspectie van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) moeten toezien op de uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen en van zijn uitvoeringsbesluiten, onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 juni 1997.

De Minister-Président van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 1338

[S - C - 97/31221]

25 AVRIL 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement à engager 8 contractuels en vue de la vérification des déclarations des redevables et le contrôle des analyses des eaux usées

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 1338

[S - C - 97/31221]

25 APRIL 1996. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij het Brussels Instituut voor Milieubeheer wordt gemachtigd 8 contractuelen aan te werven voor het onderzoek van de aangiften van de heffingsplichtigen en de controle van de analyses van het afvalwater

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 mai 1995 réglant la situation administrative et pécuniaire des contractuels des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 8;

Vu la nécessité urgente d'appliquer les dispositions de l'ordonnance du 29 mars 1996 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Environnement, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

Arrête :

Article 1^{er}. L'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement est autorisé à engager contractuellement 4 membres du personnel de niveau 1 et 4 membres du personnel de niveau 2 ayant pour missions la vérification des déclarations des redevables et le contrôle des analyses des eaux usées.

Art. 2. Les engagements prévus à l'article 1^{er} ne sont pas soumis aux dispositions du protocole du 19 octobre 1995 portant sur la politique de personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et des Organismes régionaux.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1996 pour cesser de sortir ses effets le 31 décembre 1996.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 avril 1996.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau
et de la Propreté publique,
D. GOSUIN

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 houdende oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 mei 1995 tot regeling van de administratieve en geldelijke situatie van de contractuelen van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de dringende noodzaak om de bepalingen van de ordonnantie van 29 maart 1996 tot instelling van een heffing op de lozing van afvalwater toe te passen;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Leefmilieu, Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid,

Besluit :

Artikel 1. Het Brussels Instituut voor Milieubeheer wordt gemachtigd 4 personeelsleden van niveau 1 en 4 personeelsleden van niveau 2 contractueel aan te werven die als opdracht hebben de aangiften van de heffingsplichtigen te onderzoeken en de analyses van het afvalwater te controleren.

Art. 2. De in artikel 1 voorziene aanwervingen worden niet onderworpen aan de bepalingen van het protocol van 19 oktober 1995 betreffende het personeelsbeleid van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gewestelijke Instellingen.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996 en heeft geen uitwerking meer vanaf 31 december 1996.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu, Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 april 1996.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu, Renovatie, Natuurbehoud,
Waterbeleid en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

F. 97 — 1339

[S - C - 97/31222]

25 AVRIL 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement à engager 7 membres de personnel contractuel de N 1 pour le « Plan déchets » de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, confirmé;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 1^{er} mars 1996;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Environnement, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

N. 97 — 1339

[S - C - 97/31222]

25 APRIL 1996. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij het Brussels Instituut voor Milieubeheer wordt gemachtigd 7 contractuelen van N 1 aan te werven voor het « Afvalplan » van het Brussels Instituut voor Milieubeheer

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 houdende oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, bevestigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 1 maart 1996;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Leefmilieu, Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid,

Arrête :

Article 1^{er}. L'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement est autorisé à engager 7 membres du personnel contractuel de N 1 pour le « Plan déchets » de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

Art. 2. L'engagement des contractuels visés à l'article 1^{er} s'effectue par contrat de travail pour une période de deux ans.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 1996.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 avril 1996.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau
et de la Propreté publique,
D. GOSUIN

Besluit :

Artikel 1. Het Brussels Instituut voor Milieubeheer wordt gemachtigd 7 contractuelen van N 1 aan te werven voor het « Afvalplan » van het Brussels Instituut voor Milieubeheer.

Art. 2. De aanwerving van de in artikel 1 bedoelde contractuelen wordt uitgevoerd bij arbeidsovereenkomst voor een periode van twee jaar.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1996.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu, Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 april 1996.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu, Renovatie, Natuurbehoud,
Waterbeleid en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

F. 97 — 1340

[S - C - 97/31223]

6 JUNI 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement à engager 5 contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 mai 1995 réglant la situation administrative et pécuniaire des contractuels des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 8;

Considérant que l'audit réalisé à l'I.B.G.E. soulève certaines carences, notamment en ce qui concerne le système d'information, la gestion des ressources humaines et le service de la comptabilité et du budget;

Considérant également qu'il convient d'établir, à titre expérimental, un inventaire des difficultés en matière de bruit dans la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et un plan relatif à la mobilité, d'autre part;

Considérant, enfin, l'intérêt de maintenir les actions menées en matière d'énergie;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Environnement, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

Arrête :

Article 1^{er}. L'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement est autorisé à engager contractuellement :

- 1 informaticien (N 1);
- 1 responsable des ressources humaines (N 1);
- 1 collaborateur pour le service de comptabilité et du budget (N 1 ou 2 + ou 2);
- 1 contractuel pour l'inventaire des difficultés en matière de bruit et pour le plan de la mobilité (1 N 1);
- 1 contractuel pour le Service de l'énergie (1 N 1).

N. 97 — 1340

[S - C - 97/31223]

6 JUNI 1996. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij het Brussels Instituut voor Milieubeheer wordt gemachtigd 5 contractuelen aan te werven om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 houdende oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 mei 1995 tot regeling van de administratieve en geldelijke situatie van de contractuelen van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 8;

Overwegende dat de bij het B.I.M. uitgevoerde audit een aantal tekortkomingen aan het licht brengt, inzonderheid wat het informatie-systeem, het beheer van de human resources en de dienst boekhouding en begroting betreft;

Overwegende tevens dat, bij wijze van proef, een inventarisatie van de moeilijkheden inzake geluidshinder in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden uitgevoerd, enerzijds, en een mobiliteitsplan dient te worden opgesteld, anderzijds;

Overwegende ten slotte het belang om de op het vlak van energie geleverde acties te behouden;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Leefmilieu, Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid,

Besluit :

Artikel 1. Het Brussels Instituut voor Milieubeheer wordt gemachtigd contractueel aan te werven :

- 1 informaticus (N 1);
- 1 verantwoordelijke voor de human resources (N 1);
- 1 medewerker voor de dienst boekhouding en begroting (N 1 of 2+ of 2);
- 1 contractueel in het kader van de inventarisatie van de moeilijkheden inzake geluidshinder en voor het mobiliteitsplan (1 N 1);
- 1 contractueel voor de Dienst Energie (1 N 1).

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption et cesse de sortir ses effets le 31 décembre 1996.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juin 1996.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau
et de la Propreté publique,
D. GOSUIN

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt goedgekeurd, en heeft geen uitwerking meer vanaf 31 december 1996.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu, Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 juni 1996.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu, Renovatie, Natuurbehoud,
Waterbeleid en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 1341

[C - 97/31184]

30 APRIL 1997. — Verordening nr. 96/006 houdende de erkenning en subsidiëring van lokale jeugdwerkverenigingen

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Bevoegdheid

§ 1. Deze verordening regelt een aangelegenheid bedoeld in artikelen 127, 128, 135, 136, 163, 166 en 178 van de gecoördineerde grondwet.

§ 2. Deze verordening regelt de erkenning en subsidiëring van verenigingen voor jeugdwerk, zoals bedoeld in het decreet van 9 juni 1993 houdende de subsidiëring van gemeentebesturen en van de Vlaamse Gemeenschapscommissie inzake het voeren van een lokaal jeugdwerkbeleid.

Art. 2. Begrippen

De volgende begrippen worden in deze verordening en in de bijhorende uitvoeringsbesluiten gebruikt in de volgende betekenis :

jeugdwerk : groepsgericht sociaal-cultureel werk van, voor en met jeugd in de vrije tijd, met de volgende kenmerken :

- gericht op het engagement van vrijwilligers of leden
- gericht op een kritische kijk op de samenleving
- procesgericht, eerder dan produktgericht
- emancipatorisch

jeugd : het leeftijdssegment tussen 2,5 en 25 jaar. In deze bevolkingstranche onderscheiden we :

kleuters : jeugd tussen 2,5 en 6 jaar

kinderen : jeugd tussen 6 en 12 jaar

tieners : jeugd tussen 12 en 16 jaar

jongeren : jeugd tussen 16 en 20 jaar

jongvolwassenen : jeugd tussen 20 en 25 jaar

Deze indeling is indicatief.

vrije tijd : een begrip, dat verwijst naar het tijdssegment dat overblijft na aftrek van de school- of arbeidstijd en de gezinstijd

lokaal : plaatselijk relevant, van belang voor de onmiddellijke leefomgeving van de doelgroep

vereniging : een samenwerkingsverband van personen, met een naam, een bestuur, doelstellingen en methode, een huishoudelijk reglement en leden

Art. 3. Beperkingen

Het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - verder het College - erkent en subsidieert een vereniging als jeugdwerkvereniging binnen de bepalingen van deze verordening en van de bijhorende uitvoeringsbesluiten, en binnen de perken van de begroting.

HOOFDSTUK II. — Erkenning

Art. 4. Formele voorwaarden

Om als jeugdwerkvereniging erkend te worden :

§ 1. moet de vereniging haar zetel in het Brussels hoofdstedelijk gewest hebben;

§ 2. moet een derde van de bestuursleden jonger zijn dan 30 jaar. Bovendien moet minstens een derde van de bestuursleden in het Brussels hoofdstedelijk gewest wonen;

§ 3. mag de vereniging geen winst nastreven;

§ 4. moet de vereniging een aanvraag indienen bij de Administratie van het College - verder de Administratie. De aanvraag moet voldoen aan alle procedurevoorwaarden van het uitvoeringsbesluit dat betrekking heeft op de vereniging.

Art. 5. Taal

Om als jeugdwerkvereniging erkend te worden moet de vereniging als Nederlandstalig beschouwd worden.

Art. 6. Doelgroep

Om erkend te worden, moeten de activiteiten van de vereniging zich richten naar jeugd van en in het hoofdstedelijk gewest. Hiermee worden bedoeld : personen jonger dan 25 j. die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonen en personen jonger dan 25 j. die niet in het Brussels hoofdstedelijk gewest wonen, maar die een aantoonbare band hebben met instellingen en verenigingen waarvoor de Vlaamse Gemeenschapscommissie bevoegd is.

Art. 7. Doelstellingen en methodes

§ 1. Een jeugdwerkvereniging bepaalt autonoom welke doelstellingen ze nastreeft en welke methode ze daarvoor hanteert;

§ 2. om erkend te worden, mogen de doelstellingen en methodes van de vereniging niet in tegenspraak zijn met *het Verdrag inzake de rechten van het kind*, en in het bijzonder de artikelen 8, 13, 14, 15, 17, 30 en 31 van dat verdrag.

Art. 8. Functies

Om als jeugdwerkvereniging erkend te worden, moet een vereniging een combinatie van minstens vier van de onderstaande functies vervullen.

ontmoeting : hetzij door een eigen ruimte, hetzij door een vindplaatsgerichte werking

spel en ontspanning : recreatie, verpozing na doelgerichte activiteit.

zelfontplooiing : een alternatief voor het begrip 'permanente vorming' (die van *buiten* af komt). Zelfontplooiing komt vooral van binnenuit, en is een afgeleide functie die voortvloeit uit andere functies. Ze is slechts meetbaar door ze te koppelen aan de plaats van het individu in de groep, de mate waarin inspraak mogelijk is. Ze manifesteert zich door het *engagement*, en staat dus haaks op een passieve deelname...

groepsvorming : is de bestaansreden zelf van het begrip vereniging. Deze vorming is gericht op gemeenschappelijke waarden en draagt bij tot de sociale ontplooiing.

onthaal, informatie en begeleiding : deze functie veronderstelt een structuur die meetbaar is door *openingstijden, frequentie van de activiteiten, een kern van begeleiders, een tijdschrift of kalender, promotie...*

creatieve expressie : wil de leefwereld van kinderen en jongeren ver-beelden, ver-woorden of ver-klanken. Dit veronderstelt culturele ruimte, ademruimte, en materiaal. In combinatie met de kenmerken van jeugdwerk is het proces hier belangrijker dan het produkt. De manifestaties van deze functie zijn heel verscheiden.

belangenbehartiging : deze functie komt nadrukkelijk tot haar recht als door de activiteiten van de vereniging ingepikt wordt op een *bedreig(en)de omgeving*. Belangenbehartiging vervangt het begrip preventie, en is tegelijk ruimer omdat ze te maken heeft met *inspraak van kinderen en jongeren zelf*, en dus met het verhogen van hun weerbaarheid en mondigheid. De graad van belangenbehartiging hangt samen met de mate waarin de vrije tijd voor het doelpubliek aangetast is (noem het de graad van achterstelling). Zonder uitputtend te zijn heeft belangenbehartiging te maken met :

inspraak : over de leefwereld buiten de vereniging

communicatie : met ouders, leerkrachten...

informatie : met preventief karakter (drugs, pesten...)

actie : lokalenactie, persconferentie, verkeersspel...

doorverwijzing : naar welzijnsvoorzieningen...

kadervorming : gerichte en expliciete vorming voor kaders van het jeugdwerk, die bijdraagt tot de kwaliteitsverbetering van hun taken als begeleider, of voor leden van het jeugdwerk met het doel hen voor te bereiden op een taak als begeleider van activiteiten...

experiment : gaat ervan uit dat het jeugdwerk een laboratorium is waar jongeren kunnen experimenteren. Van het experiment komt de beschrijving per definitie pas achteraf.

Art. 9. Netwerk

§ 1. Om als jeugdwerkvereniging erkend te worden, moet de vereniging zich kenbaar maken bij een door het College erkend gemeenschaps- of jeugdcentrum.

§ 2. Het bestuur van de vereniging voert bij haar leden actief promotie voor activiteiten die door het College en de Administratie voor die doelgroep georganiseerd worden, en in het bijzonder voor inspraakactiviteiten.

HOOFDSTUK III. — *Subsidiëring*

Art. 10. Startsubsidie

Om in aanmerking te komen voor een startsubsidie, moet de vereniging :

§ 1. voldoen aan de erkenningsvoorwaarden;

§ 2. een aanvraag indienen bij de Administratie, volgens de procedure bepaald in de uitvoeringsbesluiten;

Een vereniging kan slechts eenmaal een startsubsidie krijgen.

Art. 11. Jaarsubsidie

§ 1. Naargelang het type jeugdwerkvereniging wordt de jaarlijkse subsidie onderverdeeld in een *basissubsidie*, een *werkingsubsidie* en een *personeelssubsidie*. Bij de toekenning van de subsidie wordt rekening gehouden met de volgende elementen :

- het aantal deelwerkingen
- de duur en de frequentie van de activiteiten
- de verhouding tussen het aantal begeleiders en deelnemers

§ 2. Om in aanmerking te komen voor een jaarsubsidie, moet de vereniging in het voorbije werkjaar minstens 10 activiteiten georganiseerd hebben, of één per maand volgend op de toekenning van een startsubsidie.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor een jaarsubsidie moet de vereniging een aanvraag indienen bij de Administratie, volgens de voorwaarden en bepalingen van het uitvoeringsbesluit dat op de vereniging betrekking heeft.

Art. 12. Alarmsubsidie

Verenigingen met een personeelssubsidie die niet langer voldoen aan de voorwaarden van het uitvoeringsbesluit, kunnen beroep doen op de alarmsubsidie :

§ 1. De alarmsubsidie wordt toegekend op basis van een gemotiveerde aanvraag en na advies van de advieswerkgroep Jeugd.

§ 2. De alarmsubsidie bedraagt 85 % van de subsidie van het voorgaande jaar, en kan slechts één maal verlengd worden.

HOOFDSTUK IV. — *Slot- en overgangsbepalingen***Art. 13. Uitvoering**

Het College zal de nodige besluiten nemen ter uitvoering van deze verordening.

Art. 14. Inwerkingtreding

Deze verordening treedt in werking op 1 januari 1997.

Art. 15. Opheffing

De Verordening nr. 91/12 van 22 januari 1992 houdende de subsidiëring van jeugdwerk in verenigingsverband, wordt opgeheven.

Deze verordening zal in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden.

R. GRIJP

De collegeleden :
J. CHABERT

V. ANCIAUX

TRADUCTION

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FLAMANDE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 1341

[C - 97/31184]

30 AVRIL 1997. — Règlement du Collège n° 96/006, portant agrément et subvention des associations locales d'activités sociales en faveur de la jeunesse

Le Conseil de la "Vlaamse Gemeenschapscommissie" a adopté et nous, le Collège, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales***Article 1^{er}. Compétence**

§ 1^{er}. Ce règlement détermine l'objet des articles 127, 128, 135, 136, 163, 166 et 178 de la constitution coordonnée.

§ 2. Ce règlement détermine l'agrément et la subvention des associations d'activités sociales en faveur de la jeunesse comme prévu par le décret du 9 juin 1993, portant allocation de subventions aux municipalités et à la Commission communautaire flamande en matière de la politique des activités sociales en faveur de la jeunesse.

Art. 2. Notions

Les notions ci-dessous de ce règlement et des arrêtés d'exécution correspondants signifient ce qui suit :

activités sociales en faveur de la jeunesse : animation socio-culturelle orientée vers les associations de la jeunesse, en leur faveur et avec eux pendant les moments de loisir aux caractéristiques suivantes :

- orientée vers l'engagement des volontaires ou des membres.
- orientée vers une opinion critique de la société.
- orientée plus vers le processus que vers le produit.
- émancipatrice

jeunesse : le groupe d'âge entre 2,5 et 25 ans. Dans ce groupe démographique l'on distingue :

- jeunes* : jeunesse entre 2,5 et 6 ans
- enfants* : jeunesse entre 6 et 12 ans
- teenagers* : jeunesse entre 12 et 16 ans

adolescents : jeunesse entre 16 et 20 ans

jeunes adultes : jeunesse entre 20 et 25 ans

Cette classification est indicative.

loisir : une notion indiquant le temps qui reste disponible après la déduction du temps consacré à l'école, au travail et à la famille.

localement : d'intérêt local, important pour l'environnement immédiat du groupe cible.

association : groupement de personnes qui a un nom, une gestion, un objectif et une méthodique, un règlement d'ordre intérieur et des membres.

Art. 3. Limitations

Dans les limites des crédits prévus au budget et sous les conditions déterminées dans ce règlement et dans les arrêtés d'exécution en question, le Collège de la Commission communautaire flamande de la région de Bruxelles-Capitale, ci-après la Commission, agréera une association comme association d'activités sociales en faveur de la jeunesse et lui allouera des subventions.

CHAPITRE II. — Agrément

Art. 4. Conditions formelles

Afin d'être agréé comme association d'activités sociales en faveur de la jeunesse :

§ 1^{er}. l'association doit avoir son siège social dans la région de Bruxelles-Capitale;

§ 2. un tiers des membres du bureau doit avoir moins de 30 ans.

En outre un tiers de ces membres est tenu à habiter la région de Bruxelles-Capitale;

§ 3. l'association ne peut pas avoir un but lucratif;

§ 4. l'association doit faire une demande auprès de l'administration du Collège - ci-après l'administration. Toute demande doit répondre à toutes les conditions de procédure de l'arrêté d'exécution relatif à l'association.

Art. 5. Langue

Afin d'être agréé comme association d'activités sociales en faveur de la jeunesse, elle doit être considérée comme néerlandophone.

Art. 6. Groupe-cible

Afin d'être agréé, les activités de l'association doivent s'adresser à la jeunesse de et dans la région de Bruxelles-Capitale. Cela signifie : aux personnes au-dessous de 25 ans habitant la région de Bruxelles-Capitale ou aux personnes au-dessous de 25 ans ne résidant pas dans la région de Bruxelles-Capitale mais qui se lient manifestement avec les institutions et les associations pour lesquelles la Commission communautaire flamande est compétente.

Art. 7. Objectifs et méthodes

§ 1^{er}. Toute association d'activités sociales en faveur de la jeunesse détermine d'une façon autonome les objectifs qu'elle cherche à atteindre et ses méthodes de travail;

§ 2. Afin d'être agréé, ces objectifs et méthodes ne peuvent pas être en contradiction avec le Traité des droits de l'enfance, et en particulier ses articles 8, 13, 14, 15, 17, 30 et 31.

Art. 8. Fonctions

Afin d'être agréé, une association d'activités sociales en faveur de la jeunesse doit au moins combiner quatre des fonctions ci-dessous.

rencontre : soit par un espace propre ou par un fonctionnement orienté vers le biotope même des jeunes.

jeu et détente : récréation, délasserment après une activité planifiée.

épanouissement : une alternative de la notion "éducation permanente" (venant de l'extérieur). L'épanouissement venant avant tout de l'intérieur est une fonction dérivée qui dépend d'autres fonctions. Elle est seulement mesurable pour autant que l'on puisse la relier à la place de l'individu dans le groupe et pour autant qu'une participation soit possible. Elle se manifeste par son engagement et elle est en contradiction flagrante avec une participation passive.

formation de sous-groupes : la quintessence même de la notion association. Cette formation est orientée vers les valeurs communes et contribue à l'épanouissement social.

réception, information et coordination : cette fonction suppose une structure mesurable par des heures d'ouverture, la fréquence des activités, un noyau de coordinateurs, une périodique ou calendrier, une promotion.

expression créative : veut interpréter l'environnement des enfants et des jeunes, l'exprimer et le présenter. Ceci suppose un espace culturel, une possibilité de respirer et un matériel. En combinaison avec les caractéristiques de l'enca-drement des jeunes, ici le processus est plus important que le produit lui-même. Ces fonctions peuvent se concrétiser en plusieurs expressions.

défence des intérêts : cette fonction est mise en valeur explicitement quand par ses activités l'association répond à un environnement menacé ou menaçant. La défense des intérêts se substitue à la notion prévention et est à la fois plus large puisque elle se lie à la participation même des enfants et des jeunes, ce qui veut dire au renforcement de leur résistance morale et de leur autonomie. L'intensité de la défense des intérêts se lie à son tour au degré auquel les moments de loisir du groupe-cible ont été atteints (appelez cela le degré de manque d'avantages). Sans être exhaustif la défense des intérêts se réfère à :

la participation : à l'environnement en dehors de l'asso- ciation

la communication : avec les parents, les professeurs

information : de nature préventive (les drogues, taquine- rie...)

action : action de locaux, conférences de presse, jeu de circulation

orientation : vers les équipements sociaux

formation de cadres : formation spécifique et explicite de cadres de la jeunesse, contribuant à l'amélioration de leurs tâches de moniteur ou de ses membres, dans le but de les préparer à une tâche de moniteur d'activités...

expérience : part de l'idée que l'encadrement des jeunes est un laboratoire dans lequel les jeunes peuvent expérimenter. Par nature cet expérience n'est définie que rétrospectivement.

Art. 9. Réseau

§ 1^{er}. Afin d'être agréé, l'association d'activités en faveur des jeunes est tenue à signaler son existence auprès d'un centre communautaire ou de jeunesse agréé par le Collège.

§ 2. Le bureau de l'association promouvra activement auprès de ses membres, les activités organisées par le Collège et par son administration pour ce groupe-cible et en particulier les activités participatives.

CHAPITRE III. — *Subvention*

Art. 10. Subvention initiale

Afin de pouvoir prétendre à une subvention initiale, l'association

§ 1^{er}. répondra aux conditions d'agrément;

§ 2. présentera une requête auprès de l'administration, conformément à la procédure prévue dans les arrêtés d'exécution;

Une association ne recevra qu'une subvention initiale unique.

Art. 11. Subvention annuelle

§ 1^{er}. Selon la nature de l'association d'activités sociales en faveur de la jeunesse, la subvention annuelle est répartie en subvention de base, subvention de fonctionnement et une subvention du personnel. Lors de l'allocation d'une subvention les éléments suivants seront pris en considération :

- le nombre des activités composantes
- la durée et la fréquence des activités
- la proportion du nombre de moniteurs-participants

§ 2. Afin de pouvoir prétendre à une subvention annuelle, l'association aura organisé au moins 10 activités dans l'année écoulée ou une activité par mois suivant l'allocation de la subvention initiale.

§ 3. Afin de pouvoir prétendre à une subvention annuelle, l'association fera une requête auprès de l'administration, conformément aux conditions prévues dans l'arrêté d'exécution relative à l'association.

Art. 12. Subvention d'urgence

Les associations auxquelles une subvention de personnel a été allouée et qui ne répondent plus aux conditions de l'arrêté d'exécution peuvent solliciter la subvention d'urgence :

§ 1^{er}. La subvention d'urgence est allouée en vertu d'une requête motivée et suivant avis du groupe de travail Jeunesse.

§ 2. La subvention d'urgence s'élève à 85 % de la subvention de l'année précédente et elle ne pourra être prolongée que pour une seule fois.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 13. Exécution

Pour l'exécution de ce règlement, le Collège statuera par les arrêtés nécessaires.

Art. 14. Mise en application

Ce règlement entre en vigueur le 1 janvier 1997.

Art. 15. Disposition abrogatoire

Le règlement n° 91/12 du 22 janvier 1992, portant subvention de l'encadrement de jeunes en association est abrogé. Ce règlement sera publié au *Moniteur belge*.

Les membres du Collège :

R. GRIJP

J. CHABERT

V. ANCIAUX

30 APRIL 1997. — Verordening nr. 97/001 houdende subsidiëring van verenigingen en manifestaties in het domein van het cultureel erfgoed

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen, en wij het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze verordening regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 166 § 3, 2° van de gecoördineerde grondwet van 17 februari 1994.

Art. 2. Deze verordening regelt de subsidiëring van verenigingen en manifestaties in het domein van het cultureel erfgoed.

Art. 3. In deze verordening wordt bedoeld met :

a. Cultureel erfgoed : elk getuigenis van het verleden dat bewaard gebleven is, het weze bouwkundig of archeologisch erfgoed, cultuurlandschappen, roerend of immaterieel erfgoed.

b. Vereniging, actief in het domein van het cultureel erfgoed : elke vereniging met zetel in het Brussels hoofdstedelijk gewest, die wegens haar activiteiten als Nederlandstalig beschouwd kan worden en die op een systematische en publieksgerichte manier activiteiten ontplooit/ vakkundig onderzoek verricht over het cultureel erfgoed van het Brussels hoofdstedelijk gewest.

c. Manifestatie in verband met het cultureel erfgoed : publieksgerichte activiteit van wetenschappelijk onderbouwd niveau in verband met het cultureel erfgoed en die als Nederlandstalig beschouwd kan worden. De manifestatie kan ofwel handelen over het Brussels cultureel erfgoed zelf ofwel relevant zijn voor het Brussels stedelijk cultureel erfgoed in het algemeen en dient plaats te vinden in het Brussels hoofdstedelijk gewest.

HOOFDSTUK II. — *Subsidiëring*

Art. 4. Binnen de perken van de begroting en conform de bepalingen van deze verordening en van de uitvoeringsbesluiten verleent het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, op advies van de werkgroep cultureel erfgoed-musea, subsidies aan verenigingen, actief in het domein van het cultureel erfgoed, of aan manifestaties in verband met het cultureel erfgoed.

Art. 5. Voor elke aanvraag tot subsidiëring dient een dossier ingediend waarvan de elementen bepaald worden in het uitvoeringsbesluit dat de subsidiëring in het kader van deze verordening regelt.

Art. 6. Bij eventuele subsidiëring aan verenigingen en manifestaties in het domein van het cultureel erfgoed worden de volgende criteria ter beoordeling gehanteerd :

- de uitstraling van de vereniging of van de manifestatie;
- het wetenschappelijk niveau van de vereniging of van de manifestatie, of de deskundigheid van de deelnemers aan de activiteit.
- de deskundigheid bij de organisatie van de manifestatie en het belang van het behandelde onderwerp voor het domein van het cultureel erfgoed.

Om voor subsidiëring in aanmerking te komen dient minimum aan één van deze criteria voldaan te worden.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 7. Het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie neemt uitvoeringsbesluiten bij deze verordening.

Art. 8. Deze verordening treedt in werking op 1 januari 1997.

Deze verordening zal in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden.

De collegeleden :

R. GRIJP

J. CHABERT

V. ANCIAUX

TRADUCTION

F. 97 — 1342

[C — 97/31185]

30 AVRIL 1997. — Règlement n° 97/001 portant octroi de subventions aux associations et aux manifestations dans le domaine du patrimoine culturel

Le Conseil de la Vlaamse Gemeenschapscommissie a adopté ce que nous, le Collège sanctionnons comme suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Ce règlement détermine l'objet de l'article 166, § 3, 2° de la constitution coordonnée du 17 janvier 1994.

Art. 2. Ce règlement détermine la subvention des associations et des manifestations dans le domaine du patrimoine culturel.

Art. 3. Dans ce règlement l'on entend par :

a. Patrimoine culturel : tout témoignage du passé conservé, soit d'architecture, d'archéologie, de sites culturels protégés, de l'héritage mobilier ou immatériel.

b. Association, active dans le domaine du patrimoine culturel :

toute association ayant son siège social dans la région de Bruxelles-Capitale, qui par ses activités peut être considérée comme néerlandophone, qui systématiquement déploie des activités orientées vers un public et qui entreprend des recherches professionnelles sur le patrimoine culturel de la région de Bruxelles-Capitale.

c. Manifestation relative au patrimoine culturel : toute activité de niveau scientifique, orientée vers un public et relative au patrimoine culturel, qui puisse être considérée comme néerlandophone. La manifestation peut se référer au patrimoine culturel bruxellois même ou avoir une importance pour le patrimoine culturel de la ville de Bruxelles en général et avoir lieu dans la région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE II. — *Subvention*

Art. 4. Sur avis du groupe de travail patrimoine culturel-musées, le Collège de la Commission Communautaire flamande de la Région de Bruxelles-Capitale allouera des subventions aux associations actives dans le domaine du patrimoine culturel et aux manifestations relatives au patrimoine culturel dans les limites du budget et conformément aux dispositions de ce règlement et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 5. Pour toute requête de subvention un dossier doit être présenté dont les composantes sont déterminées dans l'arrêté d'exécution relatif à l'octroi de subventions de ce règlement.

Art. 6. Lors de l'octroi d'une subvention éventuelle aux associations et aux manifestations actives dans le domaine du patrimoine culturel, les critères d'appréciation suivants seront pris en considération :

- l'impact de l'association ou de la manifestation
- le niveau scientifique de l'association ou de la manifestation ou la compétence des participants à l'activité.
- la compétence lors de l'organisation de la manifestation et l'importance du sujet traité pour le domaine du patrimoine culturel.

Afin de pouvoir prétendre à une subvention, au moins un de ces critères doit être rempli.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 7. Pour l'exécution de ce règlement, le Collège de la Commission communautaire flamande de la Région de Bruxelles-Capitale statuera par les arrêtés nécessaires.

Art. 8. Ce règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Ce règlement sera publié au *Moniteur belge*.

R. GRIJP

Les membres du Collège,
J. CHABERT

V. ANCIAUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[97/21107]

5 MARS 1997

Arrêté royal concernant la composition du Conseil scientifique des Musées royaux d'Art et d'Histoire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal n° 504 du 31 décembre 1986 créant les établissements scientifiques de l'Etat qui relèvent des deux Ministres de l'Education nationale, ou du (des) Ministre(s) désigné(s) par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres en tant que services de l'Etat à gestion séparée;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 3 juin 1975, 12 août 1981 et 10 mai 1995, notamment l'article 7;

Considérant que pour la composition du Conseil scientifique des Musées royaux d'Art et d'Histoire, il ne peut être proposé — aussi bien comme membres du personnel scientifique que comme personnalités scientifiques choisies en dehors de l'établissement, en raison des missions spécifiques de cet établissement, autant de candidats féminins que masculins;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le conseil scientifique qui a été créé au Musées royaux d'Art et d'Histoire, est composé comme suit :

- a) le chef de l'établissement, qui est membre d'office;
- b) membres du personnel scientifique dirigeant de l'établissement,

Mmes :

A. Cahen-Delhay, chef de département.

M. Haine, chef de département.

E. Van Der Elst, chef de section.

c) personnalités scientifiques choisies en dehors de l'établissement,

MM :

R. Van Schoute, professeur à l'Université Catholique de Louvain;

M. Otte, professeur à l'Université de Liège;

F. Verhaeghe, chargé de cours à la « Vrije Universiteit Brussel »;

Mme E. Bruyninx, chargée de cours à « l'Université Gent ».

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[97/21107]

5 MAART 1997. — Koninklijk besluit houdende samenstelling van de Wetenschappelijke Raad bij de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, inzonderheid artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 504 van 31 december 1986 tot oprichting van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, die ressorteren onder de beide Ministers van Onderwijs of onder de Minister(s) aangewezen bij een in Ministerraad overgelegd koninklijk besluit als Staatsdiensten met afzonderlijk beheer;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juni 1975, 12 augustus 1981 en 10 mei 1995, inzonderheid op artikel 7;

Overwegende dat bij de samenstelling van de Wetenschappelijke Raad van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis zowel voor de leden van het leidinggevend personeel als voor de wetenschappelijke personaliteiten gekozen buiten de instelling niet evenveel vrouwelijke als mannelijke kandidaten kunnen worden voorgedragen, om reden van de specifieke opdrachten van deze instelling;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis opgerichte Wetenschappelijke Raad wordt samengesteld als volgt :

- a) het hoofd van de instelling, dat ambtshalve lid is;
- b) leden van het leidinggevend wetenschappelijk personeel van de instelling;

Mevrn. :

A. Cahen-Delhay, departementshoofd.

M. Haine, departementshoofd.

E. Van Der Elst, afdelingshoofd.

c) wetenschappelijke personaliteiten gekozen buiten de instelling,

de heren :

R. Van Schoute, professor aan de « Université Catholique de Louvain »;

M. Otte, professor aan de « Université de Liège »;

F. Verhaeghe, hoofddocent aan de Vrije Universiteit Brussel;

Mevr. E. Bruyninx, hoofddocent aan de Universiteit Gent.

Art. 2. Les membres mentionnés à l'article 1^{er}, b) et c) sont nommés pour un mandat de quatre ans.

Art. 3. Le président sera choisi parmi les membres mentionnés à l'article 1^{er}, c).

Art. 4. Le chef de l'établissement assumera la vice-présidence du Conseil.

Art. 5. Le mandat des membres du Conseil scientifique, comme il était composé par arrêté royal du 24 juin 1993, est prolongé pour la période du 1^{er} janvier 1997, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 6. L'arrêté royal du 24 juin 1993 concernant la composition du Conseil scientifique des Musées royaux d'Art et d'Histoire est abrogé.

Art. 7. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Art. 2. De in artikel 1, b) en c), vermelde leden worden benoemd voor een mandaat van vier jaar.

Art. 3. De voorzitter zal worden gekozen onder de leden vermeld in artikel 1, c).

Art. 4. Het hoofd van de instelling zal het ondervoorzitterschap van de Raad waarnemen.

Art. 5. Het mandaat van de leden van de Wetenschappelijke Raad, zoals samengesteld bij koninklijk besluit van 24 juni 1993, wordt verlengd voor de periode van 1 januari 1997 tot de datum van de inwerkingtreding van onderhavig besluit.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 24 juni 1993 houdende samenstelling van de Wetenschappelijke Raad bij de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis wordt opgeheven.

Art. 7. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

[97/21172]

6 MAI 1997. — Arrêté royal concernant la démission et la nomination d'un membre du conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public, dénommée Palais des Beaux-Arts, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 29 mars 1984 fixant la date de l'entrée en vigueur de la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public, dénommée Palais des Beaux-Arts;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1995 fixant les attributions ministérielles en matière de politique scientifique, de culture et d'enseignement;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Démission honorable est accordée à M. Van Eetvelde, Jo, en tant que membre du conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts, au 20 février 1997.

Il sera remplacé par M. Debelder, Guido, qui est nommé en tant que membre du conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts, pour une période de quatre ans prenant cours le 1^{er} avril 1997.

Art. 2. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

[97/21172]

6 MEI 1997. — Koninklijk besluit houdende ontslag en benoeming van een lid van de raad van bestuur van het Paleis voor Schone Kunsten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 augustus 1981 houdende oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon, genaamd Paleis voor Schone Kunsten, inzonderheid artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 maart 1984 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 12 augustus 1981 houdende oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon, genaamd Paleis voor Schone Kunsten;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1995 tot vaststelling van de ministeriële bevoegdheden inzake wetenschapsbeleid, cultuur en onderwijs;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Eervol ontslag wordt verleend aan de heer Van Eetvelde, Jo, als lid van de raad van bestuur van het Paleis voor Schone Kunsten op 20 februari 1997.

Hij wordt vervangen door de heer Debelder, Guido, die wordt benoemd tot lid van de raad van bestuur van het Paleis voor Schone Kunsten, voor een periode van vier jaar met ingang van 1 april 1997.

Art. 2. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

[97/21171]

6 MAI 1997. — Arrêté royal concernant la démission et nomination d'un membre du conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public, dénommée Palais des Beaux-Arts, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 29 mars 1984 fixant la date de l'entrée en vigueur de la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public, dénommée Palais des Beaux-Arts;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1995 fixant les attributions ministérielles en matière de politique scientifique, de culture et d'enseignement;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Démission honorable est accordée à M. Pairon, Lukas, en tant que membre du conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts, au 14 mars 1997.

Il sera remplacé par Mme Kempeneers, Nora, qui est nommée en tant que membre du conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts, pour une période de quatre ans prenant cours le 1^{er} mai 1997.

Art. 2. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

[97/21171]

6 MEI 1997. — Koninklijk besluit houdende ontslag en benoeming van een lid van de raad van bestuur van het Paleis voor Schone Kunsten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 augustus 1981 houdende oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon, genaamd Paleis voor Schone Kunsten, inzonderheid artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 maart 1984 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 12 augustus 1981 houdende oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon, genaamd Paleis voor Schone Kunsten;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1995 tot vaststelling van de ministeriële bevoegdheden inzake wetenschapsbeleid, cultuur en onderwijs;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Eervol ontslag wordt verleend aan de heer Pairon, Lukas, als lid van de raad van bestuur van het Paleis voor Schone Kunsten op 14 maart 1997.

Hij wordt vervangen door Mevr. Kempeneers, Nora, die wordt benoemd tot lid van de raad van bestuur van het Paleis voor Schone Kunsten, voor een periode van vier jaar met ingang van 1 mei 1997.

Art. 2. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

[97/21180]

9 JUIN 1997. — Arrêté royal portant nomination du président et du président suppléant de la Section consultative des journalistes étrangers de la Commission de première instance

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1991 réglant l'organisation et le fonctionnement des commissions d'agrément et d'appel ainsi que la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen des demandes tendant à l'obtention du titre de journaliste professionnel;

Vu l'arrêté royal du 2 juillet 1992 portant nomination des présidents et présidents suppléants de la Commission d'appel instituée par la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel et de la Section consultative des journalistes étrangers de la Commission de première instance, et en particulier l'article 1^{er}, c);

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés pour un nouveau terme de quatre ans auprès de la Section consultative des journalistes étrangers de la Commission de première instance :

Président, M. Dejemepe, B., procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles;

Président suppléant, M. De Valkeneer, C., juge au tribunal de première instance de Bruxelles.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

[97/21180]

9 JUNI 1997. — Koninklijk besluit houdende de benoeming van de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter van de Adviesafdeling voor de buitenlandse journalisten van de Commissie van eerste aanleg

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 december 1963, betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1991 tot vaststelling van de organisatie en de werkwijze van de erkenningscommissie en van de commissie van beroep, alsook de procedure voor de indiening en het onderzoek van aanvragen ter verkrijging van de titel van beroepsjournalist;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juli 1992 houdende de benoeming van de voorzitters en de plaatsvervangende voorzitters van de Commissie van beroep ingesteld bij de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist en van de Adviesafdeling voor de buitenlandse journalisten van de Commissie van eerste aanleg, en in het bijzonder artikel 1, c);

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden benoemd voor een nieuwe termijn van vier jaar bij de Adviesafdeling voor de buitenlandse journalisten van de Commissie van eerste aanleg :

Voorzitter, de heer Dejemepe, B., procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;

Plaatsvervangend voorzitter, de heer De Valkeneer, C., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Notre Premier Ministre et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 3. Onze Eerste Minister en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9567]

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 23 juin 1997 :

— M. Deltour, J., substituuat du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Courtrai, est nommé juge à ce tribunal;

— M. Ruchard, J.M., avocat, est nommé juge suppléant à la justice de paix du second canton de Mons.

Par arrêté royal du 24 juin 1997, M. Baranyai, M., avocat, est nommé substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de Bruges.

[97/9571]

Notariat

Par arrêtés royaux du 23 juin 1997 :

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Van Laer, L., de ses fonctions de notaire à la résidence de Herne.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions;

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Hollanders de Ouderaen (écuyer Cl.), de ses fonctions de notaire à la résidence de Louvain.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions;

— est accepté, à sa demande, la démission de M. Verhaeghe, J., de ses fonctions de notaire à la résidence de Gistel.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions;

— Mme Van Laer, A.K., licenciée en droit, licenciée en notariat, est nommée notaire à la résidence de Herne;

— M. Hollanders de Ouderaen, D., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé notaire à la résidence de Louvain;

— Mme Verhaeghe, B., licenciée en droit, licenciée en notariat, est nommée notaire à la résidence de Gistel.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9567]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 23 juni 1997 :

— is de heer Deltour, J., substituuat-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, benoemd tot rechter in deze rechtbank;

— is de heer Ruchard, J.M., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het tweede kanton Bergen.

Bij koninklijk besluit van 24 juni 1997 is de heer Baranyai, M., advocaat, benoemd tot substituuat-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Brugge.

[97/9571]

Notariaat

Bij koninklijke besluiten van 23 juni 1997 :

— is aan de heer Van Laer, L., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Herne.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren;

— is aan de heer Hollanders de Ouderaen (jonkheer Cl.), op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris zijn standplaats Leuven.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren;

— is aan de heer Verhaeghe, J., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Gistel.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren;

— is Mevr. Van Laer, A.K., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Herne;

— is de heer Hollanders de Ouderaen, D., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Leuven;

— is Mevr. Verhaeghe, B., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Gistel.

MINISTERE DES FINANCES

[97/3204]

Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêtés royaux du 8 mai 1996 sont promus ou nommés :

Ordre de Léopold
Commandeur

M. Moulaert, J., président du conseil d'administration de la Banque Bruxelles Lambert.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[97/3204]

Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijke besluiten van 8 mei 1996 worden bevorderd of benoemd :

Leopoldsorde
Commandeur

De heer Moulaert, J., voorzitter van de raad van bestuur van de Bank Brussel Lambert.

Ordre de la Couronne

Commandeur

Le Comte J.-P. De Launoit, vice-président du conseil d'administration de la Banque Bruxelles Lambert;

M. Cardon de Lichtbuer, D., président du comité de direction et président de la Banque Bruxelles Lambert.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 8 mai 1996.

Par arrêté royal du 8 mai 1996 est promu :

Ordre de Léopold

Commandeur

M. Narmon, F., président du Comité de direction du Crédit communal de Belgique.

Il portera la décoration civile et prend rang dans l'Ordre à dater du 8 mai 1996.

Par arrêtés royaux du 15 mai 1996 sont promus ou nommés :

Ordre de Léopold

Chevalier

A. Banque IPPA

M. De Veusser, D., directeur-administrateur/secrétaire général-membre du comité de direction.

B. CGER-Banque et CGER Assurances

MM. :

Lefever, R.;

Willems, K., sous-directeurs;

M. Noiset, J., sous-directeur du département « Back-Office Crédits Retail »;

M. Van Den Berghe, M., general manager.

C. Générale de Banque

M. Pechon, R., directeur siège grandes entreprises zone de Bruxelles;

M. Van Dooren, M., adjoint au chef management support, facility management.

D. Kredietbank

M. Killens, M.K.F., « onderdirecteur ».

Ils porteront la décoration civile et prennent rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1995.

Ordre de la Couronne

Officier

LEHMAN - Europe

M. Koman, C., administrateur directeur général senior vice-président.

Chevalier

A. Banque IPPA

M. Van Gaal, H., directeur audit interne.

B. ABN-Banque AMRO

M. Sirjacobs, M., manager organisation.

C. Banque Bruxelles Lambert

M. Demunter, R.M.P., directeur du siège Louvain/Tirlemont;

M. Leenknecht, E.W., directeur siège Limbourg;

M. Tilmant, M., administrateur - membre du comité de direction.

D. Générale de Banque

M. Berkvens, A., directeur services généraux, operations and process management;

M. De Maesschalck, K., chef marketing international entreprises, marketing;

M. Leloup, C., chef développement & support outils de gestion, gestion centrale;

M. Schonbrodt, R., responsable B Epsys, operations & process management;

M. Tack, J., administrateur-délégué, membre du comité de direction.

Kroonorde

Commandeur

Graaf J.-P. De Launoit, ondervoorzitter van de raad van bestuur van de Bank Brussel Lambert

De heer Cardon de Lichtbuer, D., voorzitter van het directiecomité en voorzitter van de Bank Brussel Lambert.

Ze nemen vanaf 8 mei 1996 hun rang in de Orde in.

Bij koninklijk besluit van 8 mei 1996 wordt bevorderd :

Leopoldsorde

Commandeur

De heer Narmon, F., voorzitter van het directiecomité van het Gemeentekrediet van België.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen en neemt vanaf 8 mei 1996 zijn rang in de Orde in.

Bij koninklijke besluiten van 15 mei 1996 worden bevorderd of benoemd :

Leopoldsorde

Ridder

A. IPPA-Bank

De heer De Veusser, D., bestuurder directeur/algemeen secretaris-lid directiecomité.

B. ASLK-Bank en ASLK-Verzekeringen

De heren :

Lefever, R.;

Willems, K., onderdirecteurs;

De heer Noiset, J., onderdirecteur bij het departement « Back-Office Kredieten Retail »;

De heer Van Den Berghe, M., general manager.

C. Generale Bank

De heer Pechon, R., directeur zetel grote ondernemingen, zone Brussel;

De heer Van Dooren, M., adjunct van de chef management support, facility Management.

D. Kredietbank

De heer Killens, M.K.F., onderdirecteur.

Ze zullen het burgerlijk ereteken dragen en nemen vanaf 15 november 1995 hun rang in de Orde in.

Kroonorde

Officier

LEHMAN - Europe

De heer Koman, C., algemeen beheerder-directeur senior vice-voorzitter.

Ridder

A. IPPA-Bank

De heer Van Gaal, H., directeur interne audit.

B. ABN-AMRO Bank

De heer Sirjacobs, M., manager organisatie.

C. Bank Brussel Lambert

De heer Demunter, R.M.P., directeur van de zetel Leuven/Tienen;

De heer Leenknecht, E.W., directeur zetel Limburg;

De heer Tilmant, M., bestuurder - lid van het directiecomité.

D. Generale Bank

De heer Berkvens, A., directeur algemene diensten, operations & process management;

De heer De Maesschalck, K., chef internationale marketing ondernemingen, marketing;

De heer Leloup, C., chef ontwikkeling en bijstand beheersmiddelen, centraal beheer;

De heer Schonbrodt, R., verantwoordelijke B Epsys, operations & process management;

De heer Tack, J., gedelegeerd bestuurder, lid van het directiecomité.

E. « Kredietbank »
 M. Cleemput, E.F.M., « directeur »;
 MM. :
 Deprez, G.C.;
 Janssen, F.H.J., « onderdirecteurs ».
 Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1995.

Ordre de Léopold II

Officier

A. CGER Banque et CGER Assurances
 M. Borloo, C., directeur;
 M. Nowe, A., responsable du facility management.
 B. Banque Bruxelles Lambert
 M. Andersen, E.C., administrateur-membre du comité de direction.
 C. Crédit communal de Belgique
 M. Schifflers, G., directeur, membre du comité de direction.

Chevalier

A. Banque LLOYDS
 M. Navez, L., assistant manager private banking.
 B. ABN-Banque AMRO
 M. De Bruin-De Beukelaer, P., chef de département particuliers private banking.

C. Banque IPPA
 M. Brusselmans, M., directeur-représentant permanent auprès de Royale Belgique Finance;
 M. Van Wingham, P., directeur division dépôts, placements et opérations.

D. Banque Bruxelles Lambert
 M. Haccour, R., directeur;
 M. Van Rijmenant, J.R.N.A., directeur adjoint;
 MM. :
 Boon, M.B.;
 Crasselts, P.J.;
 Decock, P.F.;
 Delbecque, J.R., attachés à la direction;
 MM. :
 Charles, V.L.J.M.G.;
 De Bruyn, M.R.A.G.M.;
 De Ganck, P.A.A.J.;
 Nelen, J.F.A.;
 Pishout, D.G.M.G.;
 Stalon, W.G.G.C.;
 Van Verdegheem, G.J.D.;
 Volckaert, J.L.O., sous-directeurs.

E. Belgolaise

MM. :
 Deleuze, Y.D.V.;
 Verkeyn, J.-C.M.V., fondés de pouvoirs;
 M. Mouligneau, A.J.V.V., chef de service principal.

F. Générale de Banque

M. Puffet, Y., directeur de groupe au siège Bruxelles-Est, zone Bruxelles;
 M. Salmon, E., directeur de groupe au siège Bruxelles-Centre, zone Bruxelles;
 M. Verheyden, P., directeur relationship banking au siège Hageland, zone Noord-Oosten;
 M. Vonck, H., directeur d'agence au siège de Bruxelles-Est, zone Bruxelles;
 M. Angerhausen, D., contrôleur senior risques, crédits;
 M. Longin, M., senior process manager, operations & process management.

G. Banque INDOSUEZ Belgique S.A.

Mme Meulders, M.-C., attachée commerciale.
 Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1995.

E. Kredietbank
 De heer Cleemput, E.F.M., directeur;
 De heren :
 Deprez, G.C.;
 Janssen, F.H.J., onderdirecteurs.
 Ze nemen vanaf 15 november 1995 hun rang in de Orde in.

Orde van Leopold II

Officier

A. ASLK-Bank en ASLK Verzekeringen
 De heer Borloo, C., directeur;
 De heer Nowe, A., verantwoordelijke voor facility management.
 B. Bank Brussel Lambert
 De heer Andersen, E.C., bestuurder-lid van het directiecomité.
 C. Gemeentekrediet van België
 De heer Schifflers, G., directeur, lid van het directiecomité.

Ridder

A. LLOYDS Bank
 De heer Navez, L., assistant manager private banking.
 B. ABN-AMRO Bank
 De heer De Bruin-De Beukelaer, P., afdelingshoofd particulieren private banking.

C. IPPA Bank
 De heer Brusselmans, M., directeur-permanent afgevaardigde bij Royale Belgique Finance;
 De heer Van Wingham, P., directeur afdeling deposito's, beleggingen en operaties.

D. Bank Brussel Lambert
 De heer Haccour, R., directeur;
 De heer Van Rijmenant, J.R.N.A., adjunct-directeur;
 De heren :
 Boon, M.B.;
 Crasselts, P.J.;
 Decock, P.F.;
 Delbecque, J.R., directie-attachés;

De heren :
 Charles, V.L.J.M.G.;
 De Bruyn, M.R.A.G.M.;
 De Ganck, P.A.A.J.;
 Nelen, J.F.A.;
 Pishout, D.G.M.G.;
 Stalon, W.G.G.C.;
 Van Verdegheem, G.J.D.;
 Volckaert, J.L.O., onderdirecteurs.

E. Belgolaise

De heren :
 Deleuze, Y.D.V.;
 Verkeyn, J.-C.M.V., procuratiehouders;
 De heer Mouligneau, A.J.V.V., hoofd dienstoverste.

F. Generale Bank

De heer Puffet, Y., groepsdirecteur zetel Brussel-Oost, zone Brussel;
 De heer Salmon, E., groepsdirecteur zetel Brussel-Centrum, zone Brussel;
 De heer Verheyden, P., directeur relationship banking bij zetel Hageland, zone Noord-Oosten;
 De heer Vonck, H., agentschapsdirecteur bij zetel Brussel-Oost, zone Brussel;
 De heer Angerhausen, D., senior controleur risico's kredieten;
 De heer Longin, M., senior process manager, operations & process management.

G. INDOSUEZ Bank België N.V.

Mevr. Meulders, M.-C., commercieel adjunct.
 Ze nemen vanaf 15 november 1995 hun rang in de Orde in.

Par arrêtés royaux du 22 mai 1996 sont promus ou nommés :

Ordre de Léopold

Officier

Caisse nationale de Crédit professionnel
M. Jeunieu, A., fondé de pouvoir principal.

Chevalier

A. Caisse nationale de Crédit professionnel
M. Franchimont, G., fondé de pouvoir technique.
B. Commission bancaire et financière
Mme Nemry, M.,
M. Niclaes, D.,

conseillers.

Ils porteront la décoration civile et prennent rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1996.

Ordre de la Couronne

Chevalier

Caisse nationale de Crédit professionnel
M. Geeroms, R., gestionnaire.
Il prend rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1996.

Ordre de Léopold II

Commandeur

Commission bancaire et financière
M. Lempereur, C., directeur.

Chevalier

Institut de Réescompte et de Garantie
M. Detrez, A.M.L., fondé de pouvoir.
Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1996.

Par arrêté royal du 29 mai 1996 sont promus ou nommés :

Ordre de la Couronne

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

A. Banque Lloyds
M. Hannet, D., responsable de section.
B. Banque Indosuez Belgique S.A.
M. Gavroy, R., chargé de clientèle banque privée.
C. Banque Bruxelles Lambert

MM. :

Abbeeloos, R.,
Bogaerts, W.,
Cassiman, M.,
Cherlet, D.,
Darville, W.,
De Brabander, P.,
Mme De Locht, I.,

MM. :

De Maere, G.,
Goossens, R.,
Ketels, M.,
Knockaert, L.,
Lefebvre, A.,
Liegeois, A.,
Schroyens, A.,
Smets, F.,
Stillaert, F.,
Tassenoe, M.,
Van De Poel, L.,
Vandepitte, L.,
Vanderick, P.,
Van Goethem, L.,
Van Hove, L.,
Verdonck, L.,
Weckhuysen, L., fondés de pouvoir.

D. C.G.E.R.-banque et C.G.E.R. assurances

M. Vettenburg, E., chef de groupe pour la zone Ninove-Zottegem;

Bij koninklijke besluiten van 22 mei 1996 worden bevorderd of benoemd :

Leopoldsorde

Officier

Nationale Kas voor Beroepskrediet
De heer Jeunieu, A., eerstaanwezend procuratiewaarder.

Ridder

A. Nationale Kas voor Beroepskrediet
De heer Franchimont, G., technisch procuratiewaarder.
B. Commissie voor het Bank- en Financieuzen
Mevr. Nemry, M.,
De heer Niclaes, D.,

adviseurs.

Ze zullen het burgerlijk ereteken dragen en nemen vanaf 8 april 1996 hun rang in de Orde in.

Kroonorde

Ridder

Nationale Kas voor Beroepskrediet
De heer Geeroms, R., zaakgelastigde.
Hij neemt vanaf 8 april 1996 zijn rang in de Orde in.

Orde van Leopold II

Commandeur

Commissie voor het Bank- en Financieuzen
De heer Lempereur, C., directeur.

Ridder

Herdisconterings- en Waarborg-instituut
De heer Detrez, A.M.L., procuratiewaarder.
Ze nemen vanaf 8 april 1996 hun rang in de Orde in.

Bij koninklijk besluit van 29 mei 1996 worden bevorderd of benoemd :

Kroonorde

De Gouden Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

A. Lloyds Bank
De heer Hannet, D., sectie-verantwoordelijke.
B. Indosuez Bank België N.V.
De heer Gavroy, R., relatieverantwoordelijke private banking.
C. Bank Brussel Lambert

De heren :

Abbeeloos, R.,
Bogaerts, W.,
Cassiman, M.,
Cherlet, D.,
Darville, W.,
De Brabander, P.,
Mevr. De Locht, I.,

De heren :

De Maere, G.,
Goossens, R.,
Ketels, M.,
Knockaert, L.,
Lefebvre, A.,
Liegeois, A.,
Schroyens, A.,
Smets, F.,
Stillaert, F.,
Tassenoe, M.,
Van De Poel, L.,
Vandepitte, L.,
Vanderick, P.,
Van Goethem, L.,
Van Hove, L.,
Verdonck, L.,
Weckhuysen, L., gevolmachtigden.

D. A.S.L.K.-Bank en de A.S.L.K. Verzekeringen

De heer Vettenburg, E., groepsdirecteur van de zone Ninove-Zottegem;

M. Huys, F., attaché en crédits;
M. Vrijdag, L., chef de service adjoint.

E. Générale de banque
M. Baudoux, M., chef de service principal, département international;

M. Champagne, E., chef de service principal, financial markets;
M. Colson, G., chef de service principal marketing;
de heer Delatte, J.-P., chef de service principal, département international;

M. De Loose, E., chef de service principal, crédits;
M. Delporte, G., chef de service principal, zone Bruxelles;
M. Lanoy, J., chef de service principal, gestion centrale;
M. Marchand, F., chef de service principal, systems plan;
M. Parent, M., chef de service principal, audit interne;
Mme Philippe, A., chef de service principal, gestion centrale;
M. Boonen, G., chef de service, information services;
M. De Bruyker, E., chef de service, zone Noordwesten;
M. De Saeger, R., chef de service, zone Noord-Centrum;
M. De Soete, J., chef de service, zone Bruxelles;
M. Guiot, J., chef de service — audit interne;
M. Lonchay, C., chef de service, zone Bruxelles;
M. Potters, J., chef de service, zone Noord-Centrum;
M. Simenon, A., chef de service, zone Sud-Est;
M. Vande Woestyne, E., chef de service, zone noord-Westen;
M. Van Renterghem, J., chef de service, zone Sud-Ouest.

F. Société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles
M. Lietart, G.C.H., délégué honoraire de la société de bourse Reyers & Cie SCS.

G. « Kredietbank »

MM. :
De Wilde, A.,
Schoutetens, G.M.M.,
Van Der Elst, A.F.M., « kantoordirecteurs »;

MM. :
Gillisjans, P.J.L.,
Heyvaert, P.A.L.,
Maes, H.M.A.,
Melis, L.A.E.,
Mertens, L.J.R.,
Vanes, J.M.A.,
Van Wesemael, J.-P., « procuratiehouders ».

Les Palmes d'Argent de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

A. Crédit communal de Belgique

M. Appelmans, J.,
Mme Awouters, G.,

MM. :
Baerts, E.,
Bosch, J.,
Goossens, F.,
Goutoudis, K.,
Herremans, W.,
Pietercil, J.,
Vancutsem, F.,
Van Der Meersche, E.,
Vennekamp, J.,
Verleyzen, A., premiers attachés;

MM. :
Lambrecht, D.,
Soufnanguel, A.,
Vanderschrick, F., attachés.

B. « Kredietbank »

MM. :
Breels, G.,
Coemans, G.,
De Prins, J.-P.,
Mengels, J.,
Mussels, K.W.H.,
Peeters, M.,
Vercammen, H.,
Wauters, W.E., « Kantoordirecteurs »;
M. Boenders, G.F.M., « Adjunct-kantoordirecteur »;

De heer Huys, F., kredietattaché;
De heer Vrijdag, L., adjunct-dienstchef.

E. Generale Bank
De heer Baudoux, M., hoofdafdelingschef, internationaal departement;

De heer Champagne, E., hoofdafdelingschef, financial markets;
De heer Colson, G., hoofdafdelingschef, marketing;
De heer Delatte, J.-P., hoofdafdelingschef, internationaal departement;

De heer De Loose, E., hoofdafdelingschef, kredieten;
De heer Delporte, G., hoofdafdelingschef, zone Brussel;
De heer Lanoy, J., hoofdafdelingschef, centraal beheer;
De heer Marchand, F., hoofdafdelingschef, systems plan;
De heer Parent, M., hoofdafdelingschef, interne audit;
Mevr. Philippe, A., hoofdafdelingschef, centraal beheer;
De heer Boonen, G., afdelingschef, information services;
De heer De Bruyker, E., afdelingschef, zone Noordwesten;
De heer De Saeger, R., afdelingschef, zone Noord-Centrum;
De heer De Soete, J., afdelingschef, zone Brussel;
De heer Guiot, J., afdelingschef — Interne audit;
De heer Lonchay, C., afdelingschef, zone Brussel;
De heer Potters, J., afdelingschef, zone Noord-Centrum;
De heer Simenon, A., afdelingschef, zone Sud-Est;
De heer Vande Woestyne, E., afdelingschef, zone Noord-Westen;
De heer Van Renterghem, J., afdelingschef, zone Sud-Ouest.

F. Effectenbeursvennootschap van Brussel
De heer Lietart, G.C.H., ere-afgevaardigde van de Beursmaatschappij Reyers & Cie SCS.

G. Kredietbank

De heren :
De Wilde, A.,
Schoutetens, G.M.M.,
Van Der Elst, A.F.M., kantoordirecteurs;

De heren :
Gillisjans, P.J.L.,
Heyvaert, P.A.L.,
Maes, H.M.A.,
Melis, L.A.E.,
Mertens, L.J.R.,
Vanes, J.M.A.,
Van Wesemael, J.-P., procuratiehouders.

De Zilveren Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

A. Gemeentekrediet van België

De heer Appelmans, J.,
Mevr. Awouters, G.,

De heren :
Baerts, E.,
Bosch, J.,
Goossens, F.,
Goutoudis, K.,
Herremans, W.,
Pietercil, J.,
Vancutsem, F.,
Van Der Meersche, E.,
Vennekamp, J.,
Verleyzen, A., eerste attachés;

De heren :
Lambrecht, D.,
Soufnanguel, A.,
Vanderschrick, F., attachés.

B. Kredietbank

De heren :
Breels, G.,
Coemans, G.,
De Prins, J.-P.,
Mengels, J.,
Mussels, K.W.H.,
Peeters, M.,
Vercammen, H.,
Wauters, W.E., kantoordirecteurs;
De heer Boenders, G.F.M., adjunct-kantoordirecteur;

MM. :
de Munck, M.R.M.,
De Pauw, W.L.A.,
Hoens, W.M.I.,
Lacaeyse, G.G.J.,
Mentens, F.H.J.,
Van Daele, R.R., « afdelingschefs »;
M. Appermont, L.M.J.,

Mmes :
De Brouwer, J.,
Jespers, J.A.,

MM. :
Lesaffer, L.K.B.,
Maes, H.A.M.,
Standaert, H.,
Tormans, J.,
Vandecraen, E.,
Vanderstraeten, H.A.,
Van Oeckel, P.P.J.,
Dumont, F., « onderafdelingschefs ».
Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1995.

Par arrêté royal du 9 juillet 1996 est nommé :

Ordre de Léopold II

Commandeur

M. Degroof, M.L.A., associé-gérant à la Banque Degroof.
Il prend rang dans l'Ordre à dater du 9 juillet 1996.

Par arrêtés royaux du 9 juillet 1996 sont promus ou nommés :

Ordre de Léopold

Commandeur

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Van Humbeeck, J.J.W., auditeur général.

Administration des affaires fiscales

M. Rousseaux, J.A., directeur général.

Officier

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Brunet, E.G.F., auditeur.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. De Kegel, W.J., directeur adjoint d'administration fiscale.

Chevalier

Secrétariat général

Mme Bonne, C.S.C., assistant social principal.

Administration de la trésorerie

MM. :

Baetens, W.B.M.,
Van den Eede, M.P.M.R., auditeurs adjoints.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :

Anthonissen, K.A.M.,
Loncke, L.M.A.M.,
Van Cauwenberge, H.J., inspecteurs d'administration fiscale;
M. Van Laethem, J.F.C., inspecteur de comptabilité d'administration fiscale;

M. Buys, L.F.A., receveur A;

M. Andries, A.P.P.,

Mme Bogaert, B.F.,

De heren :

de Munck, M.R.M.,
De Pauw, W.L.A.,
Hoens, W.M.I.,
Lacaeyse, G.G.J.,
Mentens, F.H.J.,
Van Daele, R.R., afdelingschefs;
De heer Appermont, L.M.J.,

Mevrn. :

De Brouwer, J.,
Jespers, J.A.,

De heren :

Lesaffer, L.K.B.,
Maes, H.A.M.,
Standaert, H.,
Tormans, J.,
Vandecraen, E.,
Vanderstraeten, H.A.,
Van Oeckel, P.P.J.,
Dumont, F., onderafdelingschefs.

Ze nemen vanaf 15 november 1995 hun rang in de Orde in.

Bij koninklijk besluit van 9 juli 1996 wordt benoemd :

Orde van Leopold II

Commandeur

De heer Degroof, M.L.A., vennoot-zaakvoerder van de Bank Degroof.
Hij neemt vanaf 9 juli 1996 zijn rang in de Orde in.

Bij koninklijke besluiten van 9 juli 1996 worden bevorderd of benoemd :

Leopoldsorde

Commandeur

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Van Humbeeck, J.J.W., auditeur-generaal.

Administratie van de fiscale zaken

De heer Rousseaux, J.A., directeur-generaal.

Officier

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Brunet, E.G.F., auditeur.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer De Kegel, W.J., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur.

Ridder

Algemeen Secretariaat

Mevr. Bonne, C.S.C., eerstaanwezend maatschappelijk assistent.

Administratie der thesaurie

De heren :

Baetens, W.B.M.,
Van den Eede, M.P.M.R., adjunct-auditeurs.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :

Anthonissen, K.A.M.,
Loncke, L.M.A.M.,
Van Cauwenberge, H.J., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;
De heer Van Laethem, J.F.C., comptabiliteitsinspecteur bij een fiscaal bestuur;

De heer Buys, L.F.A., ontvanger A;

De heer Andries, A.P.P.,

Mevr. Bogaert, B.F.,

MM. :

Derison, P.J.E.E.,
De Vos, L.A.,
Ganzeman, R.F.L.,
Heynssens, M.,
Jacques, M.H.,
Mme Lefebvre, C.M.S.,

MM. :

Smet, L.M.G.,
Vanderlee, L.F.H.,
Van Havermaet, I.A.M.,
Vanhoucke, I.G., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

MM. :

Pauwels, W.J.L.,
Van Volcem, F.J., contrôleurs adjoints d'administration fiscale;

MM. :

Celis, J.M.G.,
De Brouwer, F.D., vérificateurs-experts comptables d'administration fiscale;

MM. :

Delbare, R.-M.,
Stassyns, L.A., receveurs C;

MM. :

Debaeke, A.V.E.,
Peere, R.E.L.,
Pillu, F.O.,
Pollet, L.J.A.,
Savaete, A.E.E.A.,
Six, A.A.,
Smout, J.G.,
Van Praet, J., vérificateurs d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

Mme De Backer, M.-T.H.,
M. Stevens, R.M., contrôleurs adjoints d'administration fiscale, assimilés receveurs A;

MM. :

Van Looy, M.D.O.F.,
Beeckman, R.M., auditeurs adjoints;
M. De Zutter, I.P., contrôleur adjoint d'administration fiscale, assimilé contrôleur en chef d'administration fiscale;
M. Verstraete, M.J.J., contrôleur d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Verstichel, J.R.R., receveur A;

MM. :

Cocquyt, G.B.M.,
De Roover, F.F.,
Fiers, D.J.J.,
Montens, M.J.F.M.,
Raes, P.,
Van Cotthem, C.L.E.M.,
Vandenabeele, M.G.A.,
Van Herreweghe, E.P., contrôleurs en chef d'administration fiscale;
Mme Van Hout, H.M., contrôleur d'administration fiscale;

MM. :

Govers, F.A.L.,
Ingelbosch, R.J.,
Mees, L.P.M.,
Van Eccelpoel, J., vérificateurs-experts comptables d'administration fiscale;

M. Haedens, L.R., receveur C-chef de service;

MM. :

Bondue, A.J.K.C.,
Caubergh, K.J.A.,
De Keukelaere, A.C.,
De Rijcke, A.A.M.,
Houbrechts, V.J.C.,
Huygen, R.J.J.,
Neels, G.A.,
Van de Steene, G.O.,

De heren :

Derison, P.J.E.E.,
De Vos, L.A.,
Ganzeman, R.F.L.,
Heynssens, M.,
Jacques, M.H.,
Mevr. Lefebvre, C.M.S.,

De heren :

Smet, L.M.G.,
Vanderlee, L.F.H.,
Van Havermaet, I.A.M.,
Vanhoucke, I.G., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Pauwels, W.J.L.,
Van Volcem, F.J., adjunct-controleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Celis, J.M.G.,
De Brouwer, F.D., verificateurs-accountant bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Delbare, R.-M.,
Stassyns, L.A., ontvangers C;

De heren :

Debaeke, A.V.E.,
Peere, R.E.L.,
Pillu, F.O.,
Pollet, L.J.A.,
Savaete, A.E.E.A.,
Six, A.A.,
Smout, J.G.,
Van Praet, J., verificateurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

Mevr. De Backer, M.-T.H.,
De heer Stevens, R.M., adjunct-controleurs bij een fiscaal bestuur, gelijkgesteld ontvangers A;

De heren :

Van Looy, M.D.O.F.,
Beeckman, R.M., adjunct-auditeurs;
De heer De Zutter, I.P., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur, gelijkgesteld hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur;
De heer Verstraete, M.J.J., controleur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Verstichel, J.R.R., ontvanger A;

De heren :

Cocquyt, G.B.M.,
De Roover, F.F.,
Fiers, D.J.J.,
Montens, M.J.F.M.,
Raes, P.,
Van Cotthem, C.L.E.M.,
Vandenabeele, M.G.A.,
Van Herreweghe, E.P., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;
Mevr. Van Hout, H.M., controleur bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Govers, F.A.L.,
Ingelbosch, R.J.,
Mees, L.P.M.,
Van Eccelpoel, J., verificateurs-accountant bij een fiscaal bestuur;

De heer Haedens, L.R., ontvanger C-hoofd van dienst;

De heren :

Bondue, A.J.K.C.,
Caubergh, K.J.A.,
De Keukelaere, A.C.,
De Rijcke, A.A.M.,
Houbrechts, V.J.C.,
Huygen, R.J.J.,
Neels, G.A.,
Van de Steene, G.O.,

Van de Woestyne, D.A.,
Van Heurck, E.J.C.,
Vanspringel, F.J., vérificateurs d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

M. Decoster, I.A.M., contrôleur adjoint d'administration fiscale,
assimilé inspecteur d'administration fiscale;

Mme Schoenmaekers, M.D.E.L., auditeur adjoint.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

MM. :

Brant, R.W.M.,
Mahieu, G.J.M.J., commissaires dans un comité d'acquisition;

MM. :

Bonte, D.M.R.C.,
De Jonghe, M.M.F.M.J., inspecteurs d'administration fiscale;

M. Adriaens, J.L.J.V.,

Mme Cappoen, E.V.;

M. Decoster, J.J.,

Mmes :

Hermans, M.C.H.,
Rotsaert, D.G., receveurs A;

MM. :

Cambien, L.B.D.,
Philipsen, F.H.H.,
Treau, W.P.J.,
Van Damme, J.M.E.,
Van Meroye, G.K.F.,
Van Roey, E.R.L., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

M. Desij, G.H.M.,

Mme Gullentops, L.J.L.,

MM. :

Onclin, E.M.J.,

Van Driessche, W.J., contrôleurs d'administration fiscale;

M. Wulleman, G.G., vérificateur d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Administration centrale

M. De Meeter, J.-P.L.A., contrôleur adjoint d'administration fiscale,
assimilé contrôleur B d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

MM. :

Snoeckx, K.M.J.,
Zwaenepoel, J.-P.A.I., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

MM. :

Berton, P.F.F.C.M.,
Fiems, R.L.E.,
Meersseman, J.P.L.,
Meskens, E.P.G., contrôleurs B d'administration fiscale;

M. Van de Velde, P.L., contrôleur adjoint d'administration fiscale;

M. Van Kerkhove, A.T., géomètre-expert du cadastre;

MM. :

Van Hauwermeiren, A.A.,
Van Wijnsberge, A.P.E., vérificateurs d'administration fiscale.

Administration de l'inspection spéciale des impôts

M. De Smet, M.R., auditeur adjoint, assimilé inspecteur d'adminis-
tration fiscale.

Ils porteront la décoration civile et prennent rang dans l'Ordre à dater
du 8 avril 1996.

Van de Woestyne, D.A.,
Van Heurck, E.J.C.,
Vanspringel, F.J., verificateurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Hoofdbestuur

De heer Decoster, I.A.M., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur,
gelijkgesteld inspecteur bij een fiscaal bestuur;

Mevr. Schoenmaekers, M.D.E.L., adjunct-auditeur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heren :

Brant, R.W.M.,
Mahieu, G.J.M.J., commissarissen bij een aankoopcomité;

De heren :

Bonte, D.M.R.C.,
De Jonghe, M.M.F.M.J., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heer Adriaens, J.L.J.V.,

Mevr. Cappoen, E.V.,

De heer Decoster, J.J.,

Mmes :

Hermans, M.C.H.,
Rotsaert, D.G., ontvangers A;

De heren :

Cambien, L.B.D.,
Philipsen, F.H.H.,
Treau, W.P.J.,
Van Damme, J.M.E.,
Van Meroye, G.K.F.,
Van Roey, E.R.L., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

De heer Desij, G.H.M.,

Mevr. Gullentops, L.J.L.,

De heren :

Onclin, E.M.J.,

Van Driessche, W.J., controleurs bij een fiscaal bestuur;

De heer Wulleman, G.G., verificateur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur

De heer De Meeter, J.-P.L.A., adjunct-controleur bij een fiscaal
bestuur, gelijkgesteld controleur B bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heren :

Snoeckx, K.M.J.,
Zwaenepoel, J.-P.A.I., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Berton, P.F.F.C.M.,
Fiems, R.L.E.,
Meersseman, J.P.L.,
Meskens, E.P.G., controleurs B bij een fiscaal bestuur;

De heer Van de Velde, P.L., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur;

De heer Van Kerkhove, A.T., landmeter-expert van het kadaster;

De heren :

Van Hauwermeiren, A.A.,
Van Wijnsberge, A.P.E., verificateurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de bijzondere belastinginspectie

De heer De Smet, M.R., adjunct-auditeur, gelijkgesteld inspecteur bij
een fiscaal bestuur.

Ze zullen het burgerlijk ereteken dragen en nemen vanaf 8 april 1996
hun rang in de Orde in.

Ordre de la Couronne
Commandeur

Administration des contributions directes
Administration centrale
M. Harlet, J.L.E., premier auditeur.
Administration des contributions directes
Services extérieurs

MM. :
Aerens, J.C.,
Bral, R.M.,
Van de Velde, A.P., directeurs régionaux d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines
Services extérieurs
M. De Ridder, J.P., conservateur des hypothèques.

Officier

Administration des contributions directes
Services extérieurs

MM. :
Bex, R.S.,
Bory, K.L.,
De Clercq, G.,
Van den Eynde, J.P.R.,
Van Relegghem, inspecteurs d'administration fiscale;

MM. :
Formesyn, R.N.J.,
Huybrechts, M.H.,
Van Houtte, G.R.J.,
Vereecke, M.J., receveurs A;
M. Baeten, E., contrôleur en chef d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises
Services extérieurs
M. Van der Biest, W.G., inspecteur d'administration fiscale;

MM. :
De Schepper, H.,
Nachtergaele, F.J.,
Wouters, D.A.J., contrôleurs en chef d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines
Services extérieurs

MM. :
De Mets, M.M.,
Woters, J.J.M.L., inspecteurs d'administration fiscale;
M. Boeykens, P.M.A., contrôleur en chef d'administration fiscale.

Administration du cadastre
Services extérieurs

MM. :
Faresijn, A.O.M.,
Raskin, S.A.M.R., inspecteurs d'administration fiscale.

MM. :
Bosmans, R.J.E.,
Bruyninckx, G.H., contrôleurs en chef d'administration fiscale;
M. Vindevogel, G.A., contrôleur B d'administration fiscale

Chevalier

Secrétariat général
M. Debroey, L.A.P., traducteur-chef;
M. Van der Jeught, J.P., vérificateur adjoint de 1re classe d'administration fiscale.

Administration des contributions directes
Services extérieurs
M. Speetjens, W.J.M., contrôleur adjoint d'administration fiscale;

MM. :
Candaele, M.F.C.,
Olbrechts, R.J., vérificateurs-experts comptables d'administration fiscale;

Kroonorde
Commandeur

Administratie der directe belastingen
Hoofdbestuur
De heer Harlet, J.L.E., eerste auditeur.
Administratie der directe belastingen
Buitendiensten

De heren :
Aerens, J.C.,
Bral, R.M.,
Van de Velde, A.P., gewestelijke directeurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen
Buitendiensten
De heer De Ridder, J.P., hypotheekbewaarder.

Officier

Administratie der directe belastingen
Buitendiensten

De heren :
Bex, R.S.,
Bory, K.L.,
De Clercq, G.,
Van den Eynde, J.P.R.,
Van Relegghem, inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Formesyn, R.N.J.,
Huybrechts, M.H.,
Van Houtte, G.R.J.,
Vereecke, M.J., ontvangers A;
De heer Baeten, E., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen
Buitendiensten
De heer Van der Biest, W.G., inspecteur bij een fiscaal bestuur;

De heren :
De Schepper, H.,
Nachtergaele, F.J.,
Wouters, D.A.J., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen
Buitendiensten

De heren :
De Mets, M.M.,
Woters, J.J.M.L., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;
De heer Boeykens, P.M.A., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster
Buitendiensten

De heren :
Faresijn, A.O.M.,
Raskin, S.A.M.R., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Bosmans, R.J.E.,
Bruyninckx, G.H., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;
De heer Vindevogel, G.A., controleur B bij een fiscaal bestuur.

Ridder

Algemeen Secretariaat
De heer Debroey, L.A.P., hoofdvertaler;
De heer Van der Jeught, J.P., adjunct-verificateur 1e klasse bij een fiscaal bestuur.

Administratie der directe belastingen
Buitendiensten
De heer Speetjens, W.J.M., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Candaele, M.F.C.,
Olbrechts, R.J., verificateurs accountant bij een fiscaal bestuur;

M. Bernaerts, A.L., receveur C;
MM. :
Broens, J.M.L.C.R.,
Keustermans, P.M., vérificateurs d'administration fiscale;
MM. :
Beylmakers, J.C.A.,
Bulens, J.A.J.,
Callebaut, J.T.,
Coen, J.C.L.R.,
De Geyter, G.O.R.,
De Pover, G.J.,
Geeroms, P.L.M.,
Maes, E.A.,
Van Damme, A.R.,
Mlle Waelput, R.M.V., vérificateurs adjoints de 1re classe d'administration fiscale;
M. Steels, A.G.A., receveur adjoint.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Tollet, P.J.E., vérificateur-expert d'administration fiscale;
MM. :
Nulens, L.M.J.,
Van Hove, I.A.A., vérificateurs d'administration fiscale;
M. Nassen, P.H.R., vérificateur adjoint de 1re classe d'administration fiscale;
M. Claus, J.A.L., receveur adjoint.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. 'T Kindt, R.M.G., contrôleur adjoint d'administration fiscale;
M. Jooris, A.P.,
Mlle Lefever, M.M.M., vérificateurs-experts comptables d'administration fiscale;
MM. :
Bauwens, C.H.V.R.,
Corbeel, J.A.I.,
De Ridder, L.J.,
Heirwegh, P.P.G.C.,
Knuts, L.F.E.,
Peersman, M.P.,
Ricquier, G.J.,
Mme Van Bogaert, R.L.G.,
MM. :
Van Cauwenberge, D.A.G.,
Vandeput, P.E.F.,
Mme Vrolix, J.A.M., vérificateurs d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

MM. :
Demaeght, G.A.O.,
Proost, E.J., géomètres-experts du cadastre;
MM. :
Coutigny, A.J.,
De Craene, M.F.H., vérificateurs d'administration fiscale.

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

Secrétariat général

M. Verhoonhove, A.A., ouvrier spécialisé.

Administration de la trésorerie

MM. :
Cocquereaux, H.D.,
Noerens, O., gens de métier, à la Monnaie rang 44.

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Van Hove, T., premier ouvrier spécialisé A.

De heer Bernaerts, A.L., ontvanger C;
De heren :
Broens, J.M.L.C.R.,
Keustermans, P.M., verificateurs bij een fiscaal bestuur;
De heren :
Beylmakers, J.C.A.,
Bulens, J.A.J.,
Callebaut, J.T.,
Coen, J.C.L.R.,
De Geyter, G.O.R.,
De Pover, G.J.,
Geeroms, P.L.M.,
Maes, E.A.,
Van Damme, A.R.,
Mej. Waelput, R.M.V., adjunct-verificateurs 1e klasse bij een fiscaal bestuur;
De heer Steels, A.G.A., adjunct-ontvanger.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Tollet, P.J.E., verificateur-accountant bij een fiscaal bestuur :
De heren :
Nulens, L.M.J.,
Van Hove, I.A.A., verificateurs bij een fiscaal bestuur;
De heer Nassen, P.H.R., adjunct-verificateur 1e klasse bij een fiscaal bestuur;
De heer Claus, J.A.L., adjunct-ontvanger.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer 'T Kindt, R.M.G., adjunct-contrôleur bij een fiscaal bestuur;
De heer Jooris, A.P.,
Mej. Lefever, M.M.M., verificateurs accountant bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Bauwens, C.H.V.R.,
Corbeel, J.A.I.,
De Ridder, L.J.,
Heirwegh, P.P.G.C.,
Knuts, L.F.E.,
Peersman, M.P.,
Ricquier, G.J.,
Mevr. Van Bogaert, R.L.G.,

De heren :
Van Cauwenberge, D.A.G.,
Vandeput, P.E.F.,
Mevr. Vrolix, J.A.M., verificateurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heren :
Demaeght, G.A.O.,
Proost, E.J., landmeters-expert van het kadaster;

De heren :
Coutigny, A.J.,
De Craene, M.F.H., verificateurs bij een fiscaal bestuur.

De Gouden Palmes der Kroonorde worden verleend aan :

Algemeen Secretariaat

De heer Verhoonhove, A.A., bijzonder geschoold werkman.

Administratie der thesaurie

De heren :
Cocquereaux, H.D.,
Noerens, O., vak- en dienstponeel van de Munt rang 44.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Van Hove, T., eerste vakman A.

Administration des contributions directes
Services extérieurs

MM. :
Langhendries, M.O.,
Luyckx, W.F.T.,
Mmes :
Staels, L.H.G.,
Teughels, M.L.T.,
Van der Putten, L., agents principaux des finances de 1re classe;
Mme Baele, G.M.U.,
M. Delbaer, T.W., agents principaux des finances;
Mme Brike, M.I.H., agent qualifié (ex-classeur).

Administration des douanes et accises
Services extérieurs

M. Verheyden, M.J.M., agent en chef des douanes;
M. Bervoets, J.A.M., agent principal des finances de 1re classe;
MM. :
Claessens, M.F.C.,
Claeys, G.C.H.,
Croes, M.R.,
Dauwe, G.E.,
Lots, R.P.,
Meersseman, M.,
Vandenbosch, C.E.,
Vlassaks, H.F., agents principaux des douanes de 1re classe;
M. Vossen, G.L., agent principal des finances;
MM. :
Beert, A.A.A.,
Delvaeye, R.G.R.,
Leenknecht, F.P.M.,
Snauwaert, R.M.,
Van Bunderen, M.M.I.,
Vets, J.B.,
Vinken, F.M., agents principaux des finances douanes.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines
Services extérieurs

Mlle Van Assel, C.R.V., agent principal des finances de 1re classe;
MM. :
Beghin, M.O.M.J.,
Meurrens, C., agents principaux des finances.

Administration du cadastre
Services extérieurs

Mme Neiryck, H.E.M.,
M. Van Acker, I.M., agents principaux de 1re classe.
Les Palmes d'Argent de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :
Secrétariat général

M. De Groote, C.A., agent qualifié (ex-chef-huissier).

Administration des douanes et accises
Services extérieurs

M. Verwimp, R.L., agent principal des douanes de 1re classe;
M. De Vos, L.E.E., agent principal des finances douanes.
La Médaille d'Or de l'Ordre de la Couronne est décernée à :
Administration du cadastre
Services extérieurs

Mme Verschuere, M.M., manœuvre (régularisé Loi 2.4.1965).
Ils prennent rang dans l'Ordre dater du 8 avril 1996.

Ordre de Léopold II
Commandeur

Administration des contributions directes
Administration centrale

M. De Clerck, G.L.G., auditeur.

Administratie der directe belastingen
Buitendiensten

De heren :
Langhendries, M.O.,
Luyckx, W.F.T.,
Mevrn. :
Staels, L.H.G.,
Teughels, M.L.T.,
Van der Putten, L., eerste financiebeamten 1e klasse;
Mevr. Baele, G.M.U.,
De heer Delbaer, T.W., eerste financiebeamten;
Mevr. Brike, M.I.H., gekwalificeerd beampte (ex-klasseerder).

Administratie der douane en accijnzen
Buitendiensten

De heer Verheyden, M.J.M., hoofddouanebeampte;
De heer Bervoets, J.A.M., eerste financiebeampte 1e klasse;
De heren :
Claessens, M.F.C.,
Claeys, G.C.H.,
Croes, M.R.,
Dauwe, G.E.,
Lots, R.P.,
Meersseman, M.,
Vandenbosch, C.E.,
Vlassaks, H.F., eerste douanebeamten 1e klasse;
De heer Vossen, G.L., eerste financiebeampte;
De heren :
Beert, A.A.A.,
Delvaeye, R.G.R.,
Leenknecht, F.P.M.,
Snauwaert, R.M.,
Van Bunderen, M.M.I.,
Vets, J.B.,
Vinken, F.M., eerste financiebeamten douane.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen
Buitendiensten

Mej. Van Assel, C.R.V., eerste financiebeampte 1e klasse;
De heren :
Beghin, M.O.M.J.,
Meurrens, C., eerste financiebeamten.

Administratie van het kadaster
Buitendiensten

Mevr. Neiryck, H.E.M.,
De heer Van Acker, I.M., eerste financiebeamten 1e klasse.
De Zilveren Palmen der Kroonorde worden verleend aan :
Algemeen Secretariaat

De heer De Groote, C.A., gekwalificeerd beampte (ex-hoofdkamerbewaarder).

Administratie der douane en accijnzen
Buitendiensten

De heer Verwimp, R.L., eerste douanebeampte 1e klasse;
De heer De Vos, L.E.E., eerste financiebeampte douane.
De Gouden Medaille der Kroonorde wordt verleend aan :
Administratie van het kadaster
Buitendiensten

Mevr. Verschuere, M.M., hulparbeider (geregulariseerd Wet 2.4.1965).
Ze nemen vanaf 8 april 1996 hun rang in de Orde in.

Orde van Leopold II
Commandeur

Administratie der directe belastingen
Hoofdbestuur

De heer De Clerck, G.L.G., auditeur.

Administration des contributions directes
Services extérieurs

MM. :
Van Gelder, G.L.A.,
Van Hoefs, O., directeurs adjoints d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises
Services extérieurs

MM. :
Vansweevelt, A.M.L.,
Braet, G.C.,
Lambrechts, H.F.P., directeurs adjoints d'administration fiscale.

Administration du cadastre
Services extérieurs

M. Staudt, J.J.F., directeur adjoint d'administration fiscale.

Officier
Secrétariat général

MM. :
Dries, F.J.G.,
Pierlot, A.M.J.R., auditeurs.
M. Vriens, A.L., conseiller adjoint des finances.

Administration de la trésorerie

MM. :
Biebaut, G.A.H.,
Leunens, L.F.J.,
Van Driessche, O.G.B., auditeurs;
M. Nys, J.E., conseiller de la trésorerie.

Administration des contributions directes
Services extérieurs

MM. :
Casteleyn, M.F.,
Hayaert, A.P.J.,
Van Cuyck, R.C.P.,
Van Vaerenbergh, R.P., inspecteurs d'administration fiscale;

MM. :
Lauvrijs, A.J.P.,
Van der Jeught, F.V., inspecteurs de comptabilité d'administration fiscale;

MM. :
Biermans, U.B.J.,
Debucquoy, R.G.L., contrôleurs en chef d'administration fiscale;
M. Vormezele, D., contrôleur d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises
Services extérieurs

MM. :
Dendas, A.,
Stevens, W.H. (08.04.1993), contrôleurs en chef d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines
Services extérieurs

M. Hillaert, H.J.M.V., commissaire dans un comité d'acquisition;
Mme De Wachter, M.M.F., inspecteur d'administration fiscale;
M. Heylens, W.B.I., receveur A;

MM. :
Hermans, H.P.R.,
Hubo, G.I.,
Sciot, J.F.,
Van Bavel, A.J.E., contrôleurs en chef d'administration fiscale.

Administration du cadastre
Services extérieurs

M. Van Lancker, W.C.L., inspecteur d'administration fiscale;

MM. :
Cauchie, A.G.J.,
Van den Heuvel, J.M., contrôleurs en chef d'administration fiscale;
M. De Batselier, F., contrôleur B d'administration fiscale;
M. Van Wezemaal, M.L.M., contrôleur d'administration fiscale.

Administratie der directe belastingen
Buitendiensten

De heren :
Van Gelder, G.L.A.,
Van Hoefs, O., adjunct-directeurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen
Buitendiensten

De heren :
Vansweevelt, A.M.L.,
Braet, G.C.,
Lambrechts, H.F.P., adjunct-directeurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster
Buitendiensten

De heer Staudt, J.J.F., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur.

Officier
Algemeen Secretariaat

De heren :
Dries, F.J.G.,
Pierlot, A.M.J.R., auditeurs.
De heer Vriens, A.L., adjunct-adviseur van financiën.

Administratie der thesaurie

De heren :
Biebaut, G.A.H.,
Leunens, L.F.J.,
Van Driessche, O.G.B., auditeurs;
De heer Nys, J.E., adviseur van de thesaurie.

Administratie der directe belastingen
Buitendiensten

De heren :
Casteleyn, M.F.,
Hayaert, A.P.J.,
Van Cuyck, R.C.P.,
Van Vaerenbergh, R.P., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Lauvrijs, A.J.P.,
Van der Jeught, F.V., comptabiliteitsinspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Biermans, U.B.J.,
Debucquoy, R.G.L., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;
De heer Vormezele, D., controleur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen
Buitendiensten

De heren :
Dendas, A.,
Stevens, W.H. (08.04.1993), hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen
Buitendiensten

De heer Hillaert, H.J.M.V., commissaris bij een aankoopcomité;
Mevr. De Wachter, M.M.F., inspecteur bij een fiscaal bestuur;
De heer Heylens, W.B.I., ontvanger A;

De heren :
Hermans, H.P.R.,
Hubo, G.I.,
Sciot, J.F.,
Van Bavel, A.J.E., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster
Buitendiensten

De heer Van Lancker, W.C.L., inspecteur bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Cauchie, A.G.J.,
Van den Heuvel, J.M., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;
De heer De Batselier, F., controleur B bij een fiscaal bestuur;
De heer Van Wezemaal, M.L.M., controleur bij een fiscaal bestuur.

Chevalier

Secrétariat général

M. Van Autreve, H.H.P., cuisinier de 2e classe.

Administration de la trésorerie

M. Coenen, F., agent en chef des finances.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Willems, C.C., assistant administratif;

MM. :

Aernouts, R.C.E.,
Bijloos, L.W.J.,
Bollen, G.J.M.,
Borgonie, H.A.,
De Schutter, L.M.A.,
De Smet, A.,
Desmet, L.O.R.,
Diericx, C.H.J.,
Vanholder, M.J.B.V.,
Verhue, A.C.G., rédacteurs de 1re classe;

MM. :

Dejonckheere, A.R.,
Koninckx, C.S.M.,
Lemmens, G.C.,

Mme Van Bael, J.E.C., agents en chef des finances.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

MM. :

De Jaeger, W.P.,
De Vos, G.O.J., assistants administratifs;

MM. :

D'Hooghe, L.D.L.,
Mesuere, E.G.O.,
Persyn, G.G.,
Van den Eynde, G.J.,
Verbanck, G.M., chefs de section des accises;

MM. :

De Bondt, H.A.L.,
Grondelaers, M.,
Lagrou, N.F.L.,
Mistiaen, J.L.R.,
Smits, H.C., lieutenants des douanes;

MM. :

Cooreman, M.H.A.;
Engels, H.J.;
Goetgeluck, W.A.F.M.;
Vanduffel, P.D.J.;
Van Vooren, L.B.M., agents en chef des finances;

MM. :

Maes, J.A.,
Symaey, A.G., agents en chef des finances accises;

MM. :

Aerts, L.J.B.L.,
Aerts, V.C.,
Alfoet, J.F.R.,
Brouns, H.H.,
Claeys, M.G.D.,
Cool, G.P.C.,
De Bruyne, E.P.C.,
De Clercq, R.J.,
De Groote, T.A.,
De Pauw, R.A.M.,
Driessens, L.P.J.,
Eerdeken, J.J.,
Everaert, A.,
Gaethofs, L.A.,
Goetschalckx, C.,
Hontis, J.J.,
Jacobs, J.A.C.J.,
Jansens, A.W.,
Janssen, P.A.G.,
Keirsebilck, J.J.,

Ridder

Algemeen Secretariaat

De heer Van Autreve, H.H.P., keukenmeester 2e klasse.

Administratie der thesaurie

De heer Coenen, F., hoofdfinanciebeampte.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Willems, C.C., bestuursassistent;

De heren :

Aernouts, R.C.E.,
Bijloos, L.W.J.,
Bollen, G.J.M.,
Borgonie, H.A.,
De Schutter, L.M.A.,
De Smet, A.,
Desmet, L.O.R.,
Diericx, C.H.J.,
Vanholder, M.J.B.V.,
Verhue, A.C.G., opstellers 1e klasse;

De heren :

Dejonckheere, A.R.,
Koninckx, C.S.M.,
Lemmens, G.C.,
Mevr. Van Bael, J.E.C., hoofdfinanciebeampten.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heren :

De Jaeger, W.P.,
De Vos, G.O.J., bestuursassistenten;

De heren :

D'Hooghe, L.D.L.,
Mesuere, E.G.O.,
Persyn, G.G.,
Van den Eynde, G.J.,
Verbanck, G.M., sectiechefs der accijnzen;

De heren :

De Bondt, H.A.L.,
Grondelaers, M.,
Lagrou, N.F.L.,
Mistiaen, J.L.R.,
Smits, H.C., luitenanten der douane;

De heren :

Cooreman, M.H.A.;
Engels, H.J.;
Goetgeluck, W.A.F.M.;
Vanduffel, P.D.J.;
Van Vooren, L.B.M., hoofdfinanciebeampten;

De heren :

Maes, J.A.,
Symaey, A.G., hoofdfinanciebeampten accijnzen;

De heren :

Aerts, L.J.B.L.,
Aerts, V.C.,
Alfoet, J.F.R.,
Brouns, H.H.,
Claeys, M.G.D.,
Cool, G.P.C.,
De Bruyne, E.P.C.,
De Clercq, R.J.,
De Groote, T.A.,
De Pauw, R.A.M.,
Driessens, L.P.J.,
Eerdeken, J.J.,
Everaert, A.,
Gaethofs, L.A.,
Goetschalckx, C.,
Hontis, J.J.,
Jacobs, J.A.C.J.,
Jansens, A.W.,
Janssen, P.A.G.,
Keirsebilck, J.J.,

Logghe, A.J.A.M.,
Luyckx, C.E.L.,
Meire, A.F.C.,
Michiels, J.J.A.,
Pauwels, L.C.,
Thiels, L.E.A.,
Van Bergen, F.C.A.,
Van Breda, E.C.,
Van de Moortele, J.A.,
Van de Peer, M.E.,
Van der Veken, L.C.,
Vaneenoghe, R.J.,
Van Gheluwe-Ghillemijn, R.E.J.M.,
Van Lierde, W.C.R.,
Van Nieuwenhuyse, A.G.,
Van Nooten, J.T.V.,
Van Wijnsberge, G.C.J.,
Vekemans, L.R.E., agents en chef des douanes.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

MM. :

Branders, A.J.,
De Backer, A.,
Vandelaer, M.M.J., assistants administratifs;
M. Claeijs, M.A.M.,
Mlle Danssaert, J.J.,

MM. :

De Roeck, U.R.,
Van Muylem, R.H.,
Vervoort, G.M.,
Vinck, R.J.G., rédacteurs de 1re classe;

MM. :

Bares, I.G.,
De Smet, F.A.E.,
Vande Maele, W.P.,
Wijnant, R., agents en chef des finances.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Van Looy, A.J.B., agent en chef des finances.
Ils prennent rang dans l'Ordre dater du 8 avril 1996 ou à la date figurant entre parenthèses en regard de leur nom.

Par arrêtés royaux du 9 juillet 1996 sont promus ou nommés :

Ordre de Léopold

Commandeur

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Cherpion, M.J.F.E.G., auditeur général.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

M. Sucaet, R.E.J., directeur général, adjoint bilingue.

Chevalier

Secrétariat général

M. Debliquy, J.P., chef de section.

Administration de la trésorerie

MM. :

Maltaux, M.C.N.G.,
Marechal, L.C.J.M., auditeurs adjoints.

Logghe, A.J.A.M.,
Luyckx, C.E.L.,
Meire, A.F.C.,
Michiels, J.J.A.,
Pauwels, L.C.,
Thiels, L.E.A.,
Van Bergen, F.C.A.,
Van Breda, E.C.,
Van de Moortele, J.A.,
Van de Peer, M.E.,
Van der Veken, L.C.,
Vaneenoghe, R.J.,
Van Gheluwe-Ghillemijn, R.E.J.M.,
Van Lierde, W.C.R.,
Van Nieuwenhuyse, A.G.,
Van Nooten, J.T.V.,
Van Wijnsberge, G.C.J.,
Vekemans, L.R.E., hoofddouanebeamten.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heren :

Branders, A.J.,
De Backer, A.,
Vandelaer, M.M.J., bestuursassistenten;
De heer Claeijs, M.A.M.,
Mej. Danssaert, J.J.,

De heren :

De Roeck, U.R.,
Van Muylem, R.H.,
Vervoort, G.M.,
Vinck, R.J.G., opstellers 1e klasse;

De heren :

Bares, I.G.,
De Smet, F.A.E.,
Vande Maele, W.P.,
Wijnant, R., hoofdfinanciebeamten.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Van Looy, A.J.B., hoofdfinanciebeambte.
Ze nemen vanaf 8 april 1996 hun rang in de Orde in of op de datum vermeld tussen haakjes tegenover hun naam.

Bij koninklijke besluiten van 9 juli 1996 worden bevorderd of benoemd :

Leopoldsorde

Commandeur

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Cherpion, M.J.F.E.G., auditeur-generaal.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Hoofdbestuur

De heer Sucaet, R.E.J., directeur-generaal, tweetalig adjunct.

Ridder

Algemeen Secretariaat

De heer Debliquy, J.P., sectiechef.

Administratie der thesaurie

De heren :

Maltaux, M.C.N.G.;
Marechal, L.C.J.M., adjunct-auditeurs.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

Mlle Detilloux, M.-J.Y.G., inspecteur de comptabilité d'administration fiscale;

M. Parthoens, Y.H.P., receveur A;

MM. :

Cornet, J.M.J.J.G.,

Denis, A.H.A.M.,

Drosch, G.P.,

Lesire, Y.A.L.G.,

Lizin, J.-M.J.F.G.,

Mmes :

Ricci, V.A.,

Scalzo, C.,

Staquet, D.M.J., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

M. Allarding, J.M., contrôleur d'administration fiscale;

MM. :

Belle, A.D.Y.O.G.;

Vanoverberg, J., vérificateurs-experts-comptables d'administration fiscale;

MM. :

Lecrenier, F.C.A.J.,

Wintgens, R.M.N., receveurs C;

MM. :

Claude, H.O.L.,

Pauchet, P.V., vérificateurs d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

Mme Joly, M.D.M.J., auditeur adjoint, assimilé inspecteur d'administration fiscale;

M. Dalcette, A.L.J.M., auditeur adjoint.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Deulin, L.F.V., inspecteur d'administration fiscale;

M. Guissart, J.R.J., receveur B;

MM. :

Dumont, J.A.V.,

Hoffmann, R.J.W., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

MM. :

Grommes, M.P.H.,

Philippe, C.T.E.A., receveurs C-chef de service;

MM. :

Mahieu, M.,

Moutschen, J.V., vérificateurs d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

Mlle Ninane, M.M.J.R.G.E., auditeur adjoint, assimilé inspecteur d'administration fiscale;

Mme Aliferakis, F.,

M. Vandeweghe, L.M.J., auditeur adjoints.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mme Bayonnet, M.F.G.,

MM. :

Decossaux, D.J.P.A.,

Gaspar, D.M.A.C.,

Mmes :

Jeanmotte, N.C.,

Reiland, C.N.,

M. Rousselle, J.R.H.A., receveurs A;

M. Verlaine, E.F.L.G., commissaire adjoint dans un comité d'acquisition;

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

Mej. Detilloux, M.-J.Y.G., comptabiliteitsinspecteur bij een fiscaal bestuur;

De heer Parthoens, Y.H.P., ontvanger A;

De heren :

Cornet, J.M.J.J.G.;

Denis, A.H.A.M.;

Drosch, G.P.;

Lesire, Y.A.L.G.;

Lizin, J.-M.J.F.G.;

Mevrn. :

Ricci, V.A.;

Scalzo, C.;

Staquet, D.M.J., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

De heer Allarding, J.M., controleur bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Belle, A.D.Y.O.G.;

Vanoverberg, J., verificateurs-accountant bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Lecrenier, F.C.A.J.;

Wintgens, R.M.N., ontvangers C;

De heren :

Claude, H.O.L.;

Pauchet, P.V., verificateurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

Mevr. Joly, M.D.M.J., adjunct-auditeur, gelijkgesteld inspecteur bij een fiscaal bestuur;

De heer Dalcette, A.L.J.M., adjunct-auditeur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Deulin, L.F.V., inspecteur bij een fiscaal bestuur;

De heer Guissart, J.R.J., ontvanger B;

De heren :

Dumont, J.A.V.;

Hoffmann, R.J.W., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Grommes, M.P.H.;

Philippe, C.T.E.A., ontvangers C-hoofd van dienst;

De heren :

Mahieu, M.;

Moutschen, J.V., verificateurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Hoofdbestuur

Mej. Ninane, M.M.J.R.G.E., adjunct-auditeur, gelijkgesteld inspecteur bij een fiscaal bestuur;

Mevr. Aliferakis, F.,

De heer Vandeweghe, L.M.J., adjunct-auditeurs.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevr. Bayonnet, M.F.G.,

De heren :

Decossaux, D.J.P.A.,

Gaspar, D.M.A.C.,

Mevrn. :

Jeanmotte, N.C.,

Reiland, C.N.,

De heer Rousselle, J.R.H.A., ontvangers A;

De heer Verlaine, E.F.L.G., adjunct-commissaris bij een aankoopcomité;

MM. :
 Bosch, P.J.H.,
 Loir, J.B.C.L.R., contrôleurs en chef d'administration fiscale;
 Mme Paulus, C.M.G.G.,
 M. Pirotte, M.G.M., contrôleurs d'administration fiscale;
 M. Doclot, A.G.D., vérificateur-expert comptable d'administration fiscale;
 Mme Mathieu, J.J., vérificateur d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Administration centrale

M. Dasnoy, O.R.M.D., auditeur adjoint, assimilé inspecteur d'administration fiscale;

M. Troch, D.F.M.A., contrôleur B d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

MM. :

Cassol, A.,
 Herman, M.M.G.,
 Hotton, R.V.Y.G.,
 Lestrade, J.L.M.G.G.,
 Moens, R.F.L.R., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

MM. :

De Goeij, P.M.C.M.,
 Sac, P.A., contrôleurs B d'administration fiscale;

MM. :

Delsaux, J.P.,
 Leveque, M.E.A.V., géomètres-experts du cadastre.

Administration des affaires fiscales

M. Tange, J.-L.F., auditeur adjoint, assimilé commissaire dans un comité d'acquisition.

Administration de l'inspection spéciale des impôts

Mme Rutsaert, P.M.J.T.G.C., auditeur adjoint.

Ils porteront la décoration civile et prennent rang dans l'Ordre dater du 8 avril 1996.

Ordre de la Couronne

Commandeur

Administration de la trésorerie

M. Nameche, R.A.M., auditeur général.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Masy, Y.A., premier auditeur.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Marchal, A.J.G.B., directeur régional d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Administration centrale

M. De Cock, F.C.M., auditeur général.

Officier

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Pierre, M., auditeur adjoint, assimilé inspecteur d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Van Daele, G.G.F., chimiste aviseur en chef;
 M. Istasse, M.S.A.M.G., contrôleur en chef d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Demaeseneer, P.E.F., inspecteur d'administration fiscale;
 Mme Descamps, L.E.J., contrôleur d'administration fiscale.

De heren :

Bosch, P.J.H.,
 Loir, J.B.C.L.R., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;
 Mevr. Paulus, C.M.G.G.,
 De heer Pirotte, M.G.M., controleurs bij een fiscaal bestuur;
 De heer Doclot, A.G.D., verificateur-accountant bij een fiscaal bestuur;
 Mevr. Mathieu, J.J., verificateur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur

De heer Dasnoy, O.R.M.D., adjunct-auditeur, gelijkgesteld inspecteur bij een fiscaal bestuur;

De heer Troch, D.F.M.A., controleur B bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heren :

Cassol, A.,
 Herman, M.M.G.,
 Hotton, R.V.Y.G.,
 Lestrade, J.L.M.G.G.,
 Moens, R.F.L.R., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :

De Goeij, P.M.C.M.,
 Sac, P.A., controleurs B bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Delsaux, J.P.,
 Leveque, M.E.A.V., landmeters-expert bij het kadaster.

Administratie van fiscale zaken

De heer Tange, J.-L.F., adjunct-auditeur, gelijkgesteld commissaris bij een aankoopcomité.

Administratie van de bijzondere belastinginspectie

Mevr. Rutsaert, P.M.J.T.G.C., adjunct-auditeur.

Ze zullen het burgerlijk ereteken dragen en nemen vanaf 8 april 1996 hun rang in de Orde in.

Kroonorde

Commandeur

Administratie der thesaurie

De heer Nameche, R.A.M., auditeur-generaal.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Masy, Y.A., eerste auditeur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Marchal, A.J.G.B., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur

De heer De Cock, F.C.M., auditeur-generaal.

Officier

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Pierre, M., adjunct-auditeur, gelijkgesteld inspecteur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Van Daele, G.G.F., hoofdscheikundig adviseur;
 De heer Istasse, M.S.A.M.G., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Demaeseneer, P.E.F., inspecteur bij een fiscaal bestuur;
 Mevr. Descamps, L.E.J., controleur bij een fiscaal bestuur.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Hougardy, C.F.G., inspecteur d'administration fiscale;
M. Thomas, J.A., contrôleur en chef d'administration fiscale.

Chevalier

Secrétariat général

M. Deschaepmeester, J.-M., analyste de programmation, assimilé vérificateur-expert comptable d'administration fiscale;
M. Vandennieuwenbroeck, R.G.P.G., vérificateur adjoint d'administration fiscale.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Schwanen, R.G.L.J., receveur C;
Mme Goffin, M.-C.E.J.G., vérificateur d'administration fiscale;
MM. :
Deville, E.P.,
Massart, J.R.A., vérificateurs adjoint d'administration fiscale de 1re classe;
Mme Binet, M.-T.V.E., receveur adjoint.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Dodremont, G.J.J., vérificateur-expert comptable d'administration fiscale;
M. Bruneau, S.J.J., receveur C-chef de service;
M. Jonckea, L.P.W., vérificateur adjoint d'administration fiscale de 1re classe;
M. Huygen, G.L.J., vérificateur adjoint d'administration fiscale;
M. Moureau, V.A.L., receveur D.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Bernier, M.P.J.A., contrôleur adjoint d'administration fiscale;
M. Delcour, J.E.V.J., vérificateur-expert comptable d'administration fiscale;

MM. :

Jonard, M.D.J.,
Lacroix, J.J.M.,
Thyssen, R.H.G., vérificateurs d'administration fiscale;
M. Galand, J.H.G., vérificateur adjoint d'administration fiscale de 1re classe.

Administration du cadastre

Administration centrale

M. Broekaert, D., vérificateur d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Rase, G.E.T.G., géomètre-expert du cadastre.
MM. :
Boyne, J.M.A.U.,
Dieudonne, J.M.J.G.,
Hill, L.D.L.,
Pierre, M.N.A.,
Tesse, M.J.H., vérificateurs d'administration fiscale;
M. Desaiwe, F.L.L., vérificateur adjoint d'administration fiscale de 1re classe.

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Fontaine, D.F.J.-B.V., agent en chef des finances;
MM. :
Bolmain, F.E.C.J.,
Crasset, J.E.L.G.,
Masson, O.J.G.,
Valet, F.L.J., agents principaux des douanes de 1re classe;

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Hougardy, C.F.G., inspecteur bij een fiscaal bestuur;
De heer Thomas, J.A., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur.

Ridder

Algemeen Secretariaat

De heer Deschaepmeester, J.-M., programmeringsanalist, gelijkgesteld verificateur-accountant bij een fiscaal bestuur;
De heer Vandennieuwenbroeck, R.G.P.G., adjunct-verificateur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Schwanen, R.G.L.J., ontvanger C;
Mevr. Goffin, M.-C.E.J.G., verificateur bij een fiscaal bestuur;
De heren :
Deville, E.P.,
Massart, J.R.A., adjunct-verificateurs 1e klasse bij een fiscaal bestuur;
Mevr. Binet, M.-T.V.E., adjunct-ontvanger.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Dodremont, G.J.J., verificateur-accountant bij een fiscaal bestuur;
De heer Bruneau, S.J.J., ontvanger C-hoofd van dienst;
De heer Jonckea, L.P.W., adjunct-verificateur 1e klasse bij een fiscaal bestuur;
De heer Huygen, G.L.J., adjunct-verificateur bij een fiscaal bestuur;
De heer Moureau, V.A.L., ontvanger D.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Bernier, M.P.J.A., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur;
De heer Delcour, J.E.V.J., verificateur-accountant bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Jonard, M.D.J.,
Lacroix, J.J.M.,
Thyssen, R.H.G., verificateurs bij een fiscaal bestuur;
De heer Galand, J.H.G., adjunct-verificateur 1e klasse bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur

De heer Broekaert, D., verificateur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Rase, G.E.T.G., landmeter-expert van het kadaster;
De heren :
Boyne, J.M.A.U.,
Dieudonne, J.M.J.G.,
Hill, L.D.L.,
Pierre, M.N.A.,
Tesse, M.J.H., verificateurs bij een fiscaal bestuur;
De heer Desaiwe, F.L.L., adjunct-verificateur 1e klasse bij een fiscaal bestuur.

De Gouden Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Fontaine, D.F.J.-B.V., hoofdfinanciebeampte;
De heren :
Bolmain, F.E.C.J.,
Crasset, J.E.L.G.,
Masson, O.J.G.,
Valet, F.L.J., eerste douanebeambten 1e klasse;

MM. :
De Sutter, J.-B.P.J.,
Le Souchu, S.J.P., agents principaux des finances;
MM. :
Delbruyere, R.A.G.,
Jacques, J.M.E.,
Lecrenier, J.V.D.G.,
Leroy, J.-M.G., agents principaux des finances douanes.
Les Palmes d'Argent de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

Secrétariat général

Mmes :
Michiels, J.E.,
Verhoeven, G.E., chefs huissiers.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Delsemme, J.-M.D.A., agent principal des finances douanes.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Lewillon, F.G., ouvrier surqualifié.
Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1996.

Ordre de Léopold II

Commandeur

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Godfroid, R.A.C., directeur adjoint d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

M. Sonveaux, J.J.M.G., auditeur général.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Derclaye, V.F.G., conservateur des hypothèques.

Officier

Secrétariat général

M. Theunissen, M.A.A., auditeur.

Administration des contributions directes

Administration centrale

MM. :
Prevost, J.-M.R.E.G.,
Rosoux, R.L.A.G., auditeurs;
M. André, L.H., auditeur adjoint, assimilé inspecteur de comptabilité
d'administration fiscale.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :
Boirs, L.C.O.J.,
Colin, J.-M.L.F.T.G.,
Vansimpson, A.F.J.J.C.R., inspecteurs d'administration fiscale;
Mme Darcis, D.M.T.G.,
Mlle Maes, C.M.L., contrôleurs en chef d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Van Malder, T.F.M.G., président adjoint de comité d'acquisition;

M. Craninx, G.J.E., inspecteur d'administration fiscale;
Mme Marville, M.-T.M.C.J., receveur A;
M. Thonus, J.J.A., contrôleur en chef d'administration fiscale.

De heren :
De Sutter, J.-B.P.J.,
Le Souchu, S.J.P., eerste financiebeamten;
De heren :
Delbruyere, R.A.G.,
Jacques, J.M.E.,
Lecrenier, J.V.D.G.,
Leroy, J.-M.G., eerste financiebeamten douane.
De Zilveren Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

Algemeen Secretariaat

Mevrn. :
Michiels, J.E.,
Verhoeven, G.E., hoofdkamerbewaarders.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Delsemme, J.-M.D.A., eerste financiebeamte douane.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Lewillon, F.G., bijzonder geschoold werkmán.
Ze nemen vanaf 8 april 1996 hun rang in de Orde in.

Orde van Leopold II

Commandeur

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Godfroid, R.A.C., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Hoofdbestuur

De heer Sonveaux, J.J.M.G., auditeur-generaal.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Derclaye, V.F.G., hypotheekbewaarder.

Officier

Algemeen Secretariaat

De heer Theunissen, M.A.A., auditeur.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heren :
Prevost, J.-M.R.E.G.,
Rosoux, R.L.A.G., auditeurs;
De heer André, L.H., adjunct-auditeur, gelijkgesteld comptabiliteits-
inspecteur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :
Boirs, L.C.O.J.,
Colin, J.-M.L.F.T.G.,
Vansimpson, A.F.J.J.C.R., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;
Mevr. Darcis, D.M.T.G.,
Mej. Maes, C.M.L., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Van Malder, T.F.M.G., adjunct-voorzitter van een aankoop-
comité;

De heer Craninx, G.J.E., inspecteur bij een fiscaal bestuur;
Mevr. Marville, M.-T.M.C.J., ontvanger A;
De heer Thonus, J.J.A., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur.

Administration du cadastre
Services extérieurs
M. Maton, G.C.A.F.G., contrôleur B d'administration fiscale.
Chevalier
Administration des contributions directes
Services extérieurs
MM. :
Bronchain, A.A.C.G.,
Marchal, R.J.J.G., rédacteurs de 1re classe.
Administration des douanes et accises
Services extérieurs
M. Munix, J.C., assistant administratif;
M. Jacquemin, M.L.G., agent en chef des douanes-chef de poste;
M. Parisis, G.A., agent en chef des finances;
MM. :
Guillaume, J.-M.,
Limbourg, A.M.M., agents en chef des finances accises;
MM. :
Broset, G.A.G.,
Descamps, S.R.J.G.,
Nolleaux, G.L.A.,
Perot, R.C.S., agents en chef des douanes.
Ils prennent rang dans l'Ordre dater du 8 avril 1996.

Administratie van het kadaster
Buitendiensten
De heer Maton, G.C.A.F.G., controleur B bij een fiscaal bestuur.
Ridder
Administratie der directe belastingen
Buitendiensten
De heren :
Bronchain, A.A.C.G.,
Marchal, R.J.J.G., opstellers 1e klasse.
Administratie der douane en accijnzen
Buitendiensten
De heer Munix, J.C., bestuursassistent;
De heer Jacquemin, M.L.G., hoofdouanebeambte-posthoofd;
De heer Parisis, G.A., hoofdfinanciebeambte;
De heren :
Guillaume, J.-M.,
Limbourg, A.M.M., hoofdfinanciebeamten accijnzen;
De heren :
Broset, G.A.G.,
Descamps, S.R.J.G.,
Nolleaux, G.L.A.,
Perot, R.C.S., hoofdouanebeamten.
Ze nemen vanaf 8 april 1996 hun rang in de Orde in.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[97/12167]

Personnel. — Annulation

Par arrêt n° 64.259 du Conseil d'Etat du 30 janvier 1997, l'arrêté royal du 7 avril 1995, par lequel M. Dirk Steen, médecin en chef-directeur, a été promu par avancement de grade au grade d'inspecteur général à partir du 1^{er} octobre 1994, est annulé.

[97/12311]

Personnel. — Démissions honorables

Par arrêté royal du 16 septembre 1996, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er mai 1997, à M. Robertus Lemmens, traducteur-directeur au Ministère de l'Emploi et du Travail.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 10 janvier 1997, démission honorable de ses fonctions est accordée, à sa demande, à Mme Simona Bruyland, première secrétaire au Ministère de l'Emploi et du Travail, à partir du 1er juin 1997.

Mme Simona Bruyland, première secrétaire, est admise à faire valoir ses droits à la pension anticipée. Elle est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[97/12117]

Personnel. — Nomination à titre définitif

Par arrêté royal du 18 février 1997, M. Bart Buysse est nommé, à partir du 1er janvier 1997, en qualité d'agent de l'Etat au grade de secrétaire d'administration, avec prise de rang au 1er janvier 1996.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[97/12167]

Personeel. — Vernietiging

Bij arrest nr. 64.259 van de Raad van State van 30 januari 1997 wordt het koninklijk besluit van 7 april 1995, waarbij de heer Dirk Steen, hoofdgeneesheer-directeur, met ingang van 1 oktober 1994 door verhoging in graad bevorderd werd tot de graad van inspecteur-generaal, vernietigd.

[97/12311]

Personeel. — Eervolle ontslagverleningen

Bij koninklijk besluit van 16 september 1996 wordt, met ingang van 1 mei 1997, eervol ontslag verleend aan de heer Robertus Lemmens, vertaler-directeur bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Het is hem vergund zijn aanspraak op pensioen te doen gelden en hij wordt ertoe gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij koninklijk besluit van 10 januari 1997 wordt met ingang van 1 juni 1997, op eigen verzoek, eervol ontslag verleend uit haar ambt aan Mevr. Simona Bruyland, eerste secretaris bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Het is Mevr. Simona Bruyland, eerste secretaris, vergund haar aanspraak op vervroegd pensioen te doen gelden. Zij wordt ertoe gemachtigd de eretitel van haar ambt te voeren.

[97/12117]

Personeel. — Vaste benoeming

Bij koninklijk besluit van 18 februari 1997 werd de heer Bart Buysse met ingang van 1 januari 1997 tot rijksambtenaar benoemd in de graad van bestuurssecretaris, met ranginneming op 1 januari 1996.

[97/12144]

Personnel. — Promotions

Par arrêté royal du 11 mars 1997, Mme Denise Goossens, traductrice-reviseuse, est promue au grade de traductrice-reviseuse principale, en application du principe de la carrière plane, à partir du 1^{er} novembre 1996.

Par arrêté royal du 11 mars 1997, M. Thierry Lhoir, inspecteur, est promu au grade d'inspecteur principal, en application du principe de la carrière plane, à partir du 1^{er} janvier 1997.

[97/12144]

Personeel. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 11 maart 1997 wordt Mevr. Denise Goossens, vertaler-revisor, met ingang van 1 november 1996, bij toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan, bevorderd tot de graad van eerstaanwendend vertaler-revisor.

Bij koninklijk besluit van 11 maart 1997 wordt de heer Thierry Lhoir, inspecteur, met ingang van 1 januari 1997, in toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan, bevorderd tot de graad van eerstaanwendend inspecteur.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[97/7088]

**Forces armées. — Résistance armée
Distinctions honorifiques. — Ordres nationaux
Dispositions abrogées et remplacées**

Par arrêté royal n° 1496 du 8 avril 1997, est promu Officier de l'Ordre de Léopold, l'assimilé, grand invalide de guerre :

Résistance armée

Lieutenant de la résistance Zels, F.J.

Il portera la décoration militaire et prendra rang dans l'Ordre comme titulaire de cette nouvelle distinction à dater du 8 avril 1997.

Cette distinction n'entraîne pas le paiement d'une rente.

Par arrêté royal n° 1497 du 8 avril 1997 :

Sont promus Officier de l'Ordre de Léopold II, les anciens militaires, grands invalides de guerre 1940-1945 :

Forces armées

MM. :

Leysens, M.C.; Pollart, J.A.F.

Ils prendront rang dans l'Ordre comme titulaire de cette nouvelle distinction à dater du 8 avril 1997.

Ces distinctions n'entraînent pas le paiement d'une rente.

Est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold II avec palme, avec attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme, l'ancien militaire, invalide de guerre :

Forces armées

M. Bertieaux, R.M.

Il prendra rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1997.

Sont nommés Chevalier de l'Ordre de Léopold II, les anciens militaires et l'assimilé, invalides de guerre 1940-1945 :

Forces armées

MM. :

Louis, R.H.; Mahieu, G.H.; Marteau, H.J.J.; Raes, A.; Van Damme, W.J.T.; Yans, A.P.J.

Résistance armée

M. Poozen, A.

Ils prendront rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1997.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[97/7088]

**Krijgsmacht. — Gewapende weerstand
Eervolle onderscheidingen. — Nationale Orden
Opgeheven en vervangen bepalingen**

Bij koninklijk besluit nr. 1496 van 8 april 1997, wordt bevorderd tot Officier in de Leopoldsorde, de gelijkgestelde, grootoorlogsinvalide :

Gewapende weerstand

Luitenant van de weerstand Zels, F.J.

Hij zal het militair ereteken dragen en als titularis van deze nieuwe onderscheiding op datum van 8 april 1997 rang in de Orde innemen.

Dit ereteken geeft geen recht op rente.

Bij koninklijk besluit nr. 1497 van 8 april 1997 :

Worden bevorderd tot Officier in de Orde van Leopold II, de oud-militairen, groot-oorlogsinvaliden 1940-1945 :

Krijgsmacht

De heren :

Leysens, M.C.; Pollart, J.A.F.

Zij zullen als titularis van deze nieuwe onderscheiding op datum van 8 april 1997 rang in de Orde innemen.

Deze eretekens geven geen recht op rente.

Wordt benoemd tot Ridder in de Orde van Leopold II met palm, met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm, de oud-militair, oorlogsinvalide :

Krijgsmacht

De heer Bertieaux, R.M.

Hij zal op datum van 8 april 1997 rang in de Orde innemen.

Worden benoemd tot Ridder in de Orde van Leopold II, de oud-militairen en de gelijkgestelde, oorlogsinvaliden 1940-1945 :

Krijgsmacht

De heren :

Louis, R.H.; Mahieu, G.H.; Marteau, H.J.J.; Raes, A.; Van Damme, W.J.T.; Yans, A.P.J.

Gewapende weerstand

De heer Poozen, A.

Zij zullen op datum van 8 april 1997 rang in de orde innemen.

Par arrêté royal n° 1498 du 8 avril 1997 :

Les dispositions de l'arrêté royal n° 23005 du 7 avril 1984, autorisant comme titulaire de la Croix de Chevalier de l'Ordre de Léopold II, d'apposer sur le ruban l'insigne distinctif de deux glaives croisés surmontés d'une barrette frappée aux millésimes 40-45 en bronze à M. Bouuaert, R.F.L., sont abrogées et remplacées par :

Est autorisé comme titulaire de la Croix de Chevalier de l'Ordre de Léopold II, d'apposer sur le ruban l'insigne distinctif de deux glaives croisés surmontés d'une barrette frappée aux millésimes 40-45 en argent :

A dater du 7 avril 1984 :

M. Bouuaert, R.F.L.

Cette distinction n'entraîne pas le paiement d'une rente.

Est autorisé comme titulaire de la Croix d'Officier de l'Ordre de Léopold II, d'apposer sur le ruban l'insigne distinctif de deux glaives croisés surmontés d'une barrette frappée aux millésimes 40-45 en Vermeil :

M. Van Waesberghe, J.E.M.

Il prendra rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1997.

Cette distinction n'entraîne pas le paiement d'une rente.

—————

Par arrêté royal n° 1499 du 8 avril 1997 :

Est promu Chevalier de l'Ordre de la Couronne, l'ancien militaire, invalide de guerre de Corée :

Forces armées

M. Lambert, H.H.

Il prendra rang dans l'Ordre comme titulaire de cette nouvelle distinction à dater du 8 avril 1997.

—————

Par arrêté royal n° 1500 du 8 avril 1997 :

Est autorisé comme titulaire de la Croix d'Officier de l'Ordre de la Couronne, d'apposer sur le ruban l'insigne de deux glaives croisés surmontés d'une barrette frappée à la mention Corée en Bronze :

M. Van Meerbeeck, J.C.

Il prendra rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1997.

Cette distinction n'entraîne pas le paiement d'une rente.

—————

Par arrêté royal n° 1501 du 8 avril 1997 :

Sont promus Officier de l'Ordre de Léopold, porteront la décoration militaire et prendront rang dans l'Ordre, comme titulaire de cette nouvelle distinction :

A la date du 21 juillet 1996 :

Service médical

Dentiste lieutenant-colonel Heirman, R.A.

A la date du 15 novembre 1996 :

Force aérienne

Lieutenant-colonel d'aviation breveté d'état-major Storme, R.A.G.

A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Lieutenant-colonel breveté d'état-major Willem, J.C.

Lieutenants-colonels :

Debontridder, E.A.R.; Marliere, M.J.J.

Lieutenant-colonel breveté administrateur militaire Rys, J.H.E.

Lieutenants-colonels de réserve :

Devos, J.P.; Fonteyn, H.L.G.; Hermans, M.C.J.; Leonard, C.M.A.; Michel, A.V.F.; Vergeynst, P.L.E.

Major breveté administrateur militaire Coryn, M.R.

Major de réserve Vande Weghe, G.P.

Marine

Capitaine de frégate breveté d'état-major Hellemans, M.E.

Capitaine de frégate technicien Lambele, J.C.F.

Bij koninklijk besluit nr. 1498 van 8 april 1997 :

Worden de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 23005 van 7 april 1984, die toelaten als titularis van het Kruis van Ridder in de Orde van Leopold II, op het lint het kenteken te hechten van twee gekruiste zwaarden met bovenop een staafje met de jaartallen 40-45 in brons aan de heer Bouuaert, R.F.L., opgeheven en vervangen door :

Wordt gemachtigd als titularis van het Kruis van Ridder in de Orde van Leopold II, op het lint het kenteken te hechten van twee gekruiste zwaarden met bovenop een staafje met de jaartallen 40-45 in zilver :

Op datum van 7 april 1984 :

De heer Bouuaert, R.F.L.

Dit ereteken geeft geen recht op rente.

Wordt gemachtigd als titularis van het Kruis van Officier in de Orde van Leopold II, op het lint het kenteken te hechten van twee gekruiste zwaarden met bovenop een staafje met de jaartallen 40-45 in Verguld :

De heer Van Waesberghe, J.E.M.

Hij zal op datum van 8 april 1997 rang in de Orde innemen.

Dit ereteken geeft geen recht op rente.

—————

Bij koninklijk besluit nr. 1499 van 8 april 1997 :

Wordt bevorderd tot Ridder in de Kroonorde, de oud-militair, oorlogsinvalide van Korea :

Krijgsmacht

De heer Lambert, H.H.

Hij zal als titularis van deze nieuwe onderscheiding op datum van 8 april 1997 rang in de Orde innemen.

—————

Bij koninklijk besluit nr. 1500 van 8 april 1997 :

Wordt gemachtigd als titularis van het Kruis van Officier in de Kroonorde, op het lint het kenteken te hechten van twee gekruiste zwaarden met bovenop een staafje met de vermelding Korea in Brons :

De heer Van Meerbeeck, J.C.

Hij zal op datum van 8 april 1997 rang in de Orde innemen.

Dit ereteken geeft geen recht op rente.

—————

Bij koninklijk besluit nr. 1501 van 8 april 1997 :

Worden bevorderd tot Officier in de Leopoldsorde, zullen het militair ordeteken dragen en als houder van deze nieuwe onderscheiding, in de Orde rang innemen :

Op datum van 21 juli 1996 :

Medische dienst

Tandarts luitenant-kolonel Heirman, R.A.

Op datum van 15 november 1996 :

Luchtmacht

Luitenant-kolonel van het vliegwezen stafbrevethouder Storme, R.A.G.

Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Luitenant-kolonel stafbrevethouder Willem, J.C.

Luitenant-kolonels :

Debontridder, E.A.R.; Marliere, M.J.J.

Luitenant-kolonel met brevet van militair administrateur Rys, J.H.E.

Reserveluitenant-kolonels :

Devos, J.P.; Fonteyn, H.L.G.; Hermans, M.C.J.; Leonard, C.M.A.; Michel, A.V.F.; Vergeynst, P.L.E.

Majoor met brevet van militair administrateur Coryn, M.R.

Reservemajoor Vande Weghe, G.P.

Marine

Fregatkapitein stafbrevethouder Hellemans, M.E.

Fregatkapitein technicus Lambele, J.C.F.

Capitaine de frégate des services breveté administrateur militaire Kockx, A.J.L.

Capitaines de frégate de réserve :
Flahaut, P.V.R.; Pintelon, J.A.E.; Verfaillie, D.R.J.
Capitaines de corvette de réserve :
De Muynck, R.A.; Heyse, I.B.; Leten, C.A.P.

Force aérienne

Lieutenant-colonel d'aviation Van Neste, R.A.A.
Lieutenant-colonel d'aviation breveté administrateur militaire Coucke, J.P.P.
Major aviateur breveté d'état-major Delhez, J.P.M.
Majors d'aviation :
Delanghe, H.G.; Vankerschaver, L.J.A.

Service médical

Lieutenants-colonels de réserve :
De Smet, R.A.K.; De Vijlder, M.A.M.; Paeme, J.M.E.; Piens, C.G.F.
Dentiste major Crevecoeur, J.M.E.
Sont nommés Chevalier de l'Ordre de Léopold, porteront la décoration militaire et prendront rang dans l'Ordre :
A la date du 8 avril 1994 :

Force terrestre

Adjudant Waeytens, R.L.
A la date du 15 novembre 1995 :

Force terrestre

Adjudant Cox, J.M.J.
A la date du 8 avril 1996 :

Force terrestre

Adjudant-chef Lecocq, H.J.
A la date du 21 juillet 1996 :

Force aérienne

Adjudant Pollet, J.P.G.
A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Adjudant Lecrenier, L.J.G.

Force aérienne

Adjudant Turpin, R.A.H.
A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Majors brevetés d'état-major :
Lothaire, R.A.; Moors, D.H.G.
Majors :
Ceuterick, L.A.A.; Chorine, G.J.O.; De Leersnyder, H.M.M.; Decoynck, M.L.C.; Delaere, M.M.R.; Meulebrouck, L.A.; Ryckeboer, J.R.; Stilmant, J.L.B.; Vanden Steene, B.M.J.
Major breveté administrateur militaire Hurbain, A.R.
Major de réserve Denamur, P.J.
Capitaines-commandants :
Arcq, A.S.; Coolsaet, F.J.J.; Daffe, C.F.P.; Demedts, J.J.G.; Flament, M.M.G.; Flament, M.J.P.; Franssen, L.R.A.; Heuschling, J.F.C.; Jacquemin, T.R.A.; Questier, R.L.L.; Scharlaken, W.O.A.; Sluyts, W.M.; Smet, L.I.V.; Van den Aker, R.G.H.; Vandeveld, F.G.R.; Vanhove, N.M.; Williot, G.J.
Capitaine-commandant d'administration Rossaert, W.
Capitaines-commandants de réserve :
Adam, J.P.E.; Barremans, W.C.; Baudry, J.J.; Belleflamme, M.H.; Bosman, P.W.; Collette, J.P.; Collin, J.J.; Cornez, B.; De Barquin, R.M.; De Gols, L.; Deom, M.F.; Derkenne, J.L.; Dornez, G.F.; Fanuel, G.P.; Nijs, G.E.; Norman, H.N.; Pieri, H.D.E.; Pollard, J.C.A.; Swennen, F.J.P.; Taxhet, F.G.; Van den Bergh, G.A.; Van Herwegen, H.C.; Van Hooste, W.A.; Velders, R.O.; Veys, B.J.P.; Willemot, B.J.

Fregatkapitein van de diensten met brevet van militair administrateur Kockx, A.J.L.

Reservefregatkapiteins :
Flahaut, P.V.R.; Pintelon, J.A.E.; Verfaillie, D.R.J.
Reservekorvetkapiteins :
De Muynck, R.A.; Heyse, I.B.; Leten, C.A.P.

Luchtmacht

Luitenant-kolonel van het vliegwezen Van Neste, R.A.A.
Luitenant-kolonel van het vliegwezen met brevet van militair administrateur Coucke, J.P.P.
Majoors-vlieger stafbrevethouder Delhez, J.P.M.
Majors van het vliegwezen :
Delanghe, H.G.; Vankerschaver, L.J.A.

Medische dienst

Reserveluitenant-kolonels :
De Smet, R.A.K.; De Vijlder, M.A.M.; Paeme, J.M.E.; Piens, C.G.F.
Tandarts majoor Crevecoeur, J.M.E.
Worden benoemd tot Ridder in de Leopoldsorde, zullen het militair ordeteken dragen en in de Orde rang innemen :
Op datum van 8 april 1994 :

Landmacht

Adjudant Waeytens, R.L.
Op datum van 15 november 1995 :

Landmacht

Adjudant Cox, J.M.J.
Op datum van 8 april 1996 :

Landmacht

Adjudant-chef Lecocq, H.J.
Op datum van 21 juli 1996 :

Luchtmacht

Adjudant Pollet, J.P.G.
Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Adjudant Lecrenier, L.J.G.

Luchtmacht

Adjudant Turpin, R.A.H.
Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Majors stafbrevethouders :
Lothaire, R.A.; Moors, D.H.G.
Majors :
Ceuterick, L.A.A.; Chorine, G.J.O.; De Leersnyder, H.M.M.; Decoynck, M.L.C.; Delaere, M.M.R.; Meulebrouck, L.A.; Ryckeboer, J.R.; Stilmant, J.L.B.; Vanden Steene, B.M.J.
Majoors met brevet van militair administrateur Hurbain, A.R.
Reservemajoors Denamur, P.J.
Kapiteins-commandanten :
Arcq, A.S.; Coolsaet, F.J.J.; Daffe, C.F.P.; Demedts, J.J.G.; Flament, M.M.G.; Flament, M.J.P.; Franssen, L.R.A.; Heuschling, J.F.C.; Jacquemin, T.R.A.; Questier, R.L.L.; Scharlaken, W.O.A.; Sluyts, W.M.; Smet, L.I.V.; Van den Aker, R.G.H.; Vandeveld, F.G.R.; Vanhove, N.M.; Williot, G.J.
Kapitein-commandant van administratie Rossaert, W.
Reservekapiteins-commandanten :
Adam, J.P.E.; Barremans, W.C.; Baudry, J.J.; Belleflamme, M.H.; Bosman, P.W.; Collette, J.P.; Collin, J.J.; Cornez, B.; De Barquin, R.M.; De Gols, L.; Deom, M.F.; Derkenne, J.L.; Dornez, G.F.; Fanuel, G.P.; Nijs, G.E.; Norman, H.N.; Pieri, H.D.E.; Pollard, J.C.A.; Swennen, F.J.P.; Taxhet, F.G.; Van den Bergh, G.A.; Van Herwegen, H.C.; Van Hooste, W.A.; Velders, R.O.; Veys, B.J.P.; Willemot, B.J.

Capitaine aviateur Lorent, E.E.
 Capitaines :
 Frantzen, R.A.J.; Hauben, L.L.J.
 Aumôniers de deuxième classe du culte catholique :
 Bailleux, P.A.G.; Mary, C.
 Adjudants-majors :
 Braibant, F.H.H.; Butz, H.L.N.; Hanquet, J.J.G.; Lespoix, J.J.E.; Mosiat, M.H.E.; Mozin, L.H.J.; Salien, J.D.L.; Suijs, G.G.A.; Theys, E.A.L.
 Adjudants-chefs :
 Cap, R.M.; Defise, B.P.J.; Hillaert, L.J.; Imbrechts, F.J.; Lambertz, R.E.G.; Lebacqz, F.G.; Raemen, A.J.; Smedts, F.E.; Steenwegen, F.P.; Thijs, S.P.; Van Vlierberghe, W.G.M.; Vanden Ecker, L.H.
 Adjudant-chef de réserve Van Goethem, E.
 Adjudant aviateur Smeets, P.M.
 Adjudants :
 Colonne, X.A.; De Beuselinck, G.F.; Deruelle, M.L.G.; Dezeure, H.E.C.; Ghoos, G.K.W.; Haeck, D.E.; Luys, J.P.H.; Meulepas, J.A.F.; Oiselay, C.G.; Scherpereel, E.D.; Schoonooghe, J.J.E.; Sclacmender, J.; Weise, G.E.M.

Marine

Lieutenant de vaisseau de première classe technicien Debouvry, C.A.
 Maître principal de réserve Windmeulen, A.E.

Force aérienne

Majors d'aviation :
 Alderweireldt, M.C.C.; Mazzoni, F.N.L.
 Major de réserve Maes, R.M.C.
 Capitaine-commandant aviateur Stams, P.A.T.
 Capitaines-commandants d'aviation :
 Beirens, M.D.; Goethals, P.R.D.; Van Damme, H.
 Capitaine-commandant de réserve Berghs, F.H.
 Capitaines aviateurs :
 Calbert, T.F.B.; Jacquemin, G.F.J.; Levicar, M.G.M.; Papen, P.P.E.; Praet, B.E.L.
 Capitaines d'aviation :
 Colin, L.E.J.; Demuyser, D.A.; Lecocq, J.P.C.
 Adjudant-major Carlier, M.E.A.
 Adjudants-chefs :
 Anseeuw, A.J.; Cuijvers, L.H.C.
 Adjudants-chefs de réserve :
 De Groot, G.; Lemmens, F.
 Adjudant aviateur Dierinck, F.V.M.
 Adjudants :
 Crommelinck, W.A.; Lochtman, J.; Neven, V.A.G.; Ongenae, H.A.M.; Smets, F.J.; Vossius, H.H.M.
 Adjudant de réserve Jacobs, M.F.R.

Service médical

Major Lapon, E.F.
 Major de réserve Romain, E.G.A.
 Capitaine-commandant Lemmens, M.H.M.
 Dentistes commandants de réserve :
 Genin, P.C.E.; Libon, P.J.A.; Preat, J.M.M.
 Capitaines-commandants de réserve :
 Davenne, P.G.V.; De Cauwer, L.C.G.; Delhaze, R.L.R.; Desmidt, M.R.J.; Sterckx, L.M.J.; Van Veer, E.C.L.
 Adjudant-chef Stelet, P.J.J.
 Adjudants :
 Blaise, J.; Senzier, W.J.M.

Les dispositions de l'arrêté royal n° 1388 du 6 décembre 1996, octroyant la Croix de Chevalier de l'Ordre de Léopold au capitaine-commandant Spriet, P.C.M., sont abrogées.

Les dispositions de l'arrêté royal n° 1388 du 6 décembre 1996, octroyant la Croix de Chevalier de l'Ordre de Léopold au médecin commandant de réserve Mortier, M.M., sont abrogées.

Kapitein-vlieger Lorent, E.E.
 Kapiteins :
 Frantzen, R.A.J.; Hauben, L.L.J.
 Reserveaalmoezeniers tweede klasse van de katholieke eredienst :
 Bailleux, P.A.G.; Mary, C.
 Adjudanten-majors :
 Braibant, F.H.H.; Butz, H.L.N.; Hanquet, J.J.G.; Lespoix, J.J.E.; Mosiat, M.H.E.; Mozin, L.H.J.; Salien, J.D.L.; Suijs, G.G.A.; Theys, E.A.L.
 Adjudanten-chef :
 Cap, R.M.; Defise, B.P.J.; Hillaert, L.J.; Imbrechts, F.J.; Lambertz, R.E.G.; Lebacqz, F.G.; Raemen, A.J.; Smedts, F.E.; Steenwegen, F.P.; Thijs, S.P.; Van Vlierberghe, W.G.M.; Vanden Ecker, L.H.
 Reserveadjudant-chef Van Goethem, E.
 Adjudant-vlieger Smeets, P.M.
 Adjudanten :
 Colonne, X.A.; De Beuselinck, G.F.; Deruelle, M.L.G.; Dezeure, H.E.C.; Ghoos, G.K.W.; Haeck, D.E.; Luys, J.P.H.; Meulepas, J.A.F.; Oiselay, C.G.; Scherpereel, E.D.; Schoonooghe, J.J.E.; Sclacmender, J.; Weise, G.E.M.

Marine

Luitenant-ter-zee eerste klasse technicus Debouvry, C.A.
 Reserveoppermeester Windmeulen, A.E.

Luchtmacht

Majors van het vliegwezen :
 Alderweireldt, M.C.C.; Mazzoni, F.N.L.
 Reservemajoor Maes, R.M.C.
 Kapitein-commandant-vlieger Stams, P.A.T.
 Kapiteins-commandanten van het vliegwezen :
 Beirens, M.D.; Goethals, P.R.D.; Van Damme, H.
 Reservekapitein-commandant Berghs, F.H.
 Kapiteins-vliegers :
 Calbert, T.F.B.; Jacquemin, G.F.J.; Levicar, M.G.M.; Papen, P.P.E.; Praet, B.E.L.
 Kapiteins van het vliegwezen :
 Colin, L.E.J.; Demuyser, D.A.; Lecocq, J.P.C.
 Adjudant-majoor Carlier, M.E.A.
 Adjudanten-chef :
 Anseeuw, A.J.; Cuijvers, L.H.C.
 Reserveadjudanten-chef :
 De Groot, G.; Lemmens, F.
 Adjudant-vlieger Dierinck, F.V.M.
 Adjudanten :
 Crommelinck, W.A.; Lochtman, J.; Neven, V.A.G.; Ongenae, H.A.M.; Smets, F.J.; Vossius, H.H.M.
 Reserveadjudant Jacobs, M.F.R.

Medische dienst

Majoor Lapon, E.F.
 Reservemajoor Romain, E.G.A.
 Kapitein-commandant Lemmens, M.H.M.
 Tandartsen reservecommandanten :
 Genin, P.C.E.; Libon, P.J.A.; Preat, J.M.M.
 Reservekapiteins-commandanten :
 Davenne, P.G.V.; De Cauwer, L.C.G.; Delhaze, R.L.R.; Desmidt, M.R.J.; Sterckx, L.M.J.; Van Veer, E.C.L.
 Adjudant-chef Stelet, P.J.J.
 Adjudanten :
 Blaise, J.; Senzier, W.J.M.

Worden de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 1388 van 6 december 1996, houdende toekenning van het Kruis van Ridder in de Leopoldsorde aan kapitein-commandant Spriet, P.C.M., opgeheven.

Worden de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 1388 van 6 december 1996, houdende toekenning van het Kruis van Ridder in de Leopoldsorde aan geneesheer reservecommandant Mortier, M.M., opgeheven.

Par arrêté royal n° 1502 du 8 avril 1997 :
Sont promus Commandeur de l'Ordre de la Couronne et prendront rang dans l'Ordre, comme titulaire de cette nouvelle distinction :
A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Colonel breveté d'état-major Blondieau, J.P.L.
Colonel Bernier, A.G.E.
Colonel breveté ingénieur du matériel militaire Peeraerts, F.H.J.

Sont promus Officier de l'Ordre de la Couronne et prendront rang dans l'Ordre, comme titulaire de cette nouvelle distinction :
A la date du 21 juillet 1996 :

Force terrestre

Capitaine-commandant de réserve Soupart, J.M.L.
A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Lieutenants-colonels de réserve :
Courtin, M.L.E.; Verstraeten, M.V.G.
Major Vermeir, J.P.D.
Major de réserve De Keyser, F.W.C.
Capitaines-commandants :
Cox, L.H.E.; Fox, S.Y.H.; Noens, P.G.A.; Ombelet, R.J.; Savelkoels, L.L.L.
Capitaines-commandants de réserve :
Goedeme, P.; Van der Wielen, H.G.J.
A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Lieutenant-colonel breveté d'état-major Pochet, O.J.M.
Lieutenants-colonels de réserve :
Coussement, E.R.; Declercq, R.E.M.; Decock, P.J.; Verhulst, F.J.; Verleye, J.M.
Majors :
De Greeve, W.P.J.; Heuertz, L.L.
Aumônier principal du culte catholique Brusten, P.A.M.
Majors de réserve :
Blancquaert, C.C.M.; Cheyns, J.C.J.; Courtens, J.M.; Heirwegh, J.A.M.; Nuyens, M.J.; Vanderheyde, M.F.
Capitaines-commandants :
Dumont, D.M.G.; Gervoyse, J.A.M.; Ghys, T.F.A.; Honorez, G.H.J.; Legrain, V.Y.A.; Leysen, E.L.C.; Nackaerts, A.V.; Wesphael, A.G.A.
Capitaines-commandants d'administration :
Snepe, W.N.; Torremans, A.F.J.
Capitaines-commandants de réserve :
Adriaenssens, M.G.; Beaujean, P.J.; Biot, J.E.; Bonte, E.E.; Bughin, J.L.G.; De Clercq, T.G.; Degreef, H.J.; de Jacquier de Rosee, J.F. (baron); Della Fiorentina, H.J.; de Marnix de Sainte Aldegonde, H. (comte); Hanappe, J.G.; Istasse, J.M.; Leclercq, H.J.; Magerus, M.P.; Picard, J.L.G.; Quoilin, J.F.A.; Roaen, M.O.; Schinckus, R.J.; Simon, G.A.; Vaessen, C.C.; Van Gansbeke, M.F.A.; Werbrouck, C.J.
Capitaine aviateur Deijgers, D.L.F.
Capitaine de réserve Janssen, F.A.
Aumônier de deuxième classe du culte catholique de réserve Verelst, J.J.F.

Marine

Capitaine de frégate des services de réserve Gilis, J.P.H.

Force aérienne

Lieutenant-colonel d'aviation Verkoyen, C.A.M.
Majors d'aviation :
David, G.E.O.; Paque, J.E.C.
Capitaines-commandants aviateurs :
Rosez, C.J.J.; Van Belle, L.T.H.
Capitaines-commandants d'aviation :
Bauval, D.; De Rae, D.F.J.; Maton, R.J.J.; Ramon, Y.R.A.

Bij koninklijk besluit nr. 1502 van 8 april 1997 :
Worden bevorderd tot Commandeur in de Kroonorde en zullen, als houder van deze nieuwe onderscheiding, in de Orde rang innemen :
Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Kolonel stafbrevethouder Blondieau, J.P.L.
Kolonel Bernier, A.G.E.
Kolonel met brevet van ingenieur van het militair materieel Peeraerts, F.H.J.

Worden bevorderd tot Officier in de Kroonorde en zullen, als houder van deze nieuwe onderscheiding, in de Orde rang innemen :
Op datum van 21 juli 1996 :

Landmacht

Reservekapitein-commandant Soupart, J.M.L.
Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Reserveluitenant-kolonels :
Courtin, M.L.E.; Verstraeten, M.V.G.
Majoor Vermeir, J.P.D.
Reservemajoor De Keyser, F.W.C.
Kapiteins-commandanten :
Cox, L.H.E.; Fox, S.Y.H.; Noens, P.G.A.; Ombelet, R.J.; Savelkoels, L.L.L.
Reservekapiteins-commandanten :
Goedeme, P.; Van der Wielen, H.G.J.
Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Luitenant-kolonel stafbrevethouder Pochet, O.J.M.
Reserveluitenant-kolonels :
Coussement, E.R.; Declercq, R.E.M.; Decock, P.J.; Verhulst, F.J.; Verleye, J.M.
Majors :
De Greeve, W.P.J.; Heuertz, L.L.
Hoofdaalmoezenier van de katholieke eredienst Brusten, P.A.M.
Reservemajors :
Blancquaert, C.C.M.; Cheyns, J.C.J.; Courtens, J.M.; Heirwegh, J.A.M.; Nuyens, M.J.; Vanderheyde, M.F.
Kapiteins-commandanten :
Dumont, D.M.G.; Gervoyse, J.A.M.; Ghys, T.F.A.; Honorez, G.H.J.; Legrain, V.Y.A.; Leysen, E.L.C.; Nackaerts, A.V.; Wesphael, A.G.A.
Kapiteins-commandanten van administratie :
Snepe, W.N.; Torremans, A.F.J.
Reservekapiteins-commandanten :
Adriaenssens, M.G.; Beaujean, P.J.; Biot, J.E.; Bonte, E.E.; Bughin, J.L.G.; De Clercq, T.G.; Degreef, H.J.; de Jacquier de Rosee, J.F. (baron); Della Fiorentina, H.J.; de Marnix de Sainte Aldegonde, H. (graaf); Hanappe, J.G.; Istasse, J.M.; Leclercq, H.J.; Magerus, M.P.; Picard, J.L.G.; Quoilin, J.F.A.; Roaen, M.O.; Schinckus, R.J.; Simon, G.A.; Vaessen, C.C.; Van Gansbeke, M.F.A.; Werbrouck, C.J.
Kapitein-vlieger Deijgers, D.L.F.
Reservekapitein Janssen, F.A.
Reserveaalmoezenier tweede klasse van de katholieke eredienst Verelst, J.J.F.

Marine

Reservefregatkapitein van de diensten Gilis, J.P.H.

Luchtmacht

Luitenant-kolonel van het vliegwezen Verkoyen, C.A.M.
Majors van het vliegwezen :
David, G.E.O.; Paque, J.E.C.
Kapiteins-commandanten-vliegers :
Rosez, C.J.J.; Van Belle, L.T.H.
Kapiteins-commandanten van het vliegwezen :
Bauval, D.; De Rae, D.F.J.; Maton, R.J.J.; Ramon, Y.R.A.

Capitaines-commandants de réserve :
Adam, F.R.J.; Albert, L.C.M.; Arent, R.; Davenne, T.G.A.; De Roeck, F.O.G.; Delcour, H.U.J.; Devos, J.P.M.; Geens, J.J.M.; Khmielnitzky, P.M.F.; Van der Essen, P.L.O. (écuyer); Vanhollebeke, P.C.H.

Service médical

Dentistes lieutenants-colonels de réserve :
De Keyser, M.J.; Kimpe, M.P.M.
Lieutenant colonel de réserve Roobaert, F.
Dentiste major de réserve Vanden Bussche, P.K.J.
Capitaine-commandant De Clercq, J.P.C.
Dentistes commandants de réserve :
Beaudet, J.A.S.; Istasse, M.F.J.; Jadot, A.J.J.; Janssens, C.M.C.; Trice, G.S.

Capitaines-commandants de réserve :
Beirens, M.O.G.; Boute, M.M.P.
Sont nommés Chevalier de l'Ordre de la Couronne et prendront rang dans l'Ordre :
A la date du 21 juillet 1989 :

Force terrestre

Capitaine-commandant de réserve De Keyzer, B.H.F.
A la date du 15 novembre 1995 :

Force aérienne

Capitaine-commandant d'aviation Verbruggen, P.L.M.
A la date du 8 avril 1996 :

Force terrestre

Capitaine Collard, M.C.D.

Service médical

Lieutenant de réserve Beque, E.G.
A la date du 21 juillet 1996 :

Force terrestre

Capitaine Verheyen, W.J.M.
A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Capitaines-commandants de réserve :
Dutrieue, D.M.; Smet, R.A.H.; 't Jampens, L.M.D.; Vande Cas-
teele, P.R.V.; Verborgh, I.M.F.

Capitaines :

Honnay, M.R.G.; Martin, D.

Capitaine d'administration Hubens, J.L.C.

Capitaines de réserve :

Braziewicz, T.F.; Buyens, M.O.R.; Callenaere, P.J.; de L'Escaille, T.G.;
Driesen, I.A.C.; Drieskens, S.M.A.; Focke, P.M.R.; Gerard, B.R.J.;
Havelange, P.; Jacobs, G.J.H.; Kreins, S.J.F.; Lallemand, D.H.; Sty-
ranka, W.; Van Limbergen, L.; Van Opstal, M.E.; Van Rietvelde, P.J.;
Vergeijlen, P.J.; Verstraete, L.A.

Capitaines d'administration de réserve :

Lambot, A.L.J.; Neuville, M.P.R.

Lieutenants de réserve :

Belleflamme, J.L.E.; Blommaert, P.J.E.; Breugelmans, D.L.J.;
Brys, F.M.; Buggenhoudt, E.R.R.; Coart, P.I.G.; Colmant, P.E.; Coupa-
tez, P.R.; Courtens, P.R.M.; De Bondt, A.C.; de Favereau de Jene-
ret, C.G.P.; De Geest, W.H.; Demaerel, J.P.M.; Demarche, P.M.O.; de
Schieter de Lophem, M.M. (écuyer); Devogelaere, L.; De-
vooghd, P.G.E.; De Wilde, P.L.M.; Donneaux, J.L.M.; Doutrepont, P.G.J.;
Dupont, D.E.M.; Eggermont, P.J.H.; Feron, J.P.Y.; George, A.T.D.;
Giannini, M.J.; Goossens, L.J.C.; Goossens, P.A.; Helsen, M.P.M.;
Jeanmart, A.M.Y.; Le Grelle, I.P.G.; Lejeune, M.M.F.; Lheureux, M.M.A.;
Linden, U.R.M.; Lippert, G.A.N.; Locus, V.P.A.; Mathieu, J.G.P.;
Meeuwens, M.A.; Mondelaers, P.J.C.; Moreau, P.A.G.; Paeme, S.R.P.;
Rens, P.G.; Ryelandt, P.G.R.; Syben, J.F.H.; Valcke, C.C.C.; Van
Camp, C.E.; Van der Vorst, P.K.; Van Geeteruyen, A.F.C.; Van Pelli-
com, J.K.; Van Winkel, T.G.H.; Vandenbosch, G.H.G.; Vanroy, R.A.J.;
Verheggen, M.J.G.; Vernieuwe, G.J.H.; Verresen, P.M.F.; Vone-
che, V.H.M.; Wilberts, G.S.J.; Willems, F.G.J.

Reservekapiteins-commandanten :

Adam, F.R.J.; Albert, L.C.M.; Arent, R.; Davenne, T.G.A.; De
Roeck, F.O.G.; Delcour, H.U.J.; Devos, J.P.M.; Geens, J.J.M.; Khmielnit-
zky, P.M.F.; Van der Essen, P.L.O. (jonkheer); Vanhollebeke, P.C.H.

Medische dienst

Tandartsen reserveluitenant-kolonels :

De Keyser, M.J.; Kimpe, M.P.M.

Reserveluitenant-kolonel Roobaert, F.

Tandarts reservemajoor Vanden Bussche, P.K.J.

Kapitein-commandant De Clercq, J.P.C.

Tandartsen reservecommandanten :

Beaudet, J.A.S.; Istasse, M.F.J.; Jadot, A.J.J.; Janssens, C.M.C.;
Trice, G.S.

Reservekapiteins-commandanten :

Beirens, M.O.G.; Boute, M.M.P.

Worden benoemd tot Ridder in de Kroonorde en zullen in de Orde
rang innemen :

Op datum van 21 juli 1989 :

Landmacht

Reservekapitein-commandant De Keyzer, B.H.F.

Op datum van 15 november 1995 :

Luchtmacht

Kapitein-commandant van het vliegwezen Verbruggen, P.L.M.

Op datum van 8 april 1996 :

Landmacht

Kapitein Collard, M.C.D.

Medische dienst

Reserveluitenant Beque, E.G.

Op datum van 21 juli 1996 :

Landmacht

Kapitein Verheyen, W.J.M.

Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Reservekapiteins-commandanten :

Dutrieue, D.M.; Smet, R.A.H.; 't Jampens, L.M.D.; Vande Cas-
teele, P.R.V.; Verborgh, I.M.F.

Kapiteins :

Honnay, M.R.G.; Martin, D.

Kapitein van administratie Hubens, J.L.C.

Reservekapiteins :

Braziewicz, T.F.; Buyens, M.O.R.; Callenaere, P.J.; de L'Escaille, T.G.;
Driesen, I.A.C.; Drieskens, S.M.A.; Focke, P.M.R.; Gerard, B.R.J.;
Havelange, P.; Jacobs, G.J.H.; Kreins, S.J.F.; Lallemand, D.H.; Sty-
ranka, W.; Van Limbergen, L.; Van Opstal, M.E.; Van Rietvelde, P.J.;
Vergeijlen, P.J.; Verstraete, L.A.

Reservekapiteins van administratie :

Lambot, A.L.J.; Neuville, M.P.R.

Reserveluitenants :

Belleflamme, J.L.E.; Blommaert, P.J.E.; Breugelmans, D.L.J.;
Brys, F.M.; Buggenhoudt, E.R.R.; Coart, P.I.G.; Colmant, P.E.; Coupa-
tez, P.R.; Courtens, P.R.M.; De Bondt, A.C.; de Favereau de Jene-
ret, C.G.P.; De Geest, W.H.; Demaerel, J.P.M.; Demarche, P.M.O.; de
Schieter de Lophem, M.M. (jonkheer); Devogelaere, L.; De-
vooghd, P.G.E.; De Wilde, P.L.M.; Donneaux, J.L.M.; Doutrepont, P.G.J.;
Dupont, D.E.M.; Eggermont, P.J.H.; Feron, J.P.Y.; George, A.T.D.;
Giannini, M.J.; Goossens, L.J.C.; Goossens, P.A.; Helsen, M.P.M.;
Jeanmart, A.M.Y.; Le Grelle, I.P.G.; Lejeune, M.M.F.; Lheureux, M.M.A.;
Linden, U.R.M.; Lippert, G.A.N.; Locus, V.P.A.; Mathieu, J.G.P.; Meeu-
wens, M.A.; Mondelaers, P.J.C.; Moreau, P.A.G.; Paeme, S.R.P.;
Rens, P.G.; Ryelandt, P.G.R.; Syben, J.F.H.; Valcke, C.C.C.; Van
Camp, C.E.; Van der Vorst, P.K.; Van Geeteruyen, A.F.C.; Van Pelli-
com, J.K.; Van Winkel, T.G.H.; Vandenbosch, G.H.G.; Vanroy, R.A.J.;
Verheggen, M.J.G.; Vernieuwe, G.J.H.; Verresen, P.M.F.; Vone-
che, V.H.M.; Wilberts, G.S.J.; Willems, F.G.J.

Lieutenants d'administration de réserve :
De Backer, F.O.M.; Hermans, M.G.; Huygelen, M.J.J.; Janssens, L.R.;
Luysterman, P.B.W.

Sous-lieutenants de réserve :

Blondeau, A.A.J.; Colinet, A.M.; Collet, D.D.F.; De Backer, L.F.M.; de Bellefroid d'Oudoumont, B.M.J.; De Bruyn, M.R.J.; De Wandel-laer, M.G.M.; Delvigne, R.J.B.; Depestele, L.L.V.; Dubuisson, M.; Fournier, S.F.J.; Gnych, T.; Hodeige, P.E.J.; Horloge, A.F.; Jans, C.E.A.; Jassogne, A.G.F.; Jonette, B.M.G.; L'Ecluse, J.J.J.; Meutermans, A.M.J.; Orban de Xivry, P.C.P.; Pire, B.G.; Polfliet, D.J.A.; Roberechts, M.P.L.; Rosseeuw, D.M.J.; Van Bavel, M.J.M.; Van Biesen, L.P.; Van Mechelen, D.M.A.; Vandemeerssche, M.J.P.; Vanesse, C.L.M.; Vangermeersch, D.J.; Vanheesbeke, V.M.J.; Vanneste, O.M.G.; Vansantvoet, J.J.; Vantilt, S.E.J.; van Voorst tot Voorst, F.F. (baron); Velge, F.H.I.; Vijncke, P.M.J.; Vos, G.E.C.; Vromant, H.J.L.; Wilpart, M.L.G.

Sous-lieutenant d'administration de réserve Collard, Y.L.A.
Adjudant Janssen, C.

Marine

Lieutenants de vaisseau de réserve :
Corbeels, M.; Lantonnois van Rode, V.M. (écuyer); Lems, D.R.;
Marlier, P.R.; Wenseleers, J.P.A.
Enseigne de vaisseau de réserve Tamboryn, E.H.
Enseigne de vaisseau de deuxième classe George, J.P.
Enseigne de vaisseau de deuxième classe de réserve Merckx, M.C.M.

Force aérienne

Capitaines-commandants d'aviation :
Dubois, A.P.; Vendredy, P.G.A.
Capitaines-commandants de réserve :
Callens, P.G.E.; Servais, J.L.A.; Van Tongelen, A.M.F.
Capitaines d'aviation :
Adam, H.F.J.; Allacker, S.M.L.; Delvosal, E.M.T.; Gorreux, L.H.
Capitaines de réserve :
Bihiet, A.O.P.; Cresson, P.J.A.; Dumont de Chassart, C.P. (écuyer);
Keuleers, J.F.J.; Loreau, T.C.Y.; Maes, J.M.L.; Mariel, W.J.M.;
Materne, B.J.H.; Schoofs, E.J.J.; Trufin, P.J.L.; Vaes, R.M.; Van Ael-
broeck, L.J.G.; Van de Wall, M.P.J.; Vanhoudt, R.B.E.
Lieutenants de réserve :
Bas, R.H.J.; Coussement, G.H.; De Canniere, J.G.A.; Fonteyne, M.M.;
Grisard de la Rochette, D.M.G.; Harnisfeger, D.L.O.; Liebens, L.J.;
Michaux, M.A.F.; Monfort, M.H.J.; Nicaise, B.L.F.; Oosterlinck, C.;
Philippart, M.G.M.; Schepers, D.J.B.; Timmermans, G.M.R.
Sous-lieutenants de réserve :
Auterlot, J.L.M.; Bernauw, W.V.E.; Ista, S.J.F.; Minne, M.F.;
Pigeon, B.L.J.; Purnode, J.J.T.

Service médical

Dentistes commandants de réserve :
Andries, L.F.M.; Detaille, P.S.J.; Dierens, W.R.J.; Huysmans, H.J.T.;
Lambot, P.F.O.; Stasser, J.E.E.
Capitaines de réserve :
Bouffioulx, E.Y.G.; Francois, J.M.R.; George, J.E.A.; Neuker-
mans, G.M.C.
Dentistes lieutenants de réserve :
Borlee, G.M.G.; Bruynseels, R.F.M.; Dalle, P.E.A.; De Temmer-
man, P.G.V.; Diricq, R.R.R.; Follebout, H.A.; Gerards, P.L.G.;
Goyens, P.J.; Heylen, M.J.M.; Jaumotte, P.L.J.; Kesse, H.S.P.; Lefe-
vere, M.A.R.; Lhoest, P.A.L.; Lodewijks, A.W.J.; Ninove, G.E.G.;
Piret, J.L.L.; Ples, D.F.J.; Pottie, B.J.M.; Sijssens, G.M.F.; Tempelaere, P.J.;
Thienpont, D.M.M.; Thijs, J.G.H.; Vangramberen, P.M.A.; Vermas-
sen, P.A.E.; Verstraelen, C.J.
Lieutenants de réserve :
Barbier, M.A.H.; Coertjens, M.L.J.; D'Oultremont, G.M.L.; De Brou-
wer, W.A.A.; De Clerck, D.A.J.; De Hults, H.J.Y.; Paquier, P.F.W.;
Tombeur, D.M.Y.; Troch, J.L.H.
Sous-lieutenants de réserve :
Bosteels, J.P.O.; Buysse, J.E.M.; De Knibber, D.H.G.; Pasgang, J.J.;
Soenen, P.E.E.; Van de Sande, D.M.; Vanneste, G.M.L.; Verheyen, P.J.H.

Reserveluitenants van administratie :
De Backer, F.O.M.; Hermans, M.G.; Huygelen, M.J.J.; Janssens, L.R.;
Luysterman, P.B.W.

Reserveonderluitenanten :

Blondeau, A.A.J.; Colinet, A.M.; Collet, D.D.F.; De Backer, L.F.M.; de Bellefroid d'Oudoumont, B.M.J.; De Bruyn, M.R.J.; De Wandel-laer, M.G.M.; Delvigne, R.J.B.; Depestele, L.L.V.; Dubuisson, M.; Fournier, S.F.J.; Gnych, T.; Hodeige, P.E.J.; Horloge, A.F.; Jans, C.E.A.; Jassogne, A.G.F.; Jonette, B.M.G.; L'Ecluse, J.J.J.; Meutermans, A.M.J.; Orban de Xivry, P.C.P.; Pire, B.G.; Polfliet, D.J.A.; Roberechts, M.P.L.; Rosseeuw, D.M.J.; Van Bavel, M.J.M.; Van Biesen, L.P.; Van Mechelen, D.M.A.; Vandemeerssche, M.J.P.; Vanesse, C.L.M.; Vangermeersch, D.J.; Vanheesbeke, V.M.J.; Vanneste, O.M.G.; Vansantvoet, J.J.; Vantilt, S.E.J.; van Voorst tot Voorst, F.F. (baron); Velge, F.H.I.; Vijncke, P.M.J.; Vos, G.E.C.; Vromant, H.J.L.; Wilpart, M.L.G.

Reserveonderluitenant van administratie Collard, Y.L.A.
Adjudant Janssen, C.

Marine

Reserveluitenants-ter-zee :
Corbeels, M.; Lantonnois van Rode, V.M. (jonkheer); Lems, D.R.;
Marlier, P.R.; Wenseleers, J.P.A.
Reservevaandrig-ter-zee Tamboryn, E.H.
Vaandrig-ter-zee tweede klasse George, J.P.
Reservevaandrig-ter-zee tweede klasse Merckx, M.C.M.

Luchtmacht

Kapiteins-commandanten van het vliegwezen :
Dubois, A.P.; Vendredy, P.G.A.
Reservekapiteins-commandanten :
Callens, P.G.E.; Servais, J.L.A.; Van Tongelen, A.M.F.
Kapiteins van het vliegwezen :
Adam, H.F.J.; Allacker, S.M.L.; Delvosal, E.M.T.; Gorreux, L.H.
Reservekapiteins :
Bihiet, A.O.P.; Cresson, P.J.A.; Dumont de Chassart, C.P. (jonkheer);
Keuleers, J.F.J.; Loreau, T.C.Y.; Maes, J.M.L.; Mariel, W.J.M.;
Materne, B.J.H.; Schoofs, E.J.J.; Trufin, P.J.L.; Vaes, R.M.; Van Ael-
broeck, L.J.G.; Van de Wall, M.P.J.; Vanhoudt, R.B.E.
Reserveluitenants :
Bas, R.H.J.; Coussement, G.H.; De Canniere, J.G.A.; Fonteyne, M.M.;
Grisard de la Rochette, D.M.G.; Harnisfeger, D.L.O.; Liebens, L.J.;
Michaux, M.A.F.; Monfort, M.H.J.; Nicaise, B.L.F.; Oosterlinck, C.;
Philippart, M.G.M.; Schepers, D.J.B.; Timmermans, G.M.R.
Reserveonderluitenanten :
Auterlot, J.L.M.; Bernauw, W.V.E.; Ista, S.J.F.; Minne, M.F.;
Pigeon, B.L.J.; Purnode, J.J.T.

Medische dienst

Tandartsen reservecommandanten :
Andries, L.F.M.; Detaille, P.S.J.; Dierens, W.R.J.; Huysmans, H.J.T.;
Lambot, P.F.O.; Stasser, J.E.E.
Reservekapiteins :
Bouffioulx, E.Y.G.; Francois, J.M.R.; George, J.E.A.; Neuker-
mans, G.M.C.
Tandartsen reserveluitenanten :
Borlee, G.M.G.; Bruynseels, R.F.M.; Dalle, P.E.A.; De Temmer-
man, P.G.V.; Diricq, R.R.R.; Follebout, H.A.; Gerards, P.L.G.;
Goyens, P.J.; Heylen, M.J.M.; Jaumotte, P.L.J.; Kesse, H.S.P.; Lefe-
vere, M.A.R.; Lhoest, P.A.L.; Lodewijks, A.W.J.; Ninove, G.E.G.;
Piret, J.L.L.; Ples, D.F.J.; Pottie, B.J.M.; Sijssens, G.M.F.; Tempelaere, P.J.;
Thienpont, D.M.M.; Thijs, J.G.H.; Vangramberen, P.M.A.; Vermas-
sen, P.A.E.; Verstraelen, C.J.
Reserveluitenants :
Barbier, M.A.H.; Coertjens, M.L.J.; D'Oultremont, G.M.L.; De Brou-
wer, W.A.A.; De Clerck, D.A.J.; De Hults, H.J.Y.; Paquier, P.F.W.;
Tombeur, D.M.Y.; Troch, J.L.H.
Reserveonderluitenanten :
Bosteels, J.P.O.; Buysse, J.E.M.; De Knibber, D.H.G.; Pasgang, J.J.;
Soenen, P.E.E.; Van de Sande, D.M.; Vanneste, G.M.L.; Verheyen, P.J.H.

A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Capitaine-commandant Hardy, G.E.I.
Aumônier de première classe du culte catholique Peeraer, G.H.A.

Capitaines-commandants de réserve :

Cools, P.F.R.; Gerard, B.F.M.

Capitaines :

Ameye, P.H.; Baert, R.A.M.; Beckers, T.G.F.; Bols, C.J.; Bourgeois, W.L.; Boury, C.R.G.; Cerise, A.P.M.; Claeys, J.P.M.; Corbiaux, C.G.T.; Coupe, J.M.; Deliege, P.C.A.; Destrait, J.M.; Dufrane, R.N.; Favier, S.L.M.; Finet, G.H.M.; Harvent, E.G.J.; Hendriks, H.J.; Hulin, J.P.; Jacquet, C.J.F.; Lanoy, J.F.J.; Lenaerts, D.W.F.; Maes, G.L.; Marville, C.M.P.; Mathieu, P.; Moerman, B.R.M.; Moortgat, J.F.S.; Neyt, D.F.M.; Ranwez, S.V.N.; Reiter, P.; Sanders, M.J.; Schietekat, T.A.L.; Segers, H.C.C.; Speleers, D.R.P.; Steyaert, S.M.; Struyf, R.I.L.; Van Langendonck, D.J.P.; Van Rompaey, W.G.; Vandam, D.G.J.; Vandenberghe, B.M.M.; Vandermeersch, J.H.E.; Vermeire, M.P.; Walravens, R.C.M.; Werts, D.R.; Windmolders, R.A.M.; Zago, A.M.A.

Capitaines d'administration :

Bossaert, E.J.; Florent, T.G.C.; Volkaert, M.G.T.

Capitaine breveté ingénieur du matériel militaire Van Vooren, J.O.L.

Capitaines de réserve :

Becret, J.P.; Bogaert-De Clercq, G.A.Y.; Buche, M.M.; D'Huyvetter, B.G.; Degin, M.J.; de Merode, A.F. (prince); Dessart, L.G.E.; Dupont, I.M.; Pirez, P.A.D.; Strobbe, M.D.; Van Dessel, A.F.

Lieutenants :

Bossouw, D.O.; Ubachs, R.J.

Lieutenant d'administration Van Lierde, G.

Lieutenants de réserve :

Achten, D.L.M.; Bevernaege, Y.M.G.; Botilde, Y.C.A.; Boudewyn, M.G.; D'Hoedt, N.M.C.; Daniels, A.P.; De Mangelaere, P.V.F.; Dohmen, G.G.T.; Gaspard, G.E.; Gits, W.E.T.; Goetghebuer, G.Y.; Henrard, D.J.L.; Hoge, R.L.; Jacquet, J.L.M.; Jammaers, C.A.; Jans, K.K.M.; Kempynck, J.R.L.; Kervyn d'Oud Mooreghem, M.Y.F.; Laloyaux, P.M.; Lefevre, S.M.; Magnus, V.M.G.; Mekeirel, B.R.; Michiels, L.; Moereels, C.K.; Mommens, K.M.; Moreau, M.D.J.; Oosterlynck, H.R.G.; Piens, T.C.; Piret, B.L.; Schol, E.H.M.; Speleers, P.G.; Strobbe, H.K.R.; Tillieux, M.L.; Timmermans, M.T.C.; Warson, E.M.J.

Aumônier de deuxième classe du culte catholique de réserve Achten, H.H.D.

Sous-lieutenants de réserve :

Chatel, M.; d'Arenberg, C.L.F. (prince); De Paeuw, G.Y.L.; Doyen, P.N.Y.; Gysbrechts, P.E.L.; Staljanssens, E.C.; Valembos, P.A.; Van Erps, C.J.P.; Velter, R.J.; Vervaecke, E.J.C.; Vrancken, E.R.R.

Adjudants-chefs :

Ackx, R.J.J.; Calmant, P.J.A.; Ginis, F.A.J.; Hendriks, G.J.P.; Neyens, C.F.F.; Symoens, D.M.E.; Van Cleuvenbergen, C.G.R.; Van Hamme, D.G.A.; Vanden Broele, W.L.A.; Volders, M.R.L.

Adjudant aviateur Lamborelle, P.C.G.

Adjudants :

Henderickx, P.M.; Parea, J.M.L.; Schmitz, H.J.

Premiers sergents-chefs :

Cauwenberghs, W.A.J.; De Bruyn, F.J.E.; De Coeyer, G.G.M.; Vangysel, E.P.A.; Viseur, J.E.D.

Premier sergent de réserve Mortier, E.J.

Marine

Lieutenant de vaisseau Choprix, S.

Lieutenants de vaisseau de réserve :

Coget, G.F.T.; Schoos, G.E.

Enseignes de vaisseau de réserve :

Graff, P.E.J.; Reyniers, M.D.; Jespers, S.O.

Capitaine chef de musique Snellinckx, P.A.

Premiers maîtres-chefs :

Herkens, L.C.A.; Moors, H.J.L.

Maîtres-chefs :

Bailliere, J.G.F.; Petit, P.J.

Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Kapitein-commandant Hardy, G.E.I.
Aalmoezenier eerste klasse van de katholieke eredienst Peeraer, G.H.A.

Reservekapiteins-commandanten :

Cools, P.F.R.; Gerard, B.F.M.

Kapiteins :

Ameye, P.H.; Baert, R.A.M.; Beckers, T.G.F.; Bols, C.J.; Bourgeois, W.L.; Boury, C.R.G.; Cerise, A.P.M.; Claeys, J.P.M.; Corbiaux, C.G.T.; Coupe, J.M.; Deliege, P.C.A.; Destrait, J.M.; Dufrane, R.N.; Favier, S.L.M.; Finet, G.H.M.; Harvent, E.G.J.; Hendriks, H.J.; Hulin, J.P.; Jacquet, C.J.F.; Lanoy, J.F.J.; Lenaerts, D.W.F.; Maes, G.L.; Marville, C.M.P.; Mathieu, P.; Moerman, B.R.M.; Moortgat, J.F.S.; Neyt, D.F.M.; Ranwez, S.V.N.; Reiter, P.; Sanders, M.J.; Schietekat, T.A.L.; Segers, H.C.C.; Speleers, D.R.P.; Steyaert, S.M.; Struyf, R.I.L.; Van Langendonck, D.J.P.; Van Rompaey, W.G.; Vandam, D.G.J.; Vandenberghe, B.M.M.; Vandermeersch, J.H.E.; Vermeire, M.P.; Walravens, R.C.M.; Werts, D.R.; Windmolders, R.A.M.; Zago, A.M.A.

Kapiteins van administratie :

Bossaert, E.J.; Florent, T.G.C.; Volkaert, M.G.T.

Kapitein met brevet van ingenieur van het militair materieel Van Vooren, J.O.L.

Reservekapiteins :

Becret, J.P.; Bogaert-De Clercq, G.A.Y.; Buche, M.M.; D'Huyvetter, B.G.; Degin, M.J.; de Merode, A.F. (prins); Dessart, L.G.E.; Dupont, I.M.; Pirez, P.A.D.; Strobbe, M.D.; Van Dessel, A.F.

Luitenants :

Bossouw, D.O.; Ubachs, R.J.

Luitenant van administratie Van Lierde, G.

Reserveluitenants :

Achten, D.L.M.; Bevernaege, Y.M.G.; Botilde, Y.C.A.; Boudewyn, M.G.; D'Hoedt, N.M.C.; Daniels, A.P.; De Mangelaere, P.V.F.; Dohmen, G.G.T.; Gaspard, G.E.; Gits, W.E.T.; Goetghebuer, G.Y.; Henrard, D.J.L.; Hoge, R.L.; Jacquet, J.L.M.; Jammaers, C.A.; Jans, K.K.M.; Kempynck, J.R.L.; Kervyn d'Oud Mooreghem, M.Y.F.; Laloyaux, P.M.; Lefevre, S.M.; Magnus, V.M.G.; Mekeirel, B.R.; Michiels, L.; Moereels, C.K.; Mommens, K.M.; Moreau, M.D.J.; Oosterlynck, H.R.G.; Piens, T.C.; Piret, B.L.; Schol, E.H.M.; Speleers, P.G.; Strobbe, H.K.R.; Tillieux, M.L.; Timmermans, M.T.C.; Warson, E.M.J.

Reserveaalmoezenier tweede klasse van de katholieke eredienst Achten, H.H.D.

Reserveonderluitenants :

Chatel, M.; d'Arenberg, C.L.F. (prins); De Paeuw, G.Y.L.; Doyen, P.N.Y.; Gysbrechts, P.E.L.; Staljanssens, E.C.; Valembos, P.A.; Van Erps, C.J.P.; Velter, R.J.; Vervaecke, E.J.C.; Vrancken, E.R.R.

Adjudanten-chef :

Ackx, R.J.J.; Calmant, P.J.A.; Ginis, F.A.J.; Hendriks, G.J.P.; Neyens, C.F.F.; Symoens, D.M.E.; Van Cleuvenbergen, C.G.R.; Van Hamme, D.G.A.; Vanden Broele, W.L.A.; Volders, M.R.L.

Adjudant-vlieger Lamborelle, P.C.G.

Adjudanten :

Henderickx, P.M.; Parea, J.M.L.; Schmitz, H.J.

Eerste sergeanten-chef :

Cauwenberghs, W.A.J.; De Bruyn, F.J.E.; De Coeyer, G.G.M.; Vangysel, E.P.A.; Viseur, J.E.D.

Reserve eerste sergeant Mortier, E.J.

Marine

Luitenant-ter-zee Choprix, S.

Reserveluitenants-ter-zee :

Coget, G.F.T.; Schoos, G.E.

Reservevaandrigs-ter-zee :

Graff, P.E.J.; Reyniers, M.D.; Jespers, S.O.

Kapitein kapelmeester Snellinckx, P.A.

Eerste meesters-chef :

Herkens, L.C.A.; Moors, H.J.L.

Meesters-chef :

Bailliere, J.G.F.; Petit, P.J.

Force aérienne

Capitaine-commandant d'aviation Van Herreweghe, P.S.
 Capitaines-commandants de réserve :
 Dedisse, C.R.; Degroote, H.A.J.
 Capitaines d'aviation :
 Biesmans, J.C.; Buyle, D.G.P.; De Loose, R.; Goodens, B.G.G.; Hermans, L.J.; Rouquart, W.M.F.; Sablon, V.J.G.; Van Eyck, J.L.M.; Vanhelimont, B.J.C.
 Capitaines de réserve :
 Debruyne, D.L.; Durvin, G.G.G.; Heylen, L.M.A.; Junck, Y.A.L.; Leenders, R.L.L.; Samyn, P.R.L.; Vanderbist, M.F.G.; Woiche, C.L.P.
 Lieutenant d'aviation Stainier, M.M.R.
 Lieutenants de réserve :
 Baucy, A.G.R.; De Paepe, D.G.G.; Fissette, L.M.W.; Kriauciaunas, P.F.A.; Lambert, L.E.A.; Lizin, G.C.M.; Parisi, P.S.N.; Scholiers, M.L.E.; Spelkens, J.A.; Vermeir, M.F.C.
 Sous-lieutenant d'aviation Hubin, J.P.G.
 Sous-lieutenants de réserve :
 Arnaut, F.R.J.; Bekaert, S.H.G.; Bouwens, J.J.J.; Duvivier, P.J.G.; Eloy, L.P.G.; Exelmans, W.R.; Greant, P.M.J.; Haleydt, J.J.; Hennin, Y.G.M.; Ronvaux, M.G.J.; Van Camp, M.J.; Van Hooste, M.R.A.; Vassart, P.S.A.; Vervliet, P.L.; Walckiers, R.C.
 Adjudants-chefs :
 Janssens, A.A.M.; Lecocq, C.L.H.; Serre, G.T.
 Adjudants :
 Eertmans, A.H.; Florial, J.P.V.; Hardy, R.R.G.; Hotton, E.; Jans, G.M.J.; Van Houtte, B.M.J.; Vanherle, A.P.; Verbeke, A.A.J.
 Adjudants de réserve :
 Biard, R.J.; Chorkawa, F.A.
 Premiers sergents-chefs :
 Keyers, T.H.; Meykens, R.J.
 Premier sergent Geuskens, R.F.E.

Service médical

Capitaine-commandant Jacqmin, A.S.G.
 Dentistes capitaines-commandants de réserve :
 Bas, L.M.M.; Chantemilant, A.J.G.; Delafonteyne, P.A.A.
 Capitaines :
 Cauwenbergh, D.J.J.; Corneillie, P.R.J.; Min, D.J.M.
 Capitaines de réserve :
 De Backer, E.K.K.; Di Duca, D.G.J.; Op de Beeck, E.J.P.; Van der Auweraer, M.G.J.
 Dentistes lieutenants de réserve :
 Anne, P.G.H.; Arcq, C.M.F.; Bensch, L.J.L.; Bouffieux, S.D.; Braeckman, F.A.H.; Buyse, G.J.G.; Caekbeke, P.F.H.; Calonne, G.E.L.; Cestelley, L.M.A.; Clarysse, G.R.M.; Cornelis, S.J.; De Beir, F.M.P.; De Clerck, H.J.J.; Deprez, J.L.D.
 Lieutenants de réserve :
 Daloze, T.A.M.; D'Hauwers, B.B.M.; Heller, J.P.H.
 Sous-lieutenants de réserve :
 Dobbenie, L.J.A.; Dubois, J.G.I.
 Adjudant-chef Six, A.A.J.
 Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées, avec prise de rang dans l'Ordre :
 A la date du 21 juillet 1996 :

Force terrestre

Adjudant Olbrechts, R.V.M.
 A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Premier sergent-chef Delaunoy, L.B.G.

Marine

Quartier maître-chef Caufriez, G.E.

Luchtmacht

Kapitein-commandant van het vliegwezen Van Herreweghe, P.S.
 Reservekapiteins-commandanten :
 Dedisse, C.R.; Degroote, H.A.J.
 Kapiteins van het vliegwezen :
 Biesmans, J.C.; Buyle, D.G.P.; De Loose, R.; Goodens, B.G.G.; Hermans, L.J.; Rouquart, W.M.F.; Sablon, V.J.G.; Van Eyck, J.L.M.; Vanhelimont, B.J.C.
 Reservekapiteins :
 Debruyne, D.L.; Durvin, G.G.G.; Heylen, L.M.A.; Junck, Y.A.L.; Leenders, R.L.L.; Samyn, P.R.L.; Vanderbist, M.F.G.; Woiche, C.L.P.
 Luitenant van het vliegwezen Stainier, M.M.R.
 Reserveluitenants :
 Baucy, A.G.R.; De Paepe, D.G.G.; Fissette, L.M.W.; Kriauciaunas, P.F.A.; Lambert, L.E.A.; Lizin, G.C.M.; Parisi, P.S.N.; Scholiers, M.L.E.; Spelkens, J.A.; Vermeir, M.F.C.
 Onderluitenant van het vliegwezen Hubin, J.P.G.
 Reserveonderluitenanten :
 Arnaut, F.R.J.; Bekaert, S.H.G.; Bouwens, J.J.J.; Duvivier, P.J.G.; Eloy, L.P.G.; Exelmans, W.R.; Greant, P.M.J.; Haleydt, J.J.; Hennin, Y.G.M.; Ronvaux, M.G.J.; Van Camp, M.J.; Van Hooste, M.R.A.; Vassart, P.S.A.; Vervliet, P.L.; Walckiers, R.C.
 Adjudanten-chef :
 Janssens, A.A.M.; Lecocq, C.L.H.; Serre, G.T.
 Adjudanten :
 Eertmans, A.H.; Florial, J.P.V.; Hardy, R.R.G.; Hotton, E.; Jans, G.M.J.; Van Houtte, B.M.J.; Vanherle, A.P.; Verbeke, A.A.J.
 Reserveadjudanten :
 Biard, R.J.; Chorkawa, F.A.
 Eerste sergeanten-chef :
 Keyers, T.H.; Meykens, R.J.
 Eerste sergent Geuskens, R.F.E.

Medische dienst

Kapitein-commandant Jacqmin, A.S.G.
 Tandartsen reservekapiteins-commandanten :
 Bas, L.M.M.; Chantemilant, A.J.G.; Delafonteyne, P.A.A.
 Kapiteins :
 Cauwenbergh, D.J.J.; Corneillie, P.R.J.; Min, D.J.M.
 Reservekapiteins :
 De Backer, E.K.K.; Di Duca, D.G.J.; Op de Beeck, E.J.P.; Van der Auweraer, M.G.J.
 Tandartsen reserveluitenants :
 Anne, P.G.H.; Arcq, C.M.F.; Bensch, L.J.L.; Bouffieux, S.D.; Braeckman, F.A.H.; Buyse, G.J.G.; Caekbeke, P.F.H.; Calonne, G.E.L.; Cestelley, L.M.A.; Clarysse, G.R.M.; Cornelis, S.J.; De Beir, F.M.P.; De Clerck, H.J.J.; Deprez, J.L.D.
 Reserveluitenants :
 Daloze, T.A.M.; D'Hauwers, B.B.M.; Heller, J.P.H.
 Reserveonderluitenanten :
 Dobbenie, L.J.A.; Dubois, J.G.I.
 Adjudant-chef Six, A.A.J.
 De Gouden Palmen in de Kroonorde worden verleend, met rangneming in de Orde :
 Op datum van 21 juli 1996 :

Landmacht

Adjudant Olbrechts, R.V.M.
 Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Eerste sergent-chef Delaunoy, L.B.G.

Marine

Kwartiermeester-chef Caufriez, G.E.

A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Adjudants :

Beeldens, T.E.G.; Bullens, J.J.H.; Burie, D.P.G.; Claessens, D.G.; Cleda, D.G.J.; Dassonville, F.J.F.; Demeuse, P.F.H.; Herion, D.S.J.; Joiris, M.V.A.; Lecocq, J.L.A.; Leunen, M.M.S.; Limbos, R.F.; Moors, L.L.J.; Nicolas, W.F.G.; Peereboom, M.P.M.; Postiau, F.E.D.; Ponce, J.; Renard, A.N.M.; Robbens, D.J.C.; Rorive, J.A.M.; Sper, P.; Strobbe, A.H.; Van de Kerkhof, W.J.L.; Van Durme, B.R.J.; Verbruggen, L.O.; Vermote, H.M.M.

Premiers sergents-majors :

Adam, G.L.P.; Bonjean, J.M.A.; Corthaut, D.J.C.; Durieux, C.M.O.; Govaerts, E.H.U.; Lucas, D.D.E.; Pire, F.J.J.; Van Acker, Y.R.E.; Vergauwens, M.; Versmissen, G.; Willems, F.G.G.

Premiers sergents-majors de réserve :

Beukeleirs, P.A.M.; Massin, P.A.; Prevot, J.P.

Premiers sergents-chefs :

Alexis, C.M.L.; Callebout, F.L.; Christ, G.A.; Cuypers, R.L.A.; De Ryck, R.J.J.; Dohogne, A.P.F.; Dubois, H.G.M.; Foucart, F.J.F.; Gregoor, J.E.; Rassart, C.P.W.; Servais, J.J.F.; Velaers, D.A.J.; Verschoren, R.M.

Premiers sergents aviateurs :

Scheppers, J.C.; Vonck, S.

Premiers sergents :

Antoine, A.A.A.; Lekaene, M.V.M.; Van de Winckel, W.A.

Sergents :

Didriche, A.M.R.; Fauquez, P.A.R.

Premiers caporaux-chefs :

Callaert, A.G.P.; Cauberghs, J.F.; Charlier, M.M.; Combes, J.J.C.; D'Heur, J.P.H.; De Breucker, G.A.; De Groof, J.P.A.; Deprez, L.A.; Foucart, G.H.; Gravis, M.W.; Huyghe, W.; Kesteman, F.L.J.; Matagne, M.L.G.; Simons, P.A.L.; Willems, O.L.

Caporal-chef Detavernier, S.J.M.

Marine

Premiers maîtres-chefs :

Bacquaert, E.R.A.; Depierreux, J.F.; Schaffeneers, H.C.P.

Quartiers-maîtres-chefs :

Beernaert, J.L.; Claudisse, J.F.J.; De Cloedt, J.G.; Vandervelde, C.

Force aérienne

Adjudants :

Abbeloos, E.M.; Boquet, B.A.H.; Decosemaker, P.J.M.; Dogot, R.E.Y.; Frell, C.G.; Geerts, J.K.K.; Heynen, T.C.; Hocq, M.N.; Ilsbroekx, L.J.M.; Moens, E.S.; Odermatt, J.J.; Peeters, L.L.C.; Peeters, R.E.J.; Poel, L.P.J.; Toussaint, G.H.J.; Vercruyse, E.A.; Vereecke, B.J.R.; Verhaeghe, R.A.M.

Premiers sergents-majors :

Cuyvers, P.L.J.; George, F.A.; Holtappels, R.J.J.; Konix, M.A.; Michiels, J.P.

Premiers sergents-chefs :

Brouwers, J.A.M.; Herings, P.P.; Jeurissen, J.P.R.; Vanmaele, J.P.J.

Premiers sergents :

Derkinderen, R.A.A.; Mertens, C.J.J.

Premiers caporaux-chefs :

Alen, A.F.; Evens, M.; Kempeneers, J.C.M.; Ruymen, R.J.C.; Scheepmans, G.R.; Siemons, C.J.M.; Stellato, J.A.D.; Vandenberghe, W.M.L.; Vandermeeren, L.H.J.

Service médical

Adjudants :

Haubrechts, J.P.C.; Klepper, J.Y.J.; Laenen, J.F.M.

Premiers sergents-chefs :

Tubeckx, F.; Van Herreweghe, J.J.L.

Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Adjudanten :

Beeldens, T.E.G.; Bullens, J.J.H.; Burie, D.P.G.; Claessens, D.G.; Cleda, D.G.J.; Dassonville, F.J.F.; Demeuse, P.F.H.; Herion, D.S.J.; Joiris, M.V.A.; Lecocq, J.L.A.; Leunen, M.M.S.; Limbos, R.F.; Moors, L.L.J.; Nicolas, W.F.G.; Peereboom, M.P.M.; Postiau, F.E.D.; Ponce, J.; Renard, A.N.M.; Robbens, D.J.C.; Rorive, J.A.M.; Sper, P.; Strobbe, A.H.; Van de Kerkhof, W.J.L.; Van Durme, B.R.J.; Verbruggen, L.O.; Vermote, H.M.M.

Eerste sergeant-majors :

Adam, G.L.P.; Bonjean, J.M.A.; Corthaut, D.J.C.; Durieux, C.M.O.; Govaerts, E.H.U.; Lucas, D.D.E.; Pire, F.J.J.; Van Acker, Y.R.E.; Vergauwens, M.; Versmissen, G.; Willems, F.G.G.

Reserve eerste sergeant-majors :

Beukeleirs, P.A.M.; Massin, P.A.; Prevot, J.P.

Eerste sergeanten-chef :

Alexis, C.M.L.; Callebout, F.L.; Christ, G.A.; Cuypers, R.L.A.; De Ryck, R.J.J.; Dohogne, A.P.F.; Dubois, H.G.M.; Foucart, F.J.F.; Gregoor, J.E.; Rassart, C.P.W.; Servais, J.J.F.; Velaers, D.A.J.; Verschoren, R.M.

Eerste sergeanten-vliegers :

Scheppers, J.C.; Vonck, S.

Eerste sergeanten :

Antoine, A.A.A.; Lekaene, M.V.M.; Van de Winckel, W.A.

Sergeanten :

Didriche, A.M.R.; Fauquez, P.A.R.

Eerste korporaals-chef :

Callaert, A.G.P.; Cauberghs, J.F.; Charlier, M.M.; Combes, J.J.C.; D'Heur, J.P.H.; De Breucker, G.A.; De Groof, J.P.A.; Deprez, L.A.; Foucart, G.H.; Gravis, M.W.; Huyghe, W.; Kesteman, F.L.J.; Matagne, M.L.G.; Simons, P.A.L.; Willems, O.L.

Korporaal-chef Detavernier, S.J.M.

Marine

Eerste meesters-chef :

Bacquaert, E.R.A.; Depierreux, J.F.; Schaffeneers, H.C.P.

Kwartiermeesters-chef :

Beernaert, J.L.; Claudisse, J.F.J.; De Cloedt, J.G.; Vandervelde, C.

Luchtmacht

Adjudanten :

Abbeloos, E.M.; Boquet, B.A.H.; Decosemaker, P.J.M.; Dogot, R.E.Y.; Frell, C.G.; Geerts, J.K.K.; Heynen, T.C.; Hocq, M.N.; Ilsbroekx, L.J.M.; Moens, E.S.; Odermatt, J.J.; Peeters, L.L.C.; Peeters, R.E.J.; Poel, L.P.J.; Toussaint, G.H.J.; Vercruyse, E.A.; Vereecke, B.J.R.; Verhaeghe, R.A.M.

Eerste sergeant-majors :

Cuyvers, P.L.J.; George, F.A.; Holtappels, R.J.J.; Konix, M.A.; Michiels, J.P.

Eerste sergeanten-chef :

Brouwers, J.A.M.; Herings, P.P.; Jeurissen, J.P.R.; Vanmaele, J.P.J.

Eerste sergeanten :

Derkinderen, R.A.A.; Mertens, C.J.J.

Eerste korporaals-chef :

Alen, A.F.; Evens, M.; Kempeneers, J.C.M.; Ruymen, R.J.C.; Scheepmans, G.R.; Siemons, C.J.M.; Stellato, J.A.D.; Vandenberghe, W.M.L.; Vandermeeren, L.H.J.

Medische dienst

Adjudanten :

Haubrechts, J.P.C.; Klepper, J.Y.J.; Laenen, J.F.M.

Eerste sergeanten-chef :

Tubeckx, F.; Van Herreweghe, J.J.L.

Les Palmes d'Argent de l'Ordre de la Couronne sont décernées, avec prise de rang dans l'Ordre :

A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Caporal-chef Bruaux, M.M.

A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Premiers caporaux-chefs :

Bollen, J.A.H.; Cardinaels, H.J.M.; Delforge, M.G.E.; Droushoudt, J.M.H.; Gauwberg, N.L.; Helin, J.A.; Libois, P.R.M.; Maenen, F.; Meurs, M.G.; Vanhille, S.V.

Caporaux-chefs :

Cornez, F.G.; Quets, W.K.J.; Van Melkebeke, G.M.G.

Marine

Quartiers-mâtres-chefs :

Billiet, R.E.R.; De Cock, G.J.E.; Mortier, R.H.

Force aérienne

Premier caporal-chef Raepers, J.P.

Service médical

Premiers caporaux-chefs :

Anciaux, M.L.J.; Brogniez, C.; De Rijck, E.J.

Les dispositions de l'arrêté royal n° 1391ter du 6 décembre 1996, octroyant la Croix d'Officier de l'Ordre de la Couronne au capitaine-commandant de réserve Zimmer, Y.A., sont abrogées.

Les dispositions de l'arrêté royal n° 1391ter va du 6 décembre 1996, octroyant la Croix d'Officier de l'Ordre de la Couronne au lieutenant-colonel de réserve Mendonck, H.F.L., sont abrogées.

Les dispositions de l'arrêté royal n° 1261 du 6 août 1996, octroyant la Croix de Chevalier de l'Ordre de la Couronne au capitaine-commandant aviateur Rosez, C.J., sont abrogées.

Par arrêté royal n° 1503 du 8 avril 1997 :

Est promu Grand Officier de l'Ordre de Léopold II et prendra rang dans l'Ordre, comme titulaire de cette nouvelle distinction :

A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Aumônier en chef du culte catholique Delodder, P.G.

Sont promus Commandeur de l'Ordre de Léopold II et prendront rang dans l'Ordre, comme titulaire de cette nouvelle distinction :

A la date du 8 avril 1991 :

Force terrestre

Lieutenant-colonel de réserve Peereman, C.

A la date du 8 avril 1996 :

Force terrestre

Lieutenant-colonel de réserve Vanhamme, G.

A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Lieutenants-colonels de réserve :

Beydts, L.M.K.; Borrey, W.A.A.; Candaele, J.J.C.; Degroote, R.A.M.; Derycke, J.R.C.; Devos, F.R.F.; Hembersin, L.A.L.; Lambrechts, Y.T.C.; Lemaire, P.; Lovink, G.J.; Moens, J.F.G.; Nuyts, W.; Thijsens, G.B.C.; Vandeput, P.F.H.; Vermeulen, E.L.A.

Major aviateur Castelein, L.J.

Marine

Capitaines de frégate de réserve :

Boisdenghien, M.A.G.; Dangreau, H.G.G.; De Coster, C.G.J.; Duyck, R.G.; Geladi, R.F.C.; Montens, K.A.M.; Quintelier, I.J.M.; Vanderstappen, R.C.

Force aérienne

Lieutenants-colonels de réserve :

Dehullu, A.J.M.; Dewulf, A.C.C.; Dutordoir, G.G.E.; Mulier, R.A.; Namurois, C.A.E.; Pauwels, A.A.J.; Smekens, A.; Van den Akker, K.P.C.

Worden de Zilveren Palmen in de Kroonorde verleend, met rangneming in de Orde :

Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Korporaal-chef Bruaux, M.M.

Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Eerste korporaals-chef :

Bollen, J.A.H.; Cardinaels, H.J.M.; Delforge, M.G.E.; Droushoudt, J.M.H.; Gauwberg, N.L.; Helin, J.A.; Libois, P.R.M.; Maenen, F.; Meurs, M.G.; Vanhille, S.V.

Korporaals-chef :

Cornez, F.G.; Quets, W.K.J.; Van Melkebeke, G.M.G.

Marine

Kwartiermeesters-chef :

Billiet, R.E.R.; De Cock, G.J.E.; Mortier, R.H.

Luchtmacht

Eerste korporaals-chef Raepers, J.P.

Medische dienst

Eerste korporaals-chef :

Anciaux, M.L.J.; Brogniez, C.; De Rijck, E.J.

Worden de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 1391ter van 6 december 1996, houdende toekenning van het Kruis van Officier in de Kroonorde aan reservekapitein-commandant Zimmer, Y.A., opgeheven.

Worden de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 1391ter van 6 december 1996, houdende toekenning van het Kruis van Officier in de Kroonorde aan reserveluitenant-kolonel Mendonck, H.F.L., opgeheven.

Worden de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 1261 van 6 augustus 1996, houdende toekenning van het Kruis van Ridder in de Kroonorde aan kapitein-commandant-vlieger Rosez, C.J., opgeheven.

Bij koninklijk besluit nr. 1503 van 8 april 1997 :

Wordt bevorderd tot Grootofficier in de Orde van Leopold II en zal, als houder van deze nieuwe onderscheiding, in de Orde rang innemen :

Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Opperaalmoezenier van de katholieke eredienst Delodder, P.G.

Worden bevorderd tot Commandeur in de Orde van Leopold II en zullen, als houder van deze nieuwe onderscheiding, in de Orde rang innemen :

Op datum van 8 april 1991 :

Landmacht

Reserveluitenant-kolonel Peereman, C.

Op datum van 8 april 1996 :

Landmacht

Reserveluitenant-kolonel Vanhamme, G.

Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Reserveluitenant-kolonels :

Beydts, L.M.K.; Borrey, W.A.A.; Candaele, J.J.C.; Degroote, R.A.M.; Derycke, J.R.C.; Devos, F.R.F.; Hembersin, L.A.L.; Lambrechts, Y.T.C.; Lemaire, P.; Lovink, G.J.; Moens, J.F.G.; Nuyts, W.; Thijsens, G.B.C.; Vandeput, P.F.H.; Vermeulen, E.L.A.

Majoor-vlieger Castelein, L.J.

Marine

Reservefregatkapiteins :

Boisdenghien, M.A.G.; Dangreau, H.G.G.; De Coster, C.G.J.; Duyck, R.G.; Geladi, R.F.C.; Montens, K.A.M.; Quintelier, I.J.M.; Vanderstappen, R.C.

Luchtmacht

Reserveluitenant-kolonels :

Dehullu, A.J.M.; Dewulf, A.C.C.; Dutordoir, G.G.E.; Mulier, R.A.; Namurois, C.A.E.; Pauwels, A.A.J.; Smekens, A.; Van den Akker, K.P.C.

Majors aviateurs :
Blokland, P.J.; Boudringhien, J.M.; Colles, M.; Steyaert, J.M.F.; Vandenberghe, D.H.M.

Service médical

Médecins lieutenants-colonels de réserve :
Cadron, G.H.; Devos, C.A.A.; Dossche, F.O.; Hermans, G.P.C.; Iarchy, J.; Leclercq, R.F.A.; Nollevaux, M.A.; Schalenborgh, A.; Tiberghien-Dumolein, F.C.; Van Volden, P.F.

Pharmaciens lieutenants-colonels de réserve :
Baesen, M.J.; De Troch, E.J.M.
Dentistes lieutenants-colonels de réserve :
Van Genechten, W.F.A.; Vanherle, G.H.
Lieutenants-colonels de réserve
De Rop, E.L.; Neefs, J.M.M.; Roosen, M.F.B.; Sas, A.J.M.; Steupe-raert, P.J.J.

Sont promus Officier de l'Ordre de Léopold II et prendront rang dans l'Ordre, comme titulaire de cette nouvelle distinction :
A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Capitaines-commandants :
Haertjens, E.J.; Hoebeke, G.M.G.
Capitaines :
Driesens, P.J.; Malisse, B.C.G.

Marine

Lieutenant de vaisseau de première classe Clerckx, R.F.

Force aérienne

Capitaine-commandant aviateur Van Parys, D.H.J.
Capitaine d'aviation Haling, E.E.J.
Sont nommés Chevalier de l'Ordre de Léopold II et prendront rang dans l'Ordre :
A la date du 15 novembre 1996 :

Force aérienne

Adjudant-chef Cirri, D.G.
A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Adjudants-chefs :
Biesemans, C.J.M.; Symoen, J.F.; Vranken, R.
Adjudants :
Considerant, P.C.J.; Fontaine, R.G.J.; Sas, E.M.
Sous-chef de musique Grillaert, R.M.A.
Premier sergent-major Lan, N.R.C.
Premiers sergents-chefs :
Beerden, L.S.; De Wilde, J.M.; Debry, R.; Dumoulin, H.R.M.; Geboers, J.V.; Hauman, P.J.A.; Heroes, E.; Lamaire, F.P.; Rimbaut, R.G.
Premiers sergents :
Beaujeant, A.A.A.; Declercq, J.E.; Eurlings, R.M.G.
Premier sergent de réserve Vallee, A.
Premiers caporaux-chefs :
De Laure, R.K.J.; De Preter, J.B.J.; Fraussen, A.J.M.; Guille, J.; Hendrickx, A.; Hennebert, L.A.R.; Leloup, R.P.F.; Motten, J.H.G.; Segers, E.M.

Marine

Premier maître Maertens, R.E.

Force aérienne

Lieutenants aviateurs :
Heyman, S.G.C.; Jansen, A.M.A.; Viaene, L.A.G.
Adjudants-chefs :
Croquet, P.A.; Duerinck, E.R.F.; Van de Vyle, J.G.
Adjudant aviateur Ruga, J.G.F.
Adjudants :
Buys, W.F.; Creme, A.N.P.; De Coninck, F.; De Paepe, H.L.G.; Garez, D.L.E.; Haentjens, B.M.G.; Ingelbrecht, E.M.J.; Isenborghs, J.P.M.; Lambert, J.M.L.; Noterman, E.A.R.; Strobbe, M.; Van Weymeersch, W.T.

Majoors-vliegers :
Blokland, P.J.; Boudringhien, J.M.; Colles, M.; Steyaert, J.M.F.; Vandenberghe, D.H.M.

Medische dienst

Geneesheren reserveluitenant-kolonels :
Cadron, G.H.; Devos, C.A.A.; Dossche, F.O.; Hermans, G.P.C.; Iarchy, J.; Leclercq, R.F.A.; Nollevaux, M.A.; Schalenborgh, A.; Tiberghien-Dumolein, F.C.; Van Volden, P.F.

Apothekers reserveluitenant-kolonels :
Baesen, M.J.; De Troch, E.J.M.
Tandartsen reserveluitenant-kolonels :
Van Genechten, W.F.A.; Vanherle, G.H.
Reserveluitenant-kolonels :
De Rop, E.L.; Neefs, J.M.M.; Roosen, M.F.B.; Sas, A.J.M.; Steupe-raert, P.J.J.

Worden bevorderd tot Officier in de Orde van Leopold II en zullen, als houder van deze nieuwe onderscheiding, in de Orde rang innemen :
Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Kapiteins-commandanten :
Haertjens, E.J.; Hoebeke, G.M.G.
Kapiteins :
Driesens, P.J.; Malisse, B.C.G.

Marine

Luitenant-ter-zee eerste klasse Clerckx, R.F.

Luchtmacht

Kapitein-commandant-vlieger Van Parys, D.H.J.
Kapitein van het vliegwezen Haling, E.E.J.
Worden benoemd tot Ridder in de Orde van Leopold II en zullen in de Orde rang innemen :
Op datum van 15 november 1996 :

Luchtmacht

Adjudant-chef Cirri, D.G.
Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Adjudanten-chef :
Biesemans, C.J.M.; Symoen, J.F.; Vranken, R.
Adjudanten :
Considerant, P.C.J.; Fontaine, R.G.J.; Sas, E.M.
Onderkapelmeester Grillaert, R.M.A.
Eerste sergeant-majoor Lan, N.R.C.
Eerste sergeanten-chef :
Beerden, L.S.; De Wilde, J.M.; Debry, R.; Dumoulin, H.R.M.; Geboers, J.V.; Hauman, P.J.A.; Heroes, E.; Lamaire, F.P.; Rimbaut, R.G.
Eerste sergeanten :
Beaujeant, A.A.A.; Declercq, J.E.; Eurlings, R.M.G.
Reserve eerste-sergeant Vallee, A.
Eerste korporaals-chef :
De Laure, R.K.J.; De Preter, J.B.J.; Fraussen, A.J.M.; Guille, J.; Hendrickx, A.; Hennebert, L.A.R.; Leloup, R.P.F.; Motten, J.H.G.; Segers, E.M.

Marine

Eerste meester Maertens, R.E.

Luchtmacht

Luitenants-vliegers :
Heyman, S.G.C.; Jansen, A.M.A.; Viaene, L.A.G.
Adjudanten-chef :
Croquet, P.A.; Duerinck, E.R.F.; Van de Vyle, J.G.
Adjudant-vlieger Ruga, J.G.F.
Adjudanten :
Buys, W.F.; Creme, A.N.P.; De Coninck, F.; De Paepe, H.L.G.; Garez, D.L.E.; Haentjens, B.M.G.; Ingelbrecht, E.M.J.; Isenborghs, J.P.M.; Lambert, J.M.L.; Noterman, E.A.R.; Strobbe, M.; Van Weymeersch, W.T.

Adjudant de réserve Wullepit, E.V.
Premiers sergents-chefs :
Leclercq, F.N.; Vandousselaere, G.J.I.; Wayenborgh, M.G.
Premier sergent de réserve Demanet, C.
Premier caporal-chef Peeters, M.L.

Service médical

Adjudant-chef Van Simpsen, L.J.H.
Premier caporal-chef Dasnoy, A.V.G.

La Médaille d'Or de l'Ordre de Léopold II est décernée, avec prise de rang dans l'Ordre :

A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Adjudant Paradijs, L.
Premier sergent aviateur Roquet, A.F.

A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Adjudants :

Aerts, B.; Arents, R.M.; Auvertus, P.R.R.; Baude, G.A.L.; Boschman, E.E.; Bourmorcq, M.L.G.; Boyen, J.R.G.; Buelens, O.H.F.; Buysse, W.J.A.; Colon, P.E.V.; Cools, C.M.; De Cuyper, J.M.G.; De Letter, G.L.C.; De Pourcq, M.M.G.; Declercq, P.R.J.; Dendas, E.A.J.; Galoppin, R.E.M.; Grootaert, A.P.A.; Hadada, B.P.; Haevermaet, F.G.; Jamaer, A.E.T.; Kerkhofs, M.J.M.; Kindermans, F.G.J.; Lambert, J.W.J.; Lapon, A.E.; Marbaix, C.M.L.; Marchal, P.E.G.; Matthijssens, M.L.M.; Merveille, H.P.M.; Neirinck, M.E.; Nicanor, C.J.G.; Ninane, E.L.T.; Planckaert, F.U.A.; Poelmans, G.M.C.; Schyns, D.J.J.; Sevenant, R.M.; Spyschaert, R.J.M.; Terwagne, B.F.L.; Van de Voorde, C.E.R.; Van der Looy, M.P.J.; Vandermeersch, E.R.S.; Vervaeren, M.B.J.; Willems, E.M.F.

Sous-chef de musique Van Wijnendaele, K.E.A.

Premier sergent-major aviateur Kabergs, J.A.

Premiers sergents-majors :

Alvarez del Llano, A.; Beyens, B.L.; Bezin, G.T.J.; Blaise, F.L.A.; Bogaert, P.M.M.; Bourdoux, J.M.P.; Bourry, G.E.; Brusselaers, E.W.; Caluwe, P.A.J.; Carryn, H.G.; Collier, J.F.M.; Cools, J.F.A.; Dabe, D.L.T.; Dams, L.S.G.; Dautrebande, P.J.A.; Delperdange, B.J.J.; Demoortel, G.; Dyba, U.C.; Faur, J.C.L.; Geens, F.J.R.; Generet, M.A.H.; Ghyselinck, A.; Haesen, E.A.; Herbiet, C.G.; Knaeps, G.A.M.; Lemmens, R.A.R.; Lys, W.; Maldague, P.J.M.; Marchot, R.R.J.; Martinet, L.J.; Philibert, A.J.J.; Rosier, L.A.F.; Ryckoort, E.J.A.; Saiselet, R.B.V.; Tant, R.J.N.; Timmermans, R.A.F.; Van Baelen, M.J.M.; Vanelderden, L.M.I.; Veke-mans, M.L.C.; Wauters, R.M.P.; Willems, L.M.A.

Premiers sergents-majors de réserve :

Claeys, G.J.; Collignon, R.F.; Delplancq, J.M.; Roels, R.R.

Premiers sergents-chefs :

Berger, M.C.S.; Desseyn, E.F.; Hermans, A.A.; Houtman, I.R.S.; Janssen, E.G.M.; Mariens, L.G.; Pierle, L.H.E.; Schelphout, H.J.L.; Temmerman, J.; Thirion, A.G.; Verster, D.G.J.; Ysebaert, A.J.

Premiers sergents aviateurs :

Lambrechts, E.; Mondelaers, W.J.I.; Pont, M.J.; Struyven, C.W.J.

Premiers sergents :

Bawin, B.J.O.; Delaporte, J.P.E.; Deleebeeck, M.T.; Deleu, E.D.C.; Dubru, J.L.J.; Geerts, L.J.M.; Janssens, J.P.C.; Martini, C.R.A.; Menten, C.O.; Mouriamé, C.F.V.; Noblet, S.M.M.; Pieters, J.M.M.; Pots, A.J.; Romain, F.G.; Roosens, M.M.J.; Sagot, F.A.; Stroobant, E.F.; Van den Broecke, H.E.; Van Hemelryck, R.; Van Heukelom, L.P.; Vandendrydt, D.C.C.; Verbist, L.E.F.; Voegleer, B.A.E.; Wittcox, G.J.; Zicot, G.

Premiers sergents de réserve :

Bellemans, R.B.; Collard, M.A.; Delaire, G.F.G.; Derycke, M.C.; Dubois, L.L.; Legrand, J.M.D.; Marcoux, A.F.; Van Loo, W.J.

Sergents :

Cogghe, M.G.; Evrard, P.R.J.; Fournaux, M.A.J.; Maigrie, M.J.J.; Noesen, J.P.R.; Steyaert, E.J.M.; Van Dist, P.L.F.

Sergent de réserve De Kerf, L.F.

Premiers caporaux-chefs :

Abbeel, F.L.; Caby, R.J.; Charlier, C.L.A.; Claes, B.J.F.; Comeyne, G.J.V.; De-Bal, A.B.A.; Delfavero, W.L.J.; Descamps, J.L.F.; Desopper, H.R.; Diericx-Visschers, H.M.M.; Doucet, L.R.F.; Eykens, J.A.; Fontaine, G.G.M.; Fromont, L.V.; Giordani, R.J.S.; Godbille, F.J.A.; Godefroid, A.R.G.; Hanard, C.; Hardi, C.H.N.; Hubin, R.G.M.; Longueville, J.M.V.; Lusignan, B.J.M.; Maddelein, E.R.; Martens, P.J.A.; Mot-

Reserveadjudant Wullepit, E.V.
Eerste sergeanten-chef :
Leclercq, F.N.; Vandousselaere, G.J.I.; Wayenborgh, M.G.
Reserve eerste-sergeant Demanet, C.
Eerste korporaal-chef Peeters, M.L.

Medische dienst

Adjudant-chef Van Simpsen, L.J.H.
Eerste korporaal-chef Dasnoy, A.V.G.

Wordt de Gouden Medaille in de Orde van Leopold II verleend, met rangneming in de Orde :

Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Adjudant Paradijs, L.
Eerste sergeant-vlieger Roquet, A.F.

Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Adjudanten :

Aerts, B.; Arents, R.M.; Auvertus, P.R.R.; Baude, G.A.L.; Boschman, E.E.; Bourmorcq, M.L.G.; Boyen, J.R.G.; Buelens, O.H.F.; Buysse, W.J.A.; Colon, P.E.V.; Cools, C.M.; De Cuyper, J.M.G.; De Letter, G.L.C.; De Pourcq, M.M.G.; Declercq, P.R.J.; Dendas, E.A.J.; Galoppin, R.E.M.; Grootaert, A.P.A.; Hadada, B.P.; Haevermaet, F.G.; Jamaer, A.E.T.; Kerkhofs, M.J.M.; Kindermans, F.G.J.; Lambert, J.W.J.; Lapon, A.E.; Marbaix, C.M.L.; Marchal, P.E.G.; Matthijssens, M.L.M.; Merveille, H.P.M.; Neirinck, M.E.; Nicanor, C.J.G.; Ninane, E.L.T.; Planckaert, F.U.A.; Poelmans, G.M.C.; Schyns, D.J.J.; Sevenant, R.M.; Spyschaert, R.J.M.; Terwagne, B.F.L.; Van de Voorde, C.E.R.; Van der Looy, M.P.J.; Vandermeersch, E.R.S.; Vervaeren, M.B.J.; Willems, E.M.F.

onderkapelmeester Van Wijnendaele, K.E.A.

Eerste sergeant-majoor-vlieger Kabergs, J.A.

Eerste sergeant-majors :

Alvarez del Llano, A.; Beyens, B.L.; Bezin, G.T.J.; Blaise, F.L.A.; Bogaert, P.M.M.; Bourdoux, J.M.P.; Bourry, G.E.; Brusselaers, E.W.; Caluwe, P.A.J.; Carryn, H.G.; Collier, J.F.M.; Cools, J.F.A.; Dabe, D.L.T.; Dams, L.S.G.; Dautrebande, P.J.A.; Delperdange, B.J.J.; Demoortel, G.; Dyba, U.C.; Faur, J.C.L.; Geens, F.J.R.; Generet, M.A.H.; Ghyselinck, A.; Haesen, E.A.; Herbiet, C.G.; Knaeps, G.A.M.; Lemmens, R.A.R.; Lys, W.; Maldague, P.J.M.; Marchot, R.R.J.; Martinet, L.J.; Philibert, A.J.J.; Rosier, L.A.F.; Ryckoort, E.J.A.; Saiselet, R.B.V.; Tant, R.J.N.; Timmermans, R.A.F.; Van Baelen, M.J.M.; Vanelderden, L.M.I.; Veke-mans, M.L.C.; Wauters, R.M.P.; Willems, L.M.A.

Reserve eerste sergeant-majors :

Claeys, G.J.; Collignon, R.F.; Delplancq, J.M.; Roels, R.R.

Eerste sergeanten-chef :

Berger, M.C.S.; Desseyn, E.F.; Hermans, A.A.; Houtman, I.R.S.; Janssen, E.G.M.; Mariens, L.G.; Pierle, L.H.E.; Schelphout, H.J.L.; Temmerman, J.; Thirion, A.G.; Verster, D.G.J.; Ysebaert, A.J.

Eerste sergeanten-vliegers :

Lambrechts, E.; Mondelaers, W.J.I.; Pont, M.J.; Struyven, C.W.J.

Eerste sergeanten :

Bawin, B.J.O.; Delaporte, J.P.E.; Deleebeeck, M.T.; Deleu, E.D.C.; Dubru, J.L.J.; Geerts, L.J.M.; Janssens, J.P.C.; Martini, C.R.A.; Menten, C.O.; Mouriamé, C.F.V.; Noblet, S.M.M.; Pieters, J.M.M.; Pots, A.J.; Romain, F.G.; Roosens, M.M.J.; Sagot, F.A.; Stroobant, E.F.; Van den Broecke, H.E.; Van Hemelryck, R.; Van Heukelom, L.P.; Vandendrydt, D.C.C.; Verbist, L.E.F.; Voegleer, B.A.E.; Wittcox, G.J.; Zicot, G.

Reserve eerste sergeanten :

Bellemans, R.B.; Collard, M.A.; Delaire, G.F.G.; Derycke, M.C.; Dubois, L.L.; Legrand, J.M.D.; Marcoux, A.F.; Van Loo, W.J.

Sergeanten :

Cogghe, M.G.; Evrard, P.R.J.; Fournaux, M.A.J.; Maigrie, M.J.J.; Noesen, J.P.R.; Steyaert, E.J.M.; Van Dist, P.L.F.

Reservesergeant De Kerf, L.F.

Eerste korporaals-chef :

Abbeel, F.L.; Caby, R.J.; Charlier, C.L.A.; Claes, B.J.F.; Comeyne, G.J.V.; De-Bal, A.B.A.; Delfavero, W.L.J.; Descamps, J.L.F.; Desopper, H.R.; Diericx-Visschers, H.M.M.; Doucet, L.R.F.; Eykens, J.A.; Fontaine, G.G.M.; Fromont, L.V.; Giordani, R.J.S.; Godbille, F.J.A.; Godefroid, A.R.G.; Hanard, C.; Hardi, C.H.N.; Hubin, R.G.M.; Longueville, J.M.V.; Lusignan, B.J.M.; Maddelein, E.R.; Martens, P.J.A.; Mot-

tet, S.J.E.; Nicodeme, G.H.A.; Nicolay, A.R.F.; Pierard, G.E.M.; Piette, F.R.M.; Pire, B.J.H.; Salle, J.M.M.; Stas, J.P.E.; Thijs, G.J.P.; Thyse, M.A.E.; Tielemans, G.R.J.; Tuts, G.V.M.; Van der Steen, D.J.; Van Put, J.N.F.; Vanhamme, J.C.; Vansimpson, J.H.; Vastmans, G.J.M.; Venturoso, C.H.; Zani, J.C.A.

Caporaux-chefs :

Boucher, J.P.; D'hoekers, V.T.; Deprester, M.E.; Eugene, C.A.; Lambert, M.O.M.; Lejeune, J.F.E.; Lerat, G.

Marine

Premiers maîtres-chefs :

Boeve, R.C.; De Vlieger, L.J.V.; Decadt, C.J.; Ghesquiere, B.; Goossens, J.M.Y.; Roberti-Lintermans, P.J.S.; Van Assche, M.E.A.; Vanleke, M.A.R.

Sous-chefs de musique :

Boschman, A.A.E.; Devlieger, G.A.E.; Vanhove, J.P.R.

Premiers maîtres :

Maes, R.A.A.; Rotty, R.R.H.; Visee, J.P.; Zeebroek, E.O.M.

Maîtres :

Meyers, P.A.T.; Vandamme, N.C.D.; Vierendeels, J.R.M.

Seconds maîtres :

Lebrun, A.A.C.; Praet, L.N.; Salimei, N.Y.; Vanhoucke, P.R.

Quartiers-maîtres-chefs :

Aerts, G.C.; De Witte, E.R.; Denhert, F.G.M.; Valori, C.J.M.

Force aérienne

Adjudants :

Ameye, S.G.R.; Baccus, A.P.C.; Beullens, F.M.; Borgignons, A.M.G.; Brouwers, T.P.; Dewitte, C.L.P.; Dhont, R.E.; Docquir, W.J.G.; Ghysens, H.M.T.; Godart, S.O.; Leunis, A.F.S.; Meeus, D.R.J.; Mention, J.P.D.; Meurs, G.M.M.; Nijs, B.B.M.; Pere, J.L.; Schoep, M.J.E.; Schriers, H.D.J.; Steyaert, M.J.M.; Thijssen, R.L.G.; Thon, M.E.; Van Neckebroek, M.P.; Vandebotermiet, S.F.; Vanhaeren, A.M.J.; Vleugels, D.K.A.

Sous-chefs de musique :

Huybandt, W.L.J.; Stroeykens, L.G.C.

Premiers sergents-majors :

Anckaer, A.A.H.; Baetens, R.G.P.; Bessemans, P.G.P.; Degheselle, Y.A.D.; Devillers, J.L.F.; Hendrickx, V.A.; Ipercielle, J.P.J.; Jehaes, E.K.P.; Leclercq, S.A.G.; Schmitter, M.L.J.; Smets, F.E.H.; Theunissen, M.H.J.; Timmermans, W.G.; Ulens, L.L.A.; Van Asch, J.M.J.; Wouters, D.P.E.

Premiers sergents-majors de réserve :

Botte, L.A.; Daemen, M.J.H.; Huet, C.S.T.; Van Acoleyen, M.H.S.; Van Loock, D.L.E.

Premiers sergents-chefs :

Bollen, E.M.; Dabe, H.M.C.; De Keyzer, P.F.L.; De Wulf, A.C.; Juvyns, M.S.; Perdaens, A.J.A.; Rommelaere, M.M.G.

Premiers sergents :

Charon, W.L.; De Smedt, R.K.V.; De Thaey, L.I.; Dendooven, C.E.P.; Nys, J.B.J.; Reynders, B.P.M.; Tack, J.J.E.; Thaens, E.; Van Cauter, P.M.; Walker, P.V.R.

Premiers sergents de réserve :

Brits, F.D.V.; Lambert, P.O.F.

Sergents :

Claes, G.F.M.; Custers, R.J.; Dreesen, J.L.; Jamart, P.J.L.; Jenne, F.J.S.; Lambrechts, N.Y.V.; Maurissen, G.J.M.; Naulaerts, R.K.R.; Pancken, J.J.; Renders, A.; Van der Auwera, R.

Premiers caporaux-chefs :

Baeyens, F.E.A.; Beullens, F.H.; Blaise, R.J.M.; Bloemen, M.M.J.; Demotte, J.M.I.; Drygalski, M.M.A.; Dufrane, P.A.L.; Duvivier, J.P.J.; Franssen, J.G.; Henriët, J.M.A.; Hermans, F.J.M.; Lallemand, G.J.R.; Maquet, T.E.G.; Marcq, D.F.L.; Minsart, J.L.O.; Moysse, M.J.M.; Paggan, M.W.J.; Party, F.J.A.; Paynjon, J.M.; Roosen, L.A.M.; Scholts, W.J.M.; Sergant, J.B.; Spee, T.H.L.; Spitsaert, H.M.A.; Tumson, E.M.G.; Van de Laer, W.E.I.; Van den Bossche, E.T.; Vanlaer, W.L.J.; Vervaecke, W.G.

Caporal-chef De Backer, F.

tet, S.J.E.; Nicodeme, G.H.A.; Nicolay, A.R.F.; Pierard, G.E.M.; Piette, F.R.M.; Pire, B.J.H.; Salle, J.M.M.; Stas, J.P.E.; Thijs, G.J.P.; Thyse, M.A.E.; Tielemans, G.R.J.; Tuts, G.V.M.; Van der Steen, D.J.; Van Put, J.N.F.; Vanhamme, J.C.; Vansimpson, J.H.; Vastmans, G.J.M.; Venturoso, C.H.; Zani, J.C.A.

Korporaals-chef :

Boucher, J.P.; D'hoekers, V.T.; Deprester, M.E.; Eugene, C.A.; Lambert, M.O.M.; Lejeune, J.F.E.; Lerat, G.

Marine

Eerste meesters-chef :

Boeve, R.C.; De Vlieger, L.J.V.; Decadt, C.J.; Ghesquiere, B.; Goossens, J.M.Y.; Roberti-Lintermans, P.J.S.; Van Assche, M.E.A.; Vanleke, M.A.R.

Onderkapelmeesters :

Boschman, A.A.E.; Devlieger, G.A.E.; Vanhove, J.P.R.

Eerste meesters :

Maes, R.A.A.; Rotty, R.R.H.; Visee, J.P.; Zeebroek, E.O.M.

Meesters :

Meyers, P.A.T.; Vandamme, N.C.D.; Vierendeels, J.R.M.

Tweede meesters :

Lebrun, A.A.C.; Praet, L.N.; Salimei, N.Y.; Vanhoucke, P.R.

Kwartiermeesters-chef :

Aerts, G.C.; De Witte, E.R.; Denhert, F.G.M.; Valori, C.J.M.

Luchtmacht

Adjudanten :

Ameye, S.G.R.; Baccus, A.P.C.; Beullens, F.M.; Borgignons, A.M.G.; Brouwers, T.P.; Dewitte, C.L.P.; Dhont, R.E.; Docquir, W.J.G.; Ghysens, H.M.T.; Godart, S.O.; Leunis, A.F.S.; Meeus, D.R.J.; Mention, J.P.D.; Meurs, G.M.M.; Nijs, B.B.M.; Pere, J.L.; Schoep, M.J.E.; Schriers, H.D.J.; Steyaert, M.J.M.; Thijssen, R.L.G.; Thon, M.E.; Van Neckebroek, M.P.; Vandebotermiet, S.F.; Vanhaeren, A.M.J.; Vleugels, D.K.A.

Onderkapelmeesters :

Huybandt, W.L.J.; Stroeykens, L.G.C.

Eerste sergeant-majors :

Anckaer, A.A.H.; Baetens, R.G.P.; Bessemans, P.G.P.; Degheselle, Y.A.D.; Devillers, J.L.F.; Hendrickx, V.A.; Ipercielle, J.P.J.; Jehaes, E.K.P.; Leclercq, S.A.G.; Schmitter, M.L.J.; Smets, F.E.H.; Theunissen, M.H.J.; Timmermans, W.G.; Ulens, L.L.A.; Van Asch, J.M.J.; Wouters, D.P.E.

Reserve eerste sergeant-majors :

Botte, L.A.; Daemen, M.J.H.; Huet, C.S.T.; Van Acoleyen, M.H.S.; Van Loock, D.L.E.

Eerste sergeanten-chef :

Bollen, E.M.; Dabe, H.M.C.; De Keyzer, P.F.L.; De Wulf, A.C.; Juvyns, M.S.; Perdaens, A.J.A.; Rommelaere, M.M.G.

Eerste sergeanten :

Charon, W.L.; De Smedt, R.K.V.; De Thaey, L.I.; Dendooven, C.E.P.; Nys, J.B.J.; Reynders, B.P.M.; Tack, J.J.E.; Thaens, E.; Van Cauter, P.M.; Walker, P.V.R.

Reserve eerste sergeanten :

Brits, F.D.V.; Lambert, P.O.F.

Sergeanten :

Claes, G.F.M.; Custers, R.J.; Dreesen, J.L.; Jamart, P.J.L.; Jenne, F.J.S.; Lambrechts, N.Y.V.; Maurissen, G.J.M.; Naulaerts, R.K.R.; Pancken, J.J.; Renders, A.; Van der Auwera, R.

Eerste korporaals-chef :

Baeyens, F.E.A.; Beullens, F.H.; Blaise, R.J.M.; Bloemen, M.M.J.; Demotte, J.M.I.; Drygalski, M.M.A.; Dufrane, P.A.L.; Duvivier, J.P.J.; Franssen, J.G.; Henriët, J.M.A.; Hermans, F.J.M.; Lallemand, G.J.R.; Maquet, T.E.G.; Marcq, D.F.L.; Minsart, J.L.O.; Moysse, M.J.M.; Paggan, M.W.J.; Party, F.J.A.; Paynjon, J.M.; Roosen, L.A.M.; Scholts, W.J.M.; Sergant, J.B.; Spee, T.H.L.; Spitsaert, H.M.A.; Tumson, E.M.G.; Van de Laer, W.E.I.; Van den Bossche, E.T.; Vanlaer, W.L.J.; Vervaecke, W.G.

Korporaal-chef De Backer, F.

Service médical

Adjudants :

Delbrassine, E.J.A.; Dujardin, G.R.A.; Vossen, J.J.

Premier sergent-major Callebout, L.R.

Premier sergent-major de réserve Hamerlinck, J.P.

Premier sergent Vrijs, J.L.A.

Premiers sergents de réserve :

Castiau, G.R.; De Tavernier, F.A.; Goor, L.J.; Van Landeghem, J.M.

Sergent de réserve Schoofs, J.K.

Premiers caporaux-chefs :

Baldo, L.J.J.; De Grande, J.G.; Graver, B.; Kerr, A.G.

Caporal-chef Schyvens, A.F.

La Médaille d'Argent de l'Ordre de Léopold II est décernée, avec prise de rang dans l'Ordre :

A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Caporal-chef Tascione, P.F.J.

Service médical

Caporaux-chefs :

Roelands, M.M.; Verdonck, A.J.

A la date du 8 avril 1997 :

Force terrestre

Caporaux-chefs :

Aerts, M.A.F.; Alen, E.A.M.; Anciaux, J.; Antoine, A.S.C.; Antoine, J.R.; Arroyo Arena, M.A.; Bailly, P.J.; Banneux, J.M.C.; Baras, J.L.M.; Barts, L.; Bayot, B.P.L.; Bayot, M.A.W.; Behogne, G.; Belmans, A.M.; Bendotti, M.A.G.; Berghmans, M.M.; Bernardi, K.; Bertrand, P.J.M.; Bigoni, R.L.G.; Billiet, P.E.; Blanquet, R.M.M.; Bleu, M.F.R.; Blockhuys, V.L.; Blouquiaux, A.J.A.; Bogaerts, A.M.A.; Bollue, E.R.J.; Bonini, R.H.G.; Boogaerts, C.; Bortels, J.F.M.; Bouckenoooghe, J.P.J.; Bouhier, Y.B.G.; Boute, P.; Brack, P.C.V.; Brasselle, G.A.M.; Brems, G.O.F.; Brichet, G.M.F.; Brondelet, R.C.; Bruelemans, C.R.A.; Bruwier, L.H.; Buekers, J.A.R.; Callewaert, R.T.; Cambier, P.; Camps, O.F.; Canipel, C.O.M.; Canniere, P.A.; Carlier, L.A.A.; Carrier, R.J.C.; Carton, P.M.G.; Caufriez, J.L.; Cazaux, E.; Chatain, C.H.J.; Christens, D.R.P.; Clebant, J.C.H.; Compain, C.B.G.; Copet, P.L.R.; Corbay, P.J.M.; Cornet, E.V.J.; Cornil, B.F.; Cortebeek, R.F.J.; Cottagnie, I.A.C.; Coulonval, P.A.G.; Coune, J.P.G.; Cox, W.J.M.; Crahay, H.F.R.; Craninx, A.W.J.; Crick, A.C.L.; Crol, J.P.E.; Daems, C.L.; Darville, F.J.A.; Darville, J.C.E.; De Backer, A.A.; De Beul, L.; De Bock, J.E.; De Bode, P.A.C.; De Cock, E.F.M.; De Coninck, L.J.M.; De Donder, G.P.L.; De Filette, W.J.; De Greef, J.; De Leersnijder, J.P.H.; De Lembre, A.F.; De Man, M.E.C.; De Rycke, R.G.M.; De Schepper, J.F.; De Smet, O.J.; De Vos, D.E.G.; Deboutte, M.M.C.; Debonne, C.M.P.; Deckers, W.A.P.; Decoux, S.M.G.; Defoor, J.L.; Degand, J.E.; Degehet, R.M.H.; Deknock, P.J.; Delbeke, M.R.A.; Delcourt, B.G.; Delcroix, J.J.E.; Delorge, P.C.M.; Delsipee, M.V.R.; Deltenre, H.; Delval, M.J.; Demeersman, L.C.R.; Demesmaecker, R.H.; Denoel, D.L.G.; Deraeck, S.H.; Deroux, E.J.; Desmet, M.R.A.; Desmet, P.A.J.; Destrain, J.P.P.; Detournay, M.H.G.; Detrain, J.P.G.; Devos, M.L.; Diereens, M.M.M.; Dierick, D.C.L.; Dohogne, E.P.H.; Donay, L.V.M.; Donies, R.M.J.; Doom, S.H.; Drugmand, B.L.; Druyts, J.T.F.; Dubasin, J.L.M.; Dubois, J.P.M.; Ducarreaux, P.L.; Duclos, A.J.S.; Dufrane, R.G.; Englebert, E.R.J.; Flas, H.; Fleury, G.F.I.; Folens, F.; Fontaine, D.F.V.; Forsys, C.; Francson, E.; Franquet, J.J.A.; Freylinger, R.J.; Gailliez, P.V.; Gailly, P.; Garray, J.; Garray, R.J.M.; Gaziaux, C.L.A.; Genitello, E.; Gesnot, C.J.G.; Geysels, J.E.P.; Ghys, L.E.R.; Gillent, J.; Gilles, M.V.; Gilmant, J.; Gilson, A.F.S.; Gloria, B.F.J.; Gobert, J.P.; Godefroid, A.J.M.; Gonda, F.J.A.; Gressens, E.J.; Groetaers, A.P.; Hainaut, D.D.G.; Hanosset, F.L.R.; Hardy, J.J.; Harvengt, F.C.; Heijnens, J.J.A.; Hellinckx, M.M.R.; Hempte, P.; Hendrickx, M.; Hennaut, D.; Henry, P.; Herckens, W.J.; Herman, M.G.A.; Heyne, H.G.C.; Heynen, J.B.G.; Hias, J.G.; Honorez, C.E.; Hoyberghs, G.A.A.; Huchon, R.; Hudziak, C.J.C.; Ignoul, J.M.M.; Jansen, L.H.D.; Janssen, A.M.G.; Janssens, P.L.J.; Jaugnau, J.C.; Jonckx, J.P.G.; Jordens, C.M.M.; Ketels, M.J.; Kirchner, S.G.G.; Klinckaert, D.J.R.; Kowalski, C.A.; Kussener, F.P.I.; Laloux, D.S.M.; Laloyaux, D.M.V.; Lannoo, G.M.M.; Lardot, C.J.R.; Lavallee, M.M.E.; Lecocq, C.R.J.; Lefebure, R.L.P.; Legrand, E.R.L.; Lemaire, D.W.A.; Lenaers, G.M.H.; Lequy, M.J.; Leroy, J.K.P.; Leroy, M.G.G.; Lerutte, M.M.L.; Leurquin, P.G.J.; Levante, R.S.; Libert, A.F.; Logghe, P.C.; Lorent, J.R.G.;

Medische dienst

Adjudanten :

Delbrassine, E.J.A.; Dujardin, G.R.A.; Vossen, J.J.

Eerste sergeant-majoor Callebout, L.R.

Reserve eerste sergeant-majoor Hamerlinck, J.P.

Eerste sergeant Vrijs, J.L.A.

Reserve eerste sergeanten :

Castiau, G.R.; De Tavernier, F.A.; Goor, L.J.; Van Landeghem, J.M.

Reservesergeant Schoofs, J.K.

Eerste korporaals-chef :

Baldo, L.J.J.; De Grande, J.G.; Graver, B.; Kerr, A.G.

Korporaal-chef Schyvens, A.F.

Wordt de Zilveren Medaille in de Orde van Leopold II verleend, met rangneming in de Orde :

Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Korporaal-chef Tascione, P.F.J.

Medische dienst

Korporaals-chef :

Roelands, M.M.; Verdonck, A.J.

Op datum van 8 april 1997 :

Landmacht

Korporaals-chef :

Aerts, M.A.F.; Alen, E.A.M.; Anciaux, J.; Antoine, A.S.C.; Antoine, J.R.; Arroyo Arena, M.A.; Bailly, P.J.; Banneux, J.M.C.; Baras, J.L.M.; Barts, L.; Bayot, B.P.L.; Bayot, M.A.W.; Behogne, G.; Belmans, A.M.; Bendotti, M.A.G.; Berghmans, M.M.; Bernardi, K.; Bertrand, P.J.M.; Bigoni, R.L.G.; Billiet, P.E.; Blanquet, R.M.M.; Bleu, M.F.R.; Blockhuys, V.L.; Blouquiaux, A.J.A.; Bogaerts, A.M.A.; Bollue, E.R.J.; Bonini, R.H.G.; Boogaerts, C.; Bortels, J.F.M.; Bouckenoooghe, J.P.J.; Bouhier, Y.B.G.; Boute, P.; Brack, P.C.V.; Brasselle, G.A.M.; Brems, G.O.F.; Brichet, G.M.F.; Brondelet, R.C.; Bruelemans, C.R.A.; Bruwier, L.H.; Buekers, J.A.R.; Callewaert, R.T.; Cambier, P.; Camps, O.F.; Canipel, C.O.M.; Canniere, P.A.; Carlier, L.A.A.; Carrier, R.J.C.; Carton, P.M.G.; Caufriez, J.L.; Cazaux, E.; Chatain, C.H.J.; Christens, D.R.P.; Clebant, J.C.H.; Compain, C.B.G.; Copet, P.L.R.; Corbay, P.J.M.; Cornet, E.V.J.; Cornil, B.F.; Cortebeek, R.F.J.; Cottagnie, I.A.C.; Coulonval, P.A.G.; Coune, J.P.G.; Cox, W.J.M.; Crahay, H.F.R.; Craninx, A.W.J.; Crick, A.C.L.; Crol, J.P.E.; Daems, C.L.; Darville, F.J.A.; Darville, J.C.E.; De Backer, A.A.; De Beul, L.; De Bock, J.E.; De Bode, P.A.C.; De Cock, E.F.M.; De Coninck, L.J.M.; De Donder, G.P.L.; De Filette, W.J.; De Greef, J.; De Leersnijder, J.P.H.; De Lembre, A.F.; De Man, M.E.C.; De Rycke, R.G.M.; De Schepper, J.F.; De Smet, O.J.; De Vos, D.E.G.; Deboutte, M.M.C.; Debonne, C.M.P.; Deckers, W.A.P.; Decoux, S.M.G.; Defoor, J.L.; Degand, J.E.; Degehet, R.M.H.; Deknock, P.J.; Delbeke, M.R.A.; Delcourt, B.G.; Delcroix, J.J.E.; Delorge, P.C.M.; Delsipee, M.V.R.; Deltenre, H.; Delval, M.J.; Demeersman, L.C.R.; Demesmaecker, R.H.; Denoel, D.L.G.; Deraeck, S.H.; Deroux, E.J.; Desmet, M.R.A.; Desmet, P.A.J.; Destrain, J.P.P.; Detournay, M.H.G.; Detrain, J.P.G.; Devos, M.L.; Diereens, M.M.M.; Dierick, D.C.L.; Dohogne, E.P.H.; Donay, L.V.M.; Donies, R.M.J.; Doom, S.H.; Drugmand, B.L.; Druyts, J.T.F.; Dubasin, J.L.M.; Dubois, J.P.M.; Ducarreaux, P.L.; Duclos, A.J.S.; Dufrane, R.G.; Englebert, E.R.J.; Flas, H.; Fleury, G.F.I.; Folens, F.; Fontaine, D.F.V.; Forsys, C.; Francson, E.; Franquet, J.J.A.; Freylinger, R.J.; Gailliez, P.V.; Gailly, P.; Garray, J.; Garray, R.J.M.; Gaziaux, C.L.A.; Genitello, E.; Gesnot, C.J.G.; Geysels, J.E.P.; Ghys, L.E.R.; Gillent, J.; Gilles, M.V.; Gilmant, J.; Gilson, A.F.S.; Gloria, B.F.J.; Gobert, J.P.; Godefroid, A.J.M.; Gonda, F.J.A.; Gressens, E.J.; Groetaers, A.P.; Hainaut, D.D.G.; Hanosset, F.L.R.; Hardy, J.J.; Harvengt, F.C.; Heijnens, J.J.A.; Hellinckx, M.M.R.; Hempte, P.; Hendrickx, M.; Hennaut, D.; Henry, P.; Herckens, W.J.; Herman, M.G.A.; Heyne, H.G.C.; Heynen, J.B.G.; Hias, J.G.; Honorez, C.E.; Hoyberghs, G.A.A.; Huchon, R.; Hudziak, C.J.C.; Ignoul, J.M.M.; Jansen, L.H.D.; Janssen, A.M.G.; Janssens, P.L.J.; Jaugnau, J.C.; Jonckx, J.P.G.; Jordens, C.M.M.; Ketels, M.J.; Kirchner, S.G.G.; Klinckaert, D.J.R.; Kowalski, C.A.; Kussener, F.P.I.; Laloux, D.S.M.; Laloyaux, D.M.V.; Lannoo, G.M.M.; Lardot, C.J.R.; Lavallee, M.M.E.; Lecocq, C.R.J.; Lefebure, R.L.P.; Legrand, E.R.L.; Lemaire, D.W.A.; Lenaers, G.M.H.; Lequy, M.J.; Leroy, J.K.P.; Leroy, M.G.G.; Lerutte, M.M.L.; Leurquin, P.G.J.; Levante, R.S.; Libert, A.F.; Logghe, P.C.; Lorent, J.R.G.; Louis, M.G.M.;

Louis, M.G.M.; Louis, P.F.R.; Lowies, A.J.M.; Lucq, M.G.; Luyten, R.; Magis, P.J.D.; Magnee, J.P.R.; Magnus, J.P.C.; Mahaux, D.A.; Mahieu, R.L.; Mampaye, E.A.R.; Mancini, A.M.; Marchal, M.J.M.; Marotte, P.R.; Martin, D.G.R.; Masso, G.A.; Matagne, P.O.R.; Meekers, M.J.; Meerschaert, R.M.; Melard, N.G.C.; Melchior, C.A.F.; Melnyczuk, R.; Metten, J.P.M.; Meyskens, C.M.A.; Michaux, M.J.M.; Minet, M.J.L.; Moerkens, L.B.; Molle, D.M.R.; Montens, J.A.M.; Mordant, L.R.W.; Mordant, M.A.; Moreas, J.P.D.; Morisse, F.A.R.; Moulin, J.L.; Moulron, W.; Moussiaux, J.A.; Musiaux, P.L.C.; Natalis, R.M.J.; Neels, J.M.L.; Neerincx, P.E.; Nellissen, D.P.P.; Nys, M.; Ongena, A.J.M.; Ooms, L.P.A.; Padrone, G.A.F.; Pahaut, J.M.V.; Palmaers, F.D.C.; Parmentier, S.J.A.; Paunet, P.A.H.; Peeters, C.E.; Peiffer, R.A.A.; Pennequin, M.F.G.; Penny, S.N.; Petiau, M.A.; Petroons, P.L.; Pieters, B.M.A.; Pironet, G.C.; Pirson, R.P.L.; Planque, D.W.; Polet, P.M.J.; Pouilliau, G.E.D.; Pousseur, J.M.A.; Prignon, J.D.G.; Prouveur, L.; Put, M.J.L.; Quevrin, S.O.R.; Quick, R.J.G.; Raemdonck, L.A.M.; Rasschaert, R.O.; Renier, E.M.; Roels, J.P.; Romain, M.F.A.; Sammels, C.C.; Schellens, E.A.; Schots, W.R.; Schroeven, K.J.; Servaes, M.J.L.; Sibille, A.A.E.; Spinnoy, F.F.M.; Staelens, E.G.; Stockart, P.L.R.; Surinx, E.L.J.; Swinnen, T.E.S.; Therasse, D.L.R.; Theunissen, H.M.K.; Thonnart, F.J.P.; Timperman, J.M.A.; Vaes, T.H.E.; Vallier, N.A.C.; Van Aerschoot, P.C.L.; Van Bever, M.R.M.; Van Branden, M.J.D.; Van de Brul, L.M.L.; Van de Maele, L.; Van den Broeck, R.J.V.; Van der Auwera, K.F.; Van der Eedt, R.; Van Dessel, D.J.M.; Van Dooren, M.M.J.; Van Drom, M.P.P.; Van Goolen, J.V.; Van Hecke, M.M.I.; Van Kets, D.C.J.; Van Lysebetten, F.M.; Van Verdegem, M.G.R.; Van Winkel, J.D.R.; Vanberg, J.L.R.; Vandael, L.A.M.; Vande Voorde, M.R.T.; Vandebroek, M.E.; Vandenbosch, R.F.; Vandenbossche, M.G.M.; Vandepitte, M.R.; Vanderweylen, K.A.E.; Vandevelde, E.A.E.; Vandevelde, M.J.C.; Vandevoorde, J.P.A.; Vandewyngaerde, J.L.J.; Vandommele, D.W.M.; Vandroogenbroeck, J.D.; Vanham, J.M.H.; Vanheeswyck, G.; Vanherle, D.M.G.; Vanhoorenbeke, F.A.; Vannevel, M.H.; Vanoppre, S.J.F.; Vanrusselt, M.J.H.; Vanwetswinkel, L.M.R.; Vercauteren, J.E.E.; Vercouillie, M.B.; Verdonck, M.A.A.; Verduyn, X.D.; Verhaert, G.A.; Verhoeven, J.J.C.; Verhoeve, I.E.D.; Vermaerke, E.E.; Verschuieren, M.B.M.; Vervaeen, C.H.M.; Voorzanger, R.J.; Vreven, J.M.J.; Vroonen, C.H.A.; Walraeve, I.G.R.; Wart, J.C.; Was, R.J.H.; Weckx, J.A.L.; Wijdhooge, G.M.R.; Willems, P.J.; Winters, M.; Wouters, G.A.L.; Yvens, J.J.G.; Zanconato, M.V.G.

Caporaux :

Ballant, J.G.; Claeys, F.R.M.; De Weireld, I.A.G.; Deloie, J.J.; Willame, L.A.L.

Marine

Quartiers-mâitres :

Borgonjon, V.G.A.; Clybouw, B.E.M.; Clybouw, G.R.; Cornelissis, M.L.L.; Decorte, P.P.A.; Geldhof, R.A.; Ost, F.K.; Seynaeve, C.M.B.; Vanderhaeghen, F.D.A.

Force aérienne

Caporaux-chefs :

Arnols, P.J.; Baert, D.J.M.; Baldini, P.J.E.; Bartels, G.J.G.; Beauvois, A.F.J.; Berings, M.A.L.; Biname, C.L.G.; Bindas, D.M.; Boniver, A.C.R.; Bosmans, A.C.P.; Brasseur, C.M.J.; Breels, M.A.J.; Briers, B.R.G.; Briola, M.C.; Brootcoorens, G.G.; Brusselmans, J.E.G.; Brynckman, D.H.; Bultot, T.J.G.; Castelluccio, P.M.; Celauro, A.V.; Cherenche, A.J.J.; Claes, F.P.E.; Colson, R.J.G.; Conrardy, A.Y.J.; Cornette, P.E.; Cosyns, A.M.; Courbet, F.A.B.; Custers, J.; Davreux, F.M.; Davreux, M.D.C.; De Keukelaere, A.C.D.; De Muynck, A.C.J.; De Muynck, D.L.C.; Decamps, J.; Degrave, P.G.; Demoulin, C.R.R.; Dendal, R.; Deneuker, V.J.G.; Denteneer, F.M.R.; Devriendt, M.Y.; Dirix, M.E.M.; Distelmans, F.B.E.; Dufour, L.L.F.; Duson, D.J.C.; Fabry, L.L.; Ferry, J.M.F.; Feyaerts, D.G.; Fiers, J.H.J.; Frere, G.H.R.; Gillard, M.; Gossiaux, E.J.L.; Goulier, G.P.A.; Grandjean, C.A.M.; Guilmain, S.M.D.; Hals, L.R.; Hurxkens, H.J.G.; Ivens, F.F.M.; Jansen, F.C.C.; Kleyen, J.H.M.; Koopman, A.N.J.; L'Homme, F.G.; Lacour, D.A.L.; Ladangh, D.T.J.; Lambeaux, J.J.J.; Lecuyer, B.G.; Ledur, M.J.G.; Lelievre, M.J.; Lemaire, D.J.H.; Lequeux, M.C.G.; Leynen, A.A.L.; Lobbingier, J.P.J.; Maes, P.M.J.; Martens, E.M.J.; Mathijs, L.D.E.; Meerten, J.M.V.; Meirlaen, J.A.; Michaux, L.M.M.; Michotte, P.S.J.; Mombaerts, C.J.J.; Mussche, D.M.; Neyman, D.M.J.; Paquet, D.M.R.; Peetermans, L.F.; Repriels, R.M.T.; Reynders, W.E.J.; Roeland, D.V.A.; Rome, F.D.; Roosen, V.G.; Rossion, M.T.G.; Sacre, L.; Sanders, L.E.S.; Schapmans, G.H.J.; Schroyen, E.W.M.; Sergioyne, F.M.J.; Sibille, R.P.G.; Siemons, J.L.J.; Stijnen, J.P.E.; Stordeur, M.D.G.; Thuys, J.M.C.; Tommeleyn, L.J.L.; Toussaint, C.H.G.; Van Belle, R.R.R.; Van den Bergh, L.A.V.; Van den Eede, D.J.; Van Helden, E.M.; Van

Louis, P.F.R.; Lowies, A.J.M.; Lucq, M.G.; Luyten, R.; Magis, P.J.D.; Magnee, J.P.R.; Magnus, J.P.C.; Mahaux, D.A.; Mahieu, R.L.; Mampaye, E.A.R.; Mancini, A.M.; Marchal, M.J.M.; Marotte, P.R.; Martin, D.G.R.; Masso, G.A.; Matagne, P.O.R.; Meekers, M.J.; Meerschaert, R.M.; Melard, N.G.C.; Melchior, C.A.F.; Melnyczuk, R.; Metten, J.P.M.; Meyskens, C.M.A.; Michaux, M.J.M.; Minet, M.J.L.; Moerkens, L.B.; Molle, D.M.R.; Montens, J.A.M.; Mordant, L.R.W.; Mordant, M.A.; Moreas, J.P.D.; Morisse, F.A.R.; Moulin, J.L.; Moulron, W.; Moussiaux, J.A.; Musiaux, P.L.C.; Natalis, R.M.J.; Neels, J.M.L.; Neerincx, P.E.; Nellissen, D.P.P.; Nys, M.; Ongena, A.J.M.; Ooms, L.P.A.; Padrone, G.A.F.; Pahaut, J.M.V.; Palmaers, F.D.C.; Parmentier, S.J.A.; Paunet, P.A.H.; Peeters, C.E.; Peiffer, R.A.A.; Pennequin, M.F.G.; Penny, S.N.; Petiau, M.A.; Petroons, P.L.; Pieters, B.M.A.; Pironet, G.C.; Pirson, R.P.L.; Planque, D.W.; Polet, P.M.J.; Pouilliau, G.E.D.; Pousseur, J.M.A.; Prignon, J.D.G.; Prouveur, L.; Put, M.J.L.; Quevrin, S.O.R.; Quick, R.J.G.; Raemdonck, L.A.M.; Rasschaert, R.O.; Renier, E.M.; Roels, J.P.; Romain, M.F.A.; Sammels, C.C.; Schellens, E.A.; Schots, W.R.; Schroeven, K.J.; Servaes, M.J.L.; Sibille, A.A.E.; Spinnoy, F.F.M.; Staelens, E.G.; Stockart, P.L.R.; Surinx, E.L.J.; Swinnen, T.E.S.; Therasse, D.L.R.; Theunissen, H.M.K.; Thonnart, F.J.P.; Timperman, J.M.A.; Vaes, T.H.E.; Vallier, N.A.C.; Van Aerschoot, P.C.L.; Van Bever, M.R.M.; Van Branden, M.J.D.; Van de Brul, L.M.L.; Van de Maele, L.; Van den Broeck, R.J.V.; Van der Auwera, K.F.; Van der Eedt, R.; Van Dessel, D.J.M.; Van Dooren, M.M.J.; Van Drom, M.P.P.; Van Goolen, J.V.; Van Hecke, M.M.I.; Van Kets, D.C.J.; Van Lysebetten, F.M.; Van Verdegem, M.G.R.; Van Winkel, J.D.R.; Vanberg, J.L.R.; Vandael, L.A.M.; Vande Voorde, M.R.T.; Vandebroek, M.E.; Vandenbosch, R.F.; Vandenbossche, M.G.M.; Vandepitte, M.R.; Vanderweylen, K.A.E.; Vandevelde, E.A.E.; Vandevelde, M.J.C.; Vandevoorde, J.P.A.; Vandewyngaerde, J.L.J.; Vandommele, D.W.M.; Vandroogenbroeck, J.D.; Vanham, J.M.H.; Vanheeswyck, G.; Vanherle, D.M.G.; Vanhoorenbeke, F.A.; Vannevel, M.H.; Vanoppre, S.J.F.; Vanrusselt, M.J.H.; Vanwetswinkel, L.M.R.; Vercauteren, J.E.E.; Vercouillie, M.B.; Verdonck, M.A.A.; Verduyn, X.D.; Verhaert, G.A.; Verhoeven, J.J.C.; Verhoeve, I.E.D.; Vermaerke, E.E.; Verschuieren, M.B.M.; Vervaeen, C.H.M.; Voorzanger, R.J.; Vreven, J.M.J.; Vroonen, C.H.A.; Walraeve, I.G.R.; Wart, J.C.; Was, R.J.H.; Weckx, J.A.L.; Wijdhooge, G.M.R.; Willems, P.J.; Winters, M.; Wouters, G.A.L.; Yvens, J.J.G.; Zanconato, M.V.G.

Korporaals :

Ballant, J.G.; Claeys, F.R.M.; De Weireld, I.A.G.; Deloie, J.J.; Willame, L.A.L.

Marine

Kwartiermeesters :

Borgonjon, V.G.A.; Clybouw, B.E.M.; Clybouw, G.R.; Cornelissis, M.L.L.; Decorte, P.P.A.; Geldhof, R.A.; Ost, F.K.; Seynaeve, C.M.B.; Vanderhaeghen, F.D.A.

Luchtmacht

Korporaals-chef :

Arnols, P.J.; Baert, D.J.M.; Baldini, P.J.E.; Bartels, G.J.G.; Beauvois, A.F.J.; Berings, M.A.L.; Biname, C.L.G.; Bindas, D.M.; Boniver, A.C.R.; Bosmans, A.C.P.; Brasseur, C.M.J.; Breels, M.A.J.; Briers, B.R.G.; Briola, M.C.; Brootcoorens, G.G.; Brusselmans, J.E.G.; Brynckman, D.H.; Bultot, T.J.G.; Castelluccio, P.M.; Celauro, A.V.; Cherenche, A.J.J.; Claes, F.P.E.; Colson, R.J.G.; Conrardy, A.Y.J.; Cornette, P.E.; Cosyns, A.M.; Courbet, F.A.B.; Custers, J.; Davreux, F.M.; Davreux, M.D.C.; De Keukelaere, A.C.D.; De Muynck, A.C.J.; De Muynck, D.L.C.; Decamps, J.; Degrave, P.G.; Demoulin, C.R.R.; Dendal, R.; Deneuker, V.J.G.; Denteneer, F.M.R.; Devriendt, M.Y.; Dirix, M.E.M.; Distelmans, F.B.E.; Dufour, L.L.F.; Duson, D.J.C.; Fabry, L.L.; Ferry, J.M.F.; Feyaerts, D.G.; Fiers, J.H.J.; Frere, G.H.R.; Gillard, M.; Gossiaux, E.J.L.; Goulier, G.P.A.; Grandjean, C.A.M.; Guilmain, S.M.D.; Hals, L.R.; Hurxkens, H.J.G.; Ivens, F.F.M.; Jansen, F.C.C.; Kleyen, J.H.M.; Koopman, A.N.J.; L'Homme, F.G.; Lacour, D.A.L.; Ladangh, D.T.J.; Lambeaux, J.J.J.; Lecuyer, B.G.; Ledur, M.J.G.; Lelievre, M.J.; Lemaire, D.J.H.; Lequeux, M.C.G.; Leynen, A.A.L.; Lobbingier, J.P.J.; Maes, P.M.J.; Martens, E.M.J.; Mathijs, L.D.E.; Meerten, J.M.V.; Meirlaen, J.A.; Michaux, L.M.M.; Michotte, P.S.J.; Mombaerts, C.J.J.; Mussche, D.M.; Neyman, D.M.J.; Paquet, D.M.R.; Peetermans, L.F.; Repriels, R.M.T.; Reynders, W.E.J.; Roeland, D.V.A.; Rome, F.D.; Roosen, V.G.; Rossion, M.T.G.; Sacre, L.; Sanders, L.E.S.; Schapmans, G.H.J.; Schroyen, E.W.M.; Sergioyne, F.M.J.; Sibille, R.P.G.; Siemons, J.L.J.; Stijnen, J.P.E.; Stordeur, M.D.G.; Thuys, J.M.C.; Tommeleyn, L.J.L.; Toussaint, C.H.G.; Van Belle, R.R.R.; Van den Bergh, L.A.V.; Van den Eede, D.J.; Van Helden, E.M.; Van

Herck, J.F.; Van Langenhove, P.A.G.; Van Malderen, E.; Vanderauwera, G.L.J.; Vanthuyne, M.L.F.; Vercarre, R.M.C.; Vertonghen, L.R.J.; Vranckx, D.L.G.; Wallez, H.A.S.; Walraven, J.; Wery, C.L.M.; Winkelmanns, N.P.H.

Caporal Floch, Y.S.M.

Service médical

Caporaux-chefs :

Andreux, S.R.M.; Cordier, G.D.; De lathauwer, G.M.; Frycze, S.; Genin, A.G.; Ledure, J.L.E.; Louagie, J.J.R.; Smeermont, O.J.L.; Van Houcke, M.A.; Verhaegen, P.; Vets, F.; Warnon, J.J.M.; Wils, E.P.M.

Herck, J.F.; Van Langenhove, P.A.G.; Van Malderen, E.; Vanderauwera, G.L.J.; Vanthuyne, M.L.F.; Vercarre, R.M.C.; Vertonghen, L.R.J.; Vranckx, D.L.G.; Wallez, H.A.S.; Walraven, J.; Wery, C.L.M.; Winkelmanns, N.P.H.

Korporaal Floch, Y.S.M.

Medische dienst

Korporaals-chef :

Andreux, S.R.M.; Cordier, G.D.; De lathauwer, G.M.; Frycze, S.; Genin, A.G.; Ledure, J.L.E.; Louagie, J.J.R.; Smeermont, O.J.L.; Van Houcke, M.A.; Verhaegen, P.; Vets, F.; Warnon, J.J.M.; Wils, E.P.M.



[97/7095]

**Forces armées. — Gendarmerie
Distinctions honorifiques. — Ordres nationaux**

Par arrêté royal n° 1391^{ter} du 6 décembre 1996 :
Sont promus Commandeur de l'Ordre de la Couronne et prendront rang dans l'Ordre, comme titulaire de cette nouvelle distinction :
A la date du 8 avril 1996 :

Force terrestre

Colonel breveté ingénieur du matériel militaire De Reze, G.J.F.

Force aérienne

Colonel aviateur breveté d'état-major Muller, A.A.R.

Service médical

Colonel de réserve Van Loocke, J.P.J.

A la date du 21 juillet 1996 :

Force terrestre

Colonels brevetés d'état-major :
De Haene, P.C.E.; Francois, E.A.M.; Tonon, F.A.J.; Van Holle, A.C.S.

Colonels :

Deseyn, C.G.; Van den Houwe, F.P.

Colonel breveté administrateur militaire Lefevre, J.A.C.

Marine

Capitaine de vaisseau breveté d'état-major De Cock, G.

Force aérienne

Colonel d'aviation breveté d'état-major Cazaerck, R.J.S.

Service médical

Colonel breveté d'état-major Vandermeulen, R.M.J.

A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Général de brigade commissionné Hollants, C.L.M.

Colonels brevetés d'état-major :

Cravillon, J.P.E.; Flament, J.R.G.; Reynders, M.A.I.

Colonels :

Michiels, L.M.C.; Onclin, G.E.

Colonels brevetés administrateurs militaires :

Criel, E.E.F.; Meex, G.M.P.

Force aérienne

Colonel d'aviation Jennes, R.H.P.

Service médical

Médecins colonels :

Dardenne, B.M.E.; Van Hoof, R.P.J.

Colonel Stevens, P.C.E.

[97/7095]

**Krijgsmacht. — Rijkswacht
Eervolle onderscheidingen. — Nationale Orden**

Bij koninklijk besluit nr. 1391^{ter} van 6 december 1996 :
Worden bevorderd tot Commandeur in de Kroonorde en zal, als houder van deze nieuwe onderscheiding, in de Orde rang innemen :
Op datum van 8 april 1996 :

Landmacht

Kolonel met brevet van ingenieur van het militair materieel De Reze, G.J.F.

Luchtmacht

Kolonel-vlieger stafbrevethouder Muller, A.A.R.

Medische dienst

Reservekolonel Van Loocke, J.P.J.

Op datum van 21 juli 1996 :

Landmacht

Kolonels stafbrevethouders :
De Haene, P.C.E.; Francois, E.A.M.; Tonon, F.A.J.; Van Holle, A.C.S.

Kolonels :

Deseyn, C.G.; Van den Houwe, F.P.

Kolonel met brevet van militair administrateur Lefevre, J.A.C.

Marine

Kapitein-ter-zee stafbrevethouder De Cock, G.

Luchtmacht

Kolonel van het vliegwezen stafbrevethouder Cazaerck, R.J.S.

Medische dienst

Kolonel stafbrevethouder Vandermeulen, R.M.J.

Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Aangesteld brigadegeneraal Hollants, C.L.M.

Kolonels stafbrevethouders :

Cravillon, J.P.E.; Flament, J.R.G.; Reynders, M.A.I.

Kolonels :

Michiels, L.M.C.; Onclin, G.E.

Kolonels met brevet van militair administrateur :

Criel, E.E.F.; Meex, G.M.P.

Luchtmacht

Kolonel van het vliegwezen Jennes, R.H.P.

Medische dienst

Geneesheren-kolonels :

Dardenne, B.M.E.; Van Hoof, R.P.J.

Kolonel Stevens, P.C.E.

Gendarmerie

Colonel Daneels, P.P.E.

Sont promu Officier de l'Ordre de la Couronne et prennent rang dans l'Ordre, comme titulaire de cette nouvelle distinction :
A la date du 21 juillet 1995 :

Force terrestre

Capitaine-commandant de réserve Zimmer, Y.A.

Force aérienne

Lieutenant-colonel de réserve Mendonck, H.F.L.

A la date du 15 novembre 1995 :

Force terrestre

Aumônier de première classe du culte catholique de réserve Hermans, R.P.E.

A la date du 8 avril 1996 :

Force terrestre

Capitaine-commandant de réserve Moonen, P.F.

A la date du 21 juillet 1996 :

Force aérienne

Lieutenant-colonel d'aviation breveté administrateur militaire Hancisse, R.

Lieutenant-colonel de réserve Defossez, P.C.J.

Majors de réserve :

Boets, A.F.J.; Reyns, L.A.A.; Schots, R.N.J.

Capitaine-commandant d'aviation Martinez, G.J.

Capitaines-commandants de réserve :

Badot, C.R.; Bodart, J.C.M.; Hiernaux, G.M.S.; Sabatier, J.C.R.; Six, L.G.R.

A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Lieutenants-colonels brevetés d'état-major :

Baudoin, A.M.; Bodson, A.M.J.; Hougardy, P.A.R.; Jacobs, B.M.J.; Schroyen, J.V.; Wattel, M.A.C.

Lieutenants-colonels :

Carpantier, J.M.N.; Frederix, R.O.T.; Piette, D.M.

Lieutenants-colonels brevetés administrateurs militaires :

Coene, H.F.J.; Somers, B.R.M.

Lieutenants-colonels de réserve :

Van Campenhout, J.K.; Van Laethem, P.L.; Versichele, J.J.J.

Major breveté d'état-major De Winne, A.G.B.

Majors :

De Haes, R.A.; Henrard, A.A.G.; Herman, J.D.J.; Legrain, C.G.; Maes, J.H.C.; Malherbe, J.C.G.; Mascoux, A.J.M.; Spruyt, J.M.K.; Van Asbroeck, J.M.P.; Vandenbroucke, D.J.A.; Vanderheyden, J.A.E.; Ver-cruyssen, B.L.M.

Majors de réserve :

Debrabandere, M.A.; Leenknecht, J.E.; Smet, J.R.

Capitaines-commandants :

Christiaens, D.R.; Coppens, J.P.M.; De Keyzer, R.L.P.; Dirix, P.J.P.; Legrand, C.M.R.; Lemercier, M.A.M.; Samyn, N.G.E.; Smits, R.R.P.; Stoebel, E.L.E.; Tas, A.; Van Hoydonck, R.C.M.; Wilssens, E.E.M.

Capitaines-commandants de réserve :

Coppens, R.F.; Daenen, G.L.; Dehaut, Y.G.; Dirckx, J.N.; Donis, J.F.; Druart, C.E.E.; Gendarme, J.M.; Gervoyse, E.A.; Kinard, W.V.; Lejeune, C.L.; Nangnot, J.P.; Pirard, P.E.; Snyers d'Attenhoven, G.P. (écuyer); Verhelst, W.; Vierlinck, M.Y.

Capitaine aviateur Van den Broucke, P.D.

Aumôniers de deuxième classe de réserve du culte catholique :

Christiaens, M.J.C.; Vandebril, O.P.M.; Wielockx, R.I.M.

Marine

Capitaine de corvette Sloomans, F.F.

Lieutenant de vaisseau de première classe Cornillie, G.R.

Rijkswacht

Kolonel Daneels, P.P.E.

Worden bevorderd tot Officier in de Kroonorde en zullen, als houder van deze nieuwe onderscheiding, in de Orde rang innemen :
Op datum van 21 juli 1995 :

Landmacht

Reservekapitein-commandant Zimmer, Y.A.

Luchtmacht

Reserveluitenant-kolonel Mendonck, H.F.L.

Op datum van 15 november 1995 :

Landmacht

Reserveaalmoezenier eerste klasse van de katholieke eredienst Hermans, R.P.E.

Op datum van 8 april 1996 :

Landmacht

Reservekapitein-commandant Moonen, P.F.

Op datum van 21 juli 1996 :

Luchtmacht

Luitenant-kolonel van het vliegwezen met brevet van militair administrateur Hancisse, R.

Reserveluitenant-kolonel Defossez, P.C.J.

Reservemajors :

Boets, A.F.J.; Reyns, L.A.A.; Schots, R.N.J.

Kapitein-commandant van het vliegwezen Martinez, G.J.

Reservekapiteins-commandanten :

Badot, C.R.; Bodart, J.C.M.; Hiernaux, G.M.S.; Sabatier, J.C.R.; Six, L.G.R.

Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Luitenant-kolonels stafbrevethouders :

Baudoin, A.M.; Bodson, A.M.J.; Hougardy, P.A.R.; Jacobs, B.M.J.; Schroyen, J.V.; Wattel, M.A.C.

Luitenant-kolonels :

Carpantier, J.M.N.; Frederix, R.O.T.; Piette, D.M.

Luitenant-kolonels met brevet van militair administrateur :

Coene, H.F.J.; Somers, B.R.M.

Reserveluitenant-kolonels :

Van Campenhout, J.K.; Van Laethem, P.L.; Versichele, J.J.J.

Majoor stafbrevethouder De Winne, A.G.B.

Majors :

De Haes, R.A.; Henrard, A.A.G.; Herman, J.D.J.; Legrain, C.G.; Maes, J.H.C.; Malherbe, J.C.G.; Mascoux, A.J.M.; Spruyt, J.M.K.; Van Asbroeck, J.M.P.; Vandenbroucke, D.J.A.; Vanderheyden, J.A.E.; Ver-cruyssen, B.L.M.

Reservemajors :

Debrabandere, M.A.; Leenknecht, J.E.; Smet, J.R.

Kapiteins-commandanten :

Christiaens, D.R.; Coppens, J.P.M.; De Keyzer, R.L.P.; Dirix, P.J.P.; Legrand, C.M.R.; Lemercier, M.A.M.; Samyn, N.G.E.; Smits, R.R.P.; Stoebel, E.L.E.; Tas, A.; Van Hoydonck, R.C.M.; Wilssens, E.E.M.

Reservekapiteins-commandanten :

Coppens, R.F.; Daenen, G.L.; Dehaut, Y.G.; Dirckx, J.N.; Donis, J.F.; Druart, C.E.E.; Gendarme, J.M.; Gervoyse, E.A.; Kinard, W.V.; Lejeune, C.L.; Nangnot, J.P.; Pirard, P.E.; Snyers d'Attenhoven, G.P. (jonkheer); Verhelst, W.; Vierlinck, M.Y.

Kapitein-vlieger Van den Broucke, P.D.

Reserveaalmoezeniers tweede klasse van de katholieke eredienst :

Christiaens, M.J.C.; Vandebril, O.P.M.; Wielockx, R.I.M.

Marine

Korvetkapitein Sloomans, F.F.

Luitenant-ter-zee eerste klasse Cornillie, G.R.

Lieutenant de vaisseau de première classe technicien breveté ingénieur du matériel militaire Van Zeebroeck, F.A.
 Lieutenant de vaisseau de première classe technicien Leseine, A.F.
 Lieutenant de vaisseau de première classe de réserve Fontaine, J.P.M.

Force aérienne

Aumônier principal du culte catholique De Lange, F.H.M.
 Lieutenants-colonels d'aviation brevetés d'état-major :
 Baret, H.D.S.; Moorkens, K.C.
 Lieutenant-colonel d'aviation Gennotte, J.P.A.
 Majors d'aviation :
 Bernaerts, E.J.A.; Groenen, E.J.D.; Hausoul, L.H.G.; Vandezande, C.L.F.; Vercammen, H.A.
 Capitaines-commandants aviateurs :
 Bernard, H.D.S.; Finck, G.J.P.; Mollet, P.H.; Stockmans, P.F.A.
 Capitaines-commandants d'aviation :
 Chantry, J.M.L.; Degriek, R.A.C.; Scoyer, M.L.F.; Stienon, J.M.; Straetmans, J.P.G.; Van den Eede, W.T.A.; Vande Kerckhove, L.A.R.
 Capitaines-commandants de réserve :
 Limelette, A.G.; Squelard, A.R.C.

Service médical

Médecins lieutenants-colonels :
 Broos, J.I.; Debeuf, D.; Ghyselinckx, B.G.
 Lieutenant-colonel De Neve, E.R.M.
 Dentistes lieutenants-colonels de réserve :
 De Moor, J.E.C.; Vertriest, J.E.; Vranck, G.M.
 Médecins majors :
 Romain, J.G.J.; Willems, P.A.
 Dentistes commandants de réserve :
 Decoster, J.F.F.; Dewulf, F.C.; Heeren, J.M.J.; Hendrickx, M.A.A.; Herte, G.E.A.; Janssens, G.H.M.

Gendarmerie

Lieutenants-colonels :
 Bourdoux, G.L.W.; Jacobs, M.M.J.; Stockmans, J.M.J.
 Major Geysels, F.J.E.
 Capitaines-commandants :
 Daghelet, R.R.J.; Dasnoy, D.A.A.; Gregoire, J.P.O.; Merlo, D.L.; Panis, J.A.F.; Van Beek, L.L.F.; Warnimont, J.A.G.

Sont nommés Chevalier de l'Ordre de la Couronne et prendront rang dans l'Ordre :

A la date du 21 juillet 1994 :

Service médical

Capitaine D'Heuvaert, L.L.A.
 A la date du 15 novembre 1994 :

Force terrestre

Aumônier de première classe du culte catholique Quertemont, M.A.J.
 A la date du 8 avril 1995 :

Force aérienne

Capitaine de réserve Blommaert, E.D.G.
 A la date du 21 juillet 1995 :

Force terrestre

Capitaine-commandant Vrancken, J.H.
 A la date du 15 novembre 1995 :

Force terrestre

Capitaines :
 Dubrunfaut, J.L.F.; Segers, M.A.A.
 Aumônier de deuxième classe du culte catholique Tinant, C.D.H.

Force aérienne

Capitaine-commandant d'aviation Pedergnana, J.P.
 Lieutenant d'aviation De Vos, T.J.A.

Luitenant-ter-zee eerste klasse technicus met brevet van ingenieur van het militair materieel Van Zeebroeck, F.A.
 Luitenant-ter-zee eerste klasse technicus Leseine, A.F.
 Reserveluitenant-ter-zee eerste klasse Fontaine, J.P.M.

Luchtmacht

Hoofdaalmoezenier van de katholieke eredienst De Lange, F.H.M.
 Luitenant-kolonels van het vliegwezen stafbrevehouders :
 Baret, H.D.S.; Moorkens, K.C.
 Luitenant-kolonel van het vliegwezen Gennotte, J.P.A.
 Majors van het vliegwezen :
 Bernaerts, E.J.A.; Groenen, E.J.D.; Hausoul, L.H.G.; Vandezande, C.L.F.; Vercammen, H.A.
 Kapiteins-commandanten-vliegers :
 Bernard, H.D.S.; Finck, G.J.P.; Mollet, P.H.; Stockmans, P.F.A.
 Kapiteins-commandanten van het vliegwezen :
 Chantry, J.M.L.; Degriek, R.A.C.; Scoyer, M.L.F.; Stienon, J.M.; Straetmans, J.P.G.; Van den Eede, W.T.A.; Vande Kerckhove, L.A.R.
 Reservekapiteins-commandanten :
 Limelette, A.G.; Squelard, A.R.C.

Medische dienst

Geneesheren luitenant-kolonels :
 Broos, J.I.; Debeuf, D.; Ghyselinckx, B.G.
 Luitenant-kolonel De Neve, E.R.M.
 Tandartsen reserveluitenant-kolonels :
 De Moor, J.E.C.; Vertriest, J.E.; Vranck, G.M.
 Geneesheren majors :
 Romain, J.G.J.; Willems, P.A.
 Tandartsen reservecommandanten :
 Decoster, J.F.F.; Dewulf, F.C.; Heeren, J.M.J.; Hendrickx, M.A.A.; Herte, G.E.A.; Janssens, G.H.M.

Rijkswacht

Luitenant-kolonels :
 Bourdoux, G.L.W.; Jacobs, M.M.J.; Stockmans, J.M.J.
 Major Geysels, F.J.E.
 Kapiteins-commandanten :
 Daghelet, R.R.J.; Dasnoy, D.A.A.; Gregoire, J.P.O.; Merlo, D.L.; Panis, J.A.F.; Van Beek, L.L.F.; Warnimont, J.A.G.

Worden benoemd tot Ridder in de Kroonorde en zullen in de Orde rang innemen :

Op datum van 21 juli 1994 :

Medische dienst

Kapitein D'Heuvaert, L.L.A.
 Op datum van 15 november 1994 :

Landmacht

Aalmoezenier eerste klasse van de katholieke eredienst Quertemont, M.A.J.
 Op datum van 8 april 1995 :

Luchtmacht

Reservekapitein Blommaert, E.D.G.
 Op datum van 21 juli 1995 :

Landmacht

Kapitein-commandant Vrancken, J.H.
 Op datum van 15 november 1995 :

Landmacht

Kapiteins :
 Dubrunfaut, J.L.F.; Segers, M.A.A.
 Aalmoezenier tweede klasse van de katholieke eredienst Tinant, C.D.H.

Luchtmacht

Kapitein-commandant van het vliegwezen Pedergnana, J.P.
 Luitenant van het vliegwezen De Vos, T.J.A.

Service médical

Capitaine Valle, B.R.C.
A la date du 8 avril 1996 :

Force terrestre

Aumônier de première classe du culte catholique Deburghraeve, J.J.L.
Capitaine-commandant Vangermeersch, R.L.G.
Lieutenant de réserve De Muelenaere, R.M.H.

Service médical

Médecin lieutenant de réserve Mercier, L.J.H.
Sous-lieutenant de réserve Joos, J.P.A.
A la date du 21 juillet 1996 :

Force terrestre

Capitaines :
Bultot, R.J.G.; Geers, L.H.P.; Lacroix, G.N.M.
Capitaine de réserve Vanhentenrijk, H.L.
Aumônier de deuxième classe du culte catholique Walgraeve, P.R.N.

Sous-lieutenant de réserve Royers, J.G.J.

Force aérienne

Capitaines d'aviation :
Lejeune, J.L.J.; Tessaro, E.

Service médical

Dentiste major Beeckman, R.S.M.
A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Capitaines-commandants :
Breyne, J.W.; Bryon, P.; Cammaert, E.P.A.; Derolez, F.M.E.; Devogelaere, P.W.I.; Hautier, D.A.A.; Hubrecht, P.P.; Lange, P.M.F.; Milio, J.A.A.; Swerts, P.I.; Tondeur, B.D.A.; Van Bever, D.O.A.; Vancaster, A.S.M.; Vandenberghe, P.J.M.
Capitaines-commandants de réserve :
Angillis, F.M.V.; Fossoul, M.; Willemyns, M.
Capitaine aviateur Collin, E.G.M.
Capitaines :
Acke, R.G.E.; Brohet, B.E.; Calcoen, R.D.M.; De Buyser, J.M.F.; De Clercq, J.A.F.; De Clercq, K.G.; De Lepeleire, P.; De Meulder, D.L.; De Wolf, D.V.O.; Dereppe, A.J.M.; Desfosses, A.J.; Dewez, R.L.J.; Dilis, G.J.E.; Dumont, G.Y.C.; Fagny, G.J.L.; Fraineux, J.A.R.; Fresson, J.C.R.; Guillaume, I.C.M.; Jauniau, P.G.L.; Kuys, W.; Laudes, J.M.; Leben, L.A.H.; Martin, M.E.; Mulken, R.H.J.; Parmentier, D.A.; Peeters, D.E.M.; Peeters, G.P.M.; Piette, T.; Quarre, B.L.; Rens, L.A.L.; Rogge, B.A.B.; Saiselet, P.R.N.; Sassel, V.J.L.; Slechten, J.J.H.; Sluifers, D.P.; Snauwaert, G.E.R.; Spillemaeckers, I.P.G.; Sprengers, B.M.V.; Theunissen, Y.P.; Van Alphen, P.J.P.; Van Broeck, H.G.; Van der Donckt, C.; Van Puyvelde, D.A.M.; Vandenbrouck, D.M.P.; Vanderstichele, Y.A.; Vrijssen, S.J.M.; Warnauts, T.J.J.; Wittner, G.F.
Capitaine d'administration Piette, M.A.J.
Capitaines brevetés ingénieurs du matériel militaire :
Fort, G.R.; Vandeveld, T.F.R.; Verschueren, S.J.
Capitaines de réserve :
Bel, J.J.P.; Clinckemaillie, F.V.M.; Driesen, I.A.C.; Drieskens, S.M.A.; Focke, P.M.R.; Kreins, S.J.; Mertens, M.F.G.; Rousseau, P.M.B.; Verborgh, I.M.F.
Lieutenants :
Kok, J.P.W.; Nannetti, A.M.J.; Rousseaux, M.T.; Thoumsin, L.H.J.; Van Bosch, P.W.L.; Verbruggen, L.P.A.
Lieutenants de réserve :
De Stexhe, J.; Demarche, P.M.; Nachtergaele, C.S.; Raets, E.J.; Roelstraete, B.M.; Syben, J.F.H.; Van Winckel, T.G.; Vanneste, G.N.N.
Aumônier de deuxième classe du culte protestant Leclercq, A.J.G.

Medische dienst

Kapitein Valle, B.R.C.
Op datum van 8 april 1996 :

Landmacht

Aalmoezener eerste klasse van de katholieke eredienst Deburghraeve, J.J.L.
Kapitein-commandant Vangermeersch, R.L.G.
Reserveluitenant De Muelenaere, R.M.H.

Medische dienst

Geneesheer reserveluitenant Mercier, L.J.H.
Reserveonderluitenant Joos, J.P.A.
Op datum van 21 juli 1996 :

Landmacht

Kapiteins :
Bultot, R.J.G.; Geers, L.H.P.; Lacroix, G.N.M.
Reservekapitein Vanhentenrijk, H.L.
Aalmoezener tweede klasse van de katholieke eredienst Walgraeve, P.R.N.
Reserveonderluitenant Royers, J.G.J.

Luchtmacht

Kapiteins van het vliegwezen :
Lejeune, J.L.J.; Tessaro, E.

Medische dienst

Tandarts majoor Beeckman, R.S.M.
Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Kapiteins-commandanten :
Breyne, J.W.; Bryon, P.; Cammaert, E.P.A.; Derolez, F.M.E.; Devogelaere, P.W.I.; Hautier, D.A.A.; Hubrecht, P.P.; Lange, P.M.F.; Milio, J.A.A.; Swerts, P.I.; Tondeur, B.D.A.; Van Bever, D.O.A.; Vancaster, A.S.M.; Vandenberghe, P.J.M.
Reservekapiteins-commandanten :
Angillis, F.M.V.; Fossoul, M.; Willemyns, M.
Kapitein-vlieger Collin, E.G.M.
Kapiteins :
Acke, R.G.E.; Brohet, B.E.; Calcoen, R.D.M.; De Buyser, J.M.F.; De Clercq, J.A.F.; De Clercq, K.G.; De Lepeleire, P.; De Meulder, D.L.; De Wolf, D.V.O.; Dereppe, A.J.M.; Desfosses, A.J.; Dewez, R.L.J.; Dilis, G.J.E.; Dumont, G.Y.C.; Fagny, G.J.L.; Fraineux, J.A.R.; Fresson, J.C.R.; Guillaume, I.C.M.; Jauniau, P.G.L.; Kuys, W.; Laudes, J.M.; Leben, L.A.H.; Martin, M.E.; Mulken, R.H.J.; Parmentier, D.A.; Peeters, D.E.M.; Peeters, G.P.M.; Piette, T.; Quarre, B.L.; Rens, L.A.L.; Rogge, B.A.B.; Saiselet, P.R.N.; Sassel, V.J.L.; Slechten, J.J.H.; Sluifers, D.P.; Snauwaert, G.E.R.; Spillemaeckers, I.P.G.; Sprengers, B.M.V.; Theunissen, Y.P.; Van Alphen, P.J.P.; Van Broeck, H.G.; Van der Donckt, C.; Van Puyvelde, D.A.M.; Vandenbrouck, D.M.P.; Vanderstichele, Y.A.; Vrijssen, S.J.M.; Warnauts, T.J.J.; Wittner, G.F.
Kapitein van administratie Piette, M.A.J.
Kapiteins met brevet van ingenieur van het militair materieel :
Fort, G.R.; Vandeveld, T.F.R.; Verschueren, S.J.
Reservekapiteins :
Bel, J.J.P.; Clinckemaillie, F.V.M.; Driesen, I.A.C.; Drieskens, S.M.A.; Focke, P.M.R.; Kreins, S.J.; Mertens, M.F.G.; Rousseau, P.M.B.; Verborgh, I.M.F.
Luitenants :
Kok, J.P.W.; Nannetti, A.M.J.; Rousseaux, M.T.; Thoumsin, L.H.J.; Van Bosch, P.W.L.; Verbruggen, L.P.A.
Reserveluitenants :
De Stexhe, J.; Demarche, P.M.; Nachtergaele, C.S.; Raets, E.J.; Roelstraete, B.M.; Syben, J.F.H.; Van Winckel, T.G.; Vanneste, G.N.N.
Aalmoezener tweede klasse van de protestantse eredienst Leclercq, A.J.G.

Sous-lieutenants de réserve :

Hertoghs, M.L.E.; Meys, P.E.; Roberechts, M.P.L.; Verstraeten, J.C.A.
Adjudants-chefs :

Amel, Y.L.M.; Arnouts, P.C.J.; Bonte, E.; Bovy, R.C.R.; Bras-seur, I.M.M.; Buyse, W.V.G.; Cabey, J.L.R.; Coenije, E.P.; Coucke, Y.M.A.; Daniel, R.A.; Daniels, B.H.L.; De Coster, M.R.; De Deckers, L.; De Laender, R.J.; De Vos, R.; De Wilde, M.J.; Decalf, A.A.C.; Delattre, C.R.; Deprez, D.H.G.; Derlet, W.M.; Dobbelaere, R.E.J.; Ducastel, R.G.; Gerbeaux, A.J.G.; Godalier, A.J.L.; Godart, J.C.A.; Hardy, J.M.G.; Jansen, H.M.S.; Lambert, G.T.R.; Lebacqz, F.G.; Lemmens, T.; Lens, E.G.H.; Leveau, C.F.G.; Lolivier, J.P.; Mabilille, C.; Maes, T.A.J.; Manchel, J.J.N.; Marchal, A.L.G.; Masy, A.I.M.; Messin, R.; Nicolas, J.M.E.; Noiset, J.P.B.; Pauwels, N.C.; Poivre, F.F.F.; Rau, M.K.D.; Segers, V.Y.; Simons, U.A.J.; Van de Mert, W.J.V.; Van den Eeckhout, J.C.; Van der Wel, W.C.L.; Van Gastel, L.R.J.; Van Hecke, R.G.M.; Van-hees, A.G.L.; Verkimpe, A.A.D.; Versluys, F.P.F.; Verstraeten, J.D.; Viaene, F.R.A.; Vogeleeleer, R.A.M.; Vuyse, A.G.

Adjudants :

Aerts, E.J.C.; Bonneure, R.A.L.; Bordui, V.P.J.; Callewaert, G.A.; Carlier, J.B.M.; Collyn, A.P.; Cornelis, J.L.; Cuyvers, R.R.J.; Dauw, A.J.L.; De Keukelaere, F.L.; Debuigne, R.G.; Devezon, B.G.L.; Dewez, J.J.V.; Driesen, J.T.M.; Duwel, E.V.A.; Ernould, R.E.A.; Feyen, R.L.M.; Feyereisen, A.; Fievez, P.A.; Grandjean, R.F.R.; Heyman, T.L.Y.; Hilder-son, A.F.C.; Jacobs, J.A.A.; Jadot, J.M.G.; Kog, F.E.M.; Lanoy, P.G.; Lebon, J.J.L.; Leloup, M.L.G.; Loncke, A.C.; Ludinant, F.G.; Maes, F.H.; Meeus, J.; Mellebeek, H.W.; Michiels, C.G.L.; Mistiaen, J.P.J.; Peere-boom, M.P.L.; Renders, H.J.; Salden, R.H.J.; Samson, H.L.; Sclacmen-der, J.; Semanysszyn, J.; Theunissen, C.M.; Top, E.A.C.; Vagen-ende, M.C.R.; Van Coillie, B.F.; Van Lancker, L.R.; Van Thomme, R.C.; Vandewalle, C.A.Y.; Vandewinkel, T.J.J.; Vranckx, F.J.E.

Premiers sergents-majors de réserve :

Bovy, R.P.; Vandael, L.M.; Vandeput, C.M.G.

Premiers sergents-chefs :

Bauweraerts, R.; Borlon, A.G.L.; Brants, B.F.; Gousset, J.M.; Jans-sens, R.G.; Quinet, C.J.E.; Woit, H.J.

Premier sergent Van Brantegem, J.P.M.

Premiers sergents de réserve :

Jousten, E.H.; Lesire, M.L.; Marechal, M.R.; Schreurs, J.M.

Marine

Maître principal Martens, J.A.

Premiers maîtres-chefs :

Gunst, R.C.; Hanssen, L.J.; Philips, M.O.E.; Theys, R.L.A.

Premier maître-chef de réserve Louvrier, A.V.

Maître-chef Steen, H.C.

Force aérienne

Capitaines-commandants d'aviation :

Quaegebeur, M.E.G.; Verhelle, P.E.E.

Capitaines aviateurs :

Balon, J.F.B.; Culot, E.R.; Denis, E.A.D.; Paul, L.C.M.; Sceve-nels, G.E.M.; Vandembroeck, E.

Capitaines d'aviation :

Collet, L.L.A.; Demeyere, H.M.C.; Heledt, C.J.; Laporte, D.A.; Mal-lien, J.P.M.; Quiquempoix, M.W.E.; Van Langenhove, T.J.A.; Van Loock, L.M.R.; Van Waes, N.C.A.; Vandervelden, P.J.M.; Vervust, P.G.F.; Vesters, G.A.M.; Wttrwulghé, C.

Lieutenants d'aviation :

Gallopyn, C.G.; Swinnen, O.F.M.; Van Leuven, M.M.J.

Sous-lieutenant de réserve Jordens, L.J.

Adjudants-chefs :

Arrotin, P.M.G.; Bare, J.R.L.; Caeyers, B.C.N.; Cornelis, A.R.; Crom-melinck, G.A.L.; Dehant, M.J.J.; Delanoeye, M.U.A.; Dheedene, J.M.; Fierens, L.; Jacobs, J.F.E.; Kenis, H.J.; Leclercq, G.A.J.; Lesire, J.H.G.; Levaque, E.C.A.; Parisse, R.M.J.; Schollen, L.G.F.; Van Bocxstaele, R.F.L.; Van Daele, P.L.; Vangestel, R.A.; Verbeeck, D.L.P.; Willems, R.A.A.; Willems, W.J.; Wuyts, G.M.; Wuyts, H.M.J.

Adjutant-chef de réserve De Groot, G.

Adjudants :

Caekbeke, H.M.; Colinet, A.D.E.; Crommelinck, W.A.; Dec-kers, J.J.A.; Declerck, D.O.J.; Decrock, T.C.H.; Denis, E.L.A.; Dillens, R.H.L.; Dolata, F.M.A.; Druart, R.; Dupont, J.P.; Dupont, W.M.U.; Fourre, R.A.L.; Gabriels, A.; Geneyn, J.M.A.;

Reserveonderluitnants :

Hertoghs, M.L.E.; Meys, P.E.; Roberechts, M.P.L.; Verstraeten, J.C.A.
Adjudanten-chef :

Amel, Y.L.M.; Arnouts, P.C.J.; Bonte, E.; Bovy, R.C.R.; Bras-seur, I.M.M.; Buyse, W.V.G.; Cabey, J.L.R.; Coenije, E.P.; Coucke, Y.M.A.; Daniel, R.A.; Daniels, B.H.L.; De Coster, M.R.; De Deckers, L.; De Laender, R.J.; De Vos, R.; De Wilde, M.J.; Decalf, A.A.C.; Delattre, C.R.; Deprez, D.H.G.; Derlet, W.M.; Dobbelaere, R.E.J.; Ducastel, R.G.; Gerbeaux, A.J.G.; Godalier, A.J.L.; Godart, J.C.A.; Hardy, J.M.G.; Jansen, H.M.S.; Lambert, G.T.R.; Lebacqz, F.G.; Lemmens, T.; Lens, E.G.H.; Leveau, C.F.G.; Lolivier, J.P.; Mabilille, C.; Maes, T.A.J.; Manchel, J.J.N.; Marchal, A.L.G.; Masy, A.I.M.; Messin, R.; Nico-las, J.M.E.; Noiset, J.P.B.; Pauwels, N.C.; Poivre, F.F.F.; Rau, M.K.D.; Segers, V.Y.; Simons, U.A.J.; Van de Mert, W.J.V.; Van den Eeckhout, J.C.; Van der Wel, W.C.L.; Van Gastel, L.R.J.; Van Hecke, R.G.M.; Van-hees, A.G.L.; Verkimpe, A.A.D.; Versluys, F.P.F.; Verstraeten, J.D.; Viaene, F.R.A.; Vogeleeleer, R.A.M.; Vuyse, A.G.

Adjudanten :

Aerts, E.J.C.; Bonneure, R.A.L.; Bordui, V.P.J.; Callewaert, G.A.; Carlier, J.B.M.; Collyn, A.P.; Cornelis, J.L.; Cuyvers, R.R.J.; Dauw, A.J.L.; De Keukelaere, F.L.; Debuigne, R.G.; Devezon, B.G.L.; Dewez, J.J.V.; Driesen, J.T.M.; Duwel, E.V.A.; Ernould, R.E.A.; Feyen, R.L.M.; Feyereisen, A.; Fievez, P.A.; Grandjean, R.F.R.; Heyman, T.L.Y.; Hilder-son, A.F.C.; Jacobs, J.A.A.; Jadot, J.M.G.; Kog, F.E.M.; Lanoy, P.G.; Lebon, J.J.L.; Leloup, M.L.G.; Loncke, A.C.; Ludinant, F.G.; Maes, F.H.; Meeus, J.; Mellebeek, H.W.; Michiels, C.G.L.; Mistiaen, J.P.J.; Peere-boom, M.P.L.; Renders, H.J.; Salden, R.H.J.; Samson, H.L.; Sclacmen-der, J.; Semanysszyn, J.; Theunissen, C.M.; Top, E.A.C.; Vagen-ende, M.C.R.; Van Coillie, B.F.; Van Lancker, L.R.; Van Thomme, R.C.; Vandewalle, C.A.Y.; Vandewinkel, T.J.J.; Vranckx, F.J.E.

Reserve eerste sergeant-majors :

Bovy, R.P.; Vandael, L.M.; Vandeput, C.M.G.

Eerste sergeanten-chef :

Bauweraerts, R.; Borlon, A.G.L.; Brants, B.F.; Gousset, J.M.; Jans-sens, R.G.; Quinet, C.J.E.; Woit, H.J.

Eerste sergeant Van Brantegem, J.P.M.

Reserve-eerste sergeanten :

Jousten, E.H.; Lesire, M.L.; Marechal, M.R.; Schreurs, J.M.

Marine

Opmeermeester Martens, J.A.

Eerste meesters-chef :

Gunst, R.C.; Hanssen, L.J.; Philips, M.O.E.; Theys, R.L.A.

Reserve eerste meester-chef Louvrier, A.V.

Meester-chef Steen, H.C.

Luchtmacht

Kapiteins-commandanten van het vliegwezen :

Quaegebeur, M.E.G.; Verhelle, P.E.E.

Kapiteins-vliegers :

Balon, J.F.B.; Culot, E.R.; Denis, E.A.D.; Paul, L.C.M.; Sce-venels, G.E.M.; Vandembroeck, E.

Kapiteins van het vliegwezen :

Collet, L.L.A.; Demeyere, H.M.C.; Heledt, C.J.; Laporte, D.A.; Mal-lien, J.P.M.; Quiquempoix, M.W.E.; Van Langenhove, T.J.A.; Van Loock, L.M.R.; Van Waes, N.C.A.; Vandervelden, P.J.M.; Vervust, P.G.F.; Vesters, G.A.M.; Wttrwulghé, C.

Luitenants van het vliegwezen :

Gallopyn, C.G.; Swinnen, O.F.M.; Van Leuven, M.M.J.

Reserveonderluitenant Jordens, L.J.

Adjudanten-chef :

Arrotin, P.M.G.; Bare, J.R.L.; Caeyers, B.C.N.; Cornelis, A.R.; Crom-melinck, G.A.L.; Dehant, M.J.J.; Delanoeye, M.U.A.; Dheedene, J.M.; Fierens, L.; Jacobs, J.F.E.; Kenis, H.J.; Leclercq, G.A.J.; Lesire, J.H.G.; Levaque, E.C.A.; Parisse, R.M.J.; Schollen, L.G.F.; Van Bocxstaele, R.F.L.; Van Daele, P.L.; Vangestel, R.A.; Verbeeck, D.L.P.; Willems, R.A.A.; Willems, W.J.; Wuyts, G.M.; Wuyts, H.M.J.

Reserve adjudant-chef De Groot, G.

Adjudanten :

Caekbeke, H.M.; Colinet, A.D.E.; Crommelinck, W.A.; Dec-kers, J.J.A.; Declerck, D.O.J.; Decrock, T.C.H.; Denis, E.L.A.; Dil-lens, R.H.L.; Dolata, F.M.A.; Druart, R.; Dupont, J.P.; Dupont, W.M.U.; Fourre, R.A.L.; Gabriels, A.; Geneyn, J.M.A.; Gerard, C.M.L.; Govaerts,

Gerard, C.M.L.; Govaerts, E.R.; Horemans, K.M.L.; Hubert, L.R.; Jannes, J.M.J.; Janssens, G.A.; Lambert, F.J.C.; Meurisse, F.G.E.; Packet, G.C.C.; Paesen, J.H.; Rose, P.A.M.; Schepers, E.M.G.; Segers, P.; Stiers, W.L.; Tordeur, C.R.A.; Van Hemelen, R.F.

Adjudant de réserve Jacobs, M.F.R.

Premiers sergents-chefs :

Colmant, A.J.J.; Couckuyt, L.N.; Put, C.A.A.

Service médical

Médecins capitaines :

Borgers, G.G.K.; Massage, P.F.M.

Adjudants-chefs :

Charles, R.E.M.; Cheron, L.E.C.; De Buck, R.M.A.; Delmotte, S.R.V.; Exelmans, J.E.; Verhoeyen, W.G.B.

Adjudants :

Dahm, J.H.; Dickx, M.G.R.; Senzier, W.J.M.

Premier sergent de réserve Natan, D.H.L.

Gendarmerie

Capitaines :

Allaerts, D.J.E.; De Sutter, J.J.; Gurdebeke, S.M.M.; Labbe, P.R.J.; Laruelle, F.L.A.; Liegeois, D.R.J.; Maes, B.J.M.; Marotte, R.C.J.; Michiels, D.J.M.; Saint, L.F.; Simon, P.A.N.; Simonis, M.H.; Taijmans, J.M.M.; Vandaele, R.H.J.

Lieutenant Schammo, F.M.

Adjudants-chefs :

Beguïn, M.J.; Esser, J.J.H.; Maekelberg, W.E.; Van Calster, F.M.C.; Vandenbogaerde, M.F.

Premiers maréchaux des logis-chefs :

Keustermans, W.R.J.; Machiels, D.A.F.; Sanders, G.

Premiers maréchaux des logis :

Amand, D.M.; Andries, R.L.J.; Arend, J.M.J.; Collignon, G.G.D.; Cupper, H.H.; D'Haene, A.F.; Degraeuwe, G.E.; Delanghe, G.M.V.; Depus, A.C.; Descamps, B.L.C.; Deshayes, J.P.R.; Dewulf, E.M.; Ghiste, C.A.Y.; Gysels, G.G.; Hendrickx, C.K.; Jadouille, W.J.M.; Lalmand, A.J.J.; Leyssens, L.A.; Lhonneux, G.L.F.; Santens, G.J.; Tielemans, F.M.; Van Wynsberghe, E.E.I.; Vandevyver, G.V.G.; Versavel, A.L.E.

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées, avec prise de rang dans l'Ordre :

A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Adjudants :

Allard, L.A.; Banneux, M.A.M.; Barbier, B.J.M.; Becx, A.P.H.; Bertrand, S.C.G.; Bienvenu, J.C.A.; Bolle, J.M.C.; Bonje, R.F.D.; Bouchat, J.B.L.; Boussa, C.T.J.; Brisart, J.J.G.; Burton, J.M.P.; Buysse, P.H.I.; Cattie, R.G.J.; Crelot, J.L.J.; Crispiels, P.F.D.; Crombez, R.A.M.; Darimont, G.M.D.; De Bock, H.J.M.; De Ceuninck, E.L.J.; De Ryck, W.P.A.; De Worm, R.H.; Delehouze, C.F.C.; Delhez, A.A.H.; Demuyzere, J.J.; Depresseux, F.L.P.; Dieu, J.L.F.; Duyck, P.P.M.; Englebert, D.R.A.; Fievet, P.; Flon, G.P.G.; Goffinet, J.M.F.; Houben, G.; Jassogne, M.E.G.; Keunen, H.A.; Kinable, J.M.E.; Lecocq, F.J.B.; Lhermite, Y.N.; Libouton, J.F.H.; Lienard, P.; Lorigenne, F.S.F.; Lucas, P.J.J.; Malchair, J.P.D.; Marie, C.A.R.; Massart, J.C.J.; Mathieu, A.J.A.; Meeus, J.H.; Melkenbeek, H.M.S.; Namur, F.G.G.; Perpete, R.P.A.; Petre, D.C.L.; Plevoets, J.H.C.; Reynaerts, A.E.M.; Ruysen, J.P.D.; Schmit, D.A.; Six, E.H.M.; Sloomakers, J.L.W.; Stas, G.A.F.; Tetaert, E.C.; Van Geebergen, G.C.; Van Looy, A.L.; Vandenede, P.V.F.; Vandevorst, K.N.J.; Vanlaer, H.J.F.; Vannieuwenhuysse, H.R.V.; Vanoppen, W.J.R.; Vanoverberg, D.H.; Verbeke, P.E.M.; Verduyn, P.J.J.; Vervaet, R.E.L.; Vranken, H.; Vuylsteke, L.M.M.; Wathélet, A.F.H.; Willems, C.F.; Wolniewicz, J.P.; Wyns, L.

Premiers sergents-majors :

Claes, C.; Genon, H.F.R.; Hoekx, P.C.; Lambert, H.J.A.; Verniers, F.L.L.

Premiers sergents-majors de réserve :

Chantraine, G.H.; Vaessen, M.J.M.; Verlinden, G.R.

Premiers sergents-chefs :

Ceresa, H.J.; Coulon, P.L.; Lebegge, A.P.H.; Mangelschots, H.J.P.; Mievis, A.J.; Migeot, J.P.G.; Nadin, J.P.R.; Pastorani, R.A.L.; Roelekens, J.J.

Premier sergent aviateur D'Herde, G.L.

E.R.; Horemans, K.M.L.; Hubert, L.R.; Jannes, J.M.J.; Janssens, G.A.; Lambert, F.J.C.; Meurisse, F.G.E.; Packet, G.C.C.; Paesen, J.H.; Rose, P.A.M.; Schepers, E.M.G.; Segers, P.; Stiers, W.L.; Tordeur, C.R.A.; Van Hemelen, R.F.

Reserveadjudant Jacobs, M.F.R.

Eerste sergeanten-chef :

Colmant, A.J.J.; Couckuyt, L.N.; Put, C.A.A.

Medische dienst

Geneesheren-kapiteins :

Borgers, G.G.K.; Massage, P.F.M.

Adjudanten-chef :

Charles, R.E.M.; Cheron, L.E.C.; De Buck, R.M.A.; Delmotte, S.R.V.; Exelmans, J.E.; Verhoeyen, W.G.B.

Adjudanten :

Dahm, J.H.; Dickx, M.G.R.; Senzier, W.J.M.

Reserve eerste-sergeant Natan, D.H.L.

Rijkswacht

Kapiteins :

Allaerts, D.J.E.; De Sutter, J.J.; Gurdebeke, S.M.M.; Labbe, P.R.J.; Laruelle, F.L.A.; Liegeois, D.R.J.; Maes, B.J.M.; Marotte, R.C.J.; Michiels, D.J.M.; Saint, L.F.; Simon, P.A.N.; Simonis, M.H.; Taijmans, J.M.M.; Vandaele, R.H.J.

Lieutenant Schammo, F.M.

Adjudanten-chef :

Beguïn, M.J.; Esser, J.J.H.; Maekelberg, W.E.; Van Calster, F.M.C.; Vandenbogaerde, M.F.

Eerste opperwachmeesters :

Keustermans, W.R.J.; Machiels, D.A.F.; Sanders, G.

Eerste wachmeesters :

Amand, D.M.; Andries, R.L.J.; Arend, J.M.J.; Collignon, G.G.D.; Cupper, H.H.; D'Haene, A.F.; Degraeuwe, G.E.; Delanghe, G.M.V.; Depus, A.C.; Descamps, B.L.C.; Deshayes, J.P.R.; Dewulf, E.M.; Ghiste, C.A.Y.; Gysels, G.G.; Hendrickx, C.K.; Jadouille, W.J.M.; Lalmand, A.J.J.; Leyssens, L.A.; Lhonneux, G.L.F.; Santens, G.J.; Tielemans, F.M.; Van Wynsberghe, E.E.I.; Vandevyver, G.V.G.; Versavel, A.L.E.

Worden de Gouden Palmen in de Kroonorde verleend, met rangneuring in de Orde :

Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Adjudanten :

Allard, L.A.; Banneux, M.A.M.; Barbier, B.J.M.; Becx, A.P.H.; Bertrand, S.C.G.; Bienvenu, J.C.A.; Bolle, J.M.C.; Bonje, R.F.D.; Bouchat, J.B.L.; Boussa, C.T.J.; Brisart, J.J.G.; Burton, J.M.P.; Buysse, P.H.I.; Cattie, R.G.J.; Crelot, J.L.J.; Crispiels, P.F.D.; Crombez, R.A.M.; Darimont, G.M.D.; De Bock, H.J.M.; De Ceuninck, E.L.J.; De Ryck, W.P.A.; De Worm, R.H.; Delehouze, C.F.C.; Delhez, A.A.H.; Demuyzere, J.J.; Depresseux, F.L.P.; Dieu, J.L.F.; Duyck, P.P.M.; Englebert, D.R.A.; Fievet, P.; Flon, G.P.G.; Goffinet, J.M.F.; Houben, G.; Jassogne, M.E.G.; Keunen, H.A.; Kinable, J.M.E.; Lecocq, F.J.B.; Lhermite, Y.N.; Libouton, J.F.H.; Lienard, P.; Lorigenne, F.S.F.; Lucas, P.J.J.; Malchair, J.P.D.; Marie, C.A.R.; Massart, J.C.J.; Mathieu, A.J.A.; Meeus, J.H.; Melkenbeek, H.M.S.; Namur, F.G.G.; Perpete, R.P.A.; Petre, D.C.L.; Plevoets, J.H.C.; Reynaerts, A.E.M.; Ruysen, J.P.D.; Schmit, D.A.; Six, E.H.M.; Sloomakers, J.L.W.; Stas, G.A.F.; Tetaert, E.C.; Van Geebergen, G.C.; Van Looy, A.L.; Vandenede, P.V.F.; Vandevorst, K.N.J.; Vanlaer, H.J.F.; Vannieuwenhuysse, H.R.V.; Vanoppen, W.J.R.; Vanoverberg, D.H.; Verbeke, P.E.M.; Verduyn, P.J.J.; Vervaet, R.E.L.; Vranken, H.; Vuylsteke, L.M.M.; Wathélet, A.F.H.; Willems, C.F.; Wolniewicz, J.P.; Wyns, L.

Eerste sergeant-majors :

Claes, C.; Genon, H.F.R.; Hoekx, P.C.; Lambert, H.J.A.; Verniers, F.L.L.

Reserve eerste sergeant-majors :

Chantraine, G.H.; Vaessen, M.J.M.; Verlinden, G.R.

Eerste sergeanten-chef :

Ceresa, H.J.; Coulon, P.L.; Lebegge, A.P.H.; Mangelschots, H.J.P.; Mievis, A.J.; Migeot, J.P.G.; Nadin, J.P.R.; Pastorani, R.A.L.; Roelekens, J.J.

Eerste sergeant-vlieger D'Herde, G.L.

Premiers sergents :

Berat, J.M.A.; Bernard, H.H.G.; Bohdanowicz, E.A.

Premiers sergents de réserve :

De Sloovere, D.J.; Delanghe, E.V.; Grosjean, U.; Van Damme, E.; Willems, P.A.

Premiers caporaux-chefs :

Brose, P.H.S.; De Vos, J.M.L.; Droogmans, E.P.J.; Ernould, J.A.L.; Fraussen, A.J.M.; Freson, J.R.L.; Hubert, G.G.G.; Lambin, G.J.L.; Maes, G.C.F.; Maex, J.M.L.; Merlin, M.J.A.; Poncelet, G.W.F.; Van de Catsyen, J.G.G.; Van Wanzelee, R.L.F.

Marine

Premiers maîtres-chefs :

Andries, J.M.G.; Dickx, P.R.I.; Grenson, D.V.G.; Lambert, C.V.J.; Stubbe, D.C.E.; Warnez, D.L.M.; Winkelmans, F.P.

Premiers maîtres :

Coens, S.A.; Defer, N.J.; Dierick, M.A.A.; Luyens, P.A.R.; Verbrughe, R.L.M.; Willaert, N.J.G.

Premier maître de réserve Foucart, M.A.A.

Maîtres-chefs :

Doyez, R.G.F.; Masquelier, W.M.E.

Second maître De Winter, A.J.M.

Quartier-maître-chef Ongena, A.G.

Force aérienne

Adjudants :

Berings, W.J.; Bertieaux, C.F.L.; Blanckaert, H.T.A.; Bouvy, L.P.G.; Brasseur, J.C.E.; Capoen, S.D.A.; Catry, Y.M.S.; Cauchie, A.M.G.; Claeyns, A.G.A.; Clerckx, A.F.G.; Cuypers, J.P.M.; Dalemans, C.A.P.; De Bel, K.; De Bosscher, D.V.F.; De Filette, M.R.F.; De Geest, J.P.C.; De Mangleire, J.J.A.; Delmotte, J.R.M.; Delvaux, C.; Denys, J.P.; Derycker, J.M.A.; Devos, J.M.L.; Dewael, G.M.G.; Dury, J.P.; Englebert, J.P.M.; Federinov, G.R.M.; Gavage, A.A.J.; Gerard-Monard, J.L.J.; Gregoire, R.G.J.; Hansoulle, J.M.G.; Hessel, F.J.L.; Hurkmans, M.H.; Jacobs, J.M.E.; Janssens, A.H.G.; Jordan, Y.L.J.; Kemps, M.K.E.; Lambin, P.E.L.; Leroy, M.G.A.; Lunardi, P.Y.A.; Maezele, E.J.C.; Magermans, J.M.J.; Maroille, P.; Massage, L.F.; Masselis, F.M.C.; Mathijs, J.P.A.; Meukens, J.M.L.; Meykens, W.F.L.; Meynckens, L.L.P.; Milosavljevic, M.A.J.; Miraux, R.J.C.; Moray, J.P.A.; Parisse, J.P.E.; Pinoy, L.M.G.; Puissant, B.C.M.; Rosseel, G.A.; Rykaert, M.F.N.; Tilkens, F.M.J.; Tonneau, R.; Vaes, P.L.M.; Van Neer, E.M.; Van Weydeveldt, A.C.C.; Van Zundert, J.J.; Vandebon, E.J.J.; Vanderdoodt, A.P.; Vanderschueren, J.P.J.; Vandeweyer, F.G.G.; Vanhelden, W.G.M.; Verdaet, J.; Verhaeghe, D.A.; Vleminckx, L.C.F.; Yerna, J.C.

Premiers sergents-majors :

Cottyn, C.J.A.; Gelaes, R.F.; Van Goethem, F.J.; Vanhecke, K.H.J.; Verbeemen, J.H.

Premier sergent-major de réserve Metzler, D.G.L.

Premiers sergents-chefs :

Bailly, G.J.G.; Brems, C.E.O.; Creon, M.J.L.; Depas, F.I.H.; Grommen, J.F.B.; Lallemand, M.H.J.; Loncke, P.H.T.; Louis, H.R.G.; Mertens, L.D.; Strobbe, R.A.R.; Tilkens, W.H.; Vangansbergt, P.V.G.

Premiers sergents :

Daems, B.M.P.; Hillaert, E.S.J.; Rousseau, J.P.A.

Premier sergent de réserve Antheunis, D.G.R.

Sergent Vanderbeuken, F.H.

Premiers caporaux-chefs :

Dropsy, G.R.A.; Florquin, R.E.F.; Peeters, M.L.J.; Vandescure, L.V.G.

Service médical

Adjudants :

Coppens, R.O.W.; Schoonbaert, J.M.B.; Van der Snickt, H.K.M.

Adjudant de réserve Descamps, Y.V.R.

Premier sergent-major Haid, L.J.M.

Premiers sergents-majors de réserve :

Bequet, C.M.; Gauwberg, R.P.I.

Premiers sergents-chefs :

Ryckbosch, J.G.S.; Simon, P.G.R.

Premier sergent Vandekerckhove, J.C.L.

Premiers caporaux-chefs :

Festraets, F.C.A.; Ogiers, R.M.P.

Eerste sergeanten :

Berat, J.M.A.; Bernard, H.H.G.; Bohdanowicz, E.A.

Reserve eerste sergeanten :

De Sloovere, D.J.; Delanghe, E.V.; Grosjean, U.; Van Damme, E.; Willems, P.A.

Eerste korporaals-chef :

Brose, P.H.S.; De Vos, J.M.L.; Droogmans, E.P.J.; Ernould, J.A.L.; Fraussen, A.J.M.; Freson, J.R.L.; Hubert, G.G.G.; Lambin, G.J.L.; Maes, G.C.F.; Maex, J.M.L.; Merlin, M.J.A.; Poncelet, G.W.F.; Van de Catsyen, J.G.G.; Van Wanzelee, R.L.F.

Marine

Eerste meesters-chef :

Andries, J.M.G.; Dickx, P.R.I.; Grenson, D.V.G.; Lambert, C.V.J.; Stubbe, D.C.E.; Warnez, D.L.M.; Winkelmans, F.P.

Eerste meesters :

Coens, S.A.; Defer, N.J.; Dierick, M.A.A.; Luyens, P.A.R.; Verbrughe, R.L.M.; Willaert, N.J.G.

Reserve eerste meester Foucart, M.A.A.

Meesters-chef :

Doyez, R.G.F.; Masquelier, W.M.E.

Tweede meester De Winter, A.J.M.

Kwartiermeester-chef Ongena, A.G.

Luchtmacht

Adjudanten :

Berings, W.J.; Bertieaux, C.F.L.; Blanckaert, H.T.A.; Bouvy, L.P.G.; Brasseur, J.C.E.; Capoen, S.D.A.; Catry, Y.M.S.; Cauchie, A.M.G.; Claeyns, A.G.A.; Clerckx, A.F.G.; Cuypers, J.P.M.; Dalemans, C.A.P.; De Bel, K.; De Bosscher, D.V.F.; De Filette, M.R.F.; De Geest, J.P.C.; De Mangleire, J.J.A.; Delmotte, J.R.M.; Delvaux, C.; Denys, J.P.; Derycker, J.M.A.; Devos, J.M.L.; Dewael, G.M.G.; Dury, J.P.; Englebert, J.P.M.; Federinov, G.R.M.; Gavage, A.A.J.; Gerard-Monard, J.L.J.; Gregoire, R.G.J.; Hansoulle, J.M.G.; Hessel, F.J.L.; Hurkmans, M.H.; Jacobs, J.M.E.; Janssens, A.H.G.; Jordan, Y.L.J.; Kemps, M.K.E.; Lambin, P.E.L.; Leroy, M.G.A.; Lunardi, P.Y.A.; Maezele, E.J.C.; Magermans, J.M.J.; Maroille, P.; Massage, L.F.; Masselis, F.M.C.; Mathijs, J.P.A.; Meukens, J.M.L.; Meykens, W.F.L.; Meynckens, L.L.P.; Milosavljevic, M.A.J.; Miraux, R.J.C.; Moray, J.P.A.; Parisse, J.P.E.; Pinoy, L.M.G.; Puissant, B.C.M.; Rosseel, G.A.; Rykaert, M.F.N.; Tilkens, F.M.J.; Tonneau, R.; Vaes, P.L.M.; Van Neer, E.M.; Van Weydeveldt, A.C.C.; Van Zundert, J.J.; Vandebon, E.J.J.; Vanderdoodt, A.P.; Vanderschueren, J.P.J.; Vandeweyer, F.G.G.; Vanhelden, W.G.M.; Verdaet, J.; Verhaeghe, D.A.; Vleminckx, L.C.F.; Yerna, J.C.

Eerste sergeant-majors :

Cottyn, C.J.A.; Gelaes, R.F.; Van Goethem, F.J.; Vanhecke, K.H.J.; Verbeemen, J.H.

Reserve eerste sergeant-majoor Metzler, D.G.L.

Eerste sergeanten-chef :

Bailly, G.J.G.; Brems, C.E.O.; Creon, M.J.L.; Depas, F.I.H.; Grommen, J.F.B.; Lallemand, M.H.J.; Loncke, P.H.T.; Louis, H.R.G.; Mertens, L.D.; Strobbe, R.A.R.; Tilkens, W.H.; Vangansbergt, P.V.G.

Eerste sergeanten :

Daems, B.M.P.; Hillaert, E.S.J.; Rousseau, J.P.A.

Reserve eerste sergeant Antheunis, D.G.R.

Sergeant Vanderbeuken, F.H.

Eerste korporaals-chef :

Dropsy, G.R.A.; Florquin, R.E.F.; Peeters, M.L.J.; Vandescure, L.V.G.

Medische dienst

Adjudanten :

Coppens, R.O.W.; Schoonbaert, J.M.B.; Van der Snickt, H.K.M.

Reserve adjudant Descamps, Y.V.R.

Eerste sergeant-majoor Haid, L.J.M.

Reserve eerste sergeant-majors :

Bequet, C.M.; Gauwberg, R.P.I.

Eerste sergeanten-chef :

Ryckbosch, J.G.S.; Simon, P.G.R.

Eerste sergeant Vandekerckhove, J.C.L.

Eerste korporaals-chef :

Festraets, F.C.A.; Ogiers, R.M.P.

Gendarmerie

Adjudants-chefs :

Andries, E.A.O.; Busschaert, H.E.G.; Dandois, J.L.L.; De Beule, A.N.; Fastre, J.L.R.; Gossart, T.M.E.; Groven, M.P.A.; Haeghens, J.P.J.; Lheureux, B.J.F.; Mathy, J.M.A.; Vanoverstijns, L.R.J.

Adjudants :

Adams, A.J.H.; Baudrez, P.M.G.; Berteloot, J.C.A.; Caenepeel, J.P.A.; Celis, W.E.H.; Collewaert, D.E.E.; Crowin, F.G.J.; Cuitte, J.M.A.; D'Hont, G.G.R.; De Koker, J.P.L.; Delhay, D.F.L.; Desiron, J.J.J.; Fosselle, D.G.; Gielen, J.M.J.; Gilles, J.M.J.; Joucken, P.J.; Lejeune, R.E.; Loubin, M.A.V.; Magis, F.L.M.; Mannaerts, R.H.W.; Paulin, J.P.E.; Raepsaet, F.P.J.; Rondelez, R.A.J.; Schmitz, J.; Soutaer, J.O.J.; Surinx, L.J.M.; Van Langenhove, M.; Van Nerum, J.A.G.; Van Opstal, E.P.M.; Verbuyst, G.C.L.; Vrancken, E.M.G.

Premiers maréchaux des logis-chefs :

Bleys, F.P.M.; Colle, E.F.E.; Cuijpers, M.A.C.; Cuyvers, L.J.K.; Decelle, G.M.J.; Delaive, G.H.M.; Deneubourg, A.; Depas, D.J.V.; Felten, W.J.H.; Fridenbergs, A.; Gemine, A.V.D.; Gousse, G.L.M.; Janssen, H.G.J.; Kesteleyn, G.O.M.; Pieteraerents, M.G.A.; Pitteljon, E.J.C.; Preseaux, C.; Richard, B.; Roobroeck, M.G.; Simon, L.F.H.; Staelens, R.R.; Stojowski, M.; Streel, J.J.R.; Thirion, M.F.; Tyteca, N.D.; Vander Mullen, J.P.; Vanmaele, F.G.C.; Vanpraet, W.H.C.

Maréchaux des logis-chefs :

Braeckman, D.W.M.; Durant, P.L.; Duval, D.; Momin, M.A.L.; Pietercil, L.J.J.

Premiers maréchaux des logis :

Aerts, G.F.J.; Beaujean, P.I.F.; Benker, E.S.; Berry, J.J.; Biesmans, J.P.; Blondiau, P.G.; Bocace, R.C.; Boelens, R.E.M.; Bollen, G.J.H.; Bosch, J.R.; Bruyninckx, R.B.R.; Cachard, E.J.; Cachard, M.P.; Charlier, P.M.V.; Chavanne, A.E.J.; Claes, P.A.F.; Claus, H.J.I.; Clement, J.; Cloot, G.P.W.; Coertjens, L.J.H.; Collard, P.A.R.; Dassy, P.G.E.; De Backer, F.; De Boeck, J.P.; De Bruyne, P.G.; De Maesschalck, R.C.A.; De Moor, R.P.O.; De Pauw, P.L.; De Vlieghe, J.P.; Defays, G.L.; Delbecq, A.; Denayer, M.F.G.; Detournay, R.; Dirks, F.E.R.; Dominique, A.M.J.; Duelz, R.H.A.; Duez, P.A.E.; Eggerickx, P.G.; Embo, L.G.L.; Galler, G.J.A.; Gerbaux, D.J.C.; Gruslin, R.J.M.; Hayen, L.R.; Henrard, P.G.E.; Honorez, J.J.A.; Hoydonckx, L.J.E.; Jacquot, J.; Jansen, F.J.E.; Janssens, A.J.M.; Latour, M.L.G.; Lazon, C.R.E.; Lemmens, F.S.M.; Leprince, F.N.A.; Leys, R.; Libens, T.E.; Luchte, A.J.K.; Luypaert, W.S.S.; Maes, J.P.M.; Malhage, J.J.L.; Manguette, J.N.S.; Martin, B.J.L.; Michaux, F.C.J.; Michel, A.A.; Michel, P.O.G.; Michot, J.J.J.; Mockel, C.M.A.; Moerman, M.F.; Monteyne, J.C.E.; Mostmans, F.J.E.; Mous, I.F.M.; Nobels, W.M.K.; Nys, J.M.; Ooms, L.C.; Ost, J.M.J.; Petillon, C.M.L.; Petit, J.D.J.; Piret, A.E.F.; Pisce, W.A.M.; Platzbecker, R.L.G.; Poets, M.R.J.; Ponnet, M.G.E.; Ramaekers, R.F.; Rathe, J.P.I.; Raye, C.; Reberez, E.M.; Reiners, P.J.J.; Savelsberg, R.W.; Serwas, F.L.H.; Sokay, M.R.M.; Staelens, J.M.G.; Temmerman, J.A.; Theizen, D.; Thiry, R.L.G.; Van Bulck, M.M.M.; Van Cauwenberghe, P.; Van den Broek, G.F.G.; Van der Mieren, R.K.L.; Van Dorpe, R.; Van Elsen, F.E.; Van Geerdeghom, D.R.L.; Van Nieuwenborgh, J.P.E.; Van Praet, R.E.; Van Praet, W.E.J.; Van Wersch, R.P.F.; Vanbesien, G.H.L.; Vanoppen, D.G.L.; Vansteelandt, R.C.; Vansteenbeeck, P.H.A.; Vantighem, R.F.M.; Vanweddingen, R.L.L.; Verreux, J.L.; Verwerft, F.A.; Vliegen, R.P.J.; Willemyns, J.P.G.; Zimmerman, E.W.

Les Palmes d'Argent de l'Ordre de la Couronne sont décernées, avec prise de rang dans l'Ordre :

A la date du 21 juillet 1995 :

Force aérienne

Premier caporal-chef Peeters, Y.A.M.

A la date du 15 novembre 1996 :

Force terrestre

Premiers caporaux-chefs :

Albert, G.E.S.; Andre, J.O.G.; Anglicus, B.J.G.; Bailant, W.E.L.; Ble-ret, F.R.J.; Callebaut, J.I.M.; Cambre, F.E.; Damoiseaux, G.; De Vilder, G.A.; Delvaux, J.V.L.; Devos, J.C.; Dobbelaer, M.M.J.; Eraerts, T.J.F.; Helas, M.A.V.; Isorez, A.A.M.; Laenen, C.J.; Lagae, C.P.A.; Lagneau, F.J.M.; Lallemand, R.L.H.; Laurent, M.M.H.; Lelievre, J.J.E.; Lurkin, M.; Plessers, A.; Racquez, R.H.W.; Ridelle, G.J.N.; Schouteden, J.H.; Van Kerckhove, J.J.L.; Vandebosch, F.A.; Vandenhende, G.A.; Vandeveld, C.J.; Verwimp, W.L.J.; Wilhelmi, F.V.G.

Caporaux-chefs :

Bouvry, S.R.; Gyse, A.F.; Kohnen, A.; Marico, R.W.

Rijkswacht

Adjudanten-chef :

Andries, E.A.O.; Busschaert, H.E.G.; Dandois, J.L.L.; De Beule, A.N.; Fastre, J.L.R.; Gossart, T.M.E.; Groven, M.P.A.; Haeghens, J.P.J.; Lheureux, B.J.F.; Mathy, J.M.A.; Vanoverstijns, L.R.J.

Adjudanten :

Adams, A.J.H.; Baudrez, P.M.G.; Berteloot, J.C.A.; Caenepeel, J.P.A.; Celis, W.E.H.; Collewaert, D.E.E.; Crowin, F.G.J.; Cuitte, J.M.A.; D'Hont, G.G.R.; De Koker, J.P.L.; Delhay, D.F.L.; Desiron, J.J.J.; Fosselle, D.G.; Gielen, J.M.J.; Gilles, J.M.J.; Joucken, P.J.; Lejeune, R.E.; Loubin, M.A.V.; Magis, F.L.M.; Mannaerts, R.H.W.; Paulin, J.P.E.; Raepsaet, F.P.J.; Rondelez, R.A.J.; Schmitz, J.; Soutaer, J.O.J.; Surinx, L.J.M.; Van Langenhove, M.; Van Nerum, J.A.G.; Van Opstal, E.P.M.; Verbuyst, G.C.L.; Vrancken, E.M.G.

Eerste opperwachtmeesters :

Bleys, F.P.M.; Colle, E.F.E.; Cuijpers, M.A.C.; Cuyvers, L.J.K.; Decelle, G.M.J.; Delaive, G.H.M.; Deneubourg, A.; Depas, D.J.V.; Felten, W.J.H.; Fridenbergs, A.; Gemine, A.V.D.; Gousse, G.L.M.; Janssen, H.G.J.; Kesteleyn, G.O.M.; Pieteraerents, M.G.A.; Pitteljon, E.J.C.; Preseaux, C.; Richard, B.; Roobroeck, M.G.; Simon, L.F.H.; Staelens, R.R.; Stojowski, M.; Streel, J.J.R.; Thirion, M.F.; Tyteca, N.D.; Vander Mullen, J.P.; Vanmaele, F.G.C.; Vanpraet, W.H.C.

Opperwachtmeesters :

Braeckman, D.W.M.; Durant, P.L.; Duval, D.; Momin, M.A.L.; Pietercil, L.J.J.

Eerste wachmeesters :

Aerts, G.F.J.; Beaujean, P.I.F.; Benker, E.S.; Berry, J.J.; Biesmans, J.P.; Blondiau, P.G.; Bocace, R.C.; Boelens, R.E.M.; Bollen, G.J.H.; Bosch, J.R.; Bruyninckx, R.B.R.; Cachard, E.J.; Cachard, M.P.; Charlier, P.M.V.; Chavanne, A.E.J.; Claes, P.A.F.; Claus, H.J.I.; Clement, J.; Cloot, G.P.W.; Coertjens, L.J.H.; Collard, P.A.R.; Dassy, P.G.E.; De Backer, F.; De Boeck, J.P.; De Bruyne, P.G.; De Maesschalck, R.C.A.; De Moor, R.P.O.; De Pauw, P.L.; De Vlieghe, J.P.; Defays, G.L.; Delbecq, A.; Denayer, M.F.G.; Detournay, R.; Dirks, F.E.R.; Dominique, A.M.J.; Duelz, R.H.A.; Duez, P.A.E.; Eggerickx, P.G.; Embo, L.G.L.; Galler, G.J.A.; Gerbaux, D.J.C.; Gruslin, R.J.M.; Hayen, L.R.; Henrard, P.G.E.; Honorez, J.J.A.; Hoydonckx, L.J.E.; Jacquot, J.; Jansen, F.J.E.; Janssens, A.J.M.; Latour, M.L.G.; Lazon, C.R.E.; Lemmens, F.S.M.; Leprince, F.N.A.; Leys, R.; Libens, T.E.; Luchte, A.J.K.; Luypaert, W.S.S.; Maes, J.P.M.; Malhage, J.J.L.; Manguette, J.N.S.; Martin, B.J.L.; Michaux, F.C.J.; Michel, A.A.; Michel, P.O.G.; Michot, J.J.J.; Mockel, C.M.A.; Moerman, M.F.; Monteyne, J.C.E.; Mostmans, F.J.E.; Mous, I.F.M.; Nobels, W.M.K.; Nys, J.M.; Ooms, L.C.; Ost, J.M.J.; Petillon, C.M.L.; Petit, J.D.J.; Piret, A.E.F.; Pisce, W.A.M.; Platzbecker, R.L.G.; Poets, M.R.J.; Ponnet, M.G.E.; Ramaekers, R.F.; Rathe, J.P.I.; Raye, C.; Reberez, E.M.; Reiners, P.J.J.; Savelsberg, R.W.; Serwas, F.L.H.; Sokay, M.R.M.; Staelens, J.M.G.; Temmerman, J.A.; Theizen, D.; Thiry, R.L.G.; Van Bulck, M.M.M.; Van Cauwenberghe, P.; Van den Broek, G.F.G.; Van der Mieren, R.K.L.; Van Dorpe, R.; Van Elsen, F.E.; Van Geerdeghom, D.R.L.; Van Nieuwenborgh, J.P.E.; Van Praet, R.E.; Van Praet, W.E.J.; Van Wersch, R.P.F.; Vanbesien, G.H.L.; Vanoppen, D.G.L.; Vansteelandt, R.C.; Vansteenbeeck, P.H.A.; Vantighem, R.F.M.; Vanweddingen, R.L.L.; Verreux, J.L.; Verwerft, F.A.; Vliegen, R.P.J.; Willemyns, J.P.G.; Zimmerman, E.W.

Worden de Zilveren Palmen in de Kroonorde verleend, met rangin-neming in de Orde :

Op datum van 21 juli 1995 :

Luchtmacht

Eerste korporaal-chef Peeters, Y.A.M.

Op datum van 15 november 1996 :

Landmacht

Eerste korporaals-chef :

Albert, G.E.S.; Andre, J.O.G.; Anglicus, B.J.G.; Bailant, W.E.L.; Ble-ret, F.R.J.; Callebaut, J.I.M.; Cambre, F.E.; Damoiseaux, G.; De Vilder, G.A.; Delvaux, J.V.L.; Devos, J.C.; Dobbelaer, M.M.J.; Eraerts, T.J.F.; Helas, M.A.V.; Isorez, A.A.M.; Laenen, C.J.; Lagae, C.P.A.; Lagneau, F.J.M.; Lallemand, R.L.H.; Laurent, M.M.H.; Lelievre, J.J.E.; Lurkin, M.; Plessers, A.; Racquez, R.H.W.; Ridelle, G.J.N.; Schou-teden, J.H.; Van Kerckhove, J.J.L.; Vandebosch, F.A.; Vandenhende, G.A.; Vandeveld, C.J.; Verwimp, W.L.J.; Wilhelmi, F.V.G.

Korporaals-chef :

Bouvry, S.R.; Gyse, A.F.; Kohnen, A.; Marico, R.W.

Force aérienne

Premiers caporaux-chefs :
Bonte, W.M.E.; Leclercq, C.L.A.; Maurice, J.A.L.; Rary, J.M.; Van den Bergh, J.G.R.; Vancoppenolle, D.G.J.; Verfaillie, D.M.L.; Vermeylen, M.J.

Service médical

Premiers caporaux-chefs :
Ceusters, E.F.C.; Dandoy, C.D.A.; Docquier, P.N.; Langhendries, J.M.D.; Phaleg, J.C.J.

Luchtmacht

Eerste korporaals-chef :
Bonte, W.M.E.; Leclercq, C.L.A.; Maurice, J.A.L.; Rary, J.M.; Van den Bergh, J.G.R.; Vancoppenolle, D.G.J.; Verfaillie, D.M.L.; Vermeylen, M.J.

Medische dienst

Eerste korporaals-chef :
Ceusters, E.F.C.; Dandoy, C.D.A.; Docquier, P.N.; Langhendries, J.M.D.; Phaleg, J.C.J.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[97/35745]

Sociaal Economische Raad van Vlaanderen. — Vervanging van leden van de raad

Bij besluit van de Vlaamse minister van Economie, Landbouw en Media van 5 juni 1997 wordt aan de heer F. Bellon eervol ontslag verleend als effectief lid van de Raad van de Sociaal Economische Raad van Vlaanderen.

De heer André Tweepenninckx wordt benoemd als lid van de Raad van de Sociaal Economische Raad van Vlaanderen.

Aan de heer A. Vandoorn wordt eervol ontslag verleend als plaatsvervangend lid van de Raad van de Sociaal Economische Raad van Vlaanderen.

De heer Marc Dewilde wordt benoemd als plaatsvervangend lid van de Raad van de Sociaal Economische Raad van Vlaanderen.

Aan de heer L. Van Boven wordt eervol ontslag verleend als plaatsvervangend lid van de Raad van de Sociaal Economische Raad van Vlaanderen.

De heer Luc Hamelinck wordt benoemd als plaatsvervangend lid van de Raad van de Sociaal Economische Raad van Vlaanderen.

Aan de heer L. Ulenaerts wordt eervol ontslag verleend als plaatsvervangend lid van de Raad van de Sociaal Economische Raad van Vlaanderen.

De heer André Daemen wordt benoemd als plaatsvervangend lid van de Raad van de Sociaal Economische Raad van Vlaanderen.

Het vervangende lid wordt benoemd voor de resterende termijn van het mandaat van het lid dat hij vervangt. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 mei 1997.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C - 97/27333]

9 JUI 1997. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Frasnes-lez-Anvaing (Moustier)

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996, modifié par l'arrêté du 12 décembre 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique de poursuivre la réalisation de la construction de l'autoroute A8;

b) considérant que le but de ces expropriations est la construction d'un bassin d'orage;

c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable;

Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 1984 relatif aux expropriations à réaliser sur le territoire de la commune de Frasnes-lez-Anvaing (Moustier),

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires aux travaux de construction, par la Région wallonne, d'un bassin d'orage sur l'autoroute A8 sur le territoire de la commune de Frasnes-lez-Anvaing (Moustier) figurés par une teinte jaune au plan n° HA8.E2-16⁶ ci-annexé, visé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports, modificatif et complémentaire au plan n° HA8.E2-16 annexé à l'arrêté ministériel du 19 juillet 1984.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 9 juin 1997.

M. LEBRUN

TABLEAU DES EMPRISES

N° du plan	Cadastre		Lieu-dit	Noms, prénoms, adresse des propriétaires	Nature de la parcelle	Contenance totale			Revenu cadastral	Superficie bâtie à acquérir			Observations
	S ^{on}	N°				ha	a	ca		ha	a	ca	
55	D	37a		BATAILLE-DESWATTINES A., Vve enf. rue du Viaduc 52 - 7500 Tournai	Pré	00	44	43	950	00	44	43	

Le plan n° HA8.E2-16⁶ peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons - D141 - rue du Joncquois 118 - 7000 Mons.



[C - 97/27334]

**10 JUIN 1997. — Arrêté ministériel
relatif à l'expropriation de biens immeubles à Corroy-le-Château et Mont-Saint-Guibert**

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996, modifié par l'arrêté du 12 décembre 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique de créer une boucle supplémentaire dans l'accès n° 9 afin de supprimer les files d'attente et les conflits de circulation;

b) considérant que le but de ces expropriations est de supprimer les embarras de circulation à cet endroit;

c) considérant que l'extrême urgence se justifie par le développement sans cesse croissant de la circulation à cet endroit nécessitant de toute urgence la réalisation de cette boucle,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, de la création d'une boucle supplémentaire dans le complexe d'accès n° 9 sur l'E411 (A4) échangeur avec la route N25 sur le territoire des communes de Corroy-le-Grand et Mont-Saint-Guibert figurés par une teinte jaune au plan n° K9694 ci-annexé, visé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 10 juin 1997.

M. LEBRUN

TABLEAU DES EMPRISES

N° du plan	Cadastré		Lieu-dit	Noms, prénoms, adresse des propriétaires	Nature de la parcelle	Contenance totale			Revenu cadastral	Superficie bâtie à acquérir			Observations
	S ^{on}	N°				ha	a	ca		ha	a	ca	
CHAUMONT-GISTOUX 3e DIVISION (Corroy-le-Grand)													
1	C/1	68 ^a		DE MONTPELLIER - D'ANNEVOIE - DE DORLODOT, Charles, Alexis, Jules, Paul, Gérard rue Monseu Denée 8 - 5537 Anhée	Terre	00	39	74	-	00	39	74	
2	G/1	13 ^a		DE MONTPELLIER - D'ANNEVOIE - DE DORLODOT Charles, Alexis, Jules, Paul, Gérard - US rue Monseu Denée 8 - 5537 Anhée DE MONTPELLIER - D'ANNEVOIE - DE MAHIEU Jean Mari, Frédéric, Charles, Anatole, Ghislain NP 1/3 rue du Laid Burniat Corroy 10 1325 Chaumont-Gistoux DE MONTPELLIER - D'ANNEVOIE T. KINT - DE ROODEN-BEKE Jacques, Marie, Jean, Charles, Ghislain NP 1/3 rue Monseu Denée 7 - 5537 Anhée DE MONTPELLIER - D'ANNEVOIE Charles, Marie, Pierre, Gérard, Henri, Ghislain NP 1/3 avenue de la Vecquée 14 - 5000 Namur	Terre	00	70	48	-	00	02	11	
3	G/1	15b		DESCLEE - DE MAREDSOUS - DE DORLODOT Jean-Marie, Joseph, Gérard, Benoist, Ghislain US rue de Maredsous Denée 6 5537 Anhée DESCLEE - DE MAREDSOUS - SCHMITZ François, Marie, Joseph, Benoist, Ghislain NP 1/6 rue de Corbais 30 1435 Mont-Saint-Guibert DESCLEE - DE MAREDSOUS Dominique, Marie, Jean, Léon, Ghislain NP 1/6 rue Charles Bernaerts 25 1180 Uccle DESCLEE - DE MAREDSOUS - CLEENEWERCK - DE CRAYENCOUR Xavier, Marie, Jules, Ghislain et 3 consorts - NP 3/6 - NP 1/6 rue d'Arnelle 5 - 1315 Incourt	Terre	12	52	99	-	00	00	11	
MONT-SAINT-GUIBERT 2e DIVISION (Corbais)													
4	B/1	87 ^a		VOIR EMPRISE N° 1	Terre	00	11	57	-	00	11	57	
5	B/1	111 ^a		VOIR EMPRISE N° 3	Terre	00	55	03	-	00	29	91	

Le plan n° K9694 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons - D141 - rue du Joncquois 118 - 7000 Mons.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 31224]

Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement
Promotions

Par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 février 1997, Mme Peeters, Régine, est promue au grade de conseiller au cadre linguistique néerlandais de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, à partir du 1^{er} mars 1997.

Par arrêté ministériel du 9 avril 1997, Mme Dejardin, Valérie, est promue, selon le principe de la carrière plane, au grade de commis-dactylographe principale au cadre linguistique français de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, à partir du 1^{er} mai 1997.

Par arrêté ministériel du 9 avril 1997, Mme Vandenrydt, Dymphne, est promue, selon le principe de la carrière plane, au grade de commis-dactylographe principale au cadre linguistique français de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, à partir du 1^{er} juin 1997.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 31224]

Brussels Instituut voor Milieubeheer
Bevorderingen

Bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 februari 1997 wordt Mevr. Peeters, Régine, bevorderd tot de graad van adviseur in het nederlandstalig kader van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, vanaf 1 maart 1997.

Bij ministerieel besluit van 9 april 1997 wordt Mevr. Dejardin, Valérie, bevorderd, volgens het beginsel van de vlakke loopbaan, tot de graad van eerstaanwendend klerk-typist in het franstalig kader van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, vanaf 1 mei 1997.

Bij ministerieel besluit van 9 april 1997 wordt Mevr. Vandenrydt, Dymphne, bevorderd, volgens het beginsel van de vlakke loopbaan, tot de graad van eerstaanwendend klerk-typist in het franstalig kader van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, vanaf 1 juni 1997.

[97/31299]

Dispense de service pour mission

Par arrêté ministériel du 26 avril 1997, il est accordé à M. Vanderheyden, Eric, traducteur principal à l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, une nouvelle dispense de service pour mission d'intérêt général pour la période du 1^{er} août 1997 au 31 juillet 1999.

[97/31300]

Mise à disposition

Par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 avril 1997, Mme Van Cranenbroeck, Yolande, commis-dactylographe chef, est mise à disposition du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale pour une nouvelle période de 6 mois à partir du 1^{er} mai 1997.

[97/31249]

Vrijstelling van dienst wegens opdracht

Bij ministerieel besluit van 26 april 1997 wordt aan de heer Vanderheyden, Eric, eerste vertaler bij het Brussels Instituut voor Milieubeheer, een nieuwe vrijstelling van dienst wegens opdracht van algemeen belang toegekend voor de periode van 1 augustus 1997 tot 31 juli 1999.

[9731300]

Terbeschikingsstelling

Bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 april 1997 wordt Mevr. Van Cranenbroeck, Yolande, hoofdklerk-typiste, vanaf 1 mei 1997 ter beschikking gesteld van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een nieuwe periode van 6 maanden.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 97/31230]

22 MAI 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant désignation d'un magistrat en qualité de Président de la Chambre de recours commune au service du Collège de la Commission communautaire française et des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu les articles 117 et 118 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française tel que modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1996;

Vu les articles 117 et 118 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française tel que modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'accord du Ministre de la Justice, en date du 29 avril 1997;

Sur la proposition du Membre du Collège de la Fonction publique;

Arrête :

Article 1^{er}. Monsieur Etienne Marique, conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles, est désigné en qualité de Président de la Chambre de Recours de la Commission communautaire française.

Art. 2. Une allocation forfaitaire de 5 000 francs par séance est accordée au Président de la Chambre de recours.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur dès sa parution au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le membre du Collège, compétent pour la Fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 22 mai 1997.

Par le Collège :

E. TOMAS,

Membre du Collège chargé de la Fonction publique

H. HASQUIN,

Président du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 97/31230]

22 MEI 1997. — Besluit van het college van de Franse Gemeenschapscommissie tot aanstelling van een magistraat als voorzitter van de gemeenschappelijke kamer van beroep bij de diensten van het college van de Franse Gemeenschapscommissie en de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op artikelen 117 en 118 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1996;

Gelet op artikelen 117 en 118 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;
 Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;
 Gelet op het akkoord van de Minister van Justitie, gegeven op 29 april 1997;
 Op voorstel van het Lid van het College belast met Ambtenarenzaken;

Besluit :

Artikel 1. De heer Etienne Marique, adviseur bij de Brusselse Kamer van Beroep, wordt aangesteld als Voorzitter van de Kamer van Beroep van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. De Voorzitter van de Kamer van Beroep krijgt een forfaitaire toelage van 5 000 F per zitting.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt.

Art. 4. Het Lid van het College, bevoegd voor Ambtenarenzaken, is belast met de uitvoering van dit besluit.
 Brussel, op 22 mei 1997.

Namens het College :

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Ambtenarenzaken

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College



[S - C - 97/31231]

22 MAI 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant désignation des Membres de la Chambre de recours commune au service du Collège de la Commission communautaire française et des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu les articles 117 et 118 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française tel que modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1996;

Vu les articles 117 et 118 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française tel que modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1996;

Vu la liste des assesseurs et de leur suppléant établie par le Conseil de direction de la Commission communautaire française;

Vu celle établie par le Conseil de direction de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle sur avis préalable du Comité de gestion du même Institut;

Vu celle établie par le Conseil de direction du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu les désignations des assesseurs opérées par les organisations syndicales représentatives;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Siègent à la Chambre de recours commune des services du Collège et des Organismes d'intérêt public et des organisations syndicales représentatives :

§ 1^{er}. Pour la Centrale générale des services publics.

a) en qualité d'assesseur :

Mme Michèle Hogge

M. Michel Histas

§ 2. Pour la Centrale chrétienne des services publics.

a) en qualité d'assesseur :

M. Jean-Pierre Segers

Mme Dominique Martin

§ 3. Pour le syndicat libre de la Fonction publique.

a) en qualité d'assesseur :

Mme Claudine De Meulenaere

M. Claude Paulet

b) en qualité d'assesseur suppléant :

M. Jean-Pierre Clerens

Mme Carine Bouquiaux

b) en qualité d'assesseur suppléant :

Mme Dominique Maun

M. Michel De Harenne

b) en qualité d'assesseur suppléant

Mme Eve Lokker

M. Johan Petit

Art. 2. Siègent à la Chambre de recours commune des services du Collège et des organismes d'intérêt public, désignés par le Collège pour former la délégation de l'Autorité :

a) en qualité d'assesseur :

M. Christian Bonnert, premier conseiller

M. Pierre Delcarte, conseiller-chef de service

M. Michel Peffer, directeur général

M. Alfred Pierre, conseiller adjoint

Mme Nicole Ryckmans, secrétaire d'administration

M. Marc Thommes, directeur général adjoint

b) en qualité d'assesseur suppléant :
 M. André De Bie, conseiller
 M. Christian Dehennin, directeur administratif
 M. Yves Magerat, directeur
 Mme Dominique Mertens, secrétaire d'administration
 Mme Brigitte Sack, conseiller adjoint
 Mme Christine Van Espen - Inspectrice générale

Art. 3. Sont désignés par le Collège :

— en qualité de greffier rapporteur : Mme Anne Lebrecht, secrétaire d'administration.
 — en qualité de greffier rapporteur suppléant : M. Marc André, secrétaire d'administration.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Membre du Collège, chargé de la Fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 22 mai 1997.

Par le Collège :

E. TOMAS,
 Membre du Collège chargé de la Fonction publique

H. HASQUIN,
 Président du Collège

—
 VERTALING

[C - 97/31231]

22 MEI 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende aanstelling van de leden van de Gemeenschappelijke Kamer van Beroep in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op artikelen 117 en 118 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie zoals gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1996;

Gelet op artikelen 117 en 118 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zoals gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1996;

Gelet op de lijst der bijzitters en hun plaatsvervanger, opgemaakt door de Directieraad van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de lijst die is opgemaakt door de Directieraad van het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding op voorafgaand advies van het Beheerscomité van dat Instituut;

Gelet op de lijst die is opgemaakt door de Directieraad van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op de aanstellingen van de bijzitters vanwege de representatieve vakbondsorganisaties;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. Zetelen in de gemeenschappelijke Kamer van beroep van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Instellingen van openbaar nut en van de representatieve vakbondsorganisaties :

§ 1. Namens de Algemene Centrale der Openbare Diensten.

a) als bijzitter :

Mevr. Michèle Hogge
 De heer Michel Histas

b) als plaatsvervangend bijzitter :

De heer Jean-Pierre Clerens
 Mevr. Carine Bouquiaux

§ 2. Namens de Christelijke Centrale der Openbare Diensten.

a) als bijzitter :

De heer Jean-Pierre Segers
 Mevr. Dominique Martin

b) als plaatsvervangend bijzitter :

Mevr. Dominique Maun
 De heer Michel De Harenne

§ 3. Namens het Vrij Syndicaat voor het Openbaar Ambt.

a) als bijzitter :

Mevr. Claudine De Meulenaere
 De heer Claude Paulet

b) als plaatsvervangend bijzitter :

Mevr. Eve Lokker
 De heer Johan Petit

Art. 2. Zetelen in de gemeenschappelijke Kamer van beroep van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Instellingen van openbaar nut, aangesteld door het College met het oog op de vorming van de delegatie van de Overheid :

a) als bijzitter :

De heer Christian Bonnert, eerstaanwezend adviseur

De heer Pierre Delcarte, adviseur-hoofd van dienst

De heer Michel Peffer, directeur-generaal

De heer Alfred Pierre, adjunct-adviseur

Mevr. Nicole Ryckmans, bestuurssecretaris

De heer Marc Thommes, adjunct-directeur-generaal

b) als plaatsvervangend bijzitter

De heer André De Bie, adviseur

De heer Christian Dehennin, bestuursdirecteur

De heer Yves Magerat, directeur

Mevr. Dominique Mertens, bestuurssecretaris

Mevr. Brigitte Sack, adjunct-adviseur

Mevr. Christine Van Espen, inspecteur-generaal

Art. 3. Worden aangesteld door het College :

— als griffier-rapporteur : Mevr. Anne Lebrecht, bestuurssecretaris.

— als plaatsvervangend griffier-rapporteur : De heer Marc Andre, bestuurssecretaris.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Het Lid van het College belast met Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 mei 1997.

Namens het College :

E. TOMAS,

Het Lid van het College belast met Openbaar Ambt

H. HASQUIN,

De Voorzitter van het College

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

ARBITRAGEHOF

[C - 97/21194]

Arrest nr. 19/97 van 15 april 1997

Rolnummers 952 en 953

In zake : de prejudiciële vraag over het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen, inzonderheid hoofdstuk IV, afdeling 5, gesteld door de Raad van State.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters L. De Grève en M. Melchior, en de rechters L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets en H. Coremans, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter L. De Grève, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vraag*

Bij arrest nr. 59.492 van 3 mei 1996, waarvan de expeditie op 10 mei 1996 ter griffie van het Hof is ingekomen, tot verbetering van arrest nr. 59.059 van 15 april 1996, waarvan de expeditie op 26 april 1996 ter griffie van het Hof is ingekomen, in zake de Belgische Staat tegen het Vlaamse Gewest heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt het decreet van 2 juli 1981 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen, inzonderheid hoofdstuk IV, afdeling 5, in uitvoering waarvan de Vlaamse regering bij besluit van 24 mei 1995 betreffende de ophaling en de verwerking van dierlijk afval de richtlijn 90/667/EEG omzet in het Vlaamse Gewest op grond van de bevoegdheid van het Gewest inzake het afvalstoffenbeleid, artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ? »

De verwijzingsbeslissing van 15 april 1996 is ingeschreven onder nummer 952 van de rol, die van 3 mei 1996 onder nummer 953 van de rol.

II. *De feiten en de rechtspleging in het bodemgeschil*

De Vlaamse Regering nam op 24 mei 1995 een besluit betreffende de ophaling en de verwerking van dierlijk afval dat werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 augustus 1995. Dat besluit beoogt de omzetting, wat het Vlaamse Gewest betreft, van de richtlijn 90/667/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 november 1990 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de verwijdering en verwerking van dierlijke afval, voor het in de handel brengen van dierlijke afval en ter voorkoming van de aanwezigheid van ziekteverwekkers van diervoeders van dierlijke oorsprong (vissen daaronder begrepen) en tot wijziging van richtlijn 90/425/EEG, gewijzigd door richtlijn 92/118/EEG van 17 december 1992.

Tegen dat besluit werd bij de Raad van State op 8 oktober 1995 een beroep tot vernietiging en een vordering tot schorsing ingesteld. Bij arrest van 15 april 1996 stelde de Raad van State vast dat de gegrondheid van de vordering tot schorsing rechtstreeks verband hield met de vraag naar de onderscheiden bevoegdheden van de Staat en het Vlaamse Gewest, zodat de Raad van State zelfs in het kader van een schorsingsprocedure de opgeworpen prejudiciële vraag aan het Hof diende te stellen.

Bij arrest van 3 mei 1996 stelde de Raad van State vast dat in het arrest van 15 april 1996 een vergissing was geslopen met betrekking tot de norm die het voorwerp was van de prejudiciële vraag, en herformuleerde hij de vraag.

III. *De rechtspleging voor het Hof*

a. *De zaak met rolnummer 952*

Bij beschikking van 26 april 1996 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Op 2 mei 1996 hebben de rechters-verslaggevers H. Coremans en L. François, met toepassing van artikel 71, eerste lid, van de organieke wet, de voorzitter ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht aan het Hof, zitting houdende in beperkte kamer, voor te stellen een arrest te wijzen waarbij wordt vastgesteld dat de prejudiciële vraag gesteld door de Raad van State bij arrest nr. 59.059 van 15 april 1996 klaarblijkelijk niet tot de bevoegdheid van het Hof behoort.

Overeenkomstig artikel 71, tweede lid, van de organieke wet is van de conclusies van de rechters-verslaggevers aan de partijen in het bodemgeschil kennisgegeven bij op 6 mei 1996 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 14 mei 1996 heeft het Hof vastgesteld dat het voorstel om een arrest te wijzen waarbij wordt vastgesteld dat de prejudiciële vraag klaarblijkelijk niet tot de bevoegdheid van het Hof behoort, niet wordt gevolgd.

b. *De zaak met rolnummer 953*

Bij beschikking van 10 mei 1996 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

c. *De samengevoegde zaken met rolnummers 952 en 953*

Bij beschikking van 14 mei 1996 heeft het Hof in voltallige zitting de zaken samengevoegd.

Van de verwijzingsbeslissingen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 77 van de organieke wet bij op 3 juni 1996 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking tot samenvoeging.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 juni 1996.

Memories zijn ingediend door :

- het Vlaamse Gewest, bij op 16 juli 1996 ter post aangetekende brief;
- de Belgische Staat, bij op 17 juli 1996 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5000 Namen, bij op 19 juli 1996 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 23 augustus 1996 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- het Vlaamse Gewest, bij op 18 september 1996 ter post aangetekende brief;
- de Belgische Staat, bij op 23 september 1996 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, bij op 25 september 1996 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 25 september 1996 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 26 april 1997.

Bij beschikking van 29 januari 1997 heeft de voorzitter in functie de zetel aangevuld met rechter G. De Baets.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 19 februari 1997.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 30 januari 1997 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 19 februari 1997 :

- zijn verschenen :
 - . Mr. A. Vastersavendts, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Belgische Staat;
 - . Mr. H. Lange, advocaat bij de balie te Antwerpen, voor het Vlaamse Gewest;
 - . Mr. M. Delnoy en Mr. V. Thiry, advocaten bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;
- hebben de rechters-verslaggevers H. Coremans en L. François verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

IV. *In rechte*

- A -

Memorie van het Vlaamse Gewest

A.1. De decreetsbepalingen waarop de prejudiciële vraag betrekking heeft beogen de omzetting van de Europese richtlijn 90/667/EEG van 27 november 1990 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de verwijdering en verwerking van dierlijke afval, voor het in de handel brengen van dierlijke afval en ter voorkoming van de aanwezigheid van ziekteverwekkers in diervoeders van dierlijke oorsprong (vissen daaronder begrepen) en tot wijziging van richtlijn 90/425/EEG.

De richtlijn 90/667/EEG betreft niet het landbouwbeleid maar wel het afvalstoffenbeleid waarvoor het Vlaamse Gewest bevoegd is. Dit blijkt in de eerste plaats uit het opschrift van de richtlijn. Het gegeven dat in de aanhef terloops naar artikel 43 van het E.G.-Verdrag wordt verwezen, doet daaraan geen afbreuk, omdat de richtlijn handelt over dierlijk afval. Gelet op de aard en de uiteindelijke bestemming van het afval, betreft de richtlijn niet het landbouwbeleid. Vermits het afvalstoffenbeleid aan de gewesten is overgedragen, schendt het in de prejudiciële vraag vermelde onderdeel van het decreet van 2 juli 1981 niet artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Uit het arrest nr. 1/89 van 31 januari 1989 blijkt dat dierenkrengen en slachtafval afvalstoffen zijn waarvan de reglementering van de vernietiging een gewestelijke bevoegdheid is. Afvalstof is immers elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich vrijwillig ontdoet of de verplichting heeft zich te ontdoen krachtens wets- of verordening-bepalingen.

De dierengezondheidswet van 24 maart 1987 maakt een onderscheid tussen « destructiemateriaal » en « verwerkingsmateriaal ». « Destructiemateriaal » omvat dierenkrengen en dierlijke producten die voor menselijk gebruik ongeschikt zijn of verklaard worden bij beslissing van de overheid, terwijl « verwerkingsmateriaal » dierlijke producten andere dan destructiemateriaal die niet voor menselijk verbruik bestemd zijn, omvat. In het arrest nr. 1/89 heeft het Hof geoordeeld dat verwerkingsmateriaal geen afvalstof is.

Het Vlaamse Gewest is evenwel van mening dat de richtlijn van 27 november 1990, zonder volledig afbreuk te doen aan het onderscheid tussen destructiemateriaal en verwerkingsmateriaal, deze beide begrippen heeft ondergebracht onder de gemeenschappelijke noemer « dierlijke afval », wat gedefinieerd wordt als « niet voor rechtstreekse menselijke consumptie bestemde geslachte dieren of dode vis, geheel dan wel delen daarvan, of producten van dierlijke oorsprong, met uitzondering van dierlijke uitwerpselen, keukenafval en etensresten ».

De richtlijn maakt hierbij wel een onderscheid tussen hoogrisico- en laagrisicomateriaal, maar beide materialen ressorteren onder het begrip « dierlijk afval », zodat ook verwerkingsmateriaal in de zin van de dierengezondheidswet sedert de inwerkingtreding van de richtlijn 90/667/EEG als dierlijk afval moet worden beschouwd.

Krachtens die richtlijn moeten dieren die worden of zullen worden verwerkt tot producten die niet voor rechtstreekse menselijke consumptie zijn bestemd, als afvalstoffen worden beschouwd.

Er wordt dan ook in hoofdstuk IV, afdeling 5, van het decreet van 2 juli 1981, zoals gewijzigd door het decreet van 20 april 1994, terecht geen onderscheid meer gemaakt tussen destructie- en verwerkingsmateriaal, maar enkel tussen hoogrisico- en laagrisicomateriaal. Dat onderdeel van het decreet schendt dan ook niet de bevoegdheidsbepalende regels.

Memorie van de Belgische Staat

A.2. De richtlijn 90/667/EEG is duidelijk een landbouwbeleidsrichtlijn en geen afvalstoffenbeleidsrichtlijn. De rechtsgrond ervan is blijkens de aanhef artikel 43 van het E.G.-Verdrag, dat deel uitmaakt van de bepalingen betreffende het gemeenschappelijk landbouwbeleid. Ook de overwegingen van die aanhef doen ervan blijken dat het gaat om een landbouwbeleidsrichtlijn. Uit de praktijk blijkt overigens dat dierlijke producten te maken hebben met het landbouwbeleid.

De invoeging van bedoelde richtlijn moet dus gebeuren ter uitvoering van de dierengezondheidswet en niet ter uitvoering van het afvalstoffendecreet.

Het wordt niet betwist dat het afvalbeheer ressorteert onder de bevoegdheid van de gewesten. De vraag is evenwel of alle risicomateriaal als « afval » moet worden erkend. Veel hangt af van de daartoe gehanteerde criteria. Het door het Hof van Justitie toegepaste criterium van de economische herbruikbaarheid, is niet het criterium dat door de Belgische wetgever werd gehanteerd bij de bespreking van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Criterium was hier het risico dat de aanwezigheid van een bepaalde stof creëert voor de volksgezondheid. Het is het sanitaire aspect dat de doorslag geeft en niet het economische.

Verklaringen afgelegd naar aanleiding van de bespreking van de bijzondere wet van 16 juli 1993 vermogen de kwalificatie die door de E.E.G. zelf aan een richtlijn werd gegeven, niet te wijzigen.

Bovendien worden noch het laag-, noch het hoogrisicomateriaal onttrokken aan hun mogelijke economische bestemming : zo kan laagrisicomateriaal worden benut in producten bestemd voor menselijke consumptie, terwijl hoogrisicomateriaal als grondstof kan dienen voor diervoeding en voor meststoffen; meteen is duidelijk dat het criterium « herbruikbaar » of « niet herbruikbaar » niet nuttig kan worden aangewend.

Memorie van de Waalse Regering

A.3.1. Voor het bepalen van de draagwijdte van het begrip « dierlijk afval » in de artikelen 25 tot 31 van het afvalstoffendecreet van 2 juli 1981, moet worden verwezen naar de definitie van het begrip « afvalstof » die is opgenomen in artikel 2, 1°, van dat decreet. Afvalstof is krachtens die bepaling « elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen ». Daar dierlijk afval evenzeer afval is, moeten de artikelen betreffende het dierlijk afval worden gelezen in samenhang met die definitie.

Die definitie is in overeenstemming met de inhoud die aan het begrip « afvalstof » wordt gegeven in artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Het Hof heeft in zijn arrest nr. 1/89 van 31 januari 1989 eraan herinnerd dat volgens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet als afvalstof moet worden beschouwd elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich vrijwillig ontdoet of waarvan hij de verplichting heeft zich te ontdoen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen. In hetzelfde arrest oordeelde het Hof dat dierenkrengen en slachtafval in de regel als afvalstoffen kunnen worden aangemerkt. In zoverre de in het geding zijnde bepalingen van het decreet van 2 juli 1981 een soortgelijke doelstelling hebben als de bepalingen van de dierengezondheidswet die werden vernietigd bij het arrest nr. 1/89, ziet men niet in waarom ze het voorwerp zouden kunnen uitmaken van kritiek op het vlak van de bevoegdheidsverdeling.

Het gegeven dat in de artikelen 29 en 30 van het decreet van 2 juli 1981 niet op rechtstreekse wijze gewag wordt gemaakt van het begrip afvalstof betekent niet dat het hier niet zou gaan om afvalstoffen, daar de stoffen en voorwerpen waarop die artikelen betrekking hebben, objecten zijn waarvan de houder zich moet ontdoen.

Het gegeven dat door het villen de recuperatie van een gedeelte van de vernietigde dieren voor een ander gebruik mogelijk wordt, neemt niet weg dat het nog steeds gaat om afval in de zin van artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Tijdens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 16 juli 1993 werd immers vooropgesteld dat een stof die voor economisch hergebruik in aanmerking komt op een bepaald moment en ten aanzien van een welbepaalde deelnemer aan het economische proces, als afvalstof kan worden beschouwd.

Artikel 31 van het decreet van 2 juli 1981 ten slotte verwijst uitdrukkelijk naar de definitie van het begrip « afvalstof » van dat decreet.

A.3.2. De in het geding zijnde bepalingen beogen het beheer en de verwijdering van afvalstoffen, waarvoor het gewest bevoegd is op grond van artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet, dat de bevoegdheid inzake afvalstoffenbeleid aan de gewesten toekent. Die bevoegdheid heeft betrekking op het gehele beleid inzake afvalstoffen, met uitzondering van de radioactieve afvalstoffen. De gewestelijke bevoegdheid werd overigens nog uitgebreid naar aanleiding van de staats hervorming van 1993.

A.3.3. De artikelen 25 tot 28 van het decreet van 2 juli 1981 verlenen aan de Vlaamse Regering een grote appreciatiebevoegdheid om de voorwaarden te bepalen waaronder men zich van dierlijk afval kan ontdoen. Op zich is de verleende machtiging aan de Regering niet in strijd met artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. De wijze waarop gebruik is gemaakt van die machtiging, ontsnapt aan de toetsing van het Hof.

Artikel 25 van het decreet van 2 juli 1981 maakt gewag van de « uitvoering van de desbetreffende bepalingen van Europees recht », en verwijst dus impliciet naar de richtlijn 90/667/EEG. Het gegeven dat die richtlijn werd aangenomen in het raam van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en dat ze de weerslag van de verwijdering van dierlijke afvalstoffen op de landbouw betreft, heeft nog niet tot gevolg dat het begrip « dierlijk afval » zou zijn uitgesloten van het begrip « afvalstof » in de zin van artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Zelfs al impliceert de verwijzing naar de Europese bepalingen niet dat men de definitie van het begrip « afvalstof » van artikel 2, 1°, van het decreet van 2 juli 1981 te buiten is willen gaan, dan nog moet worden vastgesteld dat de definitie die richtlijn 90/667/EEG aan het begrip dierlijk afval geeft niet onverenigbaar is met de artikelen 2, 1°, van het decreet van 2 juli 1981 of artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Het gaat immers om voorwerpen die aan hun normale economische bestemming zijn onttrokken, zijnde de rechtstreekse menselijke consumptie.

De in het geding zijnde bepalingen nemen de vroegere artikelen 46bis tot 46octies van het decreet van 2 juli 1981 over. Toentertijd had de afdeling wetgeving van de Raad van State geen enkele bevoegdheidsrechtelijke opmerking over die bepalingen gemaakt.

A.3.4. Sinds de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 16 juli 1993, zijn de gewesten krachtens artikel 6, § 1, V, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bevoegd voor de toepassing van de Europese maatregelen in het raam van het gemeenschappelijk landbouwbeleid die onder meer betrekking hebben op het leefmilieu. Zelfs al mochten de in het geding zijnde bepalingen hun bevoegdheidsrechtelijke grondslag niet kunnen vinden in artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dan zou die grondslag noodzakelijkerwijze artikel 6, § 1, V, 5°, van die wet zijn. In ieder geval brengt de toepassing van de Europese richtlijn de federale bevoegdheden inzake landbouwbeleid zoals toegelicht in de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 16 juli 1993 niet in het gedrang.

Memorie van antwoord van het Vlaamse Gewest

A.4. Krachtens de rechtspraak van het Hof van Justitie wordt de rechtsgrond van een handeling bepaald door het doel en de inhoud ervan. De vermelding in de aanhef van de richtlijn 90/667/EEG is niet doorslaggevend voor de rechtsgrond van die richtlijn. Het gaat onmiskenbaar om een afvalstoffenrichtlijn, meer bepaald betreffende het dierlijk afval, zelfs al zijn er ook gezondheidsvoorschriften in te vinden en zelfs al is er een band met het landbouwbeleid. Het gewest is dus exclusief bevoegd voor de toepassing van de richtlijn.

Volgens het Hof van Justitie is het criterium van mogelijk economisch hergebruik niet dienend om uit te maken of een stof al dan niet een afvalstof is. Volgens de Belgische Staat werd het criterium ook niet gehanteerd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Dit is ook niet het geval in het decreet van 2 juli 1981, waar amendementen die geïnspireerd waren op dat criterium, werden ingetrokken.

Volgens het afvalstoffendecreet is een afvalstof « elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen ». Gezien de doelstellingen van het decreet betreft het hier enkel stoffen die bij hun verwijdering aanleiding kunnen geven tot schadelijke invloeden op het leefmilieu of op de gezondheid van de mens. Afhankelijk van de aard van de stof waarvan een producent zich wenst te ontdoen, zal die stof een behandeling moeten ondergaan die de schadelijke gevolgen voor mens en milieu moet opheffen of verminderen. Door bepaalde behandelingsvormen zal het mogelijk zijn de stoffen, of elementen ervan, als grondstof of product voor hergebruik of recyclage terug te winnen.

« Afvalstoffen » onderscheiden zich dan ook van andere stoffen juist doordat zij vooraf een behandeling dienen te ondergaan en dus niet rechtstreeks als grondstof of product kunnen worden gebruikt of verhandeld.

De bevoegdheid van het gewest inzake afvalstoffen impliceert dan ook het uitvaardigen van normen betreffende de behandeling of verwerking ervan, hetzij met het oog op de definitieve verwijdering, hetzij met het oog op de reïntegratie in het productieproces. Die interpretatie is volledig in overeenstemming met de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en met de richtlijn 75/442/EEG van 15 juli 1975 waarnaar het Arbitragehof in zijn arrest nr. 1/89 verwijst.

In dat arrest wordt tevens bevestigd dat dierenkrenge en slachtafval afvalstoffen zijn, waarvan de verwerking door de gewesten kan worden geregeld.

De richtlijn 90/667/EEG maakt een onderscheid tussen hoogrisicomateriaal en laagrisicomateriaal, en dit wegens het veronderstelde ernstige gevaar voor de gezondheid van mens of dier. Dat onderscheid is evenwel irrelevant ten aanzien van de interne Belgische bevoegdheidsverdeling. Zowel hoog- als laagrisicomateriaal worden in de richtlijn als afval gedefinieerd en vallen dus onder de bevoegdheid van het gewest.

Met betrekking tot de behandelingswijzen die in de richtlijn worden opgelegd voor de verwijdering en de verwerking van dierlijk afval, wordt geen afbreuk gedaan aan de federale bevoegdheid inzake productnormen : die bevoegdheid valt te situeren na de bevoegdheid van de gewesten betreffende de behandeling of verwerking van afvalstoffen vooraleer die opnieuw in het productieproces worden gebracht. Slechts de voorbehandeling of -verwerking van afvalstoffen is vergunningsplichtig op grond van het afvalstoffendecreet.

Het verwerkingsmateriaal waarvan melding wordt gemaakt in de dierengezondheidswet moet dan ook worden beschouwd als afval (en behoort dus tot de bevoegdheid van de gewesten) tot na het stadium van voorbehandeling of -verwerking van de afvalstof. De verwerking van dat verwerkingsmateriaal als product of grondstof valt wel opnieuw onder de federale bevoegdheid.

Memorie van antwoord van de Belgische Staat

A.5. Uit de tekst van artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 blijkt dat het afvalstoffenbeleid als onderdeel van het leefmilieubeleid aan de gewesten is toegewezen. De afvalstoffen behoren derhalve niet exclusief en integraal tot de bevoegdheid van de gewesten. Geen enkele bepaling uit de bijzondere wet van 8 augustus 1980 heeft de gewesten de bevoegdheid gegeven inzake bestrijding van dierenziekten. Het landbouwbeleid behoort immers niet tot de gewestbevoegdheden, maar tot de residuaire bevoegdheid van de federale overheid.

De richtlijn 90/667/EEG is een richtlijn betreffende het landbouwbeleid, zoals blijkt uit de verwijzing naar artikel 43 van het E.G.-Verdrag als rechtsgrond en uit de titel en de aanhef ervan. Het gaat in wezen om een richtlijn van veterinaire aard.

Het laaggriscocomateriaal wordt uitdrukkelijk als « grondstof » gekwalificeerd en als vallende onder de « specifieke veterinaire voorschriften » van hoofdstuk 10 van bijlage I van de richtlijn 92/118/EEG.

In zijn advies van 17 maart 1993 heeft de Raad van State gesteld dat het laaggriscocomateriaal bedoeld in richtlijn 90/667/EEG tot de federale bevoegdheid behoort.

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 16 juli 1993 werd beklemtoond dat de residuaire bevoegdheid inzake landbouw federaal blijft en dat de federale overheid in ieder geval bevoegd blijft voor « het markt- en prijsbeleid, de reglementering, het beheer en de controle van dieren, van planten, van de landbouwgrondstoffen en van landbouw- en voedingsproducten evenals het sanitair beleid betreffende planten en dieren en betreffende dierlijke en plantaardige producten ».

Het belang van de aangelegenheid voor het landbouwbeleid kan moeilijk worden overschat indien men weet dat de bestrijding van dierenziekten zeer drastische maatregelen inhoudt en belangrijke financiële inspanningen van de overheid en van de betrokken sectoren vergt. De problematiek van de dollekoenenziekte toont aan dat het van het grootste belang is de gezondheid van de veestapel te vrijwaren.

De definitie van het begrip « afvalstoffen » in de Europese richtlijnen met betrekking tot het afvalstoffenbeleid omvat geenszins de in de richtlijn 90/667 bedoelde producten. Oorspronkelijk waren er twee basisrichtlijnen die hun rechtsgrond niet vonden in artikel 43 van het E.G.-Verdrag, namelijk de richtlijnen 75/442/EEG en 78/319/EEG, op 27 juni 1995 vervangen door de richtlijn 91/689/EEG.

De richtlijn 75/442/EEG sluit onder meer van haar toepassingsgebied uit, kadavers en andere natuurlijke en niet gevaarlijke stoffen die in de landbouw worden gebruikt. Als kadavers, die een hooggriscocomateriaal bij uitstek zijn, al niet als afvalstof worden beschouwd, kan zulks moeilijk het geval zijn voor het gewone slachtafval. De andersluidende stelling zou economische distorsies creëren.

De richtlijn 78/319/EEG, op 27 juni 1995 vervangen door de richtlijn 91/689/EEG, zal vanaf die datum de richtlijn 75/442/EEG aanvullen wat gevaarlijke afvalstoffen betreft. Er zal een lijst van gevaarlijke afvalstoffen worden opgemaakt. Het enige criterium op grond waarvan dierlijk afval op die lijst zou kunnen worden geplaatst is H9 « Infectueus », maar de uitsluiting van kadavers en dergelijke uit het toepassingsgebied, neergelegd in richtlijn 75/442/EEG, blijft behouden.

De richtlijn 90/667/EEG staat volkomen los van de richtlijnen 75/442/EEG en 78/319/EEG of 91/689/EEG, die kringen en dierlijke producten uitsluiten. De richtlijn 90/667/EEG houdt een harmonisatie van de veterinaire wetgevingen van de verschillende Lid-Staten in en sluit vrij goed aan bij de Belgische veterinaire wetgeving. Zij is aangenomen op voorstel van het directoraat-generaal VI, dat de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

Bij de kwalificatie van normen van een koninklijk besluit dat een richtlijn omzet, moet rekening worden gehouden met de voorrang van het Europese recht.

Het afvalstoffendecreet kan noch de bijzondere wet van 8 augustus 1980, noch de kwalificatie van een E.E.G.-richtlijn wijzigen.

Memorie van antwoord van de Waalse Regering

A.6. Het beginsel van de voorrang van het Europese recht is niet relevant in het kader van de internrechtelijke bevoegdheidsverdeling. De vraag naar de verdragsrechtelijke grondslag van de richtlijn 90/667/EEG is evenmin relevant. De enige vraag die moet worden gesteld is of de in het geding zijnde bepalingen wel degelijk betrekking hebben op het afvalstoffenbeleid.

De artikelen 25 tot 31 van het afvalstoffendecreet beogen enkel de afvalstoffen bedoeld in artikel 2 van dat decreet. Wat geen afvalstof is in de zin van die laatste bepaling, is ook geen dierlijk afval in de zin van de artikelen 25 tot 31. Of de Vlaamse Regering bij de uitvoering van het decreet binnen de grenzen van haar bevoegdheid is gebleven, is geen zaak van het Arbitragehof.

De Belgische Staat lijkt te beweren dat sommige soorten van dierlijke residu's, die als « laaggriscocomateriaal » worden aangezien, geen afvalstoffen zijn in de zin van artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

De Belgische Staat beroept zich hierbij, enerzijds, op het arrest nr. 1/89 van het Hof, waarin van het begrip « afvalstoffen » een enge definitie wordt aangehouden die residu's, die voor economisch hergebruik in aanmerking komen, uitsluit. Dat arrest is evenwel gewezen vóór de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen die in het begrip « afvalstoffen » de residu's van producten die geschikt zijn voor economische toepassing insluit.

Nu is het noodzakelijk en, vanuit een logisch en praktisch standpunt, verkieslijk het beginsel van de voorrang van het gemeenschapsrecht op de interpretatie van het Belgische recht toe te passen. Het begrip « afvalstof » moet een eenvormige definitie verkrijgen die voortvloeit uit het gemeenschapsrecht en uit de Europese rechtspraak. Het Arbitragehof heeft reeds in die zin geoordeeld. Ook tijdens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 16 juli 1993 werd dat beginsel naar voren gebracht. De Eerste Minister verklaarde toen dat de bevoegdheidsverdeling in België rekening moet houden met de rechtspraak van het Hof van Justitie en dat een stof die in aanmerking komt voor economisch hergebruik, op een bepaald ogenblik en voor een deelnemer aan het economische proces als afvalstof kan worden beschouwd; het beheer van zulke stoffen valt vanaf dat ogenblik onder de bevoegdheid van de gewesten.

De federale wetgeving inzake volksgezondheid kan niet geldig in aanmerking worden genomen op het vlak van het beheer van dierlijk afval. Wat de dierlijke producten betreft, zou zij hoogstens een rol kunnen spelen in de kwalificatie ervan als afvalstoffen, door de verplichting zich ervan te ontdoen die zij zou inhouden.

De interpretatie van het begrip « afvalstoffen » door de Belgische Staat brengt het beleid van de gewesten, in het kader van het opstellen van hun afvalstoffenplannen, in het geding : die plannen moeten de richtlijn 91/156/EEG naleven.

Die interpretatie verhindert immers rekening te houden met die goederen in het kader van de recyclage en de valorisatie. Nu hebben de gewesten die bevoegdheid op een autonome manier uitgeoefend. De federale Staat heeft zich steeds ervan onthouden.

Voor zover nodig, stelt de Waalse Regering het Arbitragehof voor aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de volgende prejudiciële vraag te stellen :

« Dient het begrip ' afvalstoffen ' dat is beoogd in artikel 1 van de richtlijn 91/156/EEG van de Raad betreffende de afvalstoffen in die zin te worden opgevat dat het een Lid-Staat zou toestaan het te beschouwen vanuit het oogpunt van het risico dat een afvalstof voor de volksgezondheid inhoudt ? »

- B -

B.1.1. De prejudiciële vraag stelt aan de orde of afdeling 5 van hoofdstuk IV van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen, vervangen bij decreet van 20 april 1994, in overeenstemming is met artikel 6, § 1, II, eerste lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, vervangen bij artikel 2, § 2, van de bijzondere wet van 16 juli 1993.

B.1.2. De nieuwe afdeling 5 van hoofdstuk IV van het decreet van 2 juli 1981 bevat regels betreffende de verwijdering, de ophaling en de verwerking van dierlijk afval. Die regels beogen onder meer, rechtstreeks of via een machtiging aan de Vlaamse Regering, de omzetting in het interne recht van de richtlijn 90/667/EEG van 27 november 1990 van de Raad van de Europese Gemeenschappen « tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de verwijdering en verwerking van dierlijke afval, voor het in de handel brengen van dierlijke afval en ter voorkoming van de aanwezigheid van ziekteverwekkers in diervoeders van dierlijke oorsprong (vissen daaronder begrepen) en tot wijziging van richtlijn 90/425/EEG », gewijzigd bij richtlijn 92/118/EEG van 17 december 1992.

B.1.3. De bepalingen van voornoemde afdeling 5 luiden :

« Art. 25. Het is verboden zich van dierlijk afval te ontdoen anders dan overeenkomstig de regels vastgesteld door de Vlaamse regering ter uitvoering van de desbetreffende bepalingen van Europees recht.

Art. 26. § 1. In afwijking van het bepaalde in artikel 17, § 2, zijn de voortbrengers van dierlijk afval ertoe gehouden om het door de Vlaamse regering als hoogrisicomateriaal aangewezen dierlijk afval alleen te melden aan een voor de ophaling hiervan erkende inrichting.

§ 2. Behoudens in de gevallen uitdrukkelijk door de Vlaamse regering uitgezonderd, is alleen de verwijdering van het in § 1 bedoelde dierlijk afval door afgifte aan een erkende inrichting toegestaan.

Art. 27. § 1. Het door de Vlaamse regering als hoogrisicomateriaal aangewezen dierlijk afval wordt opgehaald en verwerkt door de door de Vlaamse regering hiertoe erkende inrichtingen.

§ 2. In de door de Vlaamse regering bepaalde gevallen kunnen de toezichthoudende ambtenaren zo nodig besluiten dat dit afval moet worden verwijderd door verbranding of begraving.

§ 3. De erkende inrichtingen melden jaarlijks de ophalingen die zij ter uitvoering van deze bepaling hebben verricht aan de OVAM.

Art. 28. § 1. De Vlaamse regering wijst de categorieën van voortbrengers van dierlijk afval als bedoeld in artikel 26 aan, die gehouden zijn met een in artikel 27, § 1, bedoelde erkende inrichting een overeenkomst te sluiten voor de ophaling van dit afval.

§ 2. Wanneer niet voldaan is aan het bepaalde in § 1 wordt dit afval door de erkende inrichting opgehaald tegen vergoeding per prestatie. In de erkenning bepaalt de bevoegde overheid de maximum tarieven die in zodanig geval mogen worden toegepast.

§ 3. De ophaling van dierlijk afval als bedoeld in artikel 26 bij andere personen dan bedoeld in § 1 geschiedt kosteloos. De Vlaamse regering bepaalt de voorwaarden waaronder de erkende inrichtingen voor deze prestaties worden vergoed lastens het Vlaamse Gewest.

Art. 29. In het Vlaamse Gewest worden de in artikel 42, § 3, van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, bedoelde dieren, afgehaald door een erkende inrichting als bedoeld in artikel 27, § 1.

Art. 30. In het Vlaamse Gewest zijn op het vlees dat voor consumptie door de mens ongeschikt werd bevonden of verklaard overeenkomstig de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, de voorschriften van toepassing vastgesteld in uitvoering van deze afdeling.

Art. 31. In het Vlaamse Gewest zijn op de dieren en gedeelten van dieren, die bij de keuring voor consumptie door de mens ongeschikt worden bevonden of verklaard overeenkomstig de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring van en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild, de voorschriften van toepassing vastgesteld in uitvoering van deze afdeling, voor zover het afvalstoffen betreft, als bedoeld in artikel 2, 1°, van dit decreet. »

B.2.1. Luidens artikel 6, § 1, II, eerste lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de gewesten bevoegd voor het afvalstoffenbeleid.

Zoals het Hof opmerkte in zijn arrest nr. 1/89 van 31 januari 1989, blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 dat het begrip « afvalstoffen » - in overeenstemming met de definitie vervat in de richtlijn 75/442/EEG van 15 juli 1975 betreffende afvalstoffen - verwijst naar elke stof waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen.

Noch uit artikel 6, § 1, II, tweede lid, van die wet, in welke bepaling de uitzonderingen op de gewestbevoegdheid inzake leefmilieu worden omschreven, noch uit enige andere bepaling van die wet of van een andere ter uitvoering van artikel 39 van de Grondwet vastgestelde regel kan worden afgeleid dat dierlijk afval uitgesloten zou zijn.

B.2.2. Dat het afvalstoffenbeleid op bepaalde punten een rechtstreekse of onrechtstreekse weerslag kan hebben op de landbouwuitbating of op het landbouwbeleid, volstaat niet om te besluiten dat de gewesten hun bevoegdheid zouden verliezen. Luidens artikel 6, § 3bis, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 moet weliswaar overleg worden gepleegd tussen de betrokken regeringen en de federale overheid over de maatregelen die een weerslag hebben op het landbouwbeleid, doch die bepaling laat, rekening houdend met dat voorbehoud, de beslissingsbevoegdheid omtrent de te nemen maatregelen bij het gewest, dat de ter zake bevoegde overheid is.

B.2.3. De verwijzing, in de aanhef van de uit te voeren richtlijn, naar artikel 43 van het E.G.-Verdrag is, in strijd met wat in de memorie van de Belgische Staat wordt betoogd, op zich zonder weerslag op de krachtens artikel 39 van de Grondwet vastgestelde verdeling van bevoegdheden tussen de Staat en de gewesten.

B.3. Tijdens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur werd door de Eerste Minister de volgende toelichting bij de bespreking van de gewestbevoegdheid inzake afvalstoffenbeleid gegeven :

« De bevoegdheidsverdeling in België moet rekening houden met de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen. Afvalbeheer slaat zowel op verwijdering als op recycling van afval. Het is perfect mogelijk dat een stof, die in aanmerking komt voor economisch hergebruik, op een bepaald ogenblik en voor een deelnemer aan het economische proces, als afval wordt beschouwd. Van dat ogenblik af, valt het beheer van die stoffen onder de bevoegdheid van de gewesten. Zo moet een installatie, die dient om stoffen voor hergebruik te verwerken, onder de gewestelijke wetgeving ressorteren » (*Gedr. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 1063/7, p. 33).

B.4.1. Rekening houdende met de definitie vervat in de E.E.G.-richtlijnen, met de toelichting die in de loop van de zo-even vermelde parlementaire bespreking werd verstrekt en met de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen (H.v.J., 28 maart 1990, Vessoso en Zanetti, *Jur. H.v.J.*, p. 1461; H.v.J., 28 maart 1990, Zanetti, *Jur. H.v.J.*, p. 1509), moet als afvalstof worden beschouwd elke stof die beantwoordt aan de in B.2.1 in herinnering gebrachte definitie, ongeacht of ze al dan niet, als dusdanig of na verwerking, voor hergebruik geschikt is.

Het volstaat dus dat de houder van dierlijk afval zich ervan ontdoet, moet ontdoen of wil ontdoen opdat dit moet worden beschouwd als een afvalstof in de zin van artikel 6, § 1, II, eerste lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

De gewesten zijn bevoegd om, wat het leefmilieu betreft, regels te stellen betreffende de ophaling, de verwijdering en de verwerking van dat afval, zonder daarbij degene die de gezondheids politie en de diergeneeskundige politie betreffen, in het gedrang te mogen brengen.

B.4.2. Stoffen behouden hun aard van afvalstof en blijven derhalve aan de reglementering van de afvalstoffen onderworpen tot op het ogenblik dat zij bij de derden die ze hergebruiken, worden afgeleverd, in het geval waarin het gaat om afvalstoffen die zonder enige voorbehandeling opnieuw kunnen worden hergebruikt, of, tot op het ogenblik dat zij zijn omgevormd, in het geval waarin het gaat om afvalstoffen die slechts na voorbehandeling kunnen worden hergebruikt.

B.5. Uit wat voorafgaat volgt dat de decreetgever de Vlaamse Regering vermocht te machtigen regels vast te stellen betreffende de ophaling, de verwijdering en de verwerking van dierlijk afval, inbegrepen de regels nodig ter uitvoering van de richtlijn 90/667/EEG van 27 november 1990; de decreetgever vermocht hierbij een onderscheid te maken tussen als hoogrisicomateriaal en als laagrisicomateriaal aan te wijzen dierlijk afval; de decreetgever is tevens bevoegd om die regels van toepassing te verklaren op bepaalde categorieën van dierlijk afval die hij aanwijst.

De bepalingen van afdeling 5 van hoofdstuk IV van het decreet van 2 juli 1981 houden derhalve geen schending in van de regels tot het bepalen van de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten.

B.6. Het Hof is niet bevoegd om uitspraak te doen over de vraag of de Vlaamse Regering, bij de uitoefening van de haar door de bepalingen van afdeling 5, hoofdstuk IV, van het decreet van 2 juli 1981 verleende machtiging, de regels tot het bepalen van de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten heeft nageleefd. Die vraag valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de rechtscolleges die met de toetsing van de administratieve rechtshandelingen zijn belast.

Om die redenen,

het Hof,

zegt voor recht :

Afdeling 5 van hoofdstuk IV van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen, vervangen bij decreet van 20 april 1994, schendt niet de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 15 april 1997.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

L. De Grève.

COUR D'ARBITRAGE

[C - 97/21194]

Arrêt n° 19/97 du 15 avril 1997

Numéros du rôle : 952 et 953

En cause : la question préjudicielle concernant le décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets, notamment le chapitre IV, section 5, posée par le Conseil d'Etat.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents L. De Grève et M. Melchior, et des juges L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets et H. Coremans, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président L. De Grève,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la question préjudicielle*

Par arrêt n° 59.492 du 3 mai 1996, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 10 mai 1996, rectifiant l'arrêt n° 59.059 du 15 avril 1996 en cause de l'Etat belge contre la Région flamande, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 26 avril 1996, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle suivante :

« Le décret du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets, notamment le chapitre IV, section 5, en exécution duquel le Gouvernement flamand a, en vertu de la compétence de la Région en matière de politique des déchets, pris l'arrêté du 24 mai 1995 concernant la collecte et la transformation de déchets animaux aux fins de transposer la directive 90/667/CEE dans la Région flamande, viole-t-il l'article 6, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ? »

La décision de renvoi du 15 avril 1996 est inscrite sous le numéro 952 du rôle, et celle du 3 mai 1996 sous le numéro 953 du rôle.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

Le 24 mai 1995, le Gouvernement flamand adopta un arrêté concernant la collecte et la transformation de déchets animaux, publié au *Moniteur belge* du 9 août 1995. Cet arrêté vise à transposer, en ce qui concerne la Région flamande, la directive 90/667/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 novembre 1990 arrêtant les règles sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation de déchets animaux, à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poisson, et modifiant la directive 90/425/CEE, modifiée par la directive 92/118/CEE du 17 décembre 1992.

Un recours en annulation et une demande de suspension de cet arrêté furent introduits devant le Conseil d'Etat le 8 octobre 1995. Par arrêt du 15 avril 1996, le Conseil d'Etat constata que le bien-fondé de la demande de suspension était directement lié à la question des compétences respectives de l'Etat et de la Région flamande, de sorte que le Conseil d'Etat devait poser à la Cour la question préjudicielle soulevée, même dans le cadre de la procédure de suspension.

Par arrêt du 3 mai 1996, le Conseil d'Etat constata qu'une erreur matérielle s'était glissée dans l'arrêt du 15 avril 1996 concernant la norme sur laquelle portait la question préjudicielle, et il reformula la question.

III. *La procédure devant la Cour*

a. *L'affaire portant le numéro 952 du rôle*

Par ordonnance du 26 avril 1996, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Le 2 mai 1996, les juges-rapporteurs H. Coremans et L. François ont informé le président, en application de l'article 71, alinéa 1^{er}, de la loi organique, qu'ils pourraient être amenés à proposer à la Cour, siégeant en chambre restreinte, de prononcer un arrêt constatant que la question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat par arrêt n° 59.059 du 15 avril 1996 ne relève manifestement pas de la compétence de la Cour.

Les conclusions des juges-rapporteurs ont été notifiées aux parties dans l'instance principale conformément à l'article 71, alinéa 2, de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 6 mai 1996.

Par décision du 14 mai 1996, la Cour a constaté que n'était pas retenue, la proposition visant à rendre un arrêt constatant que la question préjudicielle ne relève manifestement pas de la compétence de la Cour.

b. *L'affaire portant le numéro 953 du rôle*

Par ordonnance du 10 mai 1996, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

c. *Les affaires jointes portant les numéros 952 et 953 du rôle*

Par ordonnance du 14 mai 1996, la Cour réunie en séance plénière a joint les affaires.

Les décisions de renvoi ont été notifiées conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 3 juin 1996; l'ordonnance de jonction a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 6 juin 1996.

Des mémoires ont été introduits par :

- la Région flamande, par lettre recommandée à la poste le 16 juillet 1996;
- l'Etat belge, par lettre recommandée à la poste le 17 juillet 1996;
- le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5000 Namur, par lettre recommandée à la poste le 19 juillet 1996.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 23 août 1996.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- la Région flamande, par lettre recommandée à la poste le 18 septembre 1996;
- l'Etat belge, par lettre recommandée à la poste le 23 septembre 1996;
- le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 25 septembre 1996.

Par ordonnance du 25 septembre 1996, la Cour a prorogé jusqu'au 26 avril 1997 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 29 janvier 1997, le président en exercice a complété le siège par le juge G. De Baets.

Par ordonnance du même jour, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 19 février 1997.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 30 janvier 1997.

A l'audience publique du 19 février 1997 :

- ont comparu :
 - . Me A. Vastersavendts, avocat au barreau de Bruxelles, pour l'Etat belge;
 - . Me H. Lange, avocat au barreau d'Anvers, pour la Région flamande;
 - . Me M. Delnoy et Me V. Thiry, avocats au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;
- les juges-rapporteurs H. Coremans et L. François ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

IV. *En droit*

- A -

Mémoire de la Région flamande

A.1. Les dispositions décrétales sur lesquelles porte la question préjudicielle visent à transposer la directive européenne 90/667/CEE du 27 novembre 1990 arrêtant les règles sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation de déchets animaux, à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poisson, et modifiant la directive 90/425/CEE.

La directive 90/667/CEE ne concerne pas la politique agricole, mais la politique des déchets pour laquelle la Région flamande est compétente. Ceci ressort en premier lieu de l'intitulé de la directive. Le fait que le préambule fasse au passage référence à l'article 43 du Traité C.E. n'y change rien, parce que la directive traite des déchets animaux. Etant donné la nature et la destination finale des déchets, la directive ne concerne pas la politique agricole. Puisque la politique des déchets a été transférée aux régions, la partie du décret du 2 juillet 1981 mentionnée dans la question préjudicielle ne viole pas l'article 6, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Il ressort de l'arrêt n° 1/89 du 31 janvier 1989 que les cadavres d'animaux et les déchets de l'abattage sont des déchets dont la réglementation de la destruction relève de la compétence des régions. En effet, constitue un déchet toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait volontairement ou a l'obligation de se défait en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

La loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux établit une distinction entre « la matière à détruire » et « la matière à traiter ». La « matière à détruire » comprend les cadavres d'animaux et les produits animaux qui sont impropres ou sont déclarés impropres à la consommation humaine par décision de l'autorité, tandis que la « matière à traiter » comprend les produits animaux autres que la matière à détruire, qui ne sont pas destinés à la consommation humaine. Dans l'arrêt n° 1/89, la Cour a considéré que la matière à traiter ne constituait pas un déchet.

La Région flamande estime toutefois que la directive du 27 novembre 1990, sans s'écarter totalement de la distinction entre matière à détruire et matière à traiter, a rangé ces deux notions sous le dénominateur commun de « déchets animaux », lesquels sont définis comme étant « les carcasses ou parties d'animaux ou de poissons, ou les produits d'origine animale non destinés à la consommation humaine directe, à l'exclusion des déjections animales et des déchets de cuisine et de table ».

A cet égard, la directive opère effectivement une distinction entre les matières à haut risque et les matières à faible risque, mais les deux matières relèvent de la notion de « déchets animaux », si bien que la matière à traiter, au sens de la loi relative à la santé des animaux, doit, depuis l'entrée en vigueur de la directive 90/667/CEE, également être considérée comme un déchet animal.

En vertu de cette directive, les animaux qui sont ou seront transformés en produits non directement destinés à la consommation humaine doivent être considérés comme des déchets.

C'est dès lors à juste titre qu'au chapitre IV, section 5, du décret du 2 juillet 1981, modifié par le décret du 20 avril 1994, il n'est plus fait de distinction entre la matière à détruire et la matière à traiter, mais uniquement entre les matières à haut risque et les matières à faible risque. Cette partie du décret ne viole donc pas les règles répartitrices de compétences.

Mémoire de l'Etat belge

A.2. La directive 90/667/CEE est manifestement une directive de politique agricole et non une directive relative à la politique des déchets. Son fondement juridique est, selon son préambule, l'article 43 du Traité C.E., qui fait partie des dispositions relatives à la politique agricole commune. Les considérants formulés dans ce préambule montrent également qu'il s'agit d'une directive de politique agricole. Il ressort d'ailleurs de la pratique que les produits animaux relèvent de la politique agricole.

La mise en oeuvre de la directive précitée doit donc s'opérer en exécution de la loi relative à la santé des animaux et non en exécution du décret relatif aux déchets.

Il n'est pas contesté que la gestion des déchets relève de la compétence des régions. La question est toutefois de savoir si toutes les matières à risque doivent être considérées comme des « déchets ». Tout dépendra des critères appliqués à cette fin. Le critère de la réutilisation économique appliqué par la Cour de justice n'est pas celui que le législateur belge a retenu lors de la discussion de la loi spéciale du 8 août 1980. Le critère était ici le risque que crée pour la santé publique la présence d'une substance déterminée. C'est l'aspect sanitaire et non l'aspect économique qui est déterminant.

Des déclarations faites lors de la discussion de la loi spéciale du 16 juillet 1993 ne sauraient modifier la qualification donnée à une directive par la C.E.E. elle-même.

En outre, ni les matières à faible risque ni les matières à haut risque ne sont soustraites à leur destination économique potentielle : c'est ainsi que les matières à faible risque peuvent être utilisées dans des produits destinés à la consommation humaine, tandis que les matières à haut risque peuvent servir de matières premières pour l'alimentation des animaux et pour les engrais; c'est dire que le critère « réutilisable » ou « non réutilisable » ne peut utilement être employé.

Mémoire du Gouvernement wallon

A.3.1. Pour déterminer la portée du concept de « déchet animal » dans les articles 25 à 31 du décret du 2 juillet 1981 relatif aux déchets, il convient de faire référence à la définition donnée à la notion de « déchet » à l'article 2, 1^{er}, du même décret. Suivant cette disposition, constitue un déchet « toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ». Etant donné que les déchets animaux sont aussi des déchets, les articles concernant les déchets animaux doivent être lus en relation avec cette définition.

Celle-ci correspond au contenu donné à la notion de déchet à l'article 6, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980. La Cour a rappelé dans son arrêt n^o 1/89 du 31 janvier 1989 que, selon les travaux préparatoires de la loi spéciale, doit être considéré comme déchet toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait volontairement ou a l'obligation de se défaire en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Dans le même arrêt, la Cour a considéré que, d'une façon générale, les cadavres d'animaux et les déchets de l'abattage sont des déchets. Dans la mesure où les dispositions discutées du décret du 2 juillet 1981 poursuivent un objectif semblable à celui des dispositions de la loi relative à la santé des animaux qui ont été annulées par l'arrêt n^o 1/89, on ne voit pas pourquoi elles pourraient faire l'objet de critiques en termes de répartition des compétences.

Le fait que les articles 29 et 30 du décret du 2 juillet 1981 ne font pas directement mention de la notion de déchet ne signifie pas qu'il ne soit pas question ici de déchets, étant donné que les substances et objets visés par ces dispositions sont des éléments dont le détenteur a l'obligation de se défaire.

Le fait que l'équarrissage permette la récupération pour un autre usage d'une partie des animaux détruits n'empêche pas qu'il s'agisse toujours de déchets au sens de l'article 6, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980. En effet, il a clairement été indiqué au cours des travaux préparatoires de la loi spéciale du 16 juillet 1993 qu'une substance susceptible de réutilisation économique peut très bien, à un moment donné et pour un acteur économique, être considérée comme un déchet.

Enfin, l'article 31 du décret du 2 juillet 1981 fait expressément référence à la définition de la notion de « déchet » de ce décret.

A.3.2. Les dispositions critiquées ont pour objet la gestion et l'élimination de déchets, pour lesquelles la région est compétente en vertu de l'article 6, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale, qui attribue aux régions la compétence en matière de politique des déchets. Cette compétence concerne l'ensemble de la politique des déchets, à l'exception des déchets radioactifs. La compétence régionale a du reste encore été élargie à l'occasion de la réforme de l'Etat de 1993.

A.3.3. Les articles 25 à 28 du décret du 2 juillet 1981 octroient au Gouvernement flamand un grand pouvoir d'appréciation pour déterminer les normes suivant lesquelles il est permis de se défaire des déchets animaux. L'habilitation donnée au Gouvernement n'est pas en soi contraire à l'article 6, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980. L'usage qui est fait de cette habilitation échappe au contrôle de la Cour.

L'article 25 du décret du 2 juillet 1981 fait référence aux « dispositions y afférentes du droit européen », et renvoie donc implicitement à la directive 90/667/CEE. Le fait que cette directive ait été prise au titre de la politique agricole commune et qu'elle vise les répercussions de l'élimination des déchets animaux sur l'agriculture n'exclut pas pour autant la notion de « déchets animaux » du concept de « déchet » de l'article 6, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Même si la référence faite aux dispositions européennes n'implique pas la volonté de s'écarter de la définition de la notion de « déchet » donnée à l'article 2, 1^o, du décret du 2 juillet 1981, il doit en tout état de cause être constaté que la définition que la directive 90/667/CEE donne des déchets animaux n'est pas incompatible avec l'article 2, 1^o, du décret du 2 juillet 1981 ou avec l'article 6, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980. En effet, il s'agit bien là d'éléments soustraits à leur destination économique normale, soit la consommation humaine directe.

Les dispositions ici discutées reprennent les anciens articles 46bis à 46octies du décret du 2 juillet 1981. A l'époque, la section de législation du Conseil d'Etat n'avait formulé aucune observation relative à un éventuel problème de répartition de compétences à propos de ces dispositions.

A.3.4. Depuis l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 16 juillet 1993, les régions sont compétentes, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, V, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980, pour l'application des mesures européennes dans le cadre de la politique agricole commune, qui concerne notamment l'environnement. A supposer que les dispositions critiquées ne trouveraient pas leur fondement légal de compétence dans l'article 6, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980, ce fondement serait nécessairement l'article 6, § 1^{er}, V, 5°, de cette loi. L'application de la directive européenne ne met en tout cas pas en cause les compétences fédérales en matière de politique agricole commentées dans les travaux préparatoires de la loi spéciale du 16 juillet 1993.

Mémoire en réponse de la Région flamande

A.4. Selon la jurisprudence de la Cour de justice, le fondement juridique d'un acte est déterminé par le but et le contenu de celui-ci. La mention figurant dans le préambule de la directive 90/667/CEE n'est pas déterminante pour établir le fondement légal de cette directive. Il s'agit indéniablement d'une directive relative aux déchets, et plus spécialement aux déchets animaux, même si on peut également y trouver des règles sanitaires et s'il existe un lien avec la politique agricole. La région est donc seule compétente pour l'application de cette directive.

Selon la Cour de justice, le critère de la réutilisation économique éventuelle n'est pas pertinent pour déterminer si une substance doit ou non être considérée comme un déchet. Selon l'Etat belge, le critère n'a pas davantage été utilisé dans la loi spéciale du 8 août 1980. Ce n'est pas le cas non plus dans le décret du 2 juillet 1981, des amendements s'inspirant de ce critère ayant été retirés.

Aux termes du décret sur les déchets, est un déchet « toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ». Vu les objectifs du décret, il s'agit exclusivement ici de substances susceptibles d'avoir, lors de leur élimination, des effets nocifs sur l'environnement ou sur la santé de l'homme. La substance dont un producteur souhaite se défaire devra, en fonction de sa nature, subir un traitement visant à en supprimer ou à en diminuer les effets nocifs pour l'homme et pour l'environnement. Grâce à certaines formes de traitement, il sera possible de récupérer les substances ou des éléments de celles-ci en vue de leur réutilisation ou recyclage comme matière première ou produit.

Les « déchets » se distinguent par conséquent d'autres matières précisément par le fait qu'ils doivent subir un traitement préalable et ne peuvent donc être utilisés ou commercialisés directement comme matière première ou produit.

La compétence de la région en matière de déchets implique dès lors qu'elle puisse édicter des normes relatives à ce traitement ou à cette transformation en vue de l'élimination définitive ou de la réintroduction dans le processus de production. Cette interprétation est totalement conforme à la loi spéciale du 8 août 1980 et à la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 à laquelle la Cour d'arbitrage fait référence dans son arrêt n° 1/89.

Dans cet arrêt, il a été confirmé également que les cadavres d'animaux et les déchets de l'abattage sont des déchets dont les régions peuvent régler le traitement.

La directive 90/667/CEE établit une distinction entre matières à haut risque et matières à faible risque, et ce en raison du danger grave suspecté pour la santé des personnes ou des animaux. Cette distinction n'est toutefois pas pertinente à l'égard de la répartition de compétences interne à la Belgique. Tant les matières à haut risque que celles à faible risque sont définies dans la directive comme étant des déchets et relèvent donc de la compétence de la région.

S'agissant des modes de traitement imposés par la directive en vue de l'élimination ou de la transformation des déchets animaux, il n'est pas porté atteinte à la compétence fédérale en matière de normes de produit : cette compétence se situe en aval de la compétence des régions en matière de traitement ou de transformation des déchets avant leur réintroduction dans le processus de production. Seuls le prétraitement et la prétransformation de déchets sont soumis à autorisation, conformément aux dispositions du décret relatif aux déchets.

La matière à traiter dont il est question dans la loi relative à la santé des animaux doit par conséquent être considérée comme un déchet (et relève donc de la compétence des régions) jusqu'à la fin de son prétraitement ou de sa prétransformation. La transformation de cette matière en produit ou en matière première relève par contre à nouveau de la compétence fédérale.

Mémoire en réponse de l'Etat belge

A.5. Il ressort du texte de l'article 6, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 que la politique des déchets a été attribuée aux régions en tant qu'élément de la politique de l'environnement. Les déchets ne relèvent donc pas exclusivement ni intégralement de la compétence des régions. Aucune disposition de la loi spéciale du 8 août 1980 n'a conféré aux régions une compétence en matière de lutte contre les maladies des animaux. En effet, la politique agricole ne relève pas des compétences régionales mais de la compétence résiduaire de l'autorité fédérale.

La directive 90/667/CEE est une directive relative à la politique agricole, ainsi qu'il ressort de la référence à l'article 43 du Traité C.E. en tant que fondement juridique et ainsi qu'en témoignent l'intitulé et le préambule de cette directive. Il s'agit en substance d'une directive de nature vétérinaire.

Les matières à faible risque sont explicitement qualifiées de « matière première » et relèvent des « conditions de police sanitaire spécifiques » du chapitre 10 de l'annexe I de la directive 92/118/CEE.

Dans son avis du 17 mars 1993, le Conseil d'Etat a conclu que les matières à faible risque visées dans la directive 90/667/CEE relevaient de la compétence fédérale.

Au cours des travaux préparatoires de la loi spéciale du 16 juillet 1993, il a été souligné que la compétence résiduaire en matière agricole restait fédérale et que l'autorité fédérale demeurerait en tout état de cause compétente « pour la politique des prix et des marchés, la réglementation, la gestion et le contrôle des animaux, des végétaux, des matières premières agricoles et des produits agricoles et alimentaires ainsi que la politique sanitaire concernant les végétaux et les animaux et les produits végétaux et animaux ».

L'importance de cette matière pour la politique agricole peut difficilement être surestimée si l'on sait que la lutte contre les maladies animales prévoit des mesures très radicales et exige d'importants efforts financiers de la part de l'autorité et des secteurs concernés. La problématique de la maladie de la vache folle démontre qu'il est capital de préserver la santé du cheptel.

La définition de la notion de « déchets » figurant dans les directives européennes concernant la politique des déchets ne comprend nullement les produits visés dans la directive 90/667/CEE. A l'origine, il existait deux directives de base qui ne trouvaient pas leur fondement juridique dans l'article 43 du Traité C.E., à savoir les directives 75/442/CEE et 78/319/CEE, remplacées le 27 juin 1995 par la directive 91/689/CEE.

La directive 75/442/CEE exclut notamment de son champ d'application les cadavres d'animaux et les autres substances naturelles et non dangereuses utilisées dans le cadre de l'exploitation agricole. Si même les cadavres, matière à haut risque par excellence, ne sont pas considérés comme des déchets, il peut difficilement en être ainsi pour les déchets ordinaires d'abattage. La thèse contraire créerait des distorsions économiques.

La directive 78/319/CEE, remplacée au 27 juin 1995 par la directive 91/689/CEE, complétera à partir de cette date la directive 75/442/CEE en ce qui concerne les déchets dangereux. Une liste de déchets dangereux sera établie. Le seul critère sur la base duquel les déchets animaux pourraient figurer sur cette liste est : H9 « infectieux », mais l'exclusion des cadavres et assimilés du champ d'application défini dans la directive 75/442/CEE est maintenue.

La directive 90/667/CEE est totalement indépendante des directives 75/442/CEE et 78/319/CEE ou 91/689/CEE, qui excluent les cadavres et les produits animaux. La directive 90/667/CEE implique une harmonisation des législations vétérinaires des différents Etats membres et se rattache fort bien à la législation vétérinaire belge. Elle a été édictée sur la proposition de la direction générale VI, qui a l'agriculture dans ses attributions.

Lors de la qualification des normes d'un arrêté royal qui transpose une directive, il convient de tenir compte de la primauté du droit européen.

Le décret relatif aux déchets ne saurait modifier ni la loi spéciale du 8 août 1980 ni la qualification d'une directive C.E.E.

Mémoire en réponse du Gouvernement wallon

A.6. Le principe de la primauté du droit européen est sans pertinence dans le cadre de la répartition des compétences en droit interne. La question de savoir quelle disposition du Traité fournit son fondement juridique à la directive 90/667/CEE n'importe pas davantage. Seul compte ici le fait de savoir si les dispositions en cause concernent bien la politique des déchets.

Les articles 25 à 31 du décret relatif aux déchets visent exclusivement les déchets au sens de l'article 2 du même décret. Tout ce qui n'est pas déchet au sens de cette dernière disposition ne saurait être considéré comme déchet animal au sens des articles 25 à 31. Il n'appartient pas à la Cour d'arbitrage de vérifier si le Gouvernement flamand est demeuré dans les limites de ses compétences dans l'exécution du décret.

L'Etat belge semble soutenir que certains types de résidus animaux qualifiés de « matière à faible risque » ne sauraient constituer des déchets au sens de l'article 6, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'Etat belge s'appuie, d'une part, sur l'arrêt n° 1/89 de la Cour dans lequel une définition étroite de la notion de « déchets » est retenue, excluant les résidus susceptibles d'une réutilisation économique. Toutefois, cet arrêt a été rendu avant l'émergence de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes qui inclut dans la notion de « déchets » les résidus de produits susceptibles de valorisation économique.

Or, il est nécessaire et, d'un point de vue logique et pratique, préférable d'appliquer le principe de la primauté du droit communautaire sur l'interprétation du droit belge. La notion de « déchet » doit être dotée d'une définition homogène, découlant du droit communautaire et de sa jurisprudence. La Cour d'arbitrage a déjà statué dans ce sens. Ce principe a également été mis en avant lors des travaux préparatoires de la loi spéciale du 16 juillet 1993. Le Premier ministre a déclaré à cette occasion que la répartition des compétences en Belgique doit tenir compte de la jurisprudence de la Cour de justice et qu'une substance susceptible de réutilisation économique peut très bien, à un moment donné et pour un acteur économique, être considérée comme un déchet; dès cet instant, la gestion de cette substance relève de la compétence des régions.

La législation fédérale en matière de santé publique ne peut valablement être prise en compte au niveau de la gestion des déchets animaux. Tout au plus pourrait-elle intervenir, s'agissant des produits animaux, dans la qualification de ceux-ci en tant que déchets, par l'obligation de s'en défaire qu'elle contiendrait.

L'interprétation de la notion de « déchets » avancée par l'Etat belge remet en question l'action des régions dans le cadre de l'établissement de leurs plans de déchets, lesquels doivent respecter la directive 91/156/CEE.

En effet, cette interprétation empêche d'envisager ces biens dans le cadre du recyclage et de la valorisation. Or, les régions ont exercé cette compétence de manière autonome. L'Etat fédéral s'en est toujours abstenu.

Pour autant que de besoin, le Gouvernement wallon propose à la Cour d'arbitrage de poser à la Cour de justice des Communautés européennes la question préjudicielle suivante :

« La notion de ' déchets ' visée à l'article 1^{er} de la directive 91/156 du Conseil relative aux déchets doit-elle être entendue en ce sens qu'elle permettrait à un Etat membre de l'envisager sous l'angle du risque qu'un déchet cause pour la santé publique ? »

- B -

B.1.1. La question préjudicielle porte sur le point de savoir si la section 5 du chapitre IV du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets, remplacée par le décret du 20 avril 1994, est conforme à l'article 6, § 1^{er}, II, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, remplacé par l'article 2, § 2, de la loi spéciale du 16 juillet 1993.

B.1.2. La nouvelle section 5 du chapitre IV du décret du 2 juillet 1981 contient des règles relatives à l'élimination, à la collecte et au traitement de déchets animaux. Ces règles visent notamment à transposer en droit interne, directement ou par le biais d'une habilitation donnée au Gouvernement flamand, la directive 90/667/CEE du 27 novembre 1990 du Conseil des Communautés européennes « arrêtant les règles sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation de déchets animaux, à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poisson, et modifiant la directive 90/425/CEE », modifiée par la directive 92/118/CEE du 17 décembre 1992.

B.1.3. Les dispositions de la section 5 précitée sont libellées comme suit :

« Art. 25. Il est interdit de se défaire des déchets animaux autrement que conformément aux règles fixées par le Gouvernement flamand en exécution des dispositions y afférentes du droit européen.

Art. 26. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 17, § 2, les producteurs de déchets animaux sont tenus à déclarer le matériel à haut risque désigné comme tel par le Gouvernement flamand, seulement à l'établissement agréé pour la collecte de tels déchets.

§ 2. Sauf dans les cas expressément définis par le Gouvernement flamand, les déchets animaux visés au § 1^{er} ne peuvent être éliminés que par un établissement agréé à cet effet par le Gouvernement flamand.

Art. 27. § 1^{er}. Les déchets animaux désignés comme matériel à haut risque par le Gouvernement flamand, sont collectés et traités par les établissements agréés à cet effet par le Gouvernement flamand.

§ 2. Dans les cas fixés par le Gouvernement flamand, les fonctionnaires de contrôle peuvent décider, s'il y a lieu, d'éliminer les déchets par incinération ou enfouissement.

§ 3. Les établissements agréés déclarent annuellement à l'OVAM, les collectes qu'ils ont effectuées en exécution de la présente disposition.

Art. 28. § 1^{er}. Le Gouvernement flamand désigne les catégories de producteurs de déchets animaux tels que visés à l'article 26, qui sont tenus à conclure une convention avec un établissement agréé visé à l'article 27, § 1^{er}, en matière de conditions de collecte de tels déchets.

§ 2. S'il n'est pas satisfait aux dispositions du § 1^{er}, ces déchets sont collectés par l'établissement agréé moyennant indemnité par prestation. L'autorité compétente fixe dans l'agrément les tarifs maximaux applicables audit cas.

§ 3. La collecte de déchets animaux telle que visée à l'article 26 auprès des personnes autres que celles visées au § 1^{er}, se fait gratuitement. Le Gouvernement flamand fixe les conditions d'indemnisation à charge de la Région flamande des établissements agréés pour ces prestations.

Art. 29. En Région flamande, les animaux visés à l'article 42, § 3, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, sont collectés par un établissement agréé tel que visé à l'article 27, § 1^{er}.

Art. 30. En Région flamande, sont régies par les dispositions fixées en exécution de la présente section, les viandes jugées ou déclarées impropres à la consommation humaine, conformément à la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes.

Art. 31. En Région flamande, sont régies par les dispositions fixées en exécution de la présente section, les animaux et parties d'animaux jugés ou déclarés impropres à la consommation humaine conformément à la loi du 15 avril 1965 relative à l'expertise et au commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier, pour autant qu'il s'agit de déchets animaux tels que visés à l'article 2, 1^o, du présent décret. »

B.2.1. Aux termes de l'article 6, § 1^{er}, II, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, les régions sont compétentes pour la politique des déchets.

Ainsi que la Cour l'a observé dans son arrêt n° 1/89 du 31 janvier 1989, il ressort des travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980 que la notion de « déchets » désigne, conformément à la définition contenue dans la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets, toute substance dont le détenteur se défait ou a l'intention ou l'obligation de se défaire.

On ne saurait déduire ni de l'article 6, § 1^{er}, II, alinéa 2, de cette loi, où sont définies les exceptions à la compétence régionale en matière d'environnement, ni d'aucune autre disposition de cette loi ou d'une autre règle établie en exécution de l'article 39 de la Constitution que les déchets animaux seraient exclus.

B.2.2. Il ne suffit pas que la politique des déchets, en certains de ses éléments, puisse avoir une incidence directe ou indirecte sur l'exploitation agricole ou la politique agricole pour conclure que les régions se verraient privées de leur compétence. Certes, aux termes de l'article 6, § 3bis, 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, une concertation doit avoir lieu entre les gouvernements concernés et l'autorité fédérale pour les mesures qui ont une incidence sur la politique agricole, mais, sous cette réserve, cette disposition laisse à la région, autorité compétente en la matière, le pouvoir de décision quant aux mesures à prendre.

B.2.3. La référence à l'article 43 du Traité C.E. figurant dans le préambule de la directive à transposer n'a en soi, contrairement à ce qui est soutenu dans le mémoire de l'Etat belge, aucune incidence sur la répartition de compétences établie entre l'Etat et les régions en vertu de l'article 39 de la Constitution.

B.3. Au cours des travaux préparatoires de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, l'explication suivante a été donnée par le Premier ministre lors de la discussion concernant la compétence régionale en matière de politique des déchets :

« La répartition des compétences en Belgique se doit de tenir compte de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes. La gestion des déchets recouvre tant l'élimination que la valorisation des déchets. Une substance susceptible de réutilisation économique peut très bien à un moment donné et pour un acteur économique, être considérée comme un déchet. Dès cet instant, la gestion de ces substances relève de la compétence des régions. Ainsi, l'installation destinée à traiter les substances en vue de leur valorisation doit être soumise à la législation régionale » (*Doc. parl.*, Chambre, 1992-1993, n° 1063/7, p. 33).

B.4.1. Compte tenu de la définition figurant dans les directives CEE, de l'explication fournie au cours des travaux préparatoires précités et de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes (C.J.C.E., 28 mars 1990, Vessoso et Zanetti, *Rec. C.J.C.E.*, p. 1461; C.J.C.E., 28 mars 1990, Zanetti, *Rec. C.J.C.E.*, p. 1509), il convient de considérer comme déchet toute substance répondant à la définition rappelée en B.2.1, sans avoir égard au fait que cette substance - telle quelle ou après traitement - puisse ou non être réutilisée.

Il suffit donc que le détenteur de substances animales s'en défasse, ou ait l'intention ou l'obligation de s'en défaire, pour qu'elles doivent être considérées comme des déchets au sens de l'article 6, § 1^{er}, II, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Les régions sont compétentes pour édicter, en ce qui concerne l'environnement, des règles concernant la collecte, l'élimination et le traitement de ces déchets, sans pouvoir porter atteinte à celles relatives à la police sanitaire et à la police vétérinaire.

B.4.2. Des substances conservent le caractère de déchets et restent dès lors soumises à la réglementation relative aux déchets jusqu'au moment où elles sont fournies aux tiers qui les réutilisent, dans le cas de déchets qui peuvent être réutilisés sans aucune préparation, ou jusqu'au moment où elles sont transformées, dans le cas de déchets qui ne peuvent être réutilisés qu'après traitement.

B.5. Il résulte de ce qui précède que le législateur décretaal pouvait habiliter le Gouvernement flamand à établir des règles concernant la collecte, l'élimination et le traitement de déchets animaux, en ce compris les règles nécessaires à l'exécution de la directive 90/667/CEE du 27 novembre 1990; le législateur décretaal pouvait à cette occasion établir une distinction entre les déchets animaux devant être considérés comme matériaux à haut risque et ceux devant être considérés comme matériaux à faible risque; le législateur décretaal est également compétent pour déclarer ces règles applicables à certaines catégories de déchets animaux qu'il désigne.

Les dispositions de la section 5 du chapitre IV du décret du 2 juillet 1981 ne violent donc pas les règles déterminant les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions.

B.6. La Cour n'est pas compétente pour statuer sur la question de savoir si, dans l'exercice de l'habilitation qui lui est accordée par les dispositions de la section 5 du chapitre IV du décret du 2 juillet 1981, le Gouvernement flamand a respecté les règles déterminant les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions. Cette question ressortit à la compétence exclusive des juridictions chargées du contrôle des actes administratifs.

Par ces motifs,
la Cour
dit pour droit :

La section 5 du chapitre IV du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets, remplacée par le décret du 20 avril 1994, ne viole pas les règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 15 avril 1997.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
De L. Grève.

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[C - 97/21194]

Urteil Nr. 19/97 vom 15. April 1997

Geschäftsverzeichnisnummern 952 und 953

In Sachen: Präjudizielle Frage in bezug auf das Dekret der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Verhütung von Abfällen und über die Abfallwirtschaft, insbesondere Kapitel IV Abschnitt 5, gestellt vom Staatsrat.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden L. De Grève und M. Melchior, und den Richtern L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets und H. Coremans, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden L. De Grève,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der präjudiziellen Frage*

In seinem Urteil Nr. 59.492 vom 3. Mai 1996, dessen Ausfertigung am 10. Mai 1996 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, zur Berichtigung des Urteils Nr. 59.059 vom 15. April 1996, dessen Ausfertigung am 26. April 1996 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, in Sachen des Belgischen Staates gegen die Flämische Region hat der Staatsrat folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstößt das Dekret vom 2. Juli 1981 über die Verhütung von Abfällen und über die Abfallwirtschaft, insbesondere Kapitel IV Abschnitt 5, zu dessen Durchführung die Flämische Regierung durch Erlaß vom 24. Mai 1995 bezüglich der Beseitigung und Verarbeitung tierischer Abfälle aufgrund der Zuständigkeit der Region im Bereich der Abfallpolitik die Richtlinie 90/667/EWG in der Flämischen Region umsetzt, gegen Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen? »

Die Verweisungsentscheidung vom 15. April 1996 wurde unter der Nummer 952, diejenige vom 3. Mai 1996 unter der Nummer 953 ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.

II. *Sachverhalt und vorhergehendes Verfahren*

Die Flämische Regierung hat am 24. Mai 1995 einen Erlaß bezüglich der Beseitigung und Verarbeitung tierischer Abfälle verabschiedet, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. August 1995 veröffentlicht wurde. Dieser Erlaß bezweckt, was die Flämische Region angeht, die Umsetzung der Richtlinie 90/667/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 27. November 1990 zum Erlaß veterinärrechtlicher Vorschriften für die Beseitigung, Verarbeitung und Vermarktung tierischer Abfälle und zum Schutz von Futtermitteln tierischen Ursprungs, auch aus Fisch, gegen Krankheitserreger sowie zur Änderung der Richtlinie 90/425/EWG, geändert durch die Richtlinie 92/118/EWG vom 17. Dezember 1992.

Gegen diesen Erlaß wurden beim Staatsrat am 8. Oktober 1995 eine Nichtigkeitsklage und ein Aussetzungsantrag eingereicht. Mittels Urteils vom 15. April 1996 stellte der Staatsrat fest, daß die Begründetheit des Aussetzungsantrags in einem direkten Zusammenhang mit der Frage nach den jeweiligen Kompetenzen des Staates und der Flämischen Region stand, so daß der Staatsrat sogar im Rahmen des Aussetzungsverfahrens dem Hof die aufgeworfene präjudizielle Frage stellen mußte.

Mittels Urteils vom 3. Mai 1996 stellte der Staatsrat fest, daß sich im Urteil vom 15. April 1996 in bezug auf die Norm, die Gegenstand der präjudiziellen Frage war, ein Irrtum eingeschlichen hatte, und er formulierte die Frage neu.

III. *Verfahren vor dem Hof*

a. *Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 952*

Durch Anordnung vom 26. April 1996 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Am 2. Mai 1996 haben die referierenden Richter H. Coremans und L. François gemäß Artikel 71 Absatz 1 des organisierenden Gesetzes den Vorsitzenden davon in Kenntnis gesetzt, daß sie dazu veranlaßt werden könnten, dem in beschränkter Kammer tagenden Hof vorzuschlagen, ein Urteil zu verkünden, in dem festgestellt wird, daß der Hof offensichtlich nicht zuständig ist, über die vom Staatsrat in dessen Urteil Nr. 59.059 vom 15. April 1996 gestellte präjudizielle Frage zu befinden.

Gemäß Artikel 71 Absatz 2 des organisierenden Gesetzes wurden die Schlußfolgerungen der referierenden Richter den Parteien im Grundstreit mit am 6. Mai 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 14. Mai 1996 hat der Hof festgestellt, daß dem Vorschlag, ein Urteil zu verkünden, in dem festgestellt wird, daß die präjudizielle Frage offensichtlich nicht zum Zuständigkeitsbereich des Hofes gehört, nicht beigepflichtet werden kann.

b. *Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 953*

Durch Anordnung vom 10. Mai 1996 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

c. *Verbundene Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 952 und 953*

Durch Anordnung vom 14. Mai 1996 hat der vollzählig tagende Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Verweisungsentscheidungen wurden gemäß Artikel 77 des organisierenden Gesetzes mit am 3. Juni 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; die Verbindungsanordnung wurde mit denselben Briefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. Juni 1996.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der Flämischen Region, mit am 16. Juli 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- dem Belgischen Staat, mit am 17. Juli 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5000 Namur, mit am 19. Juli 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 23. August 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der Flämischen Region, mit am 18. September 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- dem Belgischen Staat, mit am 23. September 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, mit am 25. September 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 25. September 1996 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 26. April 1997 verlängert.

Durch Anordnung vom 29. Januar 1997 hat der amtierende Vorsitzende die Besetzung um den Richter G. De Baets ergänzt.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 19. Februar 1997 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 30. Januar 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 19. Februar 1997

- erschienen
- . RA A. Vastersavendts, in Brüssel zugelassen, für den Belgischen Staat,
- . RA H. Lange, in Antwerpen zugelassen, für die Flämische Region,
- . RA M. Delnoy und RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,
- haben die referierenden Richter H. Coremans und L. François Bericht erstattet,
- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

IV. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

Schriftsatz der Flämischen Region

A.1. Die Dekretsbestimmungen, auf die sich die präjudizielle Frage beziehe, hätten die Umsetzung der europäischen Richtlinie 90/667/EWG vom 27. November 1990 zum Erlaß veterinärrechtlicher Vorschriften für die Beseitigung, Verarbeitung und Vermarktung tierischer Abfälle und zum Schutz von Futtermitteln tierischen Ursprungs, auch aus Fisch, gegen Krankheitserreger sowie zur Änderung der Richtlinie 90/425/EWG zum Ziele.

Die Richtlinie 90/667/EWG beziehe sich nicht auf die Agrarpolitik, sondern auf die Abfallpolitik, für die die Flämische Region zuständig sei. Dies gehe an erster Stelle aus dem Titel der Richtlinie hervor. Die Tatsache, daß in der Präambel beiläufig auf Artikel 43 des EG-Vertrags hingewiesen werde, ändere nichts daran, weil es in der Richtlinie um tierischen Abfall gehe. Angesichts der Art und der endgültigen Bestimmung des Abfalls beziehe sich die Richtlinie nicht auf die Agrarpolitik. Weil die Abfallpolitik den Regionen übertragen worden sei, verletzte der in der präjudiziellen Frage erwähnte Teil des Dekrets vom 2. Juli 1981 nicht Artikel 6 § II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Aus dem Urteil Nr. 1/89 vom 31. Januar 1989 gehe hervor, daß Tierkadaver und Schlachtabfälle Abfälle seien, deren Beseitigungsreglementierung unter die regionale Zuständigkeit falle. Unter Abfälle verstehe man nämlich jede Substanz oder jeden Gegenstand, deren sich der Besitzer freiwillig entledige bzw. kraft der Gesetze und Verordnungen entledigen müsse.

Das Tiergesundheitsgesetz vom 24. März 1987 unterscheide zwischen « Vernichtungsmaterial » und « Verwertungsmaterial ». « Vernichtungsmaterial » umfasse Tierkadaver und tierische Produkte, die für menschlichen Verzehr ungeeignet seien oder für ungeeignet erklärt worden seien durch Beschluß der Behörden, während « Verwertungsmaterial » andere tierische Produkte als das für menschlichen Verzehr nicht bestimmte Vernichtungsmaterial umfasse. Im Urteil Nr. 1/89 habe der Hof geurteilt, daß Verwertungsmaterial kein Abfall sei.

Die Flämische Region sei jedoch der Ansicht, daß die Richtlinie vom 27. November 1990, ohne völlig vom Unterschied zwischen Vernichtungsmaterial und Verwertungsmaterial abzuweichen, diese beiden Begriffe auf den gemeinsamen Nenner « tierische Abfälle » gebracht habe, was definiert werde als « nicht für direkten menschlichen Verzehr bestimmte geschlachtete Tiere oder toter Fisch, ganz oder teilweise, oder Produkte tierischen Ursprungs, mit Ausnahme von tierischen Ausscheidungen, Küchenabfällen und Essensresten ».

Die Richtlinie unterscheide hierbei wohl zwischen gefährlichen bzw. wenig gefährlichen Stoffen, aber sowohl das eine als auch das andere unterliege dem Begriff « tierischer Abfall », so daß auch Verwertungsmaterial im Sinne des Tiergesundheitsgesetzes seit Inkrafttreten der Richtlinie 90/667/EWG als tierischer Abfall angesehen werden müsse.

Kraft dieser Richtlinie müßten Tiere, die zu Produkten verarbeitet würden oder werden würden, die nicht für den direkten menschlichen Verzehr bestimmt seien, als Abfall angesehen werden.

In Kapitel IV Abschnitt 5 des Dekrets vom 2. Juli 1981, geändert durch das Dekret vom 20. April 1994, werde denn auch zu Recht nicht mehr zwischen Vernichtungs- und Verwertungsmaterial, sondern nur noch zwischen gefährlichen bzw. wenig gefährlichen Stoffen unterschieden. Dieser Teil des Dekrets verletzte somit auch nicht die zuständigkeitsbestimmenden Regeln.

Schriftsatz des Belgischen Staates

A.2. Die Richtlinie 90/667/EWG sei deutlich eine agrarpolitische Richtlinie und keine abfallpolitische. Ihre Rechtsgrundlage liege laut der Präambel in Artikel 43 des EG-Vertrags, der zu den die gemeinsame Agrarpolitik betreffenden Bestimmungen gehöre. Auch die Erwägungen dieser Präambel ließen deutlich werden, daß es sich um eine agrarpolitische Richtlinie handle. Aus der Praxis werde übrigens ersichtlich, daß tierische Produkte mit der Agrarpolitik zu tun hätten.

Die Umsetzung der genannten Richtlinie müsse deshalb zur Durchführung des Tiergesundheitsgesetzes erfolgen und nicht zur Durchführung des Abfalldekrets.

Es werde nicht bestritten, daß die Abfallwirtschaft unter die Zuständigkeit der Regionen falle. Die Frage sei jedoch, ob alle gefährlichen Stoffe als « Abfälle » angesehen werden müßten. Es hänge viel von den dabei angewandten Kriterien ab. Das von Gerichtshof angewandte Kriterium der wirtschaftlichen Wiederverwendbarkeit sei nicht das vom belgischen Gesetzgeber bei der Erörterung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 angewandte Kriterium. Kriterium sei hier das Risiko gewesen, das das Vorhandensein eines bestimmten Stoffes für die Volksgesundheit darstelle. Ausschlaggebend sei nicht der wirtschaftliche, sondern der gesundheitliche Aspekt.

Die anlässlich der Aussprachen zum Sondergesetz vom 16. Juli 1993 abgegebenen Erklärungen könnten die Qualifikation, die durch die EWG einer Richtlinie gegeben worden sei, nicht ändern.

Außerdem würden weder die gefährlichen, noch die wenig gefährlichen Stoffe ihrer möglichen wirtschaftlichen Bestimmung entzogen; so könnten wenig gefährliche Stoffe in Produkten verwendet werden, die für den menschlichen Verzehr bestimmt seien, während gefährliche Stoffe als Grundstoff für Tierfutter und Düngemittel verwendet werden könnten; so sei deutlich, daß das Kriterium « wiederverwendbar » oder « nicht wiederverwendbar » nicht nutzbringend angewandt werden könne.

Schriftsatz der Wallonischen Regierung

A.3.1. Um die Tragweite des Begriffs « tierischer Abfall » in den Artikeln 25 bis 31 des Abfalldekrets vom 2. Juli 1981 festzulegen, müsse auf die Definition des Begriffs « Abfall » hingewiesen werden, die in Artikel 2 1° dieses Dekrets aufgenommen worden sei. Abfall sei dieser Bestimmung zufolge « jeder Stoff oder Gegenstand, dessen sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muß ». Weil tierischer Abfall ebenso auch Abfall sei, müßten die auf den tierischen Abfall sich beziehenden Artikel im Zusammenhang mit dieser Definition gelesen werden.

Diese Definition stimme überein mit dem Inhalt, der dem Begriff « Abfälle » in Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gegeben worden sei. Der Hof habe in seinem Urteil Nr. 1/89 vom 31. Januar 1989 daran erinnert, daß den Vorarbeiten zum Sondergesetz zufolge alle Substanzen oder Gegenstände, deren sich der Besitzer freiwillig entledige bzw. kraft der Gesetze und Verordnungen entledigen müsse, als Abfälle angesehen werden müßten. In demselben Urteil habe der Hof geurteilt, daß Tierkadaver und Schlachtabfälle normalerweise als Abfälle angesehen werden könnten. Insoweit die beanstandeten Bestimmungen des Dekrets vom 2. Juli 1981 eine ähnliche Zielsetzung hätten wie die Bestimmungen des Tiergesundheitsgesetzes, die mittels Urteils Nr. 1/89 für nichtig erklärt worden seien, sehe man nicht ein, aus welchem Grunde sie Gegenstand der Kritik auf dem Gebiet der Zuständigkeitsverteilung sein könnten.

Die Tatsache, daß in den Artikeln 29 und 30 des Dekrets vom 2. Juli 1981 der Begriff Abfall nicht direkt erwähnt werde, heiße nicht, daß es sich hier nicht um Abfall handle, da die Stoffe und Gegenstände, auf die diese Artikel sich beziehen, Objekte seien, deren sich der Besitzer entledigen müsse.

Die Tatsache, daß durch die Verwertung von Schlachtnebenerzeugnissen die teilweise Wiederverwendung der vernichteten Tiere zu einem anderen Zweck möglich werde, bedeute nicht, daß es nicht um Abfälle im Sinne von Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gehe. Während der Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 16. Juli 1993 sei man nämlich davon ausgegangen, daß ein Stoff, der für die wirtschaftliche Wiederverwendung in Betracht komme, zu einem bestimmten Zeitpunkt und hinsichtlich eines bestimmten Wirtschaftsteilnehmers als Abfall betrachtet werden könne.

Artikel 31 des Dekrets vom 2. Juli 1981 schließlich verweise ausdrücklich auf die Definition des Begriffs « Abfall » in diesem Dekret.

A.3.2. Die beanstandeten Bestimmungen hätten die Abfallwirtschaft und -beseitigung im Auge, wofür die Region zuständig sei aufgrund von Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes, der die Zuständigkeit für die Abfallpolitik den Regionen zuspreche. Die Zuständigkeit beziehe sich auf die gesamte Abfallpolitik, mit Ausnahme der radioaktiven Abfälle. Die regionale Zuständigkeit sei übrigens noch bei der Staatsreform von 1993 ausgedehnt worden.

A.3.3. Die Artikel 25 bis 28 des Dekrets vom 2. Juli 1981 würden der Flämischen Regierung eine große Beurteilungsbefugnis verleihen, um die Bedingungen festzulegen, unter denen man sich des tierischen Abfalls entledigen könne. An sich stehe die der Regierung verliehene Ermächtigung nicht im Widerspruch zu Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980. Die Art und Weise, in der diese Ermächtigung angewandt werde, entziehe sich der Kontrolle durch den Hof.

Artikel 25 des Dekrets vom 2. Juli 1981 erwähne die « Durchführung diesbezüglicher Bestimmungen europäischen Rechts » und verweise somit implizit auf die Richtlinie 90/667/EWG. Die Tatsache, daß diese Richtlinie im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik angenommen worden sei und daß sie sich auf die Auswirkung der Beseitigung tierischer Abfälle auf die Landwirtschaft beziehe, habe noch nicht zur Folge, daß der Begriff « tierischer Abfall » vom Begriff « Abfall » im Sinne von Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 ausgeschlossen sei.

Selbst wenn der Hinweis auf die europäischen Bestimmungen nicht impliziere, daß man von der Definition des Begriffs « Abfall » von Artikel 2 1° des Dekrets vom 2. Juli 1981 habe abweichen wollen, müsse doch festgestellt werden, daß die Definition, die in der Richtlinie 90/667/EWG von dem Begriff tierischer Abfall gegeben werde, nicht unvereinbar sei mit Artikel 2 1° des Dekrets vom 2. Juli 1981 oder Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980. Es gehe nämlich um Gegenstände, die ihrer normalen wirtschaftlichen Bestimmung, dem direkten menschlichen Verzehr, entzogen seien.

Die beanstandeten Bestimmungen übernahmen die früheren Artikel 46bis bis 46octies des Dekrets vom 2. Juli 1981. Damals habe die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats keine einzige zuständigkeitsrechtliche Bemerkung über diese Bestimmungen gemacht.

A.3.4. Seit dem Inkrafttreten des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 seien die Regionen kraft Artikel 6 § 1 V 5° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zuständig für die Anwendung der europäischen Maßnahmen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik, die sich u.a. auf die Umwelt beziehen. Selbst wenn die beanstandeten Bestimmungen ihre zuständigkeitsrechtliche Grundlage nicht in Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 finden könnten, wäre diese Grundlage notwendigerweise Artikel 6 § 1 V 5° dieses Gesetzes. In jedem Fall beeinträchtige die Anwendung der europäischen Richtlinie nicht die föderalen Zuständigkeiten hinsichtlich der Agrarpolitik, wie sie bei den Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 16. Juli 1993 erläutert worden seien.

Erwiderungsschriftsatz der Flämischen Region

A.4. Der Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften zufolge werde die Rechtsgrundlage einer Handlung durch ihr Ziel und ihren Inhalt bestimmt. Die Erwähnung in der Präambel der Richtlinie 90/667/EWG sei nicht ausschlaggebend für die Rechtsgrundlage dieser Richtlinie. Es gehe unverkennbar um eine Abfallrichtlinie, genauer gesagt um eine den tierischen Abfall betreffende Richtlinie, auch wenn sie Hygienevorschriften enthalte und mit der Agrarpolitik verbunden sei. Die Region sei somit exklusiv für die Anwendung der Richtlinie zuständig.

Dem Gerichtshof zufolge sei das Kriterium möglicher wirtschaftlicher Wiederverwendung für die Feststellung, ob ein Stoff Abfall sei oder nicht, nicht relevant. Dem Belgischen Staat zufolge werde das Kriterium auch nicht im Sondergesetz vom 8. August 1980 angewandt. Dies sei auch nicht der Fall im Dekret vom 2. Juli 1981, in bezug auf das die von diesem Kriterium inspirierten Abänderungsanträge zurückgezogen worden seien.

Dem Abfalldekret zufolge sei Abfall « jeder Stoff oder Gegenstand, dessen sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muß ». Angesichts der Zielsetzungen des Dekrets gehe es hier nur um Stoffe, die bei ihrer Beseitigung der Umwelt oder der menschlichen Gesundheit schaden könnten. Abhängig von der Art des Stoffes, dessen ein Erzeuger sich entledigen wolle, müßte dieser Stoff so behandelt werden, daß die schädlichen Folgen für Mensch und Umwelt aufgehoben oder gemildert würden. Durch bestimmte Behandlungsarten werde die Rückgewinnung der Stoffe oder ihrer Bestandteile als Grundstoff oder Produkt für Wiederverwendung oder Recycling möglich.

« Abfälle » würden sich denn auch gerade dadurch von anderen Stoffen unterscheiden, daß sie erst einer Behandlung unterzogen werden müßten und somit nicht direkt als Grundstoff oder Produkt gebraucht oder vermarktet werden könnten.

Die Zuständigkeit der Region für Abfälle impliziere denn auch das Erlassen von Normen für ihre Behandlung oder Verarbeitung, entweder mit der Absicht, sie definitiv zu beseitigen, oder sie wieder in den Produktionsprozeß zurückzuführen. Diese Interpretation stimme völlig überein mit dem Sondergesetz vom 8. August 1980 und mit der Richtlinie 75/442/EWG vom 15. Juli 1975, auf die der Schiedshof in seinem Urteil Nr. 1/89 hinweise.

In diesem Urteil werde auch bestätigt, daß Tierkadaver und Schlachtabfall Abfälle seien, deren Verarbeitung durch die Regionen geregelt werden könne.

Die Richtlinie 90/667/EWG unterscheide zwischen gefährlichen und wenig gefährlichen Stoffen wegen der angenommenen ersten Gefahr für die Gesundheit von Mensch und Tier. Dieser Unterschied sei jedoch irrelevant hinsichtlich der internen belgischen Zuständigkeitsverteilung. Sowohl gefährliche als auch wenig gefährliche Stoffe würden in der Richtlinie als Abfall definiert, weshalb sie unter die regionale Zuständigkeit fallen würden.

Bezüglich der in der Richtlinie auferlegten Verfahrensweisen für die Beseitigung und die Verarbeitung tierischen Abfalls werde die föderale Zuständigkeit hinsichtlich der Produktnormen nicht beeinträchtigt : diese Zuständigkeit sei einzuordnen nach der Zuständigkeit der Regionen hinsichtlich der Behandlung oder Verarbeitung von Abfällen, bevor diese wieder in den Produktionsprozeß gebracht würden. Nur die Vorbehandlung oder -verarbeitung von Abfällen sei aufgrund des Abfalldekrets genehmigungspflichtig.

Das im Tiergesundheitsgesetz erwähnte Verarbeitungsmaterial müsse denn auch bis nach seiner Vorbehandlung oder -verarbeitung als Abfall betrachtet werden (und falle somit unter die Zuständigkeit der Regionen). Die Umwandlung dieses Verarbeitungsmaterials in Produkte oder Grundstoffe falle aber wieder unter die föderale Zuständigkeit.

Erwiderungsschriftsatz des Belgischen Staates

A.5. Aus dem Wortlaut von Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gehe hervor, daß die Abfallpolitik als Teil der Umweltpolitik den Regionen übertragen worden sei. Die Abfälle würden deshalb nicht exklusiv und integral unter die Zuständigkeit der Regionen fallen. Keine einzige Bestimmung aus dem Sondergesetz vom 8. August 1980 habe den Regionen die Zuständigkeit hinsichtlich der Bekämpfung der Tierkrankheiten übertragen. Die Agrarpolitik falle nämlich nicht in den regionalen Zuständigkeitsbereich, sondern unter die Restzuständigkeit der föderalen Regierung.

Die Richtlinie 90/667/EWG betreffe die Agrarpolitik, wie aus dem Hinweis auf Artikel 43 des EG-Vertrags als Rechtsgrundlage und aus ihrem Titel und ihrer Präambel hervorgehe. Im wesentlichen handele es sich um eine Richtlinie veterinärmedizinischer Art.

Wenig gefährlicher Stoff werde ausdrücklich als « Grundstoff » und als unter die « spezifischen veterinärrechtlichen Vorschriften » des Kapitels 10 des Anhangs I der Richtlinie 92/118/EWG fallend qualifiziert.

In seinem Gutachten vom 17. März 1993 habe der Staatsrat festgestellt, daß wenig gefährliche Stoffe im Sinne der Richtlinie 90/667/EWG unter die föderale Zuständigkeit fallen würden.

Während der Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 16. Juli 1993 sei hervorgehoben worden, daß die Restzuständigkeit bezüglich der Landwirtschaft föderal bleibe und daß die Föderalbehörde in jedem Fall zuständig bleibe für « die Markt- und Preispolitik, die Reglementierung, die Verwaltung und die Kontrolle von Tieren und Pflanzen, landwirtschaftlichen Grundstoffen, von landwirtschaftlichen und Nahrungsprodukten, sowie die Gesundheitspolitik bezüglich der Pflanzen und Tiere und bezüglich tierischer und pflanzlicher Produkte ».

Die Bedeutung der Angelegenheit für die Agrarpolitik könne kaum überschätzt werden, wenn man wisse, daß die Bekämpfung von Tierkrankheiten sehr drastische Maßnahmen beinhalte und bedeutende finanzielle Anstrengungen von der Behörde und den betroffenen Sektoren erfordere. Die Problematik der BSE-Seuche lasse erkennen, wie wichtig es sei, die Gesundheit des Viehbestands zu gewährleisten.

Die Definition des Begriffs « Abfälle » in den auf die Abfallpolitik sich beziehenden europäischen Richtlinien umfasse keinesfalls die Produkte im Sinne der Richtlinie 90/667. Ursprünglich habe es zwei Grundrichtlinien gegeben, die ihre Rechtsgrundlage nicht in Artikel 43 des EG-Vertrags gefunden hätten, nämlich die Richtlinien 75/442/EWG und 78/319/EWG, die am 27. Juni 1995 durch die Richtlinie 91/689/EWG ersetzt worden seien.

Die Richtlinie 75/442/EWG schließe u.a. Kadaver und andere natürliche und nicht gefährliche, in der Landwirtschaft verwendete Stoffe von ihrem Anwendungsgebiet aus. Wenn schon Kadaver, die gefährliche Stoffe schlechthin seien, nicht als Abfall betrachtet würden, dann könne dies kaum der Fall sein für normalen Schlachtabfall. Die anderslautende Behauptung würde zu wirtschaftlichen Verzerrungen führen.

Die am 27. Juni 1995 durch die Richtlinie 91/689/EWG ersetzte Richtlinie 78/319/EWG werde von diesem Datum an die Richtlinie 75/442/EWG *in puncto* gefährliche Abfälle ergänzen. Es werde eine Liste mit gefährlichen Abfällen erstellt. Das einzige Kriterium, aufgrund dessen tierischer Abfall auf diese Liste gesetzt werden könnte, sei H9 « ansteckend », aber der in der Richtlinie 75/442/EWG festgelegte Ausschluß von Kadavern und ähnlichem aus dem Anwendungsgebiet bleibe aufrechterhalten.

Die Richtlinie 90/667/EWG habe nichts zu tun mit den Richtlinien 75/442/EWG und 78/319/EWG oder 91/689/EWG, die Kadaver und tierische Erzeugnisse ausschließen würden. Die Richtlinie 90/667/EWG enthalte eine Harmonisierung der viehseuchenrechtlichen Vorschriften der verschiedenen Mitgliedstaaten und schließe gut an die belgische Gesetzgebung im Veterinärbereich an. Sie sei auf Vorschlag des Generaldirektorats VI hin angenommen worden, das für die Landwirtschaft zuständig sei.

Bei der Qualifizierung von Normen eines eine Richtlinie umsetzenden königlichen Erlasses müsse der Vorrang des europäischen Rechts berücksichtigt werden.

Das Abfalldekret könne weder das Sondergesetz vom 8. August 1980 noch die Qualifizierung einer EWG-Richtlinie ändern.

Erwiderungsschriftsatz der Wallonischen Regierung

A.6. Der Grundsatz des Vorrangs des europäischen Rechts sei im Rahmen der Zuständigkeitsverteilung im innerstaatlichen Recht nicht relevant. Die Frage nach der vertragsrechtlichen Grundlage der Richtlinie 90/667/EWG sei ebensowenig relevant. Die einzige zu stellende Frage sei, ob die fraglichen Bestimmungen sich wohl auf die Abfallpolitik bezögen.

Die Artikel 25 bis 31 des Abfalldekrets würden nur auf die Abfälle im Sinne von Artikel 2 dieses Dekrets abzielen. Was kein Abfall im Sinne dieser letzten Bestimmung sei, sei auch kein tierischer Abfall im Sinne der Artikel 25 bis 31. Ob die Flämische Regierung bei der Durchführung des Dekrets innerhalb der Grenzen ihrer Befugnis geblieben sei, sei nicht Sache des Schiedshofes.

Der Belgische Staat sei anscheinend der Ansicht, daß einige Sorten tierischer Reste, die als « wenig gefährliche Stoffe » angesehen würden, keine Abfälle im Sinne von Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 seien.

Der Belgische Staat berufe sich hierbei einerseits auf das Urteil Nr. 1/89 des Hofes, in dem man bei dem Begriff « Abfälle » von einer engen Definition ausgehe, die die für eine wirtschaftliche Wiederverwendung in Betracht kommenden Reste ausschließe. Dieses Urteil sei jedoch ergangen vor der Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften, die in den Begriff « Abfälle » die für wirtschaftliche Verwertung geeigneten Produktreste mit einbeziehe.

Nun sei es notwendig und, vom logischen und praktischen Standpunkt aus gesehen, wünschenswert, den Grundsatz des Vorrangs des Gemeinschaftsrechts auf die Interpretation des belgischen Rechts anzuwenden. Der Begriff « Abfälle » müsse eine einheitliche Definition erhalten, die sich aus dem Gemeinschaftsrecht und der europäischen Rechtsprechung ergebe. Der Schiedshof habe schon in diesem Sinne geurteilt. Auch während der Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 16. Juli 1993 sei dieser Grundsatz hervorgehoben worden. Der Premierminister habe damals erklärt, daß die Zuständigkeitsverteilung in Belgien die Rechtsprechung des Gerichtshofes berücksichtigen müsse und daß ein für wirtschaftliche Wiederverwendung in Betracht kommender Stoff zu einem bestimmten Zeitpunkt und für einen Wirtschaftsteilnehmer als Abfall betrachtet werden könne; die Bewirtschaftung solcher Stoffe falle von dem Augenblick an unter die Zuständigkeit der Regionen.

Die auf die Volksgesundheit sich beziehende föderale Gesetzgebung könne nicht gültig in Betracht gezogen werden auf dem Gebiet der Bewirtschaftung tierischen Abfalls. Hinsichtlich der tierischen Erzeugnisse könne sie höchstens in ihrer Qualifizierung als Abfall eine Rolle spielen, indem sie die Verpflichtung auferlege, sich deren zu entledigen.

Die Interpretation des Begriffs « Abfälle » durch den Belgischen Staat beeinträchtige die Politik der Regionen im Rahmen des Erstellens ihrer Abfallpläne, die sich an die Richtlinie 91/156/EWG halten müßten.

Diese Interpretation verhindere nämlich, diese Waren im Rahmen des Recycling und der Verwertung zu berücksichtigen. Nun hätten die Regionen diese Zuständigkeit auf autonome Weise ausgeübt. Der Föderalstaat habe sich stets dessen enthalten.

Insoweit erforderlich, schlägt die Wallonische Regierung dem Schiedshof vor, dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften die folgende präjudizielle Frage zu stellen :

« Muß der Begriff ' Abfälle ', auf den sich Artikel 1 der Richtlinie 91/156/EWG des Rates über Abfälle bezieht, so verstanden werden, daß es einem Mitgliedstaat ermöglicht wird, ihn unter dem Blickwinkel des Risikos, das Abfall für die Volksgesundheit darstellt, zu betrachten? »

- B -

B.1.1. Die präjudizielle Frage bezieht sich darauf, ob Abschnitt 5 von Kapitel IV des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Verhütung von Abfällen und über die Abfallwirtschaft, ersetzt durch das Dekret vom 20. April 1994, übereinstimmt mit Artikel 6 § 1 II Absatz 1 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, ersetzt durch Artikel 2 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993.

B.1.2. Der neue Abschnitt 5 von Kapitel IV des Dekrets vom 2. Juli 1981 enthält Regeln für die Beseitigung, das Einsammeln und die Verarbeitung tierischen Abfalls. Diese Regeln zielen u.a. darauf ab, die Richtlinie 90/667/EWG vom 27. November 1990 des Rates der Europäischen Gemeinschaften « zum Erlaß veterinärrechtlicher Vorschriften für die Beseitigung, Verarbeitung und Vermarktung tierischer Abfälle und zum Schutz von Futtermitteln tierischen Ursprungs, auch aus Fisch, gegen Krankheitserreger sowie zur Änderung der Richtlinie 90/425/EWG », geändert durch die Richtlinie 92/118/EWG vom 17. Dezember 1992, direkt oder auf dem Wege einer Ermächtigung der Flämischen Regierung in das interne Recht umzusetzen.

B.1.3. Die Bestimmungen des o.a. Abschnitts 5 lauten:

« Art. 25. Es ist verboten, sich tierischen Abfalls anders als in Übereinstimmung mit den von der Flämischen Regierung zur Durchführung der diesbezüglichen Bestimmungen europäischen Rechts festgelegten Regeln zu entledigen.

Art. 26. § 1. In Abweichung von Artikel 17 § 2 sind die Erzeuger tierischen Abfalls verpflichtet, den von der Flämischen Regierung als gefährlichen Stoff eingestuften tierischen Abfall nur einer für das Einsammeln solchen Abfalls zugelassenen Einrichtung zu melden.

§ 2. Vorbehaltlich der von der Flämischen Regierung ausdrücklich definierten Fälle ist nur die Beseitigung des in § 1 genannten tierischen Abfalls durch Abgabe an eine zugelassene Einrichtung erlaubt.

Art. 27. § 1. Der von der Flämischen Regierung als gefährlicher Stoff eingestufte tierische Abfall wird eingesammelt und verarbeitet durch die von der Flämischen Regierung hierzu zugelassenen Einrichtungen.

§ 2. In den von der Flämischen Regierung bezeichneten Fällen können die Aufsichtsbeamten gegebenenfalls beschließen, daß dieser Abfall durch Verbrennen oder Vergraben beseitigt werden muß.

§ 3. Die zugelassenen Einrichtungen melden jährlich der OVAM die Einsammlungen, die sie zur Durchführung dieser Bestimmung vorgenommen haben.

Art. 28. § 1. Die Flämische Regierung nennt die Kategorien von Erzeugern tierischen Abfalls im Sinne von Artikel 26, die verpflichtet sind, mit einer in Artikel 27 § 1 genannten zugelassenen Einrichtung für das Einsammeln dieses Abfalls einen Vertrag zu schließen.

§ 2. Wenn der Bestimmung in § 1 nicht Folge geleistet wird, wird dieser Abfall von der zugelassenen Einrichtung gegen Vergütung für jede Leistung eingesammelt. In der Zulassung legt die zuständige Behörde die Höchstarife fest, die in solchen Fällen angewandt werden dürfen.

§ 3. Das Einsammeln tierischen Abfalls im Sinne von Artikel 26 bei anderen als den in § 1 genannten Personen erfolgt kostenlos. Die Flämische Regierung legt die Bedingungen fest, unter denen die zugelassenen Einrichtungen zu Lasten der Flämischen Regierung für jede Leistung vergütet werden.

Art. 29. In der Flämischen Region werden die in Artikel 42 § 3 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere genannten Tiere von einer im Sinne von Artikel 27 § 1 zugelassenen Einrichtung abgeholt.

Art. 30. In der Flämischen Region sind auf das Fleisch, das in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 5. September 1952 über die Fleischschau und den Fleischhandel für den menschlichen Verzehr für ungeeignet befunden oder erklärt wurde, die zur Durchführung dieses Abschnitts festgelegten Vorschriften anwendbar.

Art. 31. In der Flämischen Region sind auf die Tiere und Teile von Tieren, die in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 15. April 1965 über die Beschau und die Vermarktung von Fisch, Geflügel, Kaninchen und Wild bei der Beschau für den menschlichen Verzehr für ungeeignet befunden oder erklärt wurden, die zur Durchführung dieses Abschnitts erlassenen Vorschriften anwendbar, insoweit es um Abfälle im Sinne von Artikel 2 1° diese Dekrets geht. »

B.2.1. Laut Artikel 6 § 1 II Absatz 1 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sind die Regionen zuständig für die Abfallpolitik.

Wie der Hof in seinem Urteil Nr. 1/89 vom 31. Januar 1989 bemerkte, wird aus den Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 8. August 1980 ersichtlich, daß der Begriff « Abfälle » - in Übereinstimmung mit der Definition in der Richtlinie 75/442/EWG vom 15. Juli 1975 über Abfälle - auf jeden Stoff verweist, dessen sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muß.

Weder aus Artikel 6 § 1 II Absatz 2 dieses Gesetzes, in dem die Ausnahmen von der Regionalzuständigkeit bezüglich der Umwelt bestimmt werden, noch aus einer anderen Bestimmung dieses Gesetzes oder einer anderen zur Durchführung von Artikel 39 der Verfassung festgelegten Regel kann abgeleitet werden, daß tierischer Abfall ausgeschlossen wäre.

B.2.2. Daß die Abfallpolitik sich direkt oder indirekt in bestimmten Punkten auf die landwirtschaftliche Nutzung oder die Agrarpolitik auswirken kann, rechtfertigt nicht zu beschließen, daß die Regionen ihre Zuständigkeit verlieren. Laut Artikel 6 § 3 bis 5° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 muß zwar zwischen den betreffenden Regierungen und der Föderalbehörde eine Konzertierung über die Maßnahmen stattfinden, die sich auf die Agrarpolitik auswirken, aber durch diese Bestimmung wird - unter diesem Vorbehalt - die Entscheidungsbefugnis in bezug auf die zu treffenden Maßnahmen der Region, die diesbezüglich die zuständige Behörde ist, überlassen.

B.2.3. Der Hinweis in der Präambel der umzusetzenden Richtlinie auf Artikel 43 des EG-Vertrags ist, im Gegensatz zu dem, was im Schriftsatz des Belgischen Staates dargelegt wurde, an sich wirkungslos für die kraft Artikel 39 der Verfassung festgelegte Verteilung der Zuständigkeiten zwischen dem Staat und den Regionen.

B.3. Während der Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vervollständigung der föderalen Staatsstruktur hat der Premierminister bei der Besprechung der Regionalzuständigkeit bezüglich der Abfallpolitik folgende Erklärung abgegeben:

« Die Zuständigkeitsverteilung in Belgien muß die Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften berücksichtigen. Abfallwirtschaft umfaßt sowohl Beseitigung als auch Recycling von Abfall. Es ist perfekt möglich, daß ein Stoff, der für wirtschaftliche Wiederverwendung in Betracht kommt, zu einem bestimmten Zeitpunkt und für einen Wirtschaftsteilnehmer als Abfall betrachtet wird. Von dem Augenblick an fällt die Bewirtschaftung dieser Stoffe unter die Zuständigkeit der Regionen. So muß eine Einrichtung, deren Aufgabe darin besteht, Stoffe zur Wiederverwendung zu verarbeiten, unter die Regionale Zuständigkeit fallen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 1063/7, S. 33).

B.4.1. Unter Berücksichtigung der in den EWG-Richtlinien enthaltenen Definition und der im Laufe der oben erwähnten Vorarbeiten gegebenen Erklärung sowie der Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften (EuGH, 28. März 1990, Vesso und Zanetti, *Slg.*, S. 1461; EuGH, 28. März 1990, Zanetti, *Slg.*, S. 1509), muß jeder Stoff, der der unter B.2.1 in Erinnerung gerufenen Definition entspricht, ungeachtet dessen, ob er als solcher oder nach Verarbeitung zur Wiederverwendung geeignet ist oder nicht, als Abfall betrachtet werden.

Es ist somit ausreichend, daß der Besitzer tierischen Abfalls sich dessen entledigt, entledigen muß oder entledigen will, damit dieser Abfall als Abfälle im Sinne von Artikel 6 § 1 II Absatz 1 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 angesehen werden muß.

Die Regionen sind hinsichtlich der Umwelt befugt, Regeln für das Einsammeln, die Beseitigung und die Verarbeitung dieses Abfalls zu erlassen, ohne dabei die gesundheitsrechtlichen und die tierseuchenrechtlichen Vorschriften verletzen zu dürfen.

B.4.2. Stoffe bleiben Abfall und deshalb der Reglementierung der Abfälle bis zu dem Augenblick unterworfen, an dem sie bei Dritten, die sie wiederverwenden, abgeliefert werden, wenn es um Abfälle geht, die ohne Vorbehandlung wiederverwendet werden können, oder bis zu dem Augenblick, an dem sie umgearbeitet wurden, wenn es um Abfälle geht, die nur nach Vorbehandlung wiederverwendet werden können.

B.5. Aus dem Vorhergehenden folgt, daß der Dekretgeber die Flämische Regierung ermächtigen durfte, Regeln für das Einsammeln, die Beseitigung und die Verarbeitung tierischen Abfalls zu erlassen, einschließlich der zur Umsetzung der Richtlinie 90/667/EWG vom 27. November 1990 erforderlichen Regeln; der Dekretgeber konnte hierbei zwischen als gefährlichen Stoff und wenig gefährlichen Stoff auszuweisendem tierischem Abfall unterscheiden; der Dekretgeber ist auch befugt, diese Regeln für anwendbar auf bestimmte Kategorien des von ihm bezeichneten tierischen Abfalls zu erklären.

Die Bestimmungen im Abschnitt 5 von Kapitel IV des Dekrets vom 2. Juli 1981 verstoßen deshalb nicht gegen die Regeln zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen.

B.6. Der Hof ist nicht zuständig, über die Frage zu urteilen, ob die Flämische Regierung bei der Ausübung der ihr durch die Bestimmungen des Abschnitts 5 von Kapitel IV des Dekrets vom 2. Juli 1981 verliehenen Ermächtigung die Regeln zur Festlegung der jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen eingehalten hat. Diese Frage fällt unter die ausschließliche Zuständigkeit der Rechtsprechungsorgane, die mit der Prüfung der Amtshandlungen beauftragt worden sind.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Abschnitt 5 von Kapitel IV des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Verhütung von Abfällen und über die Abfallwirtschaft, ersetzt durch Dekret vom 20. April 1994, verstößt nicht gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. April 1997

Der Kanzler,
(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,
(gez.) L. De Grève.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[97/11252]

Formule I.B.T. — Troisième trimestre 1997

La valeur de la formule I.B.T., prévue par l'arrêté ministériel du 5 novembre 1955 portant réglementation des prix d'énergie électrique en basse tension, s'établit à 411,4 pour le troisième trimestre 1997, contre 404,0 pour le deuxième trimestre 1997.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[97/11252]

Formule E.I.L. — Derde kwartaal 1997

De waarde van de formule E.I.L. bepaald bij ministerieel besluit van 5 november 1955 houdende reglementering der prijzen van de elektrische laagspanningsenergie, is vastgesteld op 411,4 voor het derde kwartaal 1997, tegen 404,0 voor het tweede kwartaal 1997.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9566]

Notariat

Publication d'une place vacante :

— notaire à la résidence de Tielt : 1.

Les candidatures à une nomination de notaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge*.

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9566]

Notariaat

Bekendmaking van een openstaande plaats :

— notaris ter standplaats Tielt : 1.

De kandidaturen voor een benoeming tot notaris moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE,
MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, MINISTERE DE
LA COMMUNAUTE FLAMANDE, MINISTERE DE LA REGION
WALLONNE ET MINISTERE DE LA REGION DE
BRUXELLES-CAPITALE

[C - 97/16133]

Publication d'une demande d'enregistrement au sens de l'article 6, §
2, du Règlement (CEE) n° 2081/92 relatif à la protection des
appellations d'origine et des indications géographiques des pro-
duits agricoles et des denrées alimentaires

Au Journal officiel des Communautés européennes (JO) ont été publiées les demandes d'enregistrement suivantes :

1. JO C 140 du 07.05.97 (97/C 140/03)
Etat membre de la demande : Royaume-Uni
Nom du produit : "Cornish Clotted Cream" (AOP)
Type de produit : Autres produits d'origine animale
Numéro CE : G/GB00014/96.04.19
2. JO C 140 du 07.05.97 (97/C 140/04)
Etat membre de la demande : France
Nom du produit : "Rocamadour" (AOP)
Type de produit : Fromage
Numéro CE : G/FR00026/96.05.21

Cette publication dans le Journal officiel des Communautés européennes confère un droit d'opposition au sens de l'article 7 dudit règlement. Toute opposition à cette demande doit être transmise dans un délai de six mois à partir de ladite publication à la Commission européenne. Toute personne physique ou morale légitimement concernée peut pour cela, dans un délai de cinq mois à partir de la publication précitée au Journal officiel des Communautés européennes, s'opposer à l'enregistrement envisagé par l'envoi d'une déclaration dûment motivée à l'autorité compétente comme mentionné dans le *Moniteur belge* du 23 décembre 1994 :

Pour la Région flamande :
Administratie Land- en Tuinbouw
Afdeling Agro-Marketing
Leuvenseplein 4
1000 BRUSSEL
Tél. : 02/501.62.48
Fax : 02/501.62.49

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW, MINISTE-
RIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN, MINISTERIE VAN DE
VLAAMSE GEMEENSCHAP, MINISTERIE VAN HET WAALSE
GEWEST EN MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTE-
DELIJK GEWEST

[C - 97/16133]

Bekendmaking van een registratieaanvraag in de zin van artikel 6,
lid 2, van Verordening (EEG) nr. 2081/92 inzake de bescherming
van de geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van
landbouwproducten en levensmiddelen

In het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen (PB) werden de volgende registratieaanvragen bekendgemaakt :

1. PB C 140 van 07.05.97 (97/C 140/03)
Lid-Staat van aanvraag : Verenigd Koninkrijk
Naam van het product : "Cornish Clotted Cream" (BOB)
Productcategorie : Andere producten van dierlijke oorsprong
EG-nummer : G/GB00014/96.04.19
2. PB C 140 van 07.05.97 (97/C 140/04)
Lid-Staat van aanvraag : Frankrijk
Naam van het product : "Rocamadour" (BOB)
Productcategorie : Kaas
EG-nummer : G/FR00026/96.05.21

Naar aanleiding van deze bekendmaking in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen kan bezwaar worden aangetekend op grond van artikel 7 van genoemde verordening. Elk bezwaar tegen een registratieaanvraag moet binnen zes maanden na deze bekendmaking worden ingediend bij de Europese Commissie. Iedere wettig betrokken natuurlijke of rechtspersoon kan daartoe, binnen vijf maanden na de voormelde bekendmaking in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen, bezwaar aantekenen middels toezending van een naar behoren gegronde verklaring aan de bevoegde autoriteit zoals vermeld in het *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994 :

Vlaams Gewest :
Administratie Land- en Tuinbouw
Afdeling Agro-Marketing
Leuvenseplein 4
1000 BRUSSEL
Tél. : 02/501.62.48
Fax : 02/501.62.49

Pour la Région wallonne :
 Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Agriculture
 Avenue Prince de Liège 7
 5100 JAMBES
 Tél. : 081/32.12.86
 Fax : 081/32.16.57
 Pour la Région Bruxelles-Capitale :
 C.E.R.I.A.
 Station d'Essais et d'Analyses
 Avenue Emile Gryzon 1
 1070 BRUXELLES
 Tél. : 02/526.72.50
 Fax : 02/526.72.59

Waals Gewest :
 Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Agriculture
 Avenue Prince de Liège 7
 5100 JAMBES
 Tel. : 081/32.12.86
 Fax : 081/32.16.57
 Brussels Hoofdstedelijk Gewest :
 C.O.O.V.I.
 Proef- en Ontledingsstation
 E. Gryzonlaan 1
 1070 BRUSSEL
 Tel. : 02/526.72.50
 Fax : 02/526.72.59

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
 DU COMMERCE EXTÉRIEUR
 ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

[S - C - 97/15066]

Administration générale de la Coopération au Développement

**Appel n° 8/97. — Recrutement de deux médecins pour le projet
 "Programme de coopération dans le secteur soins de santé en
 Bolivie"**

L'Administration générale de la Coopération au Développement (AGCD) procède au recrutement de deux médecins pour le projet « Programme de coopération dans le secteur soins de santé en Bolivie », à Cochabamba et l'axe Ichilo-Mamoré.

Description de la fonction :

Les deux candidats seront affectés à un emploi de conseiller technique dans le projet précité. Ils seront mis à la disposition de la direction de l'Institut national de recherche de la Faculté de médecine de l'université de Cochabamba que le Secrétariat national de la santé a désigné comme corresponsable de cette intervention, en collaboration avec la direction départementale de la santé. Par l'organisation et l'amélioration des services de santé ainsi que par la mise sur pied de la recherche dans le domaine de la santé publique et de la médecine tropicale, l'objectif général de ce projet vise à renforcer le système de santé décentralisé et à participation publique, et à améliorer de la sorte la situation sanitaire de la population cible.

Afin de réaliser cet objectif et en tenant compte des réalités dans les secteurs de la médecine tropicale et de la santé publique, le but spécifique de cette intervention consiste à obtenir, par le développement de la recherche, la réalisation d'actions communes aux instituts de recherche et aux services de santé publique.

Parmi leurs tâches spécifiques, le rôle des candidats sera de conseiller et d'orienter les activités suivantes sous la supervision du responsable bolivien du projet :

1. le développement du système de santé en cours, conformément au nouveau cadre inter-institutionnel des lois de participation publique et de décentralisation;
2. l'exécution sur le terrain de la recherche dans les différentes disciplines scientifiques dans le cadre de la gestion et de l'organisation des soins de santé et par leurs programmes de lutte contre la maladie, entre autres : la malaria, la tuberculose, la maladie de Chagas, la nutrition et la leishmaniose;
3. le recyclage et la formation du personnel sanitaire;
4. la mise en route d'un système amélioré de gardes-malades.

Le travail des candidats consistera à coordonner les activités des groupes de travail scientifiques au sein de l'institut de recherche ainsi que les unités de planification des instances sanitaires départementales et communales. Les deux agents participeront, dans un climat de parfaite collaboration, aux travaux des organismes de gestion et de concertation entre l'institut et les différentes institutions sanitaires : soins de santé de base, hôpitaux, services publics et privés, associations professionnelles et communautaires. Un candidat sera appelé à travailler en milieu urbain, l'autre en milieu rural. L'un des deux sera en outre responsable du volet administratif de la contribution belge à ce projet. En ce qui concerne ces derniers points, les agents seront invités à exprimer leurs préférences.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
 BUITENLANDSE HANDEL
 EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[S - C - 97/15066]

Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking

**Oproep nr. 8/97. — Aanwerving van twee geneesheren voor het
 project "Samenwerkingsprogramma in de Gezondheidszorg in
 Bolivia"**

Het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking gaat over tot de aanwerving van twee geneesheren voor het project "Samenwerkingsprogramma in de Gezondheidszorg in Bolivia", te Cochabamba en de Ichilo-Mamoré-as.

Ambtsbeschrijving :

De twee kandidaten zullen als technisch raadgever werkzaam zijn in de voornoemde interventie. Zij zullen ter beschikking gesteld worden van de directie van het Nationaal Onderzoeksinstituut van de Faculteit van geneeskunde van de universiteit van Cochabamba, dat door het Nationaal Secretariaat van gezondheid werd aangeduid als medeverantwoordelijke om, samen met de departementale gezondheidsdirectie, bovenvermelde interventie uit te voeren. Het algemeen objectief van deze interventie beoogt, door het rechtstreeks organiseren en verbeteren van de gezondheidsdiensten zelf en het bevorderen van operationeel onderzoek in de volksgezondheid en de tropische geneeskunde, bij te dragen tot de versterking van het gedecentraliseerde en participatieve publieke gezondheidssysteem, en zodoende de gezondheidstoestand van de doelbevolking te verbeteren.

Om dat objectief te bereiken, bestaat het specifieke doel van de interventie eruit om, door middel van de bevordering van op de realiteit betrokken onderzoek in de tropische geneeskunde en de volksgezondheid, te komen tot het uitvoeren van gezamenlijke acties van de onderzoeksinstituten en de gezondheidsdiensten.

Het behoort tot de specifieke taken van de kandidaten om, onder toezicht van de Boliviaanse projectverantwoordelijke, onder andere de volgende activiteiten te adviseren en te begeleiden :

1. de ontplooiing van het huidige gezondheidszorgsysteem overeenkomstig het nieuw inter-institutioneel kader van de wetten van volksparticipatie en decentralisatie;
2. de uitvoering van interdisciplinair wetenschappelijk veldonderzoek in het raam van het beheer en de organisatie van de gezondheidsdiensten en de door hen opgezette ziektebestrijdingsprogramma's, van onder meer, malaria, tuberculose, Chagas, voeding en leishmaniose;
3. de bijscholing en vorming van het gezondheidspersoneel;
4. de invoer van een verbeterd ziektebewakingssysteem.

De werkomgeving van de kandidaten zal bestaan uit de wetenschappelijke werkgroepen binnen het onderzoeksinstituut en de plannings-eenheden van de departementale en gemeentelijke gezondheidsinstanties. Beiden zullen in een geest van collegiale samenwerking deel uitmaken van beheers- en overlegorganen tussen het instituut en de verscheidene gezondheidsinstellingen : eerste-lijnsdiensten en hospita-len, publieke en private diensten, beroeps- en gemeenschapsverenigingen. Voor de ene kandidaat zal dat meer in een urbane, voor de andere meer in een rurale context gebeuren. Een van beiden zal bovendien verantwoordelijk zijn voor de administratieve aspecten van de Belgische bijdrage in de interventie. Wat deze laatste punten betreft, dienen de kandidaten hun eventuele voorkeuren kenbaar te maken.

Diplômes et expérience requis :

- docteur en médecine, chirurgie et accouchements;
- diplôme de médecine tropicale;
- diplôme (troisième cycle, master degree) en santé publique et/ou statistique biomédicale tropicale (MscBT);
- au minimum trois ans d'expérience dans les pays en voie de développement;
- expérience en gestion et en organisation des systèmes sanitaires locaux;
- bonne connaissance orale et écrite de la langue espagnole;
- bonnes connaissances en informatique (traitement de textes, feuilles de calcul, fichiers).

Qualifications souhaitées :

- expérience en recherche opérationnelle scientifique;
- expérience clinique dans le domaine de la pathologie tropicale;
- expérience dans un milieu de travail latino-américain;
- être capable de travailler en groupes et posséder de bonnes capacités de négociation.

Lieu de travail et d'affectation :

Les candidats exerceront leurs activités à Cochabamba en Bolivie. Des missions de courte et moyenne durée seront régulièrement effectuées dans les provinces concernées par le programme.

Connaissances linguistiques :

Langue de travail : l'espagnol.

Durée du projet :

Il sera mis fin à ce projet le 8 septembre 2001.

Niveau de la fonction :

2e catégorie, 2e échelon.

Les candidats ayant acquis un grade dans le secteur public belge ou ayant la qualité de personnel d'Afrique ou ayant déjà fait partie de la coopération technique belge seront rangés compte tenu de cette situation.

Conditions particulières :

Pour être admissible, le candidat doit avoir suivi avec succès le cycle de formation organisé par l'Administration générale de la Coopération au Développement ou en avoir été dispensé par le Ministre.

L'engagement se fera en qualité d'agent complémentaire conformément au statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, fixé par l'arrêté royal du 10 avril 1967 (*Moniteur belge* n° 96 du 23 mai 1967, pp. 5446 à 5473), tel que modifié à ce jour.

Depôts des candidatures :

Pour être recevable, la candidature devra être adressée par lettre recommandée à : l'Administration générale de la Coopération au Développement, Service du Personnel de la Coopération, rue du Trône 4, 1000 Bruxelles, dans les trente jours qui suivent la date de la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

(La presse et la radio sont invitées à bien vouloir reproduire cet avis.)

Vereiste diploma's en ervaring :

- dokter in de genees-, heel- en verloskunde;
- diploma in de tropische geneeskunde;
- diploma (derde cyclus, master degree) in de volksgezondheid en/of tropische biomedische statistiek (MscBT);
- minimaal drie jaar ervaring in ontwikkelingslanden;

- ervaring met het beheer en de organisatie van lokale gezondheids-systemen;
- goede mondelinge en schriftelijke kennis van de Spaanse taal;
- goede informaticakennis (tekstverwerking, rekenbladen, bestanden).

Gewenste bekwaamheden :

- ervaring in wetenschappelijk operationeel onderzoek;
- klinische ervaring op het gebied van tropische pathologie;
- ervaring in een Latijns-Amerikaanse werkomgeving;
- bekwaam om te werken in groepsverband en goed onderhandelingsvermogen.

Tewerkstellings- en standplaats :

Cochabamba, Bolivia. Het gaat om ambten met vaste standplaats met regelmatig korte tot halflange zendingen in de provincies die het programma bestrijkt.

Taalkennis :

Spaans.

Duur van het projekt :

De einddatum is 8 september 2001 (periodes van twee jaar, hernieuwbaar).

Ambtspeil :

Categorie 2, 2e trap.

De kandidaten die een graad verworven hebben in de Belgische openbare sector of die reeds behoren tot het aanvullend personeel in de Belgische technische samenwerking, zullen gerangschikt worden rekening houdend met deze situatie.

Bijzondere voorwaarden :

Om benoemd te kunnen worden moet de kandidaat met vrucht de door het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking ingerichte opleidingscyclus gevolgd hebben of er door de Minister van zijn vrijgesteld.

De aanwerving geschiedt als lid van het aanvullend personeel overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden (*Belgisch Staatsblad* nr. 96 van 23 mei 1967), en zoals het tot op heden gewijzigd werd.

Indienen der candidatures :

Om in aanmerking te komen moet de kandidatuurstelling binnen de dertig dagen volgend op de datum waarop deze oproep in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt, per aangetekend schrijven aan volgend adres verzonden worden : Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, Dienst Samenwerkingspersoneel, Troonstraat 4, 1000 Brussel.

(Pers en radio worden verzocht dit bericht over te nemen.)

MINISTERE DES FINANCES

[97/3313]

Institut de Réescompte et de Garantie Système de Protection des Dépôts

Publication conformément au point 4 de l'avis paru au *Moniteur belge* du 7 février 1995 relatif au système de protection des dépôts auprès des établissements de crédit

La liste des établissements de crédit qui ont adhéré au système de protection des dépôts, arrêtée au 31 janvier 1997 et publiée au *Moniteur belge* du 11 avril 1997, est modifiée :

1. le 25 mars 1997, sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » à la rubrique « Banques d'épargne » par l'omission de « Spaarkrediet, Lange Gasthuisstraat 15, 2000 Antwerpen »;

2. le 25 mars 1997, sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » à la rubrique « Banques d'épargne » par le remplacement de « HSA, Mechelsesteenweg 180, 2018 Antwerpen » par « HSA-Spaarkrediet, Mechelsesteenweg 180, 2018 Antwerpen »;

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[97/3313]

Herdiscontering- en Waarborginstituut Depositobeschermingsregeling

Bekendmaking overeenkomstig punt 4 van de mededeling gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1995 over de depositobeschermingsregeling bij de kredietinstellingen

De op 31 januari 1997 opgemaakte en in het *Belgisch Staatsblad* van 11 april 1997 bekendgemaakte lijst van kredietinstellingen die toetraden tot de depositobeschermingsregeling, wordt gewijzigd :

1. op 25 maart 1997, onder de titel « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » in de rubriek « Spaarbanken » door de schrapping van « Spaarkrediet, Lange Gasthuisstraat 15, 2000 Antwerpen »;

2. op 25 maart 1997, onder de titel « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » in de rubriek « Spaarbanken » door vervanging van « HSA, Mechelsesteenweg 180, 2018 Antwerpen » door « HSA-Spaarkrediet, Mechelsesteenweg 180, 2018 Antwerpen »;

3. le 28 mars 1997, sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » à la rubrique « Banques d'épargne » par l'omission de « Royale Belge Finance, boulevard d'Avroy 37, 4000 Liège »;

4. le 28 mars 1997, sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » à la rubrique « Banques » par le remplacement de « Banque Ippa, boulevard du Souverain 23, 1170 Bruxelles » par « Banque Ippa, aussi dénommée Royale Belge Finance, boulevard du Souverain 23, 1170 Bruxelles »;

5. le 1er avril 1997, sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » à la rubrique « Etablissements publics de crédit » par le remplacement de « Caisse nationale de Crédit professionnel, boulevard de Waterloo 16, 1000 Bruxelles » par « Crédit professionnel, boulevard de Waterloo 16, 1000 Bruxelles »;

6. le 1er avril 1997, sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » par le transfert de « Crédit professionnel, boulevard de Waterloo 16, 1000 Bruxelles » de la rubrique « Etablissements publics de crédit » à la rubrique « Banques »;

7. le 27 mai 1997, sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » à la rubrique « Banques d'épargne » par le remplacement de « S.E.F.B., Société d'Epargne et de Financement de Belgique, SC, rue Forgeur 17-21, 4000 Liège » par « SEFB-Record Bank, SC, rue Forgeur 17-21, 4000 Liège ».

8. avec effet rétroactif au 22 décembre 1996, sous le titre « Succursales en Belgique des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne » par l'omission des succursales suivantes :

— Banco Central Hispanoamericano, rue de la Loi 227, 1040 Bruxelles;

— Banco Español de Credito, boulevard du Régent 50, 1000 Bruxelles;

— Banco Exterior de España, avenue des Arts 43, 1040 Bruxelles ».

Ces omissions sont la conséquence de la transposition en droit espagnol de la directive 94/19/EC du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 relative aux systèmes de garantie des dépôts, ce qui a pour effet que les clients des succursales nommées ci-dessus sont protégés depuis le 22 décembre 1996 par le système espagnol de protection des dépôts.

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770
du Code civil*

[97/53556]

Succession en déshérence de Lombard, Philippe Henri

M. Lombard, Philippe Henri, né à Elisabethville (ex Congo belge) le 17 juillet 1924, domicilié à Liège, rue du Pommier 9, divorcé de Collard, Françoise, est décédé à Liège le 27 juin 1990, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Liège a, par ordonnance du 13 juin 1997, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Liège, le 19 juin 1997.

Le directeur régional adjoint de l'enregistrement,
M. Biomez.

[97/53557]

Succession en déshérence de Blampain, Raymond Ernest Henri

M. Blampain, Raymond Ernest Henri, né à Maubeuge (France) le 7 novembre 1921, domicilié à Saint-Nicolas, rue Thierbise 43, résidant à Saint-Trond, Halmaalweg 2, est décédé à Saint-Trond le 23 mai 1996, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Liège a, par ordonnance du 13 juin 1997, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Liège, le 19 juin 1997.

Le directeur régional adjoint de l'enregistrement,
M. Biomez.

3. op 28 maart 1997, onder de titel « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » in de rubriek « Spaarbanken » door schrapping van « Royale Belge Finance, boulevard d'Avroy 37, 4000 Liège »;

4. op 28 maart 1997, onder de titel « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » in de rubriek « Banken » door de vervanging van « Ippa Bank, Vorstlaan 23, 1170 Brussel » door « Ippa Bank, ook genoemd Royale Belge Finance, Vorstlaan 23, 1170 Brussel »;

5. op 1 april 1997, onder de titel « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » in de rubriek « Openbare kredietinstellingen » door de vervanging van « Nationale Kas voor Beroepskrediet, Waterloolaan 16, 1000 Brussel » door « Beroepskrediet, Waterloolaan 16, 1000 Brussel »;

6. op 1 april 1997, onder de titel « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » door de overbrenging van « Beroepskrediet, Waterloolaan 16, 1000 Brussel » van de rubriek « Openbare kredietinstellingen » naar de rubriek « Banken »;

7. op 27 mei 1997, onder de titel « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » in de rubriek « Spaarbanken » door de vervanging van « S.E.F.B., Société d'Epargne et de Financement de Belgique, SC, rue Forgeur 17-21, 4000 Liège » door « SEFB - Record Bank, SC, rue Forgeur 17-21, 4000 Liège ».

8. met terugwerkende kracht tot 22 december 1996, onder de titel « Bijkantoren in België van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap » door de schrapping van de volgende bijkantoren :

— Banco Central Hispanoamericano, Wetstraat 227, 1040 Brussel;

— Banco Español de Credito, Regentlaan 50, 1000 Brussel;

— Banco Exterior de España, Kunstlaan 43, 1040 Brussel ».

Deze schrappingen zijn het gevolg van de omzetting in het Spaans recht van de Richtlijn 94/19/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 1994 inzake de depositogarantiestelsels, hetgeen tot gevolg heeft dat de cliënten van voornoemde bijkantoren vanaf 22 december 1996 beschermd zijn door de Spaanse depositobeschermingsregeling.

Administratie van de BTW, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[97/53556]

Erfloze nalatenschap van Lombard, Philippe Henri

De heer Lombard, Philippe Henri, geboren te Elisabethville (oud Belgisch Kongo) op 17 juli 1924, wonende te Luik, Pommiersestraat 9, gescheiden van Collard, Françoise, is overleden te Luik op 27 juni 1990, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Luik, bij beschikking van 13 juni 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Luik, 19 juni 1997.

De gewestelijke adjunct-directeur der registratie,
M. Biomez.

[97/53557]

Erfloze nalatenschap van Blampain, Raymond Ernest Henri

De heer Blampain, Raymond Ernest Henri, geboren te Maubeuge (Frankrijk) op 7 november 1921, wonende te Saint-Nicolas, Thierbisestraat 43, wonende te Sint-Truiden, Halmaalweg 2, is overleden te Sint-Truiden op 23 mei 1996, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Luik, bij beschikking van 13 juni 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Luik, 19 juni 1997.

De gewestelijke adjunct-directeur der registratie,
M. Biomez.

[97/53558]

Succession en déshérence de Mme Monsecour, Rosa Leona

Mme Monsecour, Rosa Leona, née à Wetteren le 2 janvier 1930, divorcée de Vanhulle, André Gustave Hippolyte, domiciliée à Knokke-Heist, Noordhinder 31, est décédée à Bruges le 9 mai 1995, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruges a, par ordonnance du 17 juin 1997, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Bruges, le 26 juin 1997.

Le directeur régional de l'enregistrement,
Mme G. Despiegelaere.

[97/53559]

Succession en déshérence de Van den Brande, André

M. Van den Brande, André Louis Ferdinand, divorcé en premières noces de Delbauche, Carmen, époux en secondes noces de Colard, Jacqueline, né à Tilly le 8 août 1930, domicilié à Jodoigne, chaussée de Tirlémont 135, est décédé à Jodoigne le 14 juin 1993, sans laisser de successeur connu acceptant.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Nivelles, a, par ordonnance du 22 mai 1997, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 24 juin 1997.

Le directeur régional de l'enregistrement,
P. Janssens.

[97/53560]

Succession en déshérence de Jal, René

M. Jal, René Vital Frédéric Victor, célibataire, né à Néthen le 18 janvier 1936, domicilié à Chastre, rue du Village 9, est décédé à Mont-Saint-Guibert le 24 décembre 1995, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Nivelles, a, par ordonnance du 22 mai 1997, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 24 juin 1997.

Le directeur régional de l'enregistrement,
P. Janssens.

[97/53561]

Succession en déshérence de Bortolini-Marchetti, Gastone

M. Bortolini-Marchetti, Gastone, veuf de Giuseppa Bellina, né à Longarone (Italie) le 20 septembre 1904, domicilié à Boussu, rue Saint-Antoine 36, est décédé à Boussu le 21 mai 1996, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Mons, a, par ordonnance du 2 juin 1997, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Mons, le 19 juin 1997.

Le directeur régional adjoint de l'enregistrement,
F. Faignard.

[97/53558]

Erfloze nalatenschap van Monsecour, Rosa Leona

Mevr. Monsecour, Rosa Leona, geboren te Wetteren op 2 januari 1930, echtgescheiden van Vanhulle, André Gustave Hippolyte, wonende te Knokke-Heist, Noordhinder 31, is overleden te Brugge op 9 mei 1995, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brugge, bij beschikking van 17 juni 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brugge, 26 juni 1997.

De gewestelijke directeur van de registratie,
Mevr. G. Despiegelaere.

[97/53559]

Erfloze nalatenschap van Van den Brande, André

De heer Van den Brande, André Louis Ferdinand, echtgescheiden in eerste echt van Delbauche, Carmen, echtgenoot in tweede echt van Colard, Jacqueline, geboren te Tilly op 8 augustus 1930, wonende te Geldenaken, Tienensesteenweg 135, is overleden te Geldenaken op 14 juni 1993, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Nijvel, bij vonnis van 22 mei 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 24 juni 1997.

De gewestelijke directeur der registratie,
P. Janssens.

[97/53560]

Erfloze nalatenschap van Jal, René

De heer Jal, René Vital Frédéric Victor, ongehuwd, geboren te Néthen op 18 januari 1936, wonende te Chastre, Dorpsestraat 9, is overleden te Mont-Saint-Guibert op 24 december 1995, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Nijvel, bij vonnis van 22 mei 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 24 juni 1997.

De gewestelijke directeur der registratie,
P. Janssens.

[97/53561]

Erfloze nalatenschap van Bortolini-Marchetti, Gastone

De heer Bortolini-Marchetti, Gastone, weduwnaar van Giuseppa Bellina, geboren te Langarone (Italië) op 20 september 1904, wonende te Boussu, rue Saint-Antoine 36, is overleden te Boussu op 21 mei 1996, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Bergen, bij beschikking van 2 juni 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Bergen, 19 juni 1997.

De gewestelijke adjunct-directeur der registratie,
F. Faignard.

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

Publication prescrite par l'article 770 du Code civil

[97/53555]

Succession en déshérence de Despineux, Jakob Wilhelm

M. Despineux, Jakob Wilhelm, né à Lontzen le 11 décembre 1920, célibataire, domicilié à Eupen, Limburger Weg 5, est décédé à Eupen le 2 septembre 1992, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance d'Eupen a, par ordonnance du 30 mai 1997, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Liège, le 16 juin 1997

Le directeur régional adjoint de l'enregistrement,
M. Biomez.

MINISTERIUM DER FINANZEN

Mehrwertsteuer, Einregistrierung und Domänenverwaltung

Bekanntmachung laut Artikel 770 des bürgerlichen Gesetzbuches

[97/53555]

Nachfolge in Erbenlosigkeit von Despineux, Jakob Wilhelm

Herr Despineux, Jakob Wilhelm, geboren in Lontzen am 11. Dezember 1920, ledig, wohnhaft in Eupen, Limburger Weg 5, ist am 2. September 1992 in Eupen verstorben, ohne bekannte Erben hinterlassen zu haben.

Vor einer entgeltlichen Entscheidung über die Ansprüche der Einregistrierung und Domänenverwaltung, die die Bestzeinsweisung zu Gunsten des Staates beantragt, hat das Gericht erster Instanz in Eupen durch Beschluss vom 30. Mai 1997, die laut Artikel 770 der bürgerlichen Gesetzbuches vorgesehene Bekanntmachungen und Anschläge angeordnet.

Lüttich, den 16. Juni 1997

Der beigeordnete Direktor,
M. Biomez.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Chambres législatives — Wetgevende Kamers

SENAT DE BELGIQUE

[97/19665]

Réunion publique de commission

Vendredi 4 juillet 1997

Commission parlementaire
chargée d'enquêter sur la criminalité organisée en Belgique

A 10 h 15 m :

Suite de l'audition de M. Bruggeman, assistant coordinator à Europol.

BELGISCHE SENAAT

[97/19665]

Openbare commissievergadering

Vrijdag 4 juli 1997

Parlementaire commissie van onderzoek
naar de georganiseerde criminaliteit in België

Om 10 u. 15 m. :

Voortzetting van de hoorzitting met de heer Bruggeman, assistant coordinator bij Europol.

Institutions régionales — Gewestelijke instellingen

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[97/31273]

Ordre du jour de la commission plénière

(Maison des parlementaires)

Vendredi 4 juillet 1997, à 9 h 30 m et éventuellement à 14 h 30 m

1. Interpellations.

Interpellation de M. Dominiek Lootens-Stael à MM. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement et Rufin Grijp, Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente, concernant « les dissensions apparues au sein du Gouvernement quant à la solution des problèmes que connaît le Service d'incendie, en particulier pour ce qui est des cadres linguistiques et la menace lancée par un ministre de bloquer le Gouvernement ».

Interpellation jointe de M. Guy Vanhengel, concernant « les difficultés apparues au sein du Gouvernement suite à l'établissement des nouveaux cadres linguistiques du Service d'incendie ».

Interpellation jointe de M. Michiel Vandenbussche, concernant « la problématique du Service d'incendie ».

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

[97/31273]

Agenda van de plenaire commissie

(Huis van de parlementsleden)

Vrijdag 4 juli 1997, om 9 u. 30 m. en eventueel om 14 u. 30 m.

1. Interpellaties.

Interpellatie van de heer Dominiek Lootens-Stael tot de heren Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering en Rufin Grijp, Minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, betreffende « de onenigheid die is ontstaan in de schoot van de Regering omtrent de oplossing van de problemen bij de Brandweer, inzonderheid aangaande de taalkaders en de dreiging van een minister dat hij de Regering zal blokkeren ».

Toegevoegde interpellatie van de heer Guy Vanhengel, betreffende « de moeilijkheden binnen de Brusselse Regering ontstaan naar aanleiding van de opstelling van de nieuwe taalkaders van de Brusselse Brandweer ».

Toegevoegde interpellatie van de heer Michiel Vandenbussche, betreffende « de problematiek van de Brandweer ».

Interpellation de Mme Marie Nagy à MM. Hervé Hasquin, Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport et Didier Gosuin, Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique, concernant « la lutte contre la pollution de l'air ambiant dans la Région de Bruxelles-Capitale ».

2. Questions orales. (*)

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les infrastructures sportives communales subsidiées ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (chemins de la ville) : dossiers introduits ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (investissements pour la sécurité) : dossiers introduits ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (voiries communales) : dossiers introduits ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (éclairage public) : dossiers introduits ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (déplacement de canalisation) : dossiers introduits ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (acquisition d'espaces verts publics) : dossiers introduits ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (aménagement d'espaces verts publics) : dossiers introduits ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (chemins de la ville) : montants ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (contrats de sécurité) : montants ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (investissements pour la sécurité) : montants ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (aménagement d'espaces verts publics) : montants ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « les travaux subsidiés (acquisition d'espaces verts publics) : montants ».

Question orale de M. Bernard Clerfayt à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « la dotation générale aux communes ».

Question orale de M. Joseph Parmentier à M. Didier Gosuin, Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique, concernant « le programme pédagogique "Ecoles pour demain" ».

**ASSEMBLEE REUNIE
DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE**

Ordre du jour de la commission plénière

(Maison des parlementaires)

Vendredi 4 juillet 1997, à l'issue des travaux du Conseil

Interpellations.

Interpellation de M. Jean-Pierre Cornelissen à MM. Didier Gosuin et Rufin Grijp, membres du Collège réuni compétents pour la politique d'Aide aux personnes, concernant « la répartition des subsides européens en faveur de l'insertion professionnelle des minimexés ».

Interpellation jointe de M. Bernard Clerfayt, concernant « la répartition des aides européennes à la formation des minimexés ».

(*) Questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu.

Interpellatie van Mevr. Marie Nagy tot de heren Hervé Hasquin, Minister belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer en Didier Gosuin, Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid, betreffende « de strijd tegen de luchtverontreiniging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

2. Mondelinge vragen. (*)

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde gemeentelijke sportinfrastructuur ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (stadswandelingen) : ingediende dossiers ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (investeringen voor de veiligheid) : ingediende dossiers ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (gemeentewegen) : ingediende dossiers ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (openbare verlichting) : ingediende dossiers ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (verlegging van leidingen) : ingediende dossiers ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (verwerving van openbare groene ruimten) : ingediende dossiers ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (aanleg van openbare groene ruimten) : ingediende dossiers ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (stadswandelingen) : bedragen ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (veiligheidscontracten) : bedragen ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (investeringen voor de veiligheid) : bedragen ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (aanleg van openbare groene ruimten) : bedragen ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de gesubsidieerde werken (verwerving van openbare groene ruimten) : bedragen ».

Mondelinge vraag van de heer Bernard Clerfayt aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « de algemene dotatie aan de gemeenten ».

Mondelinge vraag van de heer Joseph Parmentier aan de heer Didier Gosuin, Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid, betreffende « het pedagogisch programma "Scholen voor morgen" ».

**VERENIGDE VERGADERING
VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE**

Agenda van de plenaire commissie

(Huis van de parlementsleden)

Vrijdag 4 juli 1997, na de werkzaamheden van de Raad

Interpellaties.

Interpellatie van de heer Jean-Pierre Cornelissen tot de heren Didier Gosuin en Rufin Grijp, leden van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen, betreffende « de verdeling van de Europese subsidies voor de integratie in het arbeidsproces van de bestaansminimumtrekkers ».

Toegevoegde interpellatie van de heer Bernard Clerfayt, betreffende « de verdeling van de Europese steun voor de opleiding van de bestaansminimumtrekkers ».

(*) Schriftelijke vragen waarop niet werd geantwoord.

Avis divers
Verschillende berichten

—
VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

—
Faculteit (CA)
—

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : R97/98

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een mandaat van voltijds assistent.

Ingangsdatum : 1 oktober 1997.

Duur : 2 jaar (hernieuwbaar).

Omschrijving van de opdracht :

Vakgebied : praktisch taalonderwijs.

Begeleiding bij de studie van het Duits in het kader van het ITOW.

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

licentiaat in de germaanse talen;

native speaker met goede kennis van het Nederlands of Nederlandstalige met uitstekende kennis van het Duits;

onderwijsbevoegdheid Duits (geaggregeerde voor het onderwijs);

ervaring met het onderwijs van het Duits en met het ontwikkelen van didactisch materiaal.

Kontaktpersoon : M.R. Blommaert, tel. 02/629 26 08 of 629 26 07.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel.

Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19654)

—
Faculteit economische, sociale en politieke wetenschappen
& Managementschool Solvay
—

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : R97/113

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een mandaat van voltijds assistent.

Ingangsdatum : 1 oktober 1997.

Duur : 2 jaar (hernieuwbaar) (praktijkassistenten : min. 1 jaar en max. 5 jaar; te specificeren a.u.b.).

Omschrijving van de opdracht : oefeningen en begeleiding « Bedrijfs-economie » en « Micro-economische analyse ».

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

handelsingenieur (van een Universiteit);

lic. T.E.W.;

lic. E.W.

Kontaktpersoon : prof. dr. W. Van den Panhuyzen, tel. 02/629 21 31.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel.

Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19655)

—
Faculteit wetenschappen
—

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : R97/114

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een mandaat van voltijds doctor-assistent, verbonden aan het departement informatica.

Ingangsdatum : 1 oktober 1997.

Duur : 2 jaar (hernieuwbaar met 1 jaar).

Omschrijving van de opdracht :

begeleiding van projecten en practica alsook het organiseren van werkcolleges en stages uit de tweede cyclus informatica en toegepaste informatica. Begeleiding van licentiaatsverhandelingen wordt eveneens van de kandidaat verwacht. Anderzijds wordt ook een actieve inbreng gewenst in het aan de gang zijnde onderzoek binnen het departement.

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten : kandidaat moet houder zijn van het diploma van doctor in de wetenschappen (informatica) en bij voorkeur over ervaring beschikken in de software engineering en objectgerichte technieken.

Kontaktpersoon : prof. R. Meersman, tel. 02/629 33 08.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel.

Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19655)

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : R97/116

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een mandaat van voltijds assistent bij het departement biotechnologie.

Ingangsdatum : 1 oktober 1997.

Duur : 2 jaar (hernieuwbaar).

Omschrijving van de opdracht :

Betrokkene zal bijstand verlenen bij de practica graadsjaren bio-ingenieur en de licenties.

Wetenschappelijk onderzoek op gebied van de immunologie ter voorbereiding van het doctoraat biologie.

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

De kandidaat moet houder zijn van het diploma van licentiaat in de biologie, scheikunde of bio-ingenieur (Cel-Gen Technologie).

Ervaring op het gebied van de immunologie strekt tot aanbeveling.

Kontaktpersoon : prof. P. De Baetselier, tel. 02/359 03 57.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel.

Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19658)

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : R97/117

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een mandaat van voltijds assistent bij het departement natuurkunde.

Ingangsdatum : 1 oktober 1997.

Duur : 2 jaar (hernieuwbaar).

Omschrijving van de opdracht :

Bijstand verlenen bij het academisch onderwijs, practica en oefeningen, vast te stellen in het raam van de jaarlijkse takenverdeling van het departement natuurkunde.

Wetenschappelijk onderzoek verrichten in het domein van één van de eenheden van het departement natuurkunde.

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

De kandidaat dient houder te zijn van het diploma van licentiaat in de natuurkunde.

Kontaktpersoon : prof. S. Tavernier, tel. 02/629 32 18.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel.

Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19659)

Faculteit toegepaste wetenschappen

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : R97/115

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een mandaat van voltijds assistent.

Ingangsdatum : 1 oktober 1997.

Duur : 2 jaar (hernieuwbaar).

Omschrijving van de opdracht :

Onderwijs : oefeningen en labo' in werktuigkunde.

Onderzoek : thermodynamica, verbranding, gasturbines.

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

Burgerlijk ingenieur (bij voorkeur werktuigkunde-electrotechniek).

Kontaktpersoon : prof. J. De Ruyck, tel. 02/629 23 93.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel.

Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19657)

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

Faculté des sciences

M. MacKerman, Donal (grade académique), a défendu publiquement le jeudi 26 juin 1997, à 17 heures, en la Salle Solvay, sis Campus Plaine, bâtiment NO, 5^e étage, boulevard du Triomphe, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Generalized Markov coarse graining and the observables of chaos ». (19663)

M. Abdeslam Taleb (grade académique), défendra publiquement le jeudi 3 juillet 1997, à 16 heures, en la salle DB5.236, sis Campus Solbosch, bâtiment D, niveau 5, avenue Depage, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Pollution diffuse ou localisée des eaux de la Senne en amont de Tubize (Belgique) par les nutriments ». (19662)

M. Vanden Eijnden, Eric (grade académique), défendra publiquement le vendredi 4 juillet 1997, à 17 heures, en la salle Solvay, sis Campus Plaine, en l'auditoire B, Forum, boulevard du Triomphe, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Contribution to the statistical theory of turbulence application to anomalous transport in plasmas ». (19661)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

Entreprises Générales de Construction Moreau et fils, société anonyme, avenue de Maire 175, à 7500 Tournai

R.C. Tournai 49630 – T.V.A. 419.901.419

Une seconde assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 12 juillet 1997, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations et divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (19838)

Fibres Textiles du Bilemont, société anonyme, rue du Bilemont 24, 7700 Mouscron

R.C. Tournai 50890 – T.V.A. 401.261.977

L'assemblée générale du 21 juin 1997 n'ayant pas réuni le quorum, une seconde assemblée ordinaire se réunira au siège social, le 12 juillet 1997, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.

4. Décharge aux administrateurs.
5. Continuation ou dissolution de la société.
6. Divers. (19839)

**Société anonyme Sobelgun,
rue de Sommière 69, 5537 Anhée (Haut-le-Wastia)**

R.C. Dinant 35671 – T.V.A. 412.615.036

L'assemblée générale extraordinaire de la S.A. Sobegun se tiendra le vendredi 11 juillet 1997, au siège administratif de la société, chaussée de Dinant 13, à 5537 Anhée, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nomination statutaire des administrateurs.
6. Divers. (19840)

**Sofinvest, société coopérative,
rue des Ecoliers 75-77, à 4100 Seraing**

R.C. Liège 138676 – T.V.A. 421.823.997

Le conseil d'administration a décidé de proroger l'assemblée générale au vendredi 11 juillet 1997, avec le même ordre du jour que l'assemblée du 23 juin 1997.

Le conseil d'administration a l'honneur de convoquer les associés à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu le vendredi 11 juillet 1997, à 9 h 30 m, au siège social, rue des Ecoliers 77, à 4100 Seraing.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration sur l'exercice 1996.
2. Rapport du commissaire réviseur.
3. Examen et approbation des bilan et comptes de résultats arrêtés au 31 décembre 1996.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire réviseur.
5. Nominations statutaires. (19841)

**Comines Investment, naamloze vennootschap,
Heyrbautlaan 38, 1700 Dilbeek**

H.R. Brussel 587430 — NN 454.135.786

De gewone algemene vergadering van 1 juli 1997, heeft het kworum niet bereikt, een tweede algemene vergadering zal plaatshebben op 22 juli 1997, om 14 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de overgebrachte datum. 2. Verslag van de beheerraad. 3. Goedkeuring van de jaarlijkse rekeningen op 31 december 1996. 4. Ontlasting aan de beheerders. 5. Beslissingen te nemen voor de uitvoering van de bovenvermelde punten. (19842)

**Médical Information Professional Systems,
in het kort : MIPS, naamloze vennootschap,
te 9052 Gent, Industriepark Zwijnaarde 3A**

H.R. Gent 142912 – BTW 428.149.981

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal plaatshebben op 16 juli 1997, om 9 uur, ten kantore van notaris Willy Van Belle, te Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 142, met als dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de bedrijfsrevisor met betrekking tot de opheffing van het voorkeurrecht in het voordeel van de N.V. Investco.

2. Beslissing tot verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 15 000 000 frank om het van 1 287 000 frank naar 16 287 000 frank te brengen door creatie van 1 930 aandelen zonder vermelding van nominale waarde, van dezelfde aard en die dezelfde rechten zullen hebben als de bestaande aandelen. Deze kapitaalverhoging zal gebeuren door storting in contanten.

Deze nieuwe aandelen zullen in de winst delen vanaf de vaststelling dat de kapitaalverhoging is verwezenlijkt.

3. Opheffing van het voorkeurrecht in het voordeel van de N.V. Investco overeenkomstig artikel 34bis, §4 vennootschappenwet.

4. Onderschrijving en volstorting van de nieuwe aandelen door de N.V. Investco.

5. Vaststelling dat de kapitaalverhoging werd verwezenlijkt.

6. Wijziging en aanpassing van artikel 5 van de statuten om het in overeenstemming te brengen met het nieuwe bedrag van het maatschappelijk kapitaal en het aantal aandelen.

7. Beslissing tot het benoemen van een bijkomende bestuurder en benoeming van die bestuurder.

8. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de beslissingen die zullen genomen worden aangaande voornoemde punten.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (19843) De raad van bestuur.

**Derucat, naamloze vennootschap,
Oudstrijdersstraat 2, 9700 Oudenaarde**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 22 juli 1997, om 16 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking van het verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 januari 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. (19844)

**KB Multi Cash, bevek naar Belgisch recht, naamloze vennootschap,
Arenbergstraat 7, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 563173

Oproeping

De jaarlijkse algemene vergadering van aandeelhouders van de vennootschap zal plaatsvinden op 10 juli 1997, om 9 uur, op de zetel van de vennootschap, Arenbergstraat 7, 1000 Brussel.

Zij zal beraadslagen en beslissen over de volgende agendapunten :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor per compartiment.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 april 1997 en van de winstverdeling per compartiment.

Voorstel : goedkeuring.

3. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor per compartiment.

Voorstel : kwijting.

4. Benoeming van de heer Jan Vanhevel als bestuurder ter voleinding van het mandaat van de heer Remi Vermeiren, tot jaarlijkse algemene vergadering van 1998.

Voorstel : benoeming.

5. Benoeming van de heer Daniël Couvreur als bestuurder tot voleinding van het mandaat van de heer Luc Philips, tot de jaarlijkse algemene vergadering van 1998.

Voorstel : benoeming.

6. Varia.

Over de punten op de agenda wordt geldig beslist bij meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, zonder dat een aanwezigheidsquorum vereist is.

Wanneer de aandelen eenzelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen. Een aandeelhouder mag zich laten vertegenwoordigen.

De aandelen kunnen neergelegd worden tot en met 4 juli 1997 in alle kantoren van Kredietbank N.V., Crédit Général S.A. de Banque, HSA-Spaarkrediet N.V. en Bank van Roeselare. Op verzoek kan een ontwerp van het jaarverslag bekomen worden op de zetel van de vennootschap.

(19845)

De raad van bestuur.

**Signalisatie De Wit,
Groenmolenstraat 5, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 52113 — BTW 420.563.294

Nadat de algemene vergadering van 29/05/97 werd verdaagd, worden de aandeelhouders opnieuw uitgenodigd de algemene vergadering van 14/07/97 te 18.00 u op de maatschappelijke zetel bij te wonen met volgende agenda : 1. Verslag raad van bestuur mbt art. 103 e.v. Venn. W. 2. Beraadslaging overeenkomstig art. 103 e.v. Venn. W. mbt de verderzetting dan wel de ontbinding van de vennootschap. 3. Goedkeuring verslag raad van bestuur. 4. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1996. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Kwijting aan de bestuurders. 7. Ontslag en benoemingen. 8. Rondvraag. (46846)

**Akabe, naamloze vennootschap,
Koningstraat 41, 8400 Oostende**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Oostende, nr. 173
NN 455.681.452

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal worden gehouden op het kantoor van notaris Van Bael te Antwerpen op vrijdag 11 juli 1997 om 9 uur, met als agenda :

Kapitaalverhoging met vijftien miljoen frank, om het te brengen van dertig miljoen frank op vijfenveertig miljoen frank, door inbreng in speciën.

Deze vergadering kan geldig besluiten ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders. (82355)

**Bloemenpracht, naamloze vennootschap,
Vrankrijkstraat 32, 9200 Schoonaarde**

H.R. Dendermonde 44516 — BTW 439.887.080

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 12 juli 1997 te 8.30 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996. (82356)

**Filmar, naamloze vennootschap,
Markt 17, 9240 Zele**

H.R. Dendermonde 28872 — BTW 421.939.013

Uitnodiging tot de statutaire jaarvergadering op maandag 14 juli 1997 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 januari 1997. 3. Besluit nopens de resultaten. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Uittredingen, benoemingen. 6. Varia.

Neerlegging van de aandelen hetzij op de maatschappelijke zetel, hetzij bij de Kredietbank.

(82357)

De raad van bestuur.

**Gebope, naamloze vennootschap,
Damplein 8, 2060 Antwerpen**

De gewone jaarlijkse algemene vergadering zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel, op 12 juli 1997 te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders; 2. Goedkeuring balans en resultaatrekening; 3. Bestemming resultaat; 4. Décharge bestuurders; 5. Diversen. (82358)

**Jans Carrosserie, naamloze vennootschap,
Industrielaan 2, 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 41549 — BTW 401.217.876

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 12 juli 1997 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82359)

**W. Vanhoutteghem en zonen, naamloze vennootschap,
Harelbekestraat 79, 8550 Zwevegem**

H.R. Kortrijk 52948 — BTW 415.668.655

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 14 juli 1997 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82360)

**Avabel International, naamloze vennootschap,
Centrum Zuid 2084, 3530 Houthalen-Helchteren**

H.R. Hasselt 58243 — BTW 422.551.202

Buitengewone algemene vergadering dd. 11 juli 1997

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op vrijdag 11 juli 1997 om 11.30 uur voor notaris Drieskens, Ringlaan 22 te 3530 Houthalen-Helchteren met als agenda :

Kapitaalsverhoging met 7,5 miljoen Bfr. om het te brengen van 20 miljoen op 27,5 miljoen, door uitgifte van 570 nieuwe aandelen zonder nominale waarde.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82361)

**Administrations publiques
et Enseignement technique**
Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Gemeente Lummen

Het college van burgemeester en schepenen maakt bekend dat er zal overgegaan worden tot de aanwerving van twee technisch assistenten (m/v).

Het betreft twee voltijdse betrekkingen als arbeid(st)er van niveau D in statutair verband voor de technische dienst, afdeling riolering en afdeling signalisatie en wegenis.

Aanwervingsvoorwaarden :

een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

voor de mannelijke kandidaten aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

lichamelijk geschikt zijn;

op 20 augustus 1997 de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben en de leeftijd van 50 jaar niet overschreden hebben;

houder zijn van minstens een diploma of getuigschrift van lager secundair technisch of hoger secundair beroepsonderwijs of daarmee gelijkgesteld;

in het bezit zijn van een rijbewijs van minstens cat. B; rijbewijs cat. C strekt tot aanbeveling;

slagen in een aanwervingsexamen.

De schriftelijke kandidaturen, samen met een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma of getuigschrift en een kopie van het rijbewijs, dienen aangetekend verzonden te worden aan : college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 13, 3560 Lummen en uiterlijk toe te komen op 20 augustus 1997.

Verdere inlichtingen en de volledige functiebeschrijvingen zijn te bekomen bij de personeelsdienst tel. 013/53 05 88. (19846)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Hasselt

Het Virga Jesseziekenhuis van Hasselt is een snel groeiend openbaar ziekenhuis met een capaciteit van ongeveer 600 bedden. Deze instelling wenst over te gaan tot de aanleg van een werfreserve van fulltime apotheker (m/v).

Diplomavoorgaarde :

houder zijn van een diploma van apotheker en van de specialiteit van ziekenhuisapotheker.

Een volledige functiebeschrijving, de aanwervingsvoorwaarden en een inschrijvingsformulier kan u aanvragen bij het secretariaat van het O.C.M.W., A. Rodenbachstraat 20, 3500 Hasselt, tel. 011/30 80 13.

Voor meer informatie over deze functie kan u steeds terecht bij de heer Jaak Damiaans, hoofdapotheker, op het nr. 011/30 94 11.

De kandidaturen, vergezeld van de nodige bewijsstukken, dienen ons te bereiken op uiterlijk 1 september 1997, om 14 uur, per aangetekende brief. (19847)

Economische Hogeschool Sint-Aloysius Brussel

Vacature voltijds administratief medewerker (ATP-kader, graad D1).

Taakinhoud :

instaan voor het onthaal van de bezoekers en de coördinatie van het telefonisch onthaal;

vervullen van allerlei administratieve taken (mailings, ontvangst van bestellingen, enz.).

Profiel :

minstens in het bezit zijn van een diploma van hoger secundair onderwijs;

over goede sociale vaardigheden beschikken; vriendelijkheid en stijlvol voorkomen zijn een absolute noodzaak;

over organisatietalent beschikken en zin hebben voor perfectie bij het afwerken van taken;

de Nederlandse taal goed beheersen, zowel schriftelijk als mondeling;

voldoende kennis hebben van Franse en Engelse spreektaal;

een goede kennis hebben van de werking van de verschillende diensten van de hogeschool; hiertoe zal gedurende de eerste maanden van de tewerkstelling een stage worden doorlopen in de verschillende diensten.

Beschikbaarheid en statuut :

beschikbaarheid voor de hogeschool overeenkomstig de gangbare arbeidsduurregeling : 38 uur per week voor een voltijdse betrekking (er is vermindering van deze arbeidsduur voor prestaties na 18 uur); bereid zijn prestaties te leveren vanaf 7 uur 's morgens tot 21 u. 45 m. 's avonds;

inschaling in het administratief en technisch kader in het niveau D1;

tijdelijk statuut overeenkomstig de rechtspositieregeling van het personeel van de hogeschool.

Kandidaatstelling :

Geïnteresseerde kandidaten dienen een uitgebreid *curriculum vitae* (op het daartoe bestemde sollicitatieformulier) te bezorgen aan de dienst personeel en planning, Stormstraat 2, lokaal 5115, 1000 Brussel vóór 31 augustus 1997.

Het sollicitatieformulier en bijkomende inlichtingen zijn te verkrijgen bij de dienst personeel en planning, tel. 02/210 12 58 of 02/210 13 26, fax 02/210 13 04 (gedurende de vakantieperiode is de dienst gesloten van 11 juli tot en met 15 augustus 1997). (19848)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor het departement elektrotechniek van de Faculteit toegepaste wetenschappen zoeken wij een secretariaatsmedewerker (m/v), graad 3, salarisschaal 3.1.

Doel van de functie :

Instaan voor een deel van de departementale administratie, onder leiding van de departementaal secretaresse. Voorbereiden van administratief ondersteunende taken en uitvoeren teneinde bij te dragen tot een vlotte werking van het departement.

Opgavens :

Het onthaal van bezoekers verzorgen en verstrekken van algemene informatie.

Uitvoeren van algemene secretariaats taken : klassemment, kopiëren, typen van teksten.

Bijhouden van de gegevensbestanden.

Meewerken aan de praktische organisatie van vergaderingen en infodagen.

Bijstaan van de afdelingssecretaresses bij afwezigheid, overbelasting of hoogdringendheid.

Profiel :

Kandidaten zijn in het bezit van minstens een diploma hoger secundair onderwijs.

Kennis van en ervaring met PC-software.

Goede mondelinge kennis van het Nederlands, Frans en het Engels.

Het betreft een voltijdse tewerkstelling voor zes maanden, verlenging mogelijk.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van het onderzoek van het sollicitatiedossier.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de Personeelsdienst ATP ter attentie van Diane Serré, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 27.

De selectieprocedure wordt gestart na 8 juli 1997. (19849)

Voor het departement elektrotechniek-Esat van de Faculteit toegepaste wetenschappen zoeken wij een gegradueerde in de informatica (m/v), graad 4, salarisschaal 4.1.

Doel van de functie :

Ondersteuning van de systeemmanagers, gebruikers en studenten bij het gebruik en onderhoud van de computerapparatuur en -netwerk.

Opgavens :

Zorg dragen voor de administratie van de UNIX accounts. Dit houdt in dat de nieuwe gebruikers moeten worden toegelaten, oude verwijderd, schrijfgebruik gecontroleerd,...

Het up to date houden van de configuratie van het netwerk van UNIX werkstations. Dit houdt in dat bepaalde bestanden nauwkeurig moeten bijgehouden worden, onder meer met betrekking tot de werking van het netwerk, de gebruikers, de elektronische post,...

De praktische uitvoering en de administratie van de backups. Niet alleen moeten de backups uitgevoerd worden, maar er moet ook zorgvuldig bijgehouden en gepland worden wat, wanneer en waarop ge-backup-ed wordt.

Het gebruiksklaar houden van randapparatuur (zoals bijvoorbeeld toezicht houden op de printers).

Bestelling van verbruiksgoederen zoals papier, banden, plotterpennen, toner cartridges,...

Interactie met en eerste lijns ondersteuning van de studenten met hun unix account.

Profiel :

De kandidaten zijn in het bezit van een diploma van gegradueerde informatica.

Beschikken over een basiskennis van multi-user operating systemen, bij voorkeur UNIX.

Zin hebben voor orde en goede organisatie van het werk.

Kennis van Engels is wenselijk.

Ervaring hebben met Windows/WindowsNT, C, Internet, is een pluspunt.

Het betreft een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur. Personeelsleden kunnen hiervoor hun mutatieaanvraag indienen.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van het onderzoek van het sollicitatiedossier.

Proeven en interviews in verband met bovengenoemde taken gaan door op woensdag 16 juli 1997.

Gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de Personeelsdienst ATP ter attentie van Diane Serré, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 27.

De selectieprocedure wordt gestart na 14 juli 1997. (19850)

Centre hospitalier universitaire Saint-Pierre

Personnel médical — Vacance

Une place de chef de clinique adjoint à plein temps au service d'oto-rhino-laryngologie, prenant effet au 1^{er} octobre 1997.

Cette fonction est accessible aux femmes et aux hommes.

Conditions :

Les conditions générales et particulières d'accès à cette place à remplir au 31 juillet 1997 (date de clôture de l'appel), peuvent être obtenues sur simple demande au département des ressources humaines du CHU Saint-Pierre, rue Haute 322, à 1000 Bruxelles (tél. : 02/535 40 38).

Appartenance scientifique :

Les médecins du cadre hospitalier sont membres de la communauté universitaire. Ils sont rattachés à la Faculté de médecine de l'U.L.B. ou de la « V.U.B. » selon le cas.

Frais d'inscription :

F 400 (le mode de paiement sera communiqué aux candidats).

Les candidatures sont à adresser par écrit et avant le 31 juillet 1997 au soir, au Centre hospitalier universitaire Saint-Pierre, département des ressources humaines, rue Haute 322, 1000 Bruxelles.

Universitair Medisch Centrum Sint-Pieter

Medisch personeel — Vacature van betrekking

Een voltijdse betrekking van adjunct-kliniekchef bij de dienst voor keel-, neus- en oorzaken van kracht op 1 oktober 1997.

Deze functie is toegankelijk voor vrouwen en mannen.

Voorwaarden :

De algemene en bijzondere toetredingsvoorwaarden voor deze betrekking, te vervullen op 31 juli 1997 (afsluitingsdatum van de oproep) kunnen verkregen worden op gewone aanvraag, te richten tot het departement voor human resources van het UMC Sint-Pieter, Hoogstraat 322, te 1000 Brussel (tel. : 02/535 40 38).

Wetenschappelijke aanhorigheid :

De geneesheren van het ziekenhuiskader zijn lid van de universitaire gemeenschap. Zij zijn verbonden aan de Faculteit van geneeskunde van de V.U.B. of van de « U.L.B. » naargelang van het geval.

Inschrijvingskosten :

F 400 (de wijze van betaling zal aan de kandidaten medegedeeld worden).

De kandidaatstellingen dienen schriftelijk en vóór 31 juli 1997 's avonds, gestuurd te worden naar het Universitair Medisch Centrum Sint-Pieter, departement voor human resources, Hoogstraat 322, 1000 Brussel. (19851)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**
**Gerechtigde akten
en uittreksels uit vonnissen**

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles, rendue en date du 12 juin 1997 (suivant requête du 29 mai 1997), le nommé Ben Taleb, Abdeltif, né à Tanger (Maroc) le 20 novembre 1961, domicilié à 1020 Bruxelles, rue Marie-Christine 80, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : De Man-Mukenge, Thérèse, avocate, rue Beeckman 67, 1180 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marcel Pauwels. (6310)

Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville

Par ordonnance du 24 juin 1997, du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, le nommé Legros, Maurice, né à Keumiee le 18 juillet 1920, domicilié et résidant actuellement à 5060 Sambreville (Tamines), rue Nuits-Saint-Georges 15i, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : son épouse, Drion, Fernande, ménagère, rue Nuits-Saint-Georges 15i, 5060 Sambreville (Tamines).

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Paul Watelet. (6311)

Justice de paix du premier canton de Huy

Par ordonnance du 13 juin 1997, M. le juge de paix du premier canton de Huy, a désigné Me Gérard Pintiaux, avocat à 4500 Huy, Quai de la Batte 9, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Petit, Isidore Louise, née à Huy le 23 avril 1904, veuve, domiciliée à 4500 Huy, rue des Crépalles 29, résidant à la « Résidence des Longs Thiers », rue du Long Thier 54, laquelle a été déclarée incapable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) L. Gendebien. (6312)

Justice de paix du second canton de Huy

Conformément aux dispositions de la loi du 18 juillet 1991, par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Huy, rendue le 17 juin 1997, Me Gérard Pintiaux, avocat à 4500 Huy, quai de la Batte 9, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de Mme Lannoy, Isabelle Rachel Renée, née à Wanze le 20 avril 1970, femme de ménage, domicilié à 4530 Villers-le-Bouillet, rue du Siège 5, cette personne ayant été déclarée hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) D. Antoine. (6313)

Conformément aux dispositions de la loi du 18 juillet 1991, par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Huy, rendue le 17 juin 1997, Me Gérard Pintiaux, avocat à 4500 Huy, quai de la Batte 9, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de M. Burion, Daniel Freddy, né à Haine-Saint-Paul le 31 janvier 1962, maçon, domicilié à 4530 Villers-le-Bouillet, rue du Siège 5, cette personne ayant été déclarée hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) D. Antoine. (6314)

Justice de paix du canton de Marchienne-au-Pont

Par ordonnance du juge de paix du canton de Marchienne-au-Pont, en date du 13 juin 1997, le nommé Foret, Pierre Romain Fernand Ghislain, divorcé, lieu et date de naissance à Villers-la-Ville le 25 février 1945, domicilié à 6031 Charleroi, (Monceau-sur-Sambre), place Albert 1er 10/01/4, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Scarna, Giuseppina, avocate, rue Vandervelde 31, à 6040 Charleroi, (Jumet), requête déposée le 22 mai 1997.

Pour extrait certifié conforme : le commis-greffier, (signé) Sacre, Alain. (6315)

Justice de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean

Par ordonnance du juge de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean, en date du 23 juin 1997, le nommée Errami, Hassan, né à Berchem-Sainte-Agathe le 23 juin 1968, domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, rue de l'Indépendance 24/1, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Errami, Lahsen, sans profession, domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, rue Fin 16, et d'un administrateur-juriste, pour une période limitée à six mois, Burlion, Jean-Luc, avocat, avenue Brugmann 164, Forest.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Mme Rimaux, Martine. (6316)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean, en date du 23 juin 1997, le nommée Kursun, Nazmije, né à Genk le 21 juin 1976, domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, rue de l'Indépendance 114, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Kursun, Ayse, sans profession, domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, rue de l'Indépendance 114.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Discart, Mia. (6317)

Justice de paix du premier canton de Mons

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons en date du 23 juin 1997, la nommée Simons, Yvonne Paulette, née à Courbevoie (France) le 29 avril 1925, veuve de Wathelet, Ernest, pensionnée, résidant actuellement à l'hôpital psychiatrique « Le Chêne-aux-Haies », sis à 7000 Mons, chemin du Chêne-aux-Haies 24, étant domiciliée à 7090 Braine-le-Comte, chemin Malpaix 9, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Xavier Maindiaux, avocat à 7000 Mons, rue de la Terre du Prince 17, les pouvoirs de l'administrateur étant limités à la période durant laquelle l'incapable aura une résidence ou un domicile effectif dans le ressort territorial de la justice de paix du premier canton de Mons.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean Bellemans. (6318)

Justice de paix du canton de Quevaucamps

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Quevaucamps du 24 juin 1997, la nommée Souris, Jacqueline, née à Sars-la-Buissière le 25 avril 1945, domiciliée à 6554 La Buissière, rue Max Buset 35, mais résidant à 7972 Aubechies, Home André Livémont, chemin du Home Livémont 1, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Me Jean-Philippe Pochart, avocat, domicilié à 7500 Tournai, rue de l'Athénée 10, requête déposée le 7 février 1997.

Pour extrait conforme : le commis-greffier principal, (signé) M. Gossuin. (6319)

Justice de paix du canton de Seneffe

Par ordonnance du 4 juin 1997, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Yves Demanche, avocat à Forest, avenue Ulysse 20, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de M. Christian Givron, domicilié à Manage, au Centre psychiatrique Saint-Bernard, rue Jules Empain 43, ce dernier étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Desomberg. (6320)

Par ordonnance du 4 juin 1997, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Yves Demanche, avocat à Forest, avenue Ulysse 20, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de M. Jacques Leclercq, domicilié à 6180 Courcelles, rue Jean Jaurès 62, mais se trouvant actuellement au Centre psychiatrique Saint-Bernard, rue Jules Empain 43, à Manage, ce dernier étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Desomberg. (6321)

Par ordonnance du 16 juin 1997, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Vincent Bertouille, avocat à Seneffe, rue Général Lemans 5-7, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de Mlle Claire Lienard, résidant à la résidence « Le Manoir », à Manage (La Hestre), chaussée de Bascoup 399, cette dernière étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Desomberg. (6322)

Justice de paix du canton de Seraing

Par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing en date du 25 juin 1997, une modification a été apportée aux pouvoirs, tels que prévus par ordonnance du juge de paix de Seraing du 27 mars 1996, de M. De Greef, Jacques, époux Bordi, Monique, pensionné, domicilié à 4100 Seraing, avenue de la Concorde 196, en sa qualité d'administrateur provisoire de De Greef, Philippe Thierry Luc, né à Saïgon le 11 juillet 1965, de nationalité belge, célibataire, domicilié à 4100 Seraing, rue de la Neuville 26.

Par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing en date du 25 juin 1976, il a été décidé ce qui suit :

Ordonnons une nouvelle publication de notre décision du 27 mars 1996 dont un extrait a été publié au *Moniteur belge* du 11 avril 1996, page 8627, dans une forme éronnée et mentionnant la date du 28 mars 1997 au lieu du 27 mars 1997 et telle que modifiée par la présente décision :

Constatons que l'intéressé n'est pas apte à assurer la gestion de ses biens sous la seule réserve de ce qui est prévu ci-après.

Désignons son père, M. De Greef, Jacques, domicilié à 4100 Seraing, avenue de la Concorde 196, en qualité d'administrateur, avec les pouvoirs prévus à l'article 488bis, c, du Code civil.

1. S'il existait des valeurs incorporelles, effecteur leur dépôt dans un dossier « titres » rendu indisponible sauf autorisation du juge de paix du canton de Seraing.

2. Disons que l'administrateur provisoire ouvrira un compte courant au nom de l'administré dans une banque de son choix et fonctionnant sous sa seule signature afin de percevoir toutes les sommes dues à l'administré et d'effectuer les paiements des charges et des dettes.

3. Disons qu'il ouvrira en outre un carnet de dépôt associé audit compte pour y transférer tous les trois mois le solde du compte courant qui ne serait pas nécessaire aux besoins immédiats de l'administré. Les fonds en dépôt sur ledit carnet seront rendus indisponibles sauf autorisation du juge de paix de Seraing.

4. Disons que l'administrateur mettra à disposition de l'administré un pécule mensuel pour lui permettre de faire face aux frais ménagers et autres frais de la vie quotidienne tandis qu'il réglera directement les frais relatifs au logement de l'administré. Ce pécule sera versé sur un compte bancaire ouvert dans les conditions exposées ci-après.

5. Disons que l'administré pourra néanmoins ouvrir un compte dans une banque de son choix et disposer éventuellement d'une carte de banque. Il ne pourra à aucun moment bénéficier d'une ouverture de crédit liée à l'usage de la carte de banque ou du compte.

Comme de droit, ordonnons l'exécution provisoire de la présente ordonnance.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Roger Collard. (6323)

Justice de paix du canton de Stavelot

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Stavelot en date du 16 juin 1997, le nommé Gossiaux, Sébastien, né à Nivelles le 24 juin 1971, domicilié à 4550 Nandrin, chemin du Meunier 15, résidant à la Maison Saint-Edouard, route de l'Amblève 88, à 4987 Stoumont, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Armand Gossiaux, domicilié à 1401 Baulers (Nivelles), avenue Reine Astrid 21.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Ivan Breuer. (6324)

Justice de paix du canton de Thuin

Par ordonnance du juge de paix du canton de Thuin en date du 23 juin 1997, le nommé Mahy, Marcel, né à Clermont le 4 avril 1916, domicilié à Strée, rue de la Station 35, résidant actuellement à Beaumont, résidence Sainte-Claire, chaussée de Charleroi 41, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Cuvelier, Philippe, avocat, dont le cabinet est établi à 6530 Thuin, place Albert 1^{er} 6.

Pour extrait conforme : le commis-greffier principal, (signé) Renée Scyeur. (6325)

Vrederegerecht van het kanton Menen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Menen, verleend op 24 juni 1997, werd de genaamde Lagae, Bernard, geboren te Wevelgem op 6 januari 1964, wonende en gehuisvest te 8560 Wevelgem, Korte Vinkestraat 28, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg als voorlopige bewindvoester toegevoegd: Breyne, Christine, bediende, wonende en gehuisvest te 8560 Wevelgem, Kruisstraat 131, nicht van de te beschermen persoon.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Ivette Ponnet. (6326)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Menen, verleend op 24 juni 1997, werd de genaamde Viaene, Erik, geboren te Avelgem op 31 oktober 1947, gedomicilieerd te 8580 Avelgem, Molendam 12, doch thans verblijvende te 8930 Menen, Bruggestraat 57-59, in het P.C. « Onze Lieve Vrouw van Vrede », niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg als voorlopige bewindvoerder toegevoegd : Viaene, Marc, wonende en gehuisvest te 8501 Bissegem, Rootputstraat 25, broer van de te beschermen persoon.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Ivette Ponnet. (6327)

Vrederecht van het kanton Roeselare

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Roeselare, van dinsdag 17 juni 1997, verleend op verzoekschrift dat ter griffie werd neergelegd op 5 juni 1997, werd de heer Gerard Gaytant, geboren te Roeselare op 27 september 1903, wonende te 8800 Roeselare, Vijfwegenstraat 384, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg als voorlopig bewindvoerder toegevoegd : de heer Napoleon Gaytant, wonende te 8800 Roeselare, Zuidmolenstraat 137.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Willy Bouden. (6328)

Vrederecht van het kanton Sint-Kwintens-Lennik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Kwintens-Lennik, verleend op 19 juni 1997, werd Beké, Albert, geboren te Ophaselt op 26 juni 1914, gedomicilieerd en verblijvende te 1770 Liedekerke, Kasteelstraat 14, RVT Sint-Rafaël, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Beké, Marie-Christine, Bosstraat 155, te 9404 Aspelare.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 11 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (6329)

Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 20 juni 1997, werd Van Acker, Isidoor, geboren te Eksaarde op 28 augustus 1913, wonende en verblijvende in de instelling Sint-Hiëronymus, Dalstraat 84, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 24 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (6330)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 20 juni 1997, werd Van Loock, Jan, geboren te Niel op 31 januari 1926, wonende te 2845 Niel, Hellegat 25, verblijvende in de psychiatrische instelling Sint-Hiëronymus, Dalstraat 84, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 24 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (6331)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 20 juni 1997, werd Vercauteren, Willy, geboren te Sint-Niklaas op 28 augustus 1946, wonende en verblijvende in de instelling Sint-Hiëronymus, Dalstraat 84, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 24 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (6332)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 20 juni 1997, werd Vercauteren, Nestor, geboren te Sint-Niklaas op 19 juli 1925, wonende en verblijvende in de instelling Sint-Hiëronymus, Dalstraat 84, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 24 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (6333)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 20 juni 1997, werd Asselberghs, Lodewijk, geboren te Boom op 25 februari 1910, wonende en verblijvende in de instelling Sint-Hiëronymus, Dalstraat 84, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 24 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (6334)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 20 juni 1997, werd Van Campenhout, August, geboren te Zwijndrecht op 21 december 1940, wonende en verblijvende in de instelling Sint-Hiëronymus, Dalstraat 84, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 24 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (6335)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 20 juni 1997, werd De Swaef, Adolf, geboren te Hofstade op 12 maart 1915, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Nieuwstraat 185, en verblijvende in de instelling Sint-Hiëronymus, Dalstraat 84, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 24 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (6336)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 20 juni 1997, werd Ophals, Dominique, geboren te Ukkel op 31 januari 1922, wonende en verblijvende in de instelling Sint-Hiëronymus, Dalstraat 84, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoeder : Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 24 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Deschepper, Luc.
(6337)

Vrederecht van het kanton Torhout

Uittreksel uit de minuten berustend ter griffie van het vrederecht van het kanton Torhout.

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Torhout, verleend op 24 juni 1997, werd Goddyn, Gertrude, geboren te Lichtervelde op 30 mei 1914, wonende te 8810 Lichtervelde, Statiestraat 41, verblijvende te 8820 Torhout, Rembertlaan 21, Sint-Rembertziekenhuis, niet in staat verklaard de eigen goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoeder : Vandecaveye, Magda, wonende te 8810 Lichtervelde, Statiestraat 41.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Christiaan Feyen.
(6338)

Uittreksel uit de minuten berustend ter griffie van het vrederecht van het kanton Torhout.

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Torhout, verleend op 24 juni 1997, werd Samson, Erik, geboren te Velzeke op 5 juli 1944, wonende te 8480 Ichtegem, Engelstraat 57c, verblijvend te 8820 Torhout, Sint-Rembertlaan 21, Sint-Rembertziekenhuis, niet in staat verklaard de eigen goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoeder : Samson, Jens, wonende te 8430 Middelkerke, Duinenweg 265.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Christiaan Feyen.
(6339)

*Mainlevée d'administrateur provisoire
Opheffing voorlopig bewindvoeder*

Justice de paix du canton de Grâce-Hollogne

Par ordonnance du juge de paix du canton de Grâce-Hollogne, en date du vendredi 20 juin 1997, il a été constaté que la mission de Me S.L. Spadazzi, avocat, juge de paix suppléant, dont le cabinet est établi à 4460 Grâce-Hollogne, rue J. Heusdens 55, désigné en qualité d'administrateur provisoire de M. Bertrand, Léon, né à Waremme le 25 décembre 1912, domicilié à 4500 Huy, rue Rioul 13/46, résidant à la maison de repos « Le Château d'Awans », à 4340 Awans, rue du Château 1, a pris fin, par suite du décès de celui-ci, survenu à Awans, le 21 mai 1997.

Pour extrait conforme : le commis-greffier, (signé) S. Dosseray. (6340)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 26 juin 1997, à été levée la mesure d'administration provisoire confiée à Me Jean-Marie Discry, avocat, dont le cabinet est établi à 4000 Liège, rue Louvrex 59, et prise par ordonnance du 19 mai 1993, à l'égard de M. Watrin, Joséphine, domiciliée rue Julien d'Andrimont 27, à 4000 Liège-1.

Cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens, à été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire.

Pour extrait conforme : le commis-greffier, (signé) Zanelli, Joséphine.
(6341)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 24 juin 1997, il a été mis fin au mandat de Me Pierre Valvekens, avocat, dont le cabinet est sis à 1050 Bruxelles, place Marie-José 6, bte 36, en sa qualité d'administrateur provisoire de Mme Hernalsteen, Maria, née à Woluwe-Saint-Pierre le 20 juillet 1911, de son vivant domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre, rue des Bannières 2A, mais résidant au Home Nazareth, chaussée de Waterloo 961, à Uccle, décédée le 4 juin 1997.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Pascal Goies. (6343)

Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 24 juni 1997, R.V. 14/94, werd een einde gesteld aan de opdracht van Peeraer, Marleen, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Zuidstationstraat 21, als voorlopig bewindvoeder over De Bruycker, Danny, geboren te Eeklo op 9 november 1955, met huidige verblijfplaats te 9060 Zelzate, Psychiatrisch Ziekenhuis Sint-Jan-Baptist, Suikerkaai 81, overleden te Zelzate op 1 januari 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de klerk-griffier, (get.) B. Kosolovsky.
(6344)

Vrederecht van het kanton Geraardsbergen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Geraardsbergen, verleend op 25 juni 1997, werd ambtshalve een einde gesteld aan het voorlopig bewind van Van Holder, Gustaaf, gepensioneerd, wonende te Geraardsbergen, aan de Guilleminlaan 197, over de goederen van De Roeck, Maria Augusta, geboren te Moerbeke op 28 augustus 1913, gedomicilieerd te 9500 Geraardsbergen, Guilleminlaan 5, doch in feite verblijvende te 9500 Geraardsbergen, R.V.T. Vincent, Kattestraat 3, ingevolge haar overlijden te Geraardsbergen op 20 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de afgevaardigde klerk-griffier, (get.) H. Van der Haegen.
(6345)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoeder*

Justice de paix du canton de Seraing

Par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing en date du 30 mai 1997, il a été mis fin au mandat de Bruni, Riccardo, époux Divino, Lucrezia, domicilié à 4102 Seraing (Ougrée), rue des Capucines 8, désigné en qualité d'administrateur provisoire de Bruni, Luigino, né à Ougrée le 1^{er} juillet 1964, de nationalité italienne, célibataire, domicilié à 4102 Seraing (Ougrée), rue des Capucines 8; un nouvel administrateur provisoire a été désigné, en l'occurrence, le frère de l'intéressé : Bruni, Gaëtano, domicilié à 4102 Seraing (Ougrée), rue de la Démocratie 51.

1. Dans le mois de l'acceptation de sa mission, l'administrateur dressera un état du patrimoine de l'intéressé.

2. L'administrateur ouvrira un compte courant au nom de l'administré dans une banque de son choix et fonctionnant sous sa seule signature afin de percevoir toutes les sommes dues à l'administré et d'effectuer le paiement des charges et des dettes.

3. L'administrateur ouvrira en outre un carnet de dépôt associé audit compte pour y transférer tous les fonds appartenant à l'administré et, tous les trois mois, le solde du compte courant qui ne serait pas nécessaire aux besoins immédiats de l'administré. Les fonds en dépôt sur ce carnet seront rendus indisponibles sauf autorisation du juge de paix de Seraing.

4. Si le patrimoine de l'administré comprend des valeurs incorporées, celles-ci seront déposées dans une banque dans un dossier « titres » rendu indisponible sauf autorisation du juge de paix du canton de Seraing.

5. L'administrateur justifiera de l'accomplissement de ces mesures conservatoires dans le mois de l'acceptation de sa mission en déposant au greffe un exemplaire de l'inventaire et les attestations des organismes financiers auprès desquels les opérations auront été effectuées.

6. L'administrateur remettra à l'administré, en une ou deux fois par mois, un pécule pour lui permettre de faire face aux petits frais de la vie quotidienne.

7. Chaque année, dans le mois qui suit la date anniversaire de sa désignation, l'administrateur nous adressera un relevé des comptes de l'administration provisoire en recettes et dépenses et un commentaire sur sa mission.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Roger Collard. (6342)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du 23 juin 1997, M. le juge de paix du second canton de Namur, a déchargé M. Lamour, Gérard, domicilié à 5500 Dinant, place Saint-Nicolas 4, de sa mission d'administrateur provisoire de M. Lamour, Stéphane, né à Dinant le 12 mars 1970, domicilié à 5500 Dinant, place Saint-Nicolas 4, résidant à 5500 Dinant, rue Edouard Dupont 6, et a désigné pour le remplacer : Me Anne Simon, avocat, avenue Franchet d'Esperey 14, à 5500 Dinant.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Gregoire. (6346)

Vrederecht van het kanton Genk

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Genk, verleend op 24 april 1997, werd Faraone, Giuseppe, geboren te Delianova op 27 augustus 1939, gedomicilieerd te 3600 Genk, Verbindingslaan 34, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Faraone, Giosué, arbeider, wonende te 3600 Genk, Verbindingslaan 34.

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Genk d.d. 12 juni 1997, werd Faraone, Giosué, arbeider, wonende te 3600 Genk, Verbindingslaan 34, vervangen door Mr. Veerle Daenen, advocaat te 3600 Genk, er kantoorhoudende Grotestraat 122, als nieuwe voorlopige bewindvoerder over Faraone, Giuseppe, geboren te Delianova (Italië) op 27 augustus 1939, en wonende te 3600 Genk, Verbindingslaan 34.

Genk, 25 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Leurs, Alfons. (6347)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

—
Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
—

Er blijkt uit een akte, verleden voor de e.a. klerk-griffier van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 20 juni 1997, dat de heer de Vinck, Guy, beheerder van goederen, wonend te 5000 Namen, de la Vecquée-laan 62, doch kantoorhoudend te 5000 Namen, Frère Orbanlaan 1/16, en woonstkeuze gedaan hebben op het kantoor van notaris Tom de Sagher, te 9940 Evergem, Eindeken 44, in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over de persoon en de goederen van de heer Gerard, Lucien, zonder beroep, geboren te Virton op 7 april 1938, wonende te 9940 Evergem, Eindeken 6, doch verblijvende te Dave, Sint-Hubertstraat 84 (daartoe aangesteld bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton te Namen, op 17 januari 1996), namens voornoemde beschermde persoon de nalatenschap van wijlen Mevr. Gerard, Jeannine, geboren te Virton op 23 juni 1931, laatst wonend te 9940 Evergem, Eindeken 6, en overleden te Gent, op 24 januari 1997, aanvaard heeft onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Er wordt aan de schuldeisers en de legatarissen ter kennis gebracht dat zij hun rechten kunnen doen gelden binnen de drie maanden, te rekenen vanaf deze bekendmaking door middel van aangetekend schrijven, gericht aan de door de voorlopig bewindvoerder gekozen woonplaats.

Evergem, 25 juni 1997.

Namens de voorlopig bewindvoerder : (get.) Tom de Sagher, notaris ter standplaats 9940 Evergem. (19853)

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

Volgens akte nr. 97-1037, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 26 juni 1997, Mr. Beatrijs Thomas, met kantoor te 1080 Brussel, Schoonslaapsterstraat 29, bus 1, handelende in haar hoedanigheid van volmachtdraagster krachtens een onderhandse volmacht, gedateerd van 3 juni 1997, en gegeven door de heer Bessemans, Hilaire, geboren te Sint-Truiden op 14 januari 1956, wonende te Sint-Truiden, Gorsemweg 186,

heeft verklaard, de nalatenschap van wijlen de heer Bessemans, Roger Hubert Victor, geboren te Sint-Truiden op 6 januari 1932, in leven wonende te Jette, Grondwetlaan 80, en overleden op 30 januari 1997 te Etterbeek, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend bericht, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van onderhavige opnemings, gericht aan de heer Roosens, Rik, notaris te 1831 Diegem, Van der Aastraat 30.

Brussel, 26 juni 1997.

De griffier, (get.) Aerts, Vera. (19854)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 97-1046 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 26 juin 1997, M. Moujoukos, Richard François, né à Marseille le 12 octobre 1945, domicilié à Marseille 12^e, tse Saint-Jean-du-Désert 50, « Les Chênes Verts », a déclaré accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Mme Spetti, Odette, née à Trieste (Italie) le 9 juillet 1923, de son vivant domiciliée à Molenbeek-Saint-Jean, boulevard Louis Mettwie 87/62, et décédée le 5 mai 1997 à Berchem-Sainte-Agathe.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à Mme Joëlle Deweerdt, notaire à 1050 Bruxelles, avenue Louise 213, bte 11,

Bruxelles, le 26 juin 1997.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (19855)

Suivant acte n° 97-1053 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 27 juin 1997, Mme Marie-Dominique Coppie-ters 't Wallant, avocat à 1050 Bruxelles, avenue du Pesage 61, bte 18, agissant en sa qualité de mandataire en vertu de six procurations sous seing privé :

la 1^{re} datée du 15 juin 1997 et donnée par M. René Jean Henri Robert Cesar, domicilié à 1030 Bruxelles, rue de la Luzerne 34;

la 2^e datée du 9 juin 1997 et donnée par Mme Joséphine Julienne Cesar, domiciliée à 1090 Bruxelles, avenue de l'Exposition 376/j/4;

la 3^e datée du 11 juin 1997 et donnée par Mme Anne Cathérine Cesar, domiciliée à Braine-le-Comte, rue Hector Denis 6;

la 4^e datée du 12 juin 1997 et donnée par M. François Arthur Henri Cesar, domicilié à Koekelberg, boulevard Léopold II 252;

la 5^e datée du 15 juin 1997 et donnée par M. José Pierre Antoine Cesar, domicilié à 2560 Luxembourg, rue de Strasbourg 96;

la 6^e datée du 9 juin 1997 et donnée par Mme Marie Henriette Cesar, domiciliée à Wasmes, rue du Roi Albert 209,

a déclaré, agissant comme acté ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Cesar, Jules Emilien Ernest, né à Koekelberg le 30 septembre 1934, de son vivant domicilié à Ixelles, avenue du Derby 22, et décédé le 2 décembre 1996 à Uccle.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Thierry Van Halteren, notaire à 1000 Bruxelles, rue de l'Association 30.

Bruxelles, le 27 juin 1997.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (19856)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-sept, le vingt-cinq juin, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu Van Leynseele, Pascale, née à Kortrijk le 16 mai 1968, domiciliée à Kluisbergen, Vuntestraat 41, laquelle comparante a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Godefroidt, Nicole Adrienne Laura, née à Wortegem (province Flandre Orientale) le 9 juin 1944, de son vivant domiciliée à Liège, rue Fragnée 128, et décédée le 2 juin 1997 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Ghys, Franck, notaire à Kluisbergen, Berchemstraat.

Dont acte signé, lecture faite par la comparante et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (19857)

Tribunal de première instance de Namur

L'an mil neuf cent nonante-sept, le vingt-cinq juin, à 10 h 30 m, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu Mme Charles, Nicole, domiciliée à Profondeville, chaussée de Dinant 30, agissant en sa qualité de mère et de tutrice légale des biens de son enfant mineur : Borbouse, John, né à Namur le 1^{er} février 1993, et ce dûment autorisée par le conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix, Serge Monjoie, du second canton de Namur en date du 25 juin 1997, laquelle comparante, a déclaré en langue française, agissant comme ci-dessus, accepter

sous bénéfice d'inventaire à la succession de M. Borbouse, Jules, domicilié en son vivant à Profondeville, rive de Meuse, Résidence Les Roches Bleu, et décédé à Yvoir en date du 6 juin 1997.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture signe avec nous, Jacqueline Tholet, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Caroline Remon, notaire, rue Mazy 64, à 5100 Jambes.

Namur, le 25 juin 1997.

Le greffier, (signé) J. Tholet. (19858)

L'an mil neuf cent nonante-sept, le mercredi vingt-cinq juin, à 9 h 50 m, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu :

Mme Maclet, Josée, née à Marbais le 3 avril 1965, veuve de M. Kaise, Bernard, domiciliée à Ligny, rue Gaie 17, agissant personnellement en sa qualité de mère et tutrice légale des biens des enfants mineurs :

Kaise, Grégory, né à Ottignies-Louvain-la-Neuve le 5 juillet 1985;

Kaise, Laetitia, née à Ottignies-Louvain-la-Neuve le 16 septembre 1988;

Kaise, Florian, né à Sambreville le 17 mars 1992,

(tous domiciliés avec leur mère), et ce dûment autorisée par le conseil de famille, tenu sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Gembloux, M. Pierre-Yves Massart, en date du 24 avril 1997, laquelle comparante, a déclaré en langue française, agissant comme dit ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Kaise, Bernard, domicilié en son vivant à Ligny, rue Gaie 17, et décédé à Vresse-sur-Semois, en date du 5 mars 1997.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture signe avec nous, Jacqueline Tholet, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Axel Charpentier, notaire, rue Bertinchamps 12, à 5140 Sombreffe.

Namur, le 25 juin 1997.

Le greffier, (signé) J. Tholet. (19859)

L'an mil neuf cent nonante-sept, le jeudi vingt-six juin, à 10 h 20 m, au greffe du tribunal de première instance de Namur, et par devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu M. de Vinck, Guy, né à Etterbeek le 2 septembre 1931, domicilié à Namur, avenue de la Vecquée 62, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Dumont, Michel, né le 31 janvier 1948, domicilié et résidant à l'H.N.P. Saint-Martin, rue Saint-Hubert 84, à Dave, et ce dûment autorisé par ordonnance rendue par M. le juge de paix du second canton de Namur, M. Serge Monjoie, en date du 18 juin 1997, lequel comparant, a déclaré en langue française, agissant comme dit ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Dandoy, Jeanne, domiciliée en son vivant à Namur, rue de la Chapelle 23, et décédée à Namur en date du 6 mai 1997.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture signe avec nous, Jacqueline Tholet, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Stéphane Watillon, notaire, rue J. Saintraint 8, à 5000 Namur.

Namur, le 26 juin 1997.

Le greffier, (signé) J. Tholet. (19860)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 26 juni 1997, heeft D'Haeseleer, Marc Karel Antonius Cesar, notarieel jurist, geboren te Turnhout op 13 augustus 1952, wonende te 1080 Brussel, Graaf Van Vlaanderenstraat 47-2, handelend :

a) ingevolge een notariële volmacht, waarvan ons een afschrift wordt overhandigd, verleden op 30 augustus 1995 voor de notaris Joseph Rottier, met standplaats te Denderleeuw, over D'Haeseleer, Maria Emmerentia, gepensioneerde, geboren te Welle op 15 mei 1921, echtgenote van Alfons De Schrijver, wonende te Denderleeuw-Welle, Steenweg 156;

b) in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over De Schrijver, Annie, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Klein Hulststraat 83, tot het doen van deze verklaring werd de comparante, in zijn hoedanigheid van voorlopige bewindvoerder over De Schrijver, Annie vernoemd, gemachtigd bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, d.d. 19 juni 1997,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Schrijver, Alfons, geboren te Liedekerke op 1 mei 1917, in leven laatst wonende te 9290 Berlare, Turfputstraat 100, en overleden te Berlare op 5 juni 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Rottier, Joseph, notaris te 9470 Denderleeuw, Guido Gezellestraat 113-115.

Dendermonde, 26 juni 1997.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Colman. (19861)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 26 juni 1997, heeft Mevr. Seymoens, Petra, advocate te 9200 Dendermonde, Gentsesteeweg 108-110, handelend als gevolmachtigde van Joris, Fernand, advocaat, kantoorhoudende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22, handelend in zijn hoedanigheid van voorlopige bewindvoerder over Lindekens, Virginie, geboren te Schoten op 9 april 1933, wonende te 2980 Zoersel, De Sprong, E. Vermeulenstraat 6B, hiertoe benoemd bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, d.d. 16 juni 1992,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Maesschalck, Georgius Franciscus, geboren te Zele op 1 januari 1908, in leven laatst wonende te 9240 Zele, Koevliet 2, en overleden te Zele op 11 maart 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Joris, Fernand, advocaat te 2110 Wijnegem, Marktplein 22.

Dendermonde, 26 juni 1997.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Colman. (19862)

Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Eurofinance F., en liquidation, Drève du Sénéchal 2/10, à 1180 Uccle, R.C. Bruxelles 515587, T.V.A. 415.659.153.

Date de report de cessation des paiements : 23 décembre 1996.

Juge-commissaire : M. Wiser.

Curateur : Me Jeanine Windey.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Windey.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Eurofinance F., in vereffening, Landvoogddreef 2/10, te 1180 Brussel, H.R. Brussel 515587, BTW 415.659.153.

Datum van ophouden betalingen : 23 december 1996.

Rechter-commissaris : de heer Wiser.

Curator : Mr. Jeanine Windey.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op donderdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Windey.

(Pro deo) (19864)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 20 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite de la S.C. Media Shop, établie et ayant son siège social rue S. Radoux 97, à 4000 Liège, R.C. Liège 135093.

Juge-commissaire : M. R. Dessard.

Procès-verbal de vérification des créances : le 29 juillet 1997.

Débats sur les contestations : le 21 août 1997.

Le curateur, (signé) Corneille Bastjaens, avocat à 4000 Liège-1, avenue de l'Observatoire 211/11. (19865)

Par jugement du 27 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.N.C. Heyman et Galatolo, dont le siège social est sis rue Dejace 197, à 4101 Jemeppe, R.C. Liège 194583, avec date des opérations commerciales le 1^{er} octobre 1995, pour l'exploitation d'un débit de boissons, salle pour banquet, salle de snooker sous la dénomination « Cité Jardin ».

Juge-commissaire : M. Jacques Debande.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 5 août 1997.

Débats sur les contestations : le jeudi 28 août 1997.

Le curateur, (signé) Sophie Bertrand, avocat à 4020 Liège, quai Marcellis 17. (19866)

Par jugement du 25 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de Mme Ernotte, Jacqueline, née à Lambermont le 4 janvier 1948, célibataire, domiciliée à 4400 Flémalle, Les Prairies 28, R.C. Liège 195496, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} octobre 1996, pour l'exploitation d'un snack, vente de sandwiches fourrés à emporter, sans consommation sur place, vente de plats préparés à emporter..., à 4460 Grâce-Hollogne, rue Mattéoti 6B, ayant fait radier son inscription au registre de commerce le 17 juin 1997, faillite sur aveu.

Le même jugement fixe provisoirement la date de la cessation des paiements au 1^{er} juin 1997.

Juge-commissaire : M. Maximilien Lehane.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 5 août 1997.

Débats sur les contestations : lundi 28 août 1997.

Le curateur, (signé) Me André Magotteaux, avocat à 4000 Liège, rue du Pont 36. (19867)

Par jugement du 24 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.A. Nouvelle Chocolaterie Jamar, ayant son siège social rue de Visé 629, à 4020 Wandre, R.C. Liège 185152, avec date du début des opérations commerciales le 12 octobre 1993, pour l'exploitation d'une chocolaterie, fabrication de chocolat, commerce de gros en produits de confiserie.

Le même jugement a reporté au 24 décembre 1996 l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : Mme Christiane Legros.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 5 août 1997, de 10 à 11 heures.

Débats sur les contestations : le jeudi 28 août 1997, à 9 heures.

Les curateurs, (signé) Me Michel Mersch, avocat à 4000 Liège, rue Charles Morren 4; et Me Pierre Cavenaile, avocat à 4000 Liège, rue J. d'Andrimont 23-35. (19868)

Tribunal de commerce de Neufchâteau

Par jugement du 24 juin 1997, le tribunal de commerce de Neufchâteau a prononcé la faillite de M. Vannier, Denis, domicilié à Bouillon, voie Jocquée 86, R.C. Neufchâteau 20545, pour le commerce de détail en confection hommes, dames et enfants.

Juge-commissaire : M. J. Loiseau.

Curateur : Me Jean-Marc Laurent, avocat, chaussée de France 8, à Neufchâteau.

Le tribunal a fixé au 24 décembre 1996 l'époque de la cessation des paiements. Les créanciers doivent faire au greffe du tribunal de commerce de Neufchâteau, rue Fr. Roosevelt 33, la déclaration de leur créance au plus tard le 14 juillet 1997.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au vendredi 12 septembre 1997, à 15 heures, et les débats sur les contestations à naître de cette vérification au mardi 23 septembre 1997, à 14 h 30 m, dans les deux cas en l'auditoire du tribunal de commerce de Neufchâteau, palais de justice, place Charles Bergh, à Neufchâteau.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Laurent. (19869)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 23 juin 1997, a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de Délices de Botticelli (Les), S.C., rue de la Station 122, 1410 Waterloo, R.C. Nivelles 62907.

Juge-commissaire : M. Rasquinet, Jean-Claude.

Curateur : Me Speidel, avocat, domicilié à 1400 Nivelles, rue de Charleroi 2.

Date limite du dépôt des créances : avant le 13 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 24 juillet 1997, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Débats le 7 août 1997, à 9 heures.

Le curateur, (signé) M.A. Speidel. (Pro deo) (19870)

Par jugement du 23 juin 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Petter Traduct'im, S.A., chemin des Prés du Meunier 4, 1457 Walhain, R.C. Nivelles 69606.

Juge-commissaire : M. Rasquinet, Jean-Claude.

Curateur : Me Speidel, avocat, domicilié à 1400 Nivelles, rue de Charleroi 2.

Date limite du dépôt des créances : avant le 13 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 24 juillet 1997, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Débats le 7 août 1997, à 9 heures.

Le curateur, (signé) M.A. Speidel. (Pro deo) (19871)

Par jugement du 23 juin 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Flamboyant de Saïgon (Le), S.P.R.L., place Bosch 21, 1300 Wavre, R.C. Nivelles 72265.

Juge-commissaire : M. Rasquinet, Jean-Claude.

Curateur : Me Speidel, avocat, domicilié à 1400 Nivelles, rue de Charleroi 2.

Date limite du dépôt des créances : avant le 13 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 24 juillet 1997, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Débats le 7 août 1997, à 9 heures.

Le curateur, (signé) M.A. Speidel. (Pro deo) (19872)

Par jugement du 23 juin 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Sole d'Italia de Gembloux, S.P.R.L., en abrégé : « Sole d'Italia », voie Chasseurs à Cheval 7, 1300 Wavre, R.C. Nivelles 81981.

Juge-commissaire : M. Jacquemin, Pol.

Curateur : Me Delcourt, avocat, domicilié à 1340 Ottignies, avenue des Combattants 108.

Date limite du dépôt des créances : avant le 13 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 24 juillet 1997, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Débats le 7 août 1997, à 9 heures.

Le curateur, (signé) B. Delcourt. (Pro deo) (19873)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis, in datum van 26 juni 1997, is de datum van staking der betalingen in het faillissement B.V.B.A. Draaijer Special Sizes, met zetel te 2000 Antwerpen, Britselei 50, H.R. Antwerpen 266458, uitgesproken op 16 mei 1997, op 16 november 1996 teruggebracht.

De curator, S. Van Meensel. (19874)

Bij vonnis, in datum van 26 juni 1997, is de datum van staking der betalingen in het faillissement N.V. Roeckens, Transport, met zetel te 2910 Essen, Hofstraat 43, H.R. Antwerpen 117089, uitgesproken op 15 mei 1997, op 15 november 1996 teruggebracht.

De curator, E. Van Meensel. (19875)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Oomen, Ronald Maria Joannes, geboren te Merksem op 14 juni 1950, wonende en handel-drijvende te 2100 Deurne, Frans Baetenstraat 5, onder de benaming « Garnierderij Salon », H.R. Antwerpen 200612, fabricage en garnering van niet-metalen meubelen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer W. Stappaerts.

Curator : Mr. A. Saelen, Mechelsesteenweg 210A, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 26 juni 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, Saelen. (19876)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Horeca Verkoop Bureel N.V., Ringlaan 42, 2240 Zandhoven, groothandel in elektrische machines, toestellen en materieel, H.R. Antwerpen 305484, op bekentenis failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer W. Stappaerts.

Curator : Mr. A. Saelen, Mechelsesteenweg 210A, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 26 juni 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, Saelen. (19877)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Marnix II N.V., Boomsesteenweg 460, 2610 Wilrijk (Antwerpen), H.R. Antwerpen 290542, patrimoniumvennootschap, ambtshalve, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Dejosse.

Curator : Mr. Van de Vyver, Eglantierlaan 1, bus 27, 2020 Antwerpen-2.

Datum der staking van betaling : 26 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, Van De Vyver. (19878)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Magnum Investments N.V., Aarschotplaats 10, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 242506, onderneming voor het beheer van beleggingen en vermogens, ambtshalve, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Dejosse.

Curator : Mr. Van de Vyver, Eglantierlaan 1, bus 27, 2020 Antwerpen-2.

Datum der staking van betaling : 26 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, Van de Vyver. (19879)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Davimmo N.V., Boomsesteenweg 462, 2610 Wilrijk (Antwerpen), H.R. Antwerpen 270558, onderneming voor het beheer van beleggingen en vermogens, ambtshalve, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Dejosse.

Curator : Mr. Van de Vyver, Eglantierlaan 1, bus 27, 2020 Antwerpen-2.

Datum der staking van betaling : 26 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, Van de Vyver. (19880)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is M.A.C. B.V.B.A., Cornelis Schutstraat 28, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 297072, verbruiksalon, ambtshalve, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Dongen.

Curator : Mr. Lange, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 26 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, Lange. (19881)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Jabobs, Patrick Ludovica Alfons, geboren te Merksem op 25 mei 1970, volgens dagvaarding wonende te 2240 Zandhoven, Liersebaan 342, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valkeniers.

Curator : Mr. Cools, Mechelsesteenweg 12, 6e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 26 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, Cools. (19882)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Wendelen, Marc Louis Emmanuel Maria, geboren te Antwerpen op 5 februari 1951, wonende en handeldrijvende te 2018 Antwerpen, Plantin 1 Moretuslei 2, bus 53, onder de benaming « Alfa-Omega », H.R. Antwerpen 298977, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valkeniers.

Curator : Mr. Cools, Mechelsesteenweg 12, 6e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 26 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, Cools. (19883)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Taxi De Schelde N.V., Zusters Onze-Lieve-Vrouwstraat 5, 2170 Merksem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 308385, onderneming voor het verhuren van autorijtuigen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valkeniers.

Curator : Mr. Cools, Mechelsesteenweg 12, 6e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 26 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, Cools. (19884)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Trade House N.V., Noorderlaan 107, 2030 Antwerpen-3, H.R. Antwerpen 293524, in- en uitvoerhandel van diverse goederen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Swaelen.

Curator : Mr. De Ferm, Ringlaan 130, 2170 Merksem (Antwerpen).

Datum der staking van betaling : 26 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, De Ferm. (19885)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Immo Management N.V., Gramayestraat 4, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 301825, onderneming in onroerende goederen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Swaelen.

Curator : Mr. De Ferm, Ringlaan 130, 2170 Merksem (Antwerpen).

Datum der staking van betaling : 26 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.

De curator, De Ferm. (19886)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Van der Velden, Herman, geboren te Merksem op 31 december 1949, wonende en handeldrijvende te 2390 Malle, Heikantstraat 3, H.R. Antwerpen 314039, onderneming voor het plaatsen van verlichting, drijfkracht, telefoon, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Swaelen.

Curator : Mr. De Ferm, Ringlaan 130, 2170 Merksem (Antwerpen).

Datum der staking van betaling : 26 december 1996.
 Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.
 De curator, De Ferm. (19887)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Rainbow B.V.B.A., Gorterstraat 20, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 306367, bestaat enkel voor haar maatschappelijke zetel, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Bladel.
 Curator : Mr. Heysse, Kerkstraat 39, 2940 Stabroek.
 Datum der staking van betaling : 26 december 1996.
 Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.
 De curator, Heysse. (19888)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Appels B.V.B.A., Brugstraat 16, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 300916, tussenpersoon in de handel, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Bladel.
 Curator : Mr. Heysse, Kerkstraat 39, 2940 Stabroek.
 Datum der staking van betaling : 26 december 1996.
 Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.
 De curator, Heysse. (19889)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Zetelstoffeerderij Boelen N.V., Van Aerdtstraat 2, 2060 Antwerpen-6, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Bladel.
 Curator : Mr. Heysse, Kerkstraat 39, 2940 Stabroek.
 Datum der staking van betaling : 26 december 1996.
 Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.
 De curator, Heysse. (19890)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Centralisatiekantoor N.V., Kruikstraat 26, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 284370, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Cauwenberghe.
 Curator : Mr. Elants, Sint-Cordulastraat 32, 2900 Schoten.
 Datum der staking van betaling : 26 december 1996.
 Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.
 De curator, Elants. (19891)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is Goldi C.V., Salvialei 1, 2170 Merksem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 311839, fabricage en garnering van niet-metalen meubelen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Cauwenberghe.
 Curator : Mr. Elants, Sint-Cordulastraat 32, 2900 Schoten.
 Datum der staking van betaling : 26 december 1996.
 Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.
 De curator, Elants. (19892)

Bij vonnis in datum van 26 juni 1997 is United Printers Roto N.V., in vereffening, in 't kort : « U.P. Roto », Garden Square, Laarstraat 16C, 2610 Wilrijk (Antwerpen), H.R. Antwerpen 284645, bestaat enkel voor haar vereffening, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Dongen.
 Curator : Mr. Lange, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 15 januari 1997.
 Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 juli 1997.
 De curator, Lange. (19893)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

De rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling zetelende te Oostende, heeft bij vonnis van 24 juni 1997, op bekentenis, failliet verklaard N.V. Ilios, met zetel gevestigd te 8400 Oostende, Louisastraat 14, H.R. Oostende 46133, voor verbruiksalon en onderneming in onroerende goederen.

Curator : Mr. Roland Pintelon, advocaat met kantoor te 8400 Oostende, Jozef II-straat 4, tel. 059/50 16 51, fax. 059/70 08 46.

Indienen schuldvorderingen : vóór 15 juli 1997, ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshof, Canadaplein, 8400 Oostende.

Verificatie : op 28 juli 1997, om 12 uur, en betwistingen op 21 augustus 1997, om 15 uur, telkens in de gewone gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Oostende.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) R. Pintelon. (19894)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 26 juni 1997 werd open verklaard, op bekentenis, het faillissement van Temsica B.V.B.A., hotel-taverne, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9140 Temse, Wilfordkaai 38, H.R. Sint-Niklaas 27883.

Staking van betaling vastgesteld op 26 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas, vóór 16 juli 1997.

Afsluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen op 6 augustus 1997, te 15 uur.

Betwistingen : op 11 september 1997, te 10 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

Rechter-commissaris : de heer Harry Cornelis, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Alain Cleyman, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Parklaan 14.

Voor uittreksel : de curator, (get.) A. Cleyman. (Pro deo) (19895)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt uitgesproken op 26 juni 1997, werd failliet verklaard Lynx B.V.B.A., met zetel te 3500 Hasselt, H. Vanveldekesingel 150, H.R. Hasselt 83794, BTW 450.003.883, kleinhandel papierwaren, kantoormeubilair, boeken.

Rechter-commissaris : H. Vandekerckhove.

De curatoren : Mrs. Xavier Gielen en Frederika Van Swygenhoven, advocaten te Hasselt, Van Dycklaan 15.

Datum van staking van betalingen : 26 december 1996.

De schuldeisers worden verzocht ter griffie van voormelde rechtbank, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, de verklaring van schuldverdring te doen vóór 17 september 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op 18 september 1997, te 14 uur, in de raadkamer, gelijkvloers, van de rechtbank van koophandel.

Behandeling van de betwistingen aan dewelke dit onderzoek aanleiding kunnen geven worden verwezen naar de zitting van de tweede kamer van deze rechtbank : op donderdag 2 oktober 1997, te 10 uur 's morgens.

Voor eensluidend verklaard afschrift : de curatoren, (get.) Mr. Xavier Gielen; Mr. Frederika Van Swygenhoven. (19896)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt uitgesproken op 26 juni 1997, werd failliet verklaard Knapek B.V.B.A., met zetel te 3990 Peer, Bedrijfsstraat 19, bus 3, H.R. Hasselt 94113, BTW 452.242.803, groothandel bureelcontainers, bouwmaterialen.

Rechter-commissaris : H. Vandekerckhove.

De curatoren : Mrs. Xavier Gielen en Frederika Van Swygenhoven, advocaten te Hasselt, Van Dycklaan 15.

Datum van staking van betalingen : 26 december 1996.

De schuldeisers worden verzocht ter griffie van voormelde rechtbank, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, de verklaring van schuldverdering te doen vóór 17 september 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op 18 september 1997, te 14 uur, in de raadkamer, gelijkvloers, van de rechtbank van koophandel.

Behandeling van de betwistingen aan dewelke dit onderzoek aanleiding kunnen geven worden verwezen naar de zitting van de tweede kamer van deze rechtbank : op donderdag 2 oktober 1997, te 10 uur 's morgens.

Voor eensluidend verklaard afschrift : de curatoren, (get.) Mr. Xavier Gielen; Mr. Frederika Van Swygenhoven. (19897)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 26 juni 1997, van ambtswege en bij verstek, in staat van faillissement verklaard Euro België B.V.B.A., met zetel te 3800 Sint-Truiden, Diestersteenweg 37, H.R. Hasselt 56455, bouwmaterialen en koeltechniek.

De heer Warson werd aangesteld als rechter-commissaris.

Mr. L. Naudts, advocaat te Houthalen, Springstraat 12, werd aangesteld als curator.

Schuldvorderingen in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, vóór 17 september 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht : op 18 september 1997, om 14 uur, in de raadkamer van de rechtbank.

Betwistingen worden behandeld in de gehoorzaal van de rechtbank : op donderdag 2 oktober 1997, om 10 uur.

De datum van staking van de betalingen : 26 december 1996.

Pro deo nr. 3034.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mr. L. Naudts, curator. (19898)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 26 juni 1997, op dagvaarding en bij verstek, in staat van faillissement verklaard Stassaert, Francis, geboren op 31 januari 1963 te Tongeren, wonende te 3890 Gingelom, Steenweg 29A, H.R. Hasselt 92441, tuinbouw.

De heer Warson werd aangesteld als rechter-commissaris.

Mr. L. Naudts, advocaat te Houthalen, Springstraat 12, werd aangesteld als curator.

Schuldvorderingen in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, vóór 17 september 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht : op 18 september 1997, om 14 uur, in de raadkamer van de rechtbank.

Betwistingen worden behandeld in de gehoorzaal van de rechtbank : op donderdag 2 oktober 1997, om 10 uur.

De datum van staking van de betalingen : 26 december 1996.

Pro deo nr. 3030.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mr. L. Naudts, curator. (19899)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 26 juni 1997, op dagvaarding en bij verstek, in staat van faillissement verklaard N.V. Trucar, met zetel te 3800 Sint-Truiden, Meiveldlaan 15A, H.R. Hasselt 68717, groot- en kleinhandel auto's.

De heer Warson werd aangesteld als rechter-commissaris.

Mr. L. Naudts, advocaat te Houthalen, Springstraat 12, werd aangesteld als curator.

Schuldvorderingen in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, vóór 17 september 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht : op 18 september 1997, om 14 uur, in de raadkamer van de rechtbank.

Betwistingen worden behandeld in de gehoorzaal van de rechtbank : op donderdag 2 oktober 1997, om 10 uur.

De datum van staking van de betalingen : 26 december 1996.

Pro deo nr. 3031.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mr. L. Naudts, curator. (19900)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 26 juni 1997, van ambtswege en bij verstek, in staat van faillissement verklaard N.V. Rupa, met zetel te 3800 Sint-Truiden, Urselnestraat 2, handeldrijvende onder de benaming Roots, H.R. Hasselt 63291, drankgelegenheden, danszaal.

De heer Warson werd aangesteld als rechter-commissaris.

Mr. L. Naudts, advocaat te Houthalen, Springstraat 12, werd aangesteld als curator.

Schuldvorderingen in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, vóór 17 september 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht : op 18 september 1997, om 14 uur, in de raadkamer van de rechtbank.

Betwistingen worden behandeld in de gehoorzaal van de rechtbank : op donderdag 2 oktober 1997, om 10 uur.

De datum van staking van de betalingen : 26 december 1996.

Pro deo nr. 3033.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mr. L. Naudts, curator. (19901)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 27 juni 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Tuerlinckx, Dirk Omer, geboren te Scherpenheuvel op 8 februari 1957, en wonende te 3290 Diest, Steenweg op Papenbroek 76, doch volgens H.R. Leuven wonende te 3290 Diest, Parelserf 46, onderneming voor het voegen en reinigen van gevels, plaatsen van chapes, H.R. Leuven 80633.

Rechter-commissaris : Ch. Plingers.

Curator : Mr. L. Jordens, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Dieststeenweg 325.

Staking der betalingen : 27 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 18 juli 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 4 augustus 1997, te 15 u. 45 m.

Behandeling der betwistingen : 26 augustus 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 22 oktober 1991.

De curator, L. Jordens. (19902)

Bij vonnis d.d. 27 juni 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van De Haes, Alfons Maurice, geboren te Langdorp op 24 maart 1945, en wonende te 3200 Aarschot, Gijmelsesteenweg 230, aannemer van metsel- en betonwerken, H.R. Leuven 56156.

Rechter-commissaris : J. Boon.

Curator : Mr. A.M. Huygens, advocaat te 3053 Haasrode, Bovenbosstraat 59.

Staking der betalingen : 27 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 18 juli 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 4 augustus 1997, te 15 u. 30 m.

Behandeling der betwistingen : 26 augustus 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 1 juli 1979.

De curator, A.M. Huygens. (19903)

Bij vonnis d.d. 27 juni 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. De Wandeling, met maatschappelijke zetel te 3000 Leuven, Lei 6, spijshuis, restauratiehouder, H.R. Leuven 72355.

Rechter-commissaris : J. Boon.

Curator : Mr. A.M. Huygens, advocaat te 3053 Haasrode, Bovenbosstraat 59.

Staking der betalingen : 27 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 18 juli 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 4 augustus 1997, te 15 u. 15 m.

Behandeling der betwistingen : 26 augustus 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 1 juli 1988.

De curator, A.M. Huygens. (19904)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 24 juni 1997 werd, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard de heer Marc Branswijck, geboren te Aalst op 16 september 1967, wonende te Zwalm, Hundelgemsebaan 65, H.R. Oudenaarde 35266.

Rechter-commissaris : de heer E. De Wachtelaer, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Oudenaarde.

Curatoren : Mr. Luc Blockeel, advocaat te Oudenaarde, Deinzestraat 1, en Mr. Koen Vander Stuyft, advocaat te Oudenaarde, Beverestraat 41.

Staking van betalingen : voorlopig bepaald op 24 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen : tegen 14 juli 1997, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14.

Nazicht der schuldvorderingen : donderdag 11 september 1997, om 9 uur, in de zittingszaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde.

Behandeling der betwistingen : donderdag 25 september 1997, om 9 u. 30 m., in de zittingszaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde.

De curatoren, (get.) Luc Blockeel; Koen Vander Stuyft. (19905)

Faillite rapportée – Intrekking faillissement

Hof van beroep te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 februari 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Advertising Supports and Promotion, met zetel te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Bergensesteenweg 71, H.R. Brussel 555588.

Bij arrest van het hof van beroep te Brussel, d.d. 19 juni 1997, werd dit vonnis hervormd en het faillissement opgeheven met navolgend dispositief : « Zegt dat het ten name van appellante geopende faillissement opgeheven is. »

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.

(Pro deo) (19863)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par jugement rendu le vingt-trois juin mil neuf cent nonante-sept par la troisième chambre du tribunal de première instance de Namur, l'acte reçu par le notaire Georges Laisse, à Noville-les-Bois (Fernelmont), le vingt-neuf avril mil neuf cent nonante-sept, contenant modification du régime matrimonial entre M. Baudoin, Marc Léon Jules Ghislain, agriculteur, né à Namur le vingt-trois avril mil neuf cent soixante-huit et son épouse Mme Laruelle, Isabelle Martine Jacqueline, femme au foyer, née à Huy le vingt et un avril mil neuf cent septante-deux, domiciliés et demeurant ensemble à Marchovelette (Fernelmont), rue de Cognelée 15, a été homologué.

Cet acte contient adoption du régime de la séparation de biens pure et simple.

Noville-les-Bois, le vingt-six juin mil neuf cent nonante-sept.

(Signé) Me Georges Laisse, notaire. (19906)

Par requête en date du quatorze février mil neuf cent nonante-sept, M. Charles Joseph François Leleu, pensionné, né à Rumes, le deux mars mil neuf cent vingt-cinq, et son épouse Mme Geneviève Deroubaix, pensionnée, née à Rumes, le vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt-sept, demeurant ensemble à Rumes, rue des Prisonniers de Guerre 3, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Tournai, une requête en homologation du contrat de mariage modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Pierre Taeke, à Jollain-Merlin, le quatorze février mil neuf cent nonante-sept.

Brunehaut, le 24 juin 1997.

Pour extrait conforme : le notaire, (signé) Taeke. (19907)

Aux termes d'un jugement prononcé le vingt-sept mai mil neuf cent nonante-sept par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, l'acte dressé par le notaire Francis De Simpel, à Warneton, contenant modification du régime matrimonial existant entre M. Bossut, Serge Marie Joseph, ouvrier, et son épouse, Mme Van Hollebeke, Arlette Simonne, commerçante, demeurant à 7780 Comines, rue du Faubourg 5, a été homologué.

Le contrat modificatif comporte maintien du régime légal, avec apport à la communauté d'un bien propre à l'épouse.

(Signé) Francis De Simpel, notaire. (19908)

Bij vonnis van de rechtbank te Antwerpen d.d. 20 mei 1997 werd de akte, verleden voor notaris Philip Coppens, te Boechout, op 11 februari 1997, waarbij de heer Pieter Frans Van Roosbroeck, en zijn echtgenote Mevr. Philomena Ludovicus De Herdt, samen te Boechout, Vinkenstraat 4, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden in een scheiding van goederen, gehomologeerd.

Boechout, 27 juni 1997.

(Get.) Philip Coppens, notaris te Boechout. (19909)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge in datum van dertien mei negentienhonderd zevenennegentig, werd een akte wijziging huwelijksstelsel verleden op elf juni negentienhonderd zesennegentig en een tweede akte wijziging huwelijksstelsel verleden op twintig februari negentienhonderd zevenennegentig, beiden voor Mr. Herman D'Hollander, notaris te Opwijk, gehomologeerd. Het huwelijksstelsel van de heer en Mevr. Caestecker-Devos, wonende te Brugge-Sint-Andries, Torhoutsesteenweg 61, werd gewijzigd van scheiding van goederen in een stelsel van de wettelijke gemeenschap van goederen.

Opwijk, 26 juni 1997.

(Get.) Herman D'Hollander, notaris. (19910)

Bij verzoekschrift van 26 juni 1997 hebben de echtgenoten Van Lil, Eric en De Vos, Jeannine, wonende te Ternat (ex Sint-Katherina-Lombeek), Roesemslos 27, bij de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg van Brussel, een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het kontrakt houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris De Ruyver, Yves, te Liedekerke, op twaalf mei negentienhonderd zevenennegentig.

Het wijzigend kontrakt bevat aanneming van het stelsel van de zuivere scheiding van goederen.

(Get.) E. Van Lil; J. De Vos. (19911)

Uit een verzoekschrift tot homologatie van een akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, ondertekend en gedagtekend door de heer Pieters, Robert Jozef Adrien, kinesitherapeut, geboren te Gent op 18 februari 1945 en zijn echtgenote Mevr. Masco, Mireille Germaine Hélène, verpleegster, geboren te Gent op 22 september 1955, wonende te 9000 Gent, Eendrachtstraat 121, op 17 juni 1997, blijkt :

1. Dat zij gehuwd zijn voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de stad Gent op 5 april 1989, onder het wettelijk stelsel der gemeenschap, ingevolge de bepalingen van hun huwelijkskontrakt verleden voor notaris Luc Van Damme, te Lochristi, op 21 maart 1989, niet gewijzigd tot op heden.

2. Dat uit hun huwelijk één kind werd geboren en behouden, namelijk Charlotte Pieters, geboren te Gent op 29 januari 1992.

3. Dat zij wensen hun huwelijksvermogensstelsel te wijzigen.

4. Dat zij wensen over te gaan van het wettelijk stelsel der gemeenschap naar het stelsel van zuivere scheiding van goederen.

5. Dat zij de bepalingen van hun huwelijksvermogensregeling hebben vastgesteld in een akte van wijziging verleden voor notaris Luc Van Damme, te Lochristi, op 17 juni 1997.

6. Dat deze wijziging een verandering in de samenstelling van de vermogens met zich meebrengt en tot vereffening van het vorig stelsel leidt.

7. Dat zij dienvolgens, overeenkomstig artikel 1394 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, voorafgaandelijk aan de wijziging, bij akte verleden voor genoemde notaris Van Damme, te Lochristi, op 17 juni 1997 een inventaris hebben opgemaakt van al hun bezittingen in actieve en passieve zin en dat zij tevens bij akte verleden voor genoemde notaris Van Damme, op 17 juni 1997, hun wederzijdse rechten nopens als deze actieve en passieve bezittingen hebben geregeld.

8. Dat de wijziging geen afbreuk doet aan de belangen van het gezin en deze van het kind en geen afbreuk doet aan de rechten van derden.

Lochristi, 26 juni 1997.

Notaris Luc Van Damme, te Lochristi, handelend namens de echtgenoten Pieters-Masco.

Voor eensluidend verklaard uittreksel, (get.) Luc Van Damme, notaris. (19912)

Bij vonnis van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Hasselt d.d. 10 juni 1997 werd gehomologeerd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de heer André Hubert Knaepen, bestuurder van vennootschappen, en zijn echtgenote, Mevr. Ansfrieda Josepha Verhagen, huisvrouw, beiden wonende te Heusden-Zolder (Zolder), Heidestraat 140, welke akte verleden werd voor notaris Jean Roggen, te Tessengerlo, op 26 maart 1997, inhoudende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, waarbij zij het stelsel der scheiding van goederen aannemen.

Tessengerlo, 24 juni 1997.

Namens de echtgenoten Knaepen-Verhagen, (get.) J. Roggen, notaris. (19913)

Bij verzoekschrift van 4 juni 1997 hebben de echtgenoten de heer Pim Jozef Paul Geerts, bediende, en zijn echtgenote Mevr. Sabine Decat, regentes, wonende te Huldenberg, de Peuthystraat 5, bus 3, een verzoekschrift ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, teneinde de homologatie te bekomen van het kontrakt van wijziging van huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Theo Vermeire, te Hoeilaart, op 4 juni 1997.

Voor de verzoekers, (get.) Theo Vermeire, notaris. (19914)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance du tribunal de première instance de Verviers du 23 juin 1997, Me Jean-Marc Cramilion, avocat à Verviers, rue des Déportés 79, a été désigné en qualité de curateur à la succession de Mme Simar, Marie Julienne Joséphine, retraitée, née à Verviers le 27 avril 1914, veuve de Biet, Eugène Jean-Marie, de son vivant domiciliée à Verviers, rue Henri Pirenne 66. Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître par avis recommandé leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la date de l'insertion.

(Signé) Jean-Marc Cramilion, avocat. (19915)

Tribunal de première instance de Marche-en-Famenne

Par ordonnance du 26 juin 1997, le tribunal de première instance de Marche-en-Famenne a désigné Me Etienne Viatour, avocat à 6900 Marche-en-Famenne, rue Victor Libert 8, en qualité de curateur à la succession vacante de Leclere, Maria Mathilde Elise Juliette Ghislaine, née à Bande, le 17 juin 1929, décédée à Sainte-Ode, le 27 janvier 1997, en son vivant domiciliée à 6900 Marche-en-Famenne (Marloie), Bwès des Leus 4, ap. 14.

Pour extrait conforme : le commis-greffier principal, (signé) J.J. Latour. (19916)